

سكنا من الامس

# Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

■ Régions en Europe  
■ Spécial immobilier  
■ Emploi : 15 pages  
d'annonces classées



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16528 - 7,50 F

MERCREDI 18 MARS 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Le Front national propose à la droite un « programme minimum » dans les régions

Refus des directions nationales, mais tentatives d'alliance dans sept régions

JEAN-MARIE LE PEN a proposé, lundi 16 mars, après une réunion du bureau politique du Front national, aux élus du RPR et de l'UDF de les soutenir lors de l'élection à la présidence des conseils régionaux à la condition qu'ils approuvent un « programme minimum » comportant six conditions. Le président du Front national a accepté, au terme de la discussion du bureau politique, de retirer de ces conditions la « préférence nationale », comme le lui demandait Bruno Mégret, délégué général du parti d'extrême droite.

Dans l'opposition parlementaire, les élus nationaux, qui ont réitéré leur condamnation de tout accord avec le FN, ont placé sous surveillance plusieurs élus régionaux qu'ils soupçonnent de céder aux tentatives d'une alliance avec l'extrême droite. Ces soupçons visent la droite de sept régions : Aquitaine, Bourgogne, Centre, Languedoc-Roussillon, Haute-Normandie, Picardie et Rhône-Alpes. Si de telles alliances devaient être conclues, elles entra-



vaient gravement, et sans doute pour longtemps, le processus de rénovation engagé dans l'opposition.

Plusieurs responsables régionaux de droite avaient adopté, lundi, des positions ambiguës sur

la question des alliances. En Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc (UDF-DL), président sortant, s'est dit prêt à accepter toutes les voix qui se porteront sur son nom. En Poitou-Charentes, Philippe Marchand, chef de file de la gauche, a

proposé à Jean-Pierre Raffarin (UDF-DL), président sortant, d'organiser entre eux des « primaires », afin de neutraliser les voix du Front national.

Lire pages 5 à 8

## Le texte du Vatican sur la Shoah déçoit la communauté juive

VENANT d'Israël et de la communauté juive, des critiques ont accueilli la publication, lundi 16 mars, du document du Vatican sur la Shoah, qui se présente comme un acte de « repentance ». Le Vatican est accusé de blanchir le pape Pie XII, dont le « silence » pendant la guerre continue de diviser les historiens. En outre, il établit une distinction nette entre l'antisémitisme racial et idéologique du nazisme - auquel l'Eglise estime n'avoir eu aucune part - et la tradition antijuive de l'enseignement du christianisme, qui aurait anesthésié les consciences et empêché les chrétiens de réagir aux persécutions avec une force suffisante. Cette dissociation ne satisfait pas les responsables juifs qui y voient une tentative de dissimulation.

Lire page 4 et le texte intégral du document page 14

### Mode, fin

Après plus de cent présentations depuis le 9 mars, les défilés parisiens se sont achevés lundi 16 mars. Bilan, p. 32 et 33

### Tournant à Pékin

La nouvelle direction chinoise marque la fin de l'ère des grands timoniers : le président Jiang Zemin devra désormais « cohabiter » avec le nouveau premier ministre, Zhu Rongji, « étoile montante » du Parti communiste. p. 2

### La mort de Maud Mannoni

La célèbre psychanalyste est décédée, dimanche à Paris, à 74 ans. Sa rencontre avec les adolescents psychotiques a marqué sa vie. Maud Mannoni ou un lacanisme à visage humain. p. 35

### Sans-papiers

L'application de la circulaire Chevènement est jugée trop restrictive. Occupation d'églises, expulsions policières... Le 18 mars, manifestation. p. 9

### Jumeaux étoilés



Les frères Pourcel, à Montpellier, sont encore sous le choc des trois étoiles accordées par le guide Michelin. p. 31

### TPI : les militaires témoigneront

Hubert Védrine annonce que Paris s'engage à autoriser « les officiers et les officiers français » à témoigner devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. p. 4 et notre éditorial p. 16

### Sciences de l'extrême

En terre Adèle, une quinzaine de « cobayes » français hibernent afin de tester les résistances humaines en conditions extrêmes. p. 25

Abonnement : 3 DM, Argentine-Guyane, 9 F; Australie, 26 AUS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$CAN; Chine-Taiwan, 200 F CFA; Danemark, 16 DKK; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 450 DR; Irlande, 400 F; Italie, 2000 L; Japon, 4000 ¥; Maroc, 10 DH; Mexique, 16 000 M; Pays-Bas, 5 Fl.; Portugal, 250 PTE; République tchèque, 500 Kč; Royaume-Uni, 10 £; Suède, 200 S; Suisse, 12 CHF; USA, 12 \$; USA (terrestre), 2,50 \$.

M 0147-318-750 F



## Le sordide « petit rat » qui fait exploser l'Audimat à la télévision brésilienne

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Il a été down, vendeur de brochettes - de chat, assure-t-il le plus sérieusement du monde - dans une gare routière, laveur de cadavres dans une morgue et même député fédéral sous la précédente législature. Mais c'est à la télévision qu'il a trouvé sa vocation, celle de racoleur de la pire espèce. Nouvelle vedette de l'ibope (l'Audimat local), Carlos « Ratinho » (« petit rat ») Massa repousse, en prime time sans le samedi, les limites de la vulgarité et du sordide dont le petit écran brésilien est pourtant prodigue. Tantôt court des miracles, tantôt foire d'empoigne, son émission, « Ratinho libre », enfonce la concurrence. Avec la bénédiction de son employeur, Edir Macedo, patron de TV Record et fondateur de l'Eglise universelle du royaume de Dieu, la plus prospère des sectes évangéliques brésiliennes.

« Le secret de ma réussite ? C'est de montrer ce qu'on ne voit jamais, un boeuf à trois cornes ou un enfant qui ne peut remuer que la tête et dont le reste du corps n'est qu'une boule de viande » : dans ses interviews à la presse, « Ratinho » persiste et signe, sans l'ombre

d'un scrupule. Livré au voyeurisme le plus morbide, infirmes féliniens et porteurs de maladies rares défilent sur son plateau en échange d'appels à la charité publique. L'intermède de la gaudriole obscène est un autre pilier du phénomène cathodique. Exemple : une jeune fille rêve de devenir top model mais, prétend-elle au micro, un gros grain de beauté à la fesse l'empêche de faire carrière. Le temps de se déculotter en un tour de main, et elle présente aux téléspectateurs l'objet de son ressentiment.

Avant de rejoindre, en septembre 1997, TV Record, où ses émoluments viennent d'être portés à un niveau phénoménal, 400 000 dollars mensuels (environ 2,4 millions de francs), « Ratinho » s'était rendu populaire, sur la chaîne CNT, grâce au slogan « un bon bandit est un bandit mort ». Habile à exploiter le filon sécuritaire, il avait décroché un mandat de député au Congrès de Brasília, où il reconnaît avoir été « médiocre ». Fidèle à sa caricature, il lui arrive encore de conseiller aux policiers de « matraquer les voyous loin des journalistes ».

Un fait divers particulièrement abominable

lui a offert, fin février, son plus beau coup médiatique dans le rôle du champion des martyrs de la violence. Une ménagère aveugle d'une quarantaine d'années a en effet accusé, face aux caméras, son ancien compagnon, un militaire en retraite, de lui avoir coupé la pointe des oreilles et le bout de la langue avant de lui crever les yeux avec une aiguille, puis d'avoir tué, en le rouant de coups, leur bébé de six mois. « Monsieur le ministre de la justice, je m'engage à participer personnellement à votre campagne si vous parvenez à faire capturer ce monstre », promet « Ratinho » à la fin de ce témoignage insoutenable.

Dès le lendemain, Iris Rezende, le ministre interpellé qui briguera probablement le siège de gouverneur de l'Etat de Goiás (le centre du Brésil) aux prochaines élections d'octobre, s'empresait, en direct de Brasília et durant douze minutes, d'annoncer l'ouverture de la chasse à l'homme. Moins d'une semaine plus tard, le sinistre individu était sous les verrous et le « petit rat » aux anges : l'ibope est son fromage préféré.

Jean-Jacques Sévilla

Lire page 12

## Le secret des Hénokiens

DANS l'entreprise, on les appelle par leur prénom : « Monsieur François », « Monsieur Hervé ». Ce sont les patrons des plus vieilles sociétés familiales du monde - au moins deux cents ans -, regroupés dans un club très chic et fort discret, les Hénokiens. Parmi les vingt-sept membres - propriétaires d'au moins 51 % du capital, toujours prospères -, la doyenne japonaise affiche mille trois cents ans, bon pied, bon œil. Ce sont des anomalies statistiques. Pour eux, le Peugeot, Fiat, Michelin sont des jumeaux. Le secret de leur longévité ? Le capitalisme vertueux, soucieux de l'entreprise et de sa pérennité plus que de l'intérêt personnel des membres du clan.

POINT DE VUE

## Il faut réviser le procès Sofri, au nom du bon sens

La réponse judiciaire à la demande de révision du procès Sofri devrait être connue en Italie mercredi 18 mars. Sur la foi d'un témoignage de « repentant », Adriano Sofri a été condamné le 22 janvier 1997, ainsi que deux autres anciens militants du mouvement contestataire Lotta continua, Ovidio Bompressi et Giorgio Pietrostefani, à vingt-deux ans de prison, au terme de sept procès. Tous trois répondaient de l'accusation d'avoir assassiné, le 17 mai 1972, le commissaire de police Luigi Calabresi. Ce verdict a déclenché, en Italie et en France, une intense controverse et une campagne de soutien aux trois anciens militants qui clament leur innocence. La revue *Micromega* et Umberto Eco ont autorisé *Le Monde*, qui les en remercie, à publier la traduction d'un « plaidoyer logique » que l'auteur du *Nom de la Rose* avait fait paraître dans cette revue en 1997 (n° 3).

par Umberto Eco

LES arguments des négationnistes pour invalider chaque témoignage sur l'Holocauste sont nombreux. Une de mes étudiantes en sémiotique, Valentina Pisanty, a soutenu récemment sa thèse de troisième cycle sur la logique négationniste. J'avais demandé à la candidate non pas de manifester ses propres croyances sur la réalité de l'Holocauste, ni même de décider si les documents produits par les uns ou les autres étaient authentiques - c'est là la

tâche des historiens -, mais uniquement de mettre en lumière les processus logiques employés par les négationnistes en analysant certains documents ou témoignages.

Lire la suite page 13

Umberto Eco est titulaire de la chaire de sémiotique de l'université de Bologne et écrivain. (Traduit de l'italien par Myriem Bouzahr).

## Bibendum gonflé à bloc



FRANÇOIS MICHELIN

POUR le centenaire du Bibendum, François Michelin, cogérant et patron historique du numéro un mondial du pneu, peut faire la fête. Michelin conforte sa position et a annoncé, mardi 17 mars, un résultat net de 3,88 milliards de francs, en hausse de 34 % sur 1996. Michelin, Bridgestone et Goodyear se livrent une guerre commerciale acharnée.

Lire page 17

International	2	Aujourd'hui	25
France	5	Annuaire des villes	26
Société	9	Météorologie, Jours	34
Culture	11	Culture	35
Horaires	12	Culte culturel	37
Entreprises	17	Voyage	38
Communication	21	Abonnements	38
Finances/marchés	28	Radio-Télévision	39



**ASIE** Le nouveau noyau dirigeant investi, lundi 16 et mardi 17 mars par l'Assemblée nationale populaire chinoise, condamne désormais les hiérarchies de Pékin à une pratique

collégiale du pouvoir. ● LA RÉÉLECTION du président Jiang Zemin et l'intronisation de l'« étoile montante », Zhu Rongji, au poste de premier ministre, en remplacement de Li

Peng qui devient président de l'Assemblée, permet de tourner la page de la période de l'après-Tiananmen. ● L'ACCESSION de Zhu Rongji à la tête du gouvernement contribue à

redistribuer les cartes du pouvoir et risque de déboucher sur une rivalité avec le président. La personnalité de M. Zhu, ce grand commis de l'Etat à la réputation de réformateur, ne doit

pas faire oublier que l'ancien maître de Shanghai reste un homme d'appareil dont les manières cassantes se conjuguent avec le souci d'une efficacité gestionnaire.

## La nouvelle direction chinoise solde l'ère des grands timoniers

Le président Jiang Zemin va devoir « cohabiter » avec l'« étoile montante » du parti, Zhu Rongji, le nouveau premier ministre. La rivalité entre les deux hommes risque de dominer la scène politique pékinoise ces prochaines années

**PÉKIN**  
de notre correspondant  
La direction chinoise vient de clore la période de l'après-Tiananmen. Neuf ans après le massacre de Pékin (juin 1989), la hiérarchie communiste de l'empire du Milieu vient de s'engager dans une redistribution des rôles au plus haut niveau qui, à défaut de solder ses comptes avec la population, marque la fin d'une époque hantée par la statue du Commandeur de Deng Xiaoping. Formellement investi lundi 16 et mardi 17 mars par l'Assemblée nationale populaire (ANP), le nouveau noyau dirigeant qui franchira le seuil du troisième millénaire (son mandat est de cinq ans) se trouve désormais condamné à la pratique collégiale du pouvoir. Aucune figure incontestée ne le domine. Pour la première fois depuis la fondation du régime communiste en 1949, la Chine ne sera pas gouvernée au gré des visions, des humeurs, ou des tousotements fatigués d'un patriarche ou d'un timonier.

**Le pays devrait connaître une « cohabitation » assez houleuse**

Ce grand vide ouvert par l'extinction de la génération de pères fondateurs peut être un atout pour une population qui aspire assez largement à substituer la règle de l'Etat de droit aux aléas de l'arbitraire. Mais il peut tout aussi bien annoncer une dangereuse fragmentation du pouvoir en chapelles concurrentes. Or la Chine peut difficilement se payer un tel luxe à un moment où l'exacerbation des tensions sociales provoquées par les réformes économiques requiert un gouvernement assuré. Que faut-il attendre de cette nouvelle direction « élue » selon

un scénario déjà bouclé lors du 15<sup>e</sup> congrès du Parti communiste, tenu à la mi-septembre ? L'actuel numéro un Jiang Zemin a été reconduit à la présidence de la République, poste qu'il cumulait déjà avec ceux de secrétaire général du parti et de président de la commission militaire centrale. Une telle brochette de galons est du plus bel effet, mais elle n'en fait pas nécessairement l'homme fort du régime. S'il est incontestable qu'il a conforté son assise personnelle depuis le décès, il y a quatorze mois, de Deng Xiaoping, M. Jiang n'est pas le centre de gravité du système.

Il suffit de constater la nervosité avec laquelle il tolère l'arrivée aux commandes gouvernementales de l'étoile montante de la politique chinoise, Zhu Rongji, intronisé premier ministre. Il est de notoriété publique que les rapports entre les deux hommes sont malaisés. Technocrate cassant, M. Zhu ne prise guère les jeux d'appareils et les allégeances claniques qui font l'ordinaire des coulisses du pouvoir chinois. On dit que M. Jiang a pris ombrage du fait que M. Zhu ne rende que mollement hommage à ses mérites présidentiels dans ses interventions publiques.

Surtout, M. Jiang s'irrite de la cote de son premier ministre à l'étranger. A un moment où Pékin redore son blason sur la scène internationale - Washington vient de refuser, dans la foulée des Européens, de cautionner une résolution anti-chinoise à la Commission des droits de l'homme de Genève -, M. Jiang veut sa part de lumière. La Chine, elle aussi, devrait connaître une « cohabitation » assez houleuse sur les affaires étrangères. Sans doute cette concurrence explique-t-elle que Jiang Zemin ait d'ores et déjà mis sur orbite un dauphin potentiel en la personne de Hu Jintao. Cadet du bureau politique (il a cinquante-cinq ans) et ancien chef de l'école du parti à Pékin, M. Hu



vient d'accéder au poste de vice-président de la République. La nomination de ce jeune tuc à un poste symbolique, jusque-là réservé à des vétérans ou à des figures non communistes avertis, est exceptionnelle. Elle semble indiquer la volonté de M. Jiang

de renforcer le pôle de la présidence face au gouvernement de Zhu Rongji.

Car c'est bien cette dualité qui risque de dominer la politique chinoise ces prochaines années. On a beaucoup glosé sur les velléités autonomistes de l'Assem-

blée nationale populaire (ANP) à l'époque où celle-ci était présidée par Qiao Shi, ancien patron des polices converti à la rhétorique sur l'« état de droit ». Or M. Qiao a justement été débarqué sans ménagement pour avoir poussé le bouchon un peu loin

dans sa tentative d'émancipation.

Et on a toutes les raisons de penser que son remplacement par l'ancien premier ministre Li Peng, dont le nom reste associé à la répression de Tiananmen, aboutira à ramener dans le rang les quelques naïfs qui s'étaient mis à rêver de parlementarisme à la chinoise. Les 326 députés (sur 2 616 votants) qui ont refusé d'avaliser l'élection de M. Li ont vraisemblablement voulu exprimer leur crainte d'un recul des prérogatives parlementaires. La très mauvaise élection (seulement 65 %) au poste de procureur général de Han Zhubin, un bureaucrate peu familier des questions de justice, exprime aussi à sa manière les inquiétudes des députés. Avec une faille ouverte entre la présidence et le gouvernement et la perspective d'une reprise en main de l'Assemblée, l'équation au sommet de la hiérarchie chinoise est bel et bien bouleversée.

Frédéric Bobin

## Zhu Rongji, « soldat d'Etat » contre les grands ducs

**PÉKIN**  
de notre correspondant  
Il y a un vrai « phénomène » Zhu Rongji. Encensé ou redouté, voire haï par les fœdaux qu'il menace, le

**PORTRAIT**  
A la tête du gouvernement, M. Zhu n'est l'homme d'aucun clan

nouveau premier ministre chinois est de l'étoffe des grands commis de l'Etat dont la Chine a jusque-là cruellement manqué. A l'âge de soixante-neuf ans, ce technocrate aux idées larges et aux gestes tranchants n'est l'homme d'aucun clan, même s'il doit son irrésistible ascension au parrainage initial de

Deng Xiaoping. S'il laisse une trace dans l'histoire, ce sera d'abord comme artisan de l'effacement d'une réhabilitation de l'Etat dans une société jusqu'alors phagocytée par le Parti communiste.

Le « phénomène » est suffisamment inédit en Chine pour qu'il se prête à de multiples malentendus, y compris à l'étranger, où on le « chouchoute ». Les colloques de Hongkong ou de Davos l'accablent d'admiration et non d'indignation. On apprécie cet esprit délié, plaisantant en anglais, se frottant aux gourous de l'école de Chicago, qui a envoyé ses deux enfants étudier aux Etats-Unis et au Canada. Au cœur de la grisaille de la hiérarchie chinoise, il détonne.

Mais gare aux clichés ! On se tromperait lourdement en voyant en lui un fou du marché ou un adepte du nouvel âge capitaliste.

S'il dédaigne la bureaucratie, qu'il veut dégraisser, il prise la technocratie, qu'il veut muscler.

Formé à l'école du Plan, il en a conservé le goût de l'ordre et de l'encadrement. Rationaliste, il se méfie du lyrisme débridé du type Grand Bond en avant, qu'il s'agisse des lobbies passés de Mao ou de celles de certains dirigeants locaux actuels cédant volontiers aux sirènes de la spéculation. Son propos est de canaliser et non d'émanciper les forces du marché qui s'ébrouent aujourd'hui en Chine.

**DÉMONÉ COMME « DROITIER »**  
C'est cette vision assez orthodoxe de l'économie qui lui a valu les premiers ennemis de sa carrière. Né le 1<sup>er</sup> octobre 1928, à Changsha, la capitale du Hunan - province natale de Mao -, Zhu a fait ses études d'ingénieur électricien dans la prestigieuse université pékinoise Qinghua. Diplômé en 1951, il perçoit rapidement au sein de la commission d'Etat au Plan. Lorsque Mao déclenche, en 1957, la campagne des Cent Fleurs, il sort du bois pour critiquer les objectifs irréalistes du Plan. Le retour de bâton est douloureux. Dénoncé comme « droitier », il est exilé quatre ans durant dans une ferme de la campagne profonde.

Au début des années 60, il réintègre sa maison-mère du Plan, mais la révolution culturelle, qui éclate à partir de 1966, le happe une nouvelle fois dans le tourbillon des purges. Il passera cinq ans dans une école rurale du Nord-Est à laver les toilettes, nourrir les cochons et cuisiner à la cantine. Introversé, il se mêle peu à ses compagnons d'infortune. Il préfère consommer ses soirées à écouter, seul, les programmes radio en anglais.

Réhabilité lors du retour aux affaires de Deng Xiaoping, M. Zhu revient sans difficultés aux premières loges de l'administration. Son expertise fait merveille. Il chemine jusqu'à la vice-présidence de la commission d'Etat au Plan. Mais sa carrière bascule vraiment en 1987, quand M. Deng le propulse à la tête de la municipalité de Shanghai pour réveiller la cité engourdie par quatre décennies de brimades de Pékin.

Le résultat est si spectaculaire que le patriarche, impatient de sortir de la glaciation qui suit le massacre de Tiananmen (juin 1989), le nomme vice-premier ministre en 1991. Il s'imposera vite comme le vrai patron de l'économie. Allergique à la surchauffe attisée par la relance désordonnée des réformes en 1992, M. Zhu sera l'homme du grand refroidissement. Le pilotage de ce fameux « atterrissage en douceur » lui vaudra bien des

louanges à l'étranger, où l'on croyait l'économie chinoise hors contrôle, ainsi que l'estime de la population, soulagée du virus inflationniste. Mais M. Zhu s'attire aussi des solides inimitiés, notamment des dirigeants d'entreprises d'Etat qu'il s'efforce de la main des crédits faciles. Les barons des provinces côtières n'apprécient pas davantage son centralisme autoritaire.

Un tel parcours fait de lui un pragmatique éclairé ou un féroce d'efficacité gestionnaire, mais pas forcément un libéral en économie. On l'a bien vu dans le débat sur la réforme des entreprises d'Etat, où il a dû rappeler à l'ordre les tenants d'une accélération brutale des privatisations. S'il est favorable à une restructuration de ces mastodontes surendettés, via des faillites et des fusions, il n'est pas pour autant un partisan inconditionnel d'une ouverture du capital. Il tend à penser que les difficultés du secteur sont moins dues au régime de propriété lui-même qu'à l'incompétence des hiérarchies.

Il y a du jacobin chez M. Zhu. Il aime à endosser la tunique du soldat de l'Etat ferrailant contre les grands ducs. Cela fera-t-il de lui l'homme de la réforme politique, ce chantier inachevé qui a déjà englouti dans ses fosses les ingénieurs les mieux inspirés ? Il serait assurément très risqué d'attendre de sa seule nomination des miracles en matière de démocratisation. Mais on peut à tout le moins escompter des initiatives sur le terrain de l'Etat de droit. Ce combat l'intéresse. Il l'a montré à Shanghai en traquant sans merci les apparatchiks corrompus.

Fera-t-il preuve de la même audace sur l'autre dossier politique qui l'attend : le débat autour d'une révision du jugement officiel sur le mouvement démocratique de 1989, toujours considéré comme « contre-révolutionnaire » par le régime ? A l'époque maître de Shanghai, M. Zhu s'était acquis le respect des étudiants en multipliant les prévenances pour éviter le drame. Au lendemain du massacre de Pékin, une phrase délibérément ambiguë - « La vérité finit toujours pas sortir » - lui avait valu la haine des conservateurs de l'appareil. Certains d'entre eux, notamment son prédécesseur Li Peng, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale populaire, sont toujours là et veillent au grain. Lui laisseront-ils les mains libres ? On a toutes les raisons d'être sceptiques. Sur ce champ de mines, M. Zhu ira lentement, très lentement.

F. B.

## Qui fait le plus :

Intranet - **COMPAQ** - Études de devis - Maintenance sur site - Formation - **Nikon** - Hot Line - Windows NT - Maintenance agréée Compaq - **Apple** - Intranetware - **HEWLETT-PACKARD** - Gestion de parc 100 000 clients - Installations - Location évolutive - Ingénierie - 5 000 références en stock - **EPSON** - Conseil avant-vente - Internet - Logiciels - **Microsoft** - Réseaux - Appleshare - **AGFA** - Périphériques - Financement - **TOSHIBA** - Consommables - 50 techniciens - etc... etc...

## ...fait aussi des prix !



**8690<sup>HT</sup>**  
ICP W-200MMX  
Processeur Intel Pentium 200MMX  
32 Mo de DRAM EDO - DD 3.2 Go Ultra  
DMA - carte vidéo S3 Virge 3 Mo PCI 3D  
Carte son AS 16 Compatible SB et HP 160 W  
Moniteur ADI 13" SVGA - Windows 95  
Office 97 PME (OEM)  
(Ref. ICP1010010 + CIB1400002)



**5990<sup>HT</sup>**  
COMPAQ  
Deskpro 2000 5166X  
Processeur Intel Pentium 166MMX  
carte vidéo S3 Trio 1 Mo 64 V2/GX  
Disque Dur 2.1 Go SMART II  
16 Mo de SDRAM  
Windows 95  
(Ref. COM1010854 + COM1400002)



**12990<sup>HT</sup>**  
COMPAQ  
Deskpro 4000 5200X  
Processeur Intel Pentium 200MMX  
Contrôleur Ethernet 10/100 Mo/s LUT  
CD 15x - Moniteur Compaq V70 17"  
DD 2.4 Go SMART II  
32 Mo de SDRAM  
Windows 95  
(Ref. COM1210082 + COM1400055)

Prix pour paiement comptant. Offres valables jusqu'au 31 mars 1998.

## IC L'informatique au service des professionnels

IC Paris Beaumont : ouvert le samedi 75004 Paris - Tél. : 01 44 78 26 26 - IC Paris 15ème : 75015 Paris - Tél. : 01 41 53 03 03  
IC Paris Vendôme : 75001 Paris - Tél. : 01 42 38 93 93 - IC Cergy 3 Fontaines : ouvert le samedi - Tél. : 01 34 55 18 25 - IC Evry : ouvert le samedi - Tél. : 01 62 81 03 03 - IC Neuilly : ouvert le samedi - Tél. : 01 48 37 17 17 - IC Saint-Quentin en Yvelines : ouvert le samedi - Tél. : 01 39 44 72 72 - IC Arvignon : Tél. : 04 90 52 22 22 - IC Aix en Provence : Tél. : 04 42 39 32 32 - IC Bordeaux : ouvert le samedi - Tél. : 05 56 49 11 11 - IC Lyon : Tél. : 04 78 62 38 38 - Fax : 04 78 62 50 78 - IC Marseille : Tél. : 04 91 00 22 22 - IC Montpellier : ouvert le samedi - Tél. : 04 67 15 94 94 - IC Nantes : Tél. : 02 40 47 08 82 - IC Rennes : Tél. : 02 99 67 21 21 - IC Reims : Tél. : 03 26 57 93 25 - IC Toulon : Tél. : 04 94 15 55 55 - IC Toulouse : Tél. : 05 61 25 92 92 - IC Tours : Tél. : 02 47 34 41 41

البريد الإلكتروني



السلامة من الالتهاب

## Le programme du SPD est presque aussi libéral que celui de M. Kohl

Les sociaux-démocrates proposent de rétablir l'impôt sur la fortune

Gerhard Schröder, candidat social-démocrate (SPD) à la chancellerie, et Oskar Lafontaine, président du parti, ont présenté, lundi 16 mars, un programme pour les élections générales du 27 septembre, qui, officiellement, est un compromis finalement plus proche des thèses du premier.

**BONN**  
de notre correspondant  
M. Schröder a qualifié d'émulatoire ce nouveau programme du SPD comme « le plus en faveur de l'économie de marché de son histoire ». Les libéraux jugeront que le programme est beaucoup trop interventionniste, marqué par M. Lafontaine; à gauche, on aura du mal à voir la différence, entre les propositions du SPD et ceux de la démocratie chrétienne (CDU) de M. Kohl.

Il semble, cependant, que les mesures « de gauche » soient avant tout symboliques. Elles ne seront tenues que si la situation financière du pays le permet, a expliqué Gerhard Schröder. Il l'avait déjà dit, à Magdebourg quelques jours après avoir été nommé candidat du SPD, précisant qu'il valait mieux faire des petits pas dans la bonne direction que des grands pas dans la mauvaise. On voit mal dans ces conditions comment les allègements d'impôts de 2.500 marks par an prévus pour une famille moyenne avec deux enfants pourraient être mis en œuvre. L'autre condition qui apparaît en filigrane du programme de M. Schröder, véritable hymne à la croissance et l'innovation, est de ne pas affecter la compétitivité des entreprises allemandes.

Parmi les mesures déjà dénoncées par le patronat, le SPD propose la réintroduction de l'impôt sur la fortune (au-delà d'un million de marks et ne concernant pas les entreprises); il avait été supprimé par M. Kohl après une décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui avait jugé cet impôt illégal. Le SPD veut également une taxe frappant les entreprises qui ne forment pas d'apprentis, provoquant les hauts salaires du patronat, qui voit là une nouvelle hausse des impôts. Lors du congrès de Hanovre, fin 1997, M. Schröder s'était déclaré opposé à cette mesure, mais s'est rangé à la majorité du parti, cette concession ne portant guère à conséquence.

Le SPD propose 100 000 emplois ou formations aux jeunes au chô-

mage, ce qui pourrait rappeler les emplois-jeunes de Lionel Jospin. En fait, il semble que la comparaison ne soit pas fondée: aucun financement spécifique n'est prévu pour cette mesure, qui devra essentiellement être obtenue en négociant avec les chefs d'entreprise. Le SPD souhaite revenir sur une réforme symbolique de M. Kohl, qui avait réduit de 100 % à 80 % le paiement des congés de maladie. Cette mesure n'affectera pas la santé financière des entreprises, a expliqué M. Schröder: des accords syndicaux signés avec le patronat prévoient déjà la compensation à 100 % des congés de maladie. Ces accords avaient été obtenus le plus souvent en supprimant quelques jours de congés ou en réduisant la prime de Noël.

**DISCOURS SÉCURITAIRE**  
Le parti veut revenir sur la réforme sur les retraites de M. Kohl, qui prévoyait que celles-ci, à terme, ne représenteraient plus que 64 % du salaire moyen contre 70 % auparavant. Mais cette loi n'entre en vigueur qu'à partir de 1999 et très progressivement. Le projet de réforme fiscale est plus modéré que celui de M. Kohl, puisqu'il prévoit une baisse de 53 % à 49 % du taux marginal de l'impôt sur le revenu, tandis que le taux minimal serait abaissé de 25,9 % à 21,9 % puis 15 %. M. Kohl et son ministre des finances avaient promis beaucoup plus, annonçant 30 milliards de marks d'allègement d'impôts sur deux ans. Mais cette réforme n'a jamais vu le jour, certes à cause de l'opposition du Bundesrat, la Chambre des Länder dominée par le SPD, mais aussi à cause de l'absence de toute marge de manœuvre budgétaire. À l'approche de l'été, au contraire, les impôts vont encore augmenter, avec M. Kohl, la TVA passant de 15 à 16 % le 1<sup>er</sup> avril.

M. Schröder a mis un terme à toute spéculation sur la relance de la demande intérieure par la hausse des salaires, expliquant que l'Allemagne avait le plus grand programme de relance key-

nésienne de l'économie en Allemagne de l'Est. Le programme se contente de rappeler que l'économie allemande ne peut pas vivre exclusivement des exportations et que la demande intérieure et les salaires doivent progresser de manière comparable aux gains de productivité dans les entreprises, thème cher à M. Lafontaine.

Sur les sujets de société, le parti a été influencé par M. Schröder, qui entonne volontiers le discours sécuritaire du parti de M. Kohl. Il insiste sur la défense des victimes de criminels, notamment des femmes et des enfants. Le Parti social-démocrate s'est prononcé pour l'interdiction des droits d'inscription dans les universités. Cette décision est pour l'instant du ressort des Parlements régionaux et est peu engageante. En matière énergétique, le programme prévoit « une sortie du nucléaire aussi rapidement que possible », sans donner de calendrier précis. Cette proposition est destinée à rassurer la gauche et à permettre un compromis avec les Verts pour pouvoir former avec eux un gouvernement en cas de victoire le 27 septembre. Mais nul ne prévoit un arrêt à court terme des centrales nucléaires allemandes.

De nombreux membres du SPD n'accordent pas d'importance excessive à ce programme. « Le temps n'est plus aux programmes; le jour où Tony Blair a gagné, on ne savait pas sur quel programme il avait gagné, mais on était content », commentait récemment Reinhard Höppner, ministre-président de Saxe-Anhalt. M. Schröder a déclaré devant les militants qu'il ferait campagne pour gagner les voix du centre et rallier la droite. Cette stratégie explique la modération de M. Schröder. Il ne s'attaque pas au chancelier Helmut Kohl, pour ne pas froisser les électeurs de droite susceptibles de rejoindre le SPD. Il se contente de lancer au grand Européen, chancelier de l'unité allemande, un amable « Merci, Helmut, maintenant cela suffit ».

Arnaud Leparmentier

## La Commission européenne aménage la politique agricole commune

L'idée générale demeure que l'UE doit baisser ses prix si elle veut rester un acteur important sur la scène agricole mondiale, au moment où l'on s'attend à une progression sensible de la demande

**BRUXELLES**  
(Union européenne)

Baisses des prix des céréales, de la viande bovine, du lait, qui, contrairement à ce qui s'est passé en 1992, lors de la première réforme, ne feront que partiellement l'objet de compensations financières; répartition de ces dernières selon une méthode nouvelle, en partie décentralisée, qui donne davantage d'initiatives aux administrations nationales, telles sont les principales caractéristiques des propositions d'aménagement de la politique agricole commune (PAC) que la Commission européenne va adopter le 18 mars et qui seront, tout au long de l'année suivante, débattues par les quinze dans la perspective d'une mise en œuvre en l'an 2000. La philosophie développée dans l'« agenda 2000 » présenté en juillet dernier n'a pas changé, même si Franz Fischler, le commissaire responsable, a apporté quelques correctifs importants.

L'idée générale demeure que l'Union européenne (UE), si elle veut rester un acteur important sur la scène agricole mondiale, au moment où l'on s'attend à une progression sensible de la demande, doit à nouveau baisser ses prix. C'est nécessaire pour être en mesure d'exporter sans subventions. Or l'UE s'est déjà engagée durant le cycle de l'Uruguay à plafonner ses exportations subventionnées, et tout porte à croire qu'elle devra accepter d'aller plus loin lors des prochaines négociations multilatérales qui débuteront à l'OMC en 1999. Il s'agit de s'y préparer, en faisant savoir que l'Europe entend ne pas se laisser entraîner au-delà de ce qu'elle souhaite: « Il doit être bien clair pour tous que la réforme qui sera adoptée tracera les limites de ce que l'Union pourra accepter dans les prochaines négociations », lit-on dans le document.

**DÉCENTRALISATION**

Les baisses de prix proposées sont de 20 % pour les céréales, de 30 % pour la viande bovine et de 15 % pour le lait. Pour les produits animaux, elle sera échelonnée sur plusieurs années. Dans l'« agenda

2000 », M. Fischler recommandait une baisse du prix du lait de 10 %; il l'a portée à 15 % pour mieux s'assurer la possibilité d'exporter sans subventions à l'extérieur de l'UE, en particulier des fromages. Ces nouvelles baisses de prix ne seront compensées qu'à la hauteur de 50 % pour les céréales, 60 % environ pour le lait, 85 % pour la viande bovine. La prime au maïs pour l'ensilage, utilisée par les producteurs de lait et de viande, que la Commission avait proposé de supprimer dans l'« agenda 2000 » est maintenue, conformément au souhait de plusieurs États membres. En France et en Allemagne, c'est là une source de recettes importantes dans les régions

teurs, fonctionnant à l'avenir différemment d'aujourd'hui. La moitié des nouvelles primes serait distribuée par Bruxelles selon la méthode actuelle. Mais l'autre moitié serait versée sous la forme d'enveloppes nationales réparties entre les États membres en fonction de la production. Dans le cas de la viande, cette seconde moitié représente 2 milliards d'euros par an (13 milliards de francs), dont la France, qui représente 20 % de la production, recevrait 400 millions d'euros (3,25 de francs), à charge pour le gouvernement de répartir cette enveloppe.

Les experts bruxellois croient qu'une telle décentralisation est indispensable compte tenu de la di-

### Levée partielle de l'embargo sur la viande britannique

Les Britanniques vont pouvoir reprendre leurs exportations de viande bovine en provenance d'Irlande du Nord. Les ministres de l'Agriculture des Quinze ont en effet décidé, lundi 16 mars, de partiellement lever l'embargo qui avait été imposé par l'Union en mars 1996, lorsque le gouvernement de Londres avait annoncé que l'encephalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la vache folle, était susceptible d'être transmise à l'homme.

Les viandes exportées devront provenir de troupeaux exempts d'ESB depuis au moins huit ans. L'embargo demeure pour l'instant applicable aux autres régions du Royaume-Uni. Cependant les autorités britanniques ont demandé que les animaux nés après le 1<sup>er</sup> août 1996 en soient dispensés. Le Comité scientifique vétérinaire a donné un avis favorable et la Commission européenne doit bientôt se prononcer. Sans être encore complètement éradiquée, l'épizootie est en forte régression. Quant aux cours de la viande, qu'elle avait fait chuter, ils ont retrouvé les niveaux d'avant la crise.

d'élevage intensif. Par ailleurs, les quotas laitiers (c'est-à-dire la production autorisée dans l'Union) seront augmentés de 2 %.

Le calcul des compensations ainsi accordées est effectué sur la base des prix d'intervention. Mais, selon la Commission, il y a tout lieu de croire que les prix effectivement payés sur les marchés pour ces grandes productions s'établiront le plus souvent à un niveau supérieur à ces prix d'intervention et que la perte de revenu pour les producteurs sera nettement inférieure à ce qu'il apparaît au premier abord. Toutefois, même limitée, elle existera bel et bien: dans la logique de la Commission, c'est l'effort à consentir pour une meilleure compétitivité et pour rester dans les limites budgétaires fixées par les Quinze (ce qu'on appelle la « ligne directrice agricole ») et dont le montant s'élève à 45 milliards d'euros, soit 290 milliards de francs en 1999). Ce manque à gagner devrait être atténué par des aides accrues au développement rural. M. Fischler propose ainsi de quasiment tripler, en la faisant passer à 100 euros par hectare (650 francs), la prime à l'élevage extensif. C'est là un élément positif pour les éleveurs du centre de l'Hexagone.

La Commission propose que, pour le lait et la viande, la compensation des baisses des prix, sous forme d'aides directes aux produc-

teurs des modes de production dans l'Union. « C'est le seul système si l'on veut aider l'élevage à l'herbe du Massif central », commente ainsi un haut fonctionnaire, qui déplore que cette importante novation ait jusqu'à présent été mal perçue en France. Il est vrai que le système actuel de répartition des primes, avec limitation du nombre de bêtes à l'hectare, favorise la France par rapport à la plupart des autres États membres (100 % du cheptel français est primé contre 27 % du cheptel néerlandais) et que la nouvelle formule d'enveloppe en fonction de la production permettra un certain réajustement. Cela concourt aux réticences françaises.

Les tentatives faites pour limiter les subventions versées aux gros fermiers et instiller une certaine justice dans la répartition de la manne communautaire demeurent modestes. L'argument mis en avant pour expliquer cette pusillanimité est politique: aller plus loin dans ce sens pénaliserait de manière sans doute inacceptable les grandes exploitations des Länder allemands de l'Est issues de la collectivisation. Il n'y a pas de plafonnement jusqu'à 100 000 euros par an (650 000 F); entre 100 000 et 200 000 euros (1,3 million de francs) les primes seraient réduites de 20 %; au-delà de 200 000 euros, de 25 %.

Philippe Lemaître

## Le gouvernement grec lance un plan d'austérité

**ATHÈNES**

de notre correspondant  
Le premier ministre socialiste grec Costas Simitis a marqué sa farouche détermination à faire de son pays un membre à part entière de l'Union européenne en demandant, et en obtenant, de ses partenaires l'intégration de la drachme dans le système monétaire européen (SME). La mesure a en pour conséquence immédiate une dévaluation de 14 % de la devise nationale qui sera accompagnée d'un sévère train de mesures destinées à assainir l'économie et à relancer la croissance dans la perspective de l'adhésion de la Grèce à l'Union économique et monétaire (UEM), le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

« Il s'agit d'un pas pour atteindre notre objectif final, politique et économique: la participation de la Grèce à l'UEM, notre présence sur un pied d'égalité

dans l'Union européenne », a expliqué, samedi 14 mars, le chef du gouvernement dans un message à la nation. Pour M. Simitis, la Grèce a gagné, après deux mois « de négociations dures et délicates, la confiance internationale et le renforcement de l'économie et de la monnaie dans une époque de vive spéculation financière ».

Cela a été possible, a-t-il expliqué, par l'amélioration des indices économiques, et particulièrement celui de l'inflation, qui a été réduite à 4,3 % en février dernier. « Il n'y a pas de changement de cap », a assuré M. Simitis, affirmant que la dévaluation aura « des conséquences positives sur le développement en donnant un élan important à la compétitivité des produits grecs, en diminuant les taux d'intérêt, accroissant ainsi les investissements et l'emploi ». « Nous sommes confrontés à la

nécessité de diminuer l'inflation de 4,3 % aujourd'hui à 2 % environ à la fin de 1999; cet objectif indispensable pour stabiliser l'économie et renforcer la croissance constitue le billet pour le succès final », a-t-il ajouté, en demandant l'« aide de tous les Grecs ».

Dimanche, le ministre de l'Économie et des finances, Yannis Papantoniou, a annoncé les mesures d'accompagnement de la dévaluation, qui représentent une véritable cure d'austérité pour les deux prochaines années. Le plan porte d'abord sur la relance des privatisations, qui, depuis plusieurs années, marquaient le pas. Onze entreprises publiques, dont l'OTE, le géant grec des télécoms, l'entreprise des eaux, les organismes des ports du Pirée et de Salonique, deux filiales d'Olympic Airways ainsi que l'entreprise publique des pé-

troles seront privatisées d'ici à la fin de 1999. Trois à quatre banques contrôlées par le secteur public seront aussi vendues. Ces privatisations devraient rapporter 300 milliards de drachmes (840 millions d'euros) en 1998 et en 1999. Le plan prévoit aussi une réduction des dépenses publiques de 200 milliards de drachmes (560 millions d'euros) jusqu'en 1999 reposant sur la réduction des investissements publics au profit d'une plus grande participation du secteur privé.

**« CRIME CONTRE L'ÉCONOMIE »**

M. Papantoniou a annoncé deux réformes du marché du travail, sur la flexibilité du temps de travail et sur le système de protection sociale. Il a lancé un appel aux salariés du secteur privé pour qu'ils se contentent cette année d'une augmentation de salaire égale à l'inflation pour ne pas commettre « un crime contre l'économie ». C'est évidemment sur le terrain social que les socialistes grecs auront le plus de mal à faire accepter leurs nouvelles mesures d'austérité. La puissante Confédération des travailleurs grecs (500 000 membres), pourtant contrôlée par l'appareil socialiste, a immédiatement condamné l'ensemble du plan gouvernemental.

C'est toutefois à ce prix que la Grèce, « une exception jusqu'ici montrée du doigt », a souligné M. Simitis, peut accéder à l'UEM. Il s'agit pour le premier ministre d'« un objectif national » permettant à son pays de « faire partie des centres de décision, de renforcer sa position pour défendre ses questions nationales, d'être dans la première vitesse de l'Europe ».

Pierre-Antoine Delhommeas

Didier Kunz

## Dublin se rapproche de l'euro

**AVEC LA DÉCISION** prise, samedi 15 mars, par le comité monétaire de l'Union européenne de réévaluer de 3 % la livre irlandaise, Dublin a franchi une étape décisive sur la route de l'euro. Cet ajustement, qui consacre la rupture monétaire avec Londres, était rendu nécessaire par la vigueur de la monnaie irlandaise au sein du Système monétaire européen (SME).

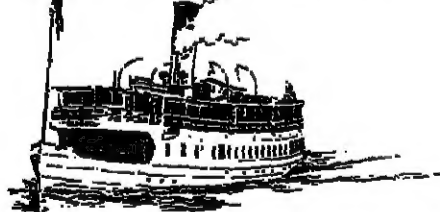
Ainsi que toutes les autres devises du SME avaient convergé vers leurs cours pivots, la « punt » en restait écartée. Dopée par la force de l'économie irlandaise et par la prime de taux d'intérêt offerte à Dublin, elle cotait, sur les marchés, largement au-dessus de

son taux central. Une telle anomalie posait problème dans la mesure où, selon toute vraisemblance, les cours centraux du SME serviraient de référence pour établir les parités bilatérales de conversion avant le passage à l'euro. La réévaluation de 3 % de la livre irlandaise met fin à cette distorsion.

Après avoir réajusté son taux de change, Dublin doit maintenant réajuster sa politique monétaire et ramener ses taux d'intérêt au niveau de ceux observés dans les pays de la zone mark. Le taux directeur de la banque centrale d'Irlande se situe actuellement à 6,19 %, contre 3,30 % en Allemagne et en France. Ce mouvement de convergence s'annonce

délicat compte tenu de l'imbriication étroite des économies irlandaise et britannique et de la connexion historique des monnaies des deux pays. La question est de savoir si, compte tenu du très grand dynamisme de la croissance irlandaise (+ 8 % de hausse du produit intérieur brut en 1997), l'assouplissement massif et rapide de la politique monétaire à Dublin ne risque pas de se traduire par l'apparition de tensions inflationnistes dans le pays. « Il faut éviter une progression significative de l'inflation en 1999 », a reconnu, dimanche, le ministre irlandais des finances, Charlie McCreevy.

## Cap sur la culture!



## STOCKHOLM

Capitale Culturelle de l'Europe 1998

Programme des manifestations, documentation gratuite sur week-ends et séjours : Office Suédois du Tourisme, 18, bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24.

Nom : .....  
Adresse : .....





## Le texte du Vatican sur la Shoah déçoit la communauté juive

L'Eglise est soupçonnée de vouloir blanchir Pie XII et de se disculper

Venant d'Israël et de la communauté juive, des critiques ont accueilli la publication par le Vatican, lundi 16 mars, d'un texte intitulé *Sou-*

*renous: une réflexion sur la Shoah. Ce document est accusé de blanchir Pie XII et de disculper l'Eglise en niant toute relation directe*

*entre la tradition antijuive du christianisme et l'antisémitisme des nazis. (Lire aussi le texte intégral du document page 14.)*

LES PREMIÈRES réactions émises dans la communauté juive, et en Israël, expriment une déception qui est à la mesure des espoirs qu'avait suscités la trop longue attente d'un document promis depuis onze ans (Le Monde du 17 mars). « La synthèse historique qui nous est proposée manque singulièrement de vision », déclare Henri Halberstein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF). D'autres réactions aux Etats-Unis (Congrès juif mondial, Ligue anti-diffamation) soulignent les « ambiguïtés » du document rédigé par la commission romaine pour les relations avec les juifs, accompagné d'une solennelle lettre d'approbation du pape.

Ce texte comporte une clarification et une omission qui ne seront pas du goût de tous ses lecteurs. Jamais l'Eglise catholique n'avait été aussi nette dans l'affirmation qu'il n'existe pas de relation de cause à effet entre l'antijudaïsme chrétien des origines et l'antisémitisme nazi du XX<sup>e</sup> siècle. Celui-ci a des racines sociologiques et politiques qui lui sont propres (ce qu'aucun historien ne conteste) et que le Vatican rappelle, comme la théorie de l'inégalité des races ou l'exacerbation du nationalisme qui, après la défaite de 1918, prit en Allemagne des « formes extrémistes ». « La Shoah fut le fruit d'un régime moderne tout-à-fait néo-païen. Son antisémitisme a ses racines en dehors du christianisme », affirme le document.

Faut-il déduire de cette dissociation que l'Eglise cherche, sinon à se disculper, au moins à atténuer sa part de responsabilité dans la mort de l'antisémitisme au XX<sup>e</sup> siècle ? C'est une interprétation avancée dès la sortie de ce document, mais elle semblera excessive au regard du paragraphe qui suit : « Il est aussi possible de se demander si la persécution nazie des juifs n'a pas été facilitée par les préjugés enracinés dans quelques esprits et cours chrétiens, qui les ont rendus moins sensibles, ou même indiffé-

rents, aux persécutions lancées contre les juifs. »

Autrement dit, si responsabilité de l'Eglise il y a dans la Shoah, elle ne serait pas à rechercher du côté d'une éventuelle complicité avec l'idéologie nationale-socialiste. Celle-ci avait ses ressorts spécifiques et prêchait même, poursuit le document, « des théories contraires à l'enseignement constant

chrétien et l'antisémitisme nazi, l'Eglise cherche à décaler sa responsabilité dans l'événement de la Shoah.

La principale omission d'un texte trop superficiel au plan historique touche au rôle de Pie XII pendant la guerre. La communauté juive attendait au moins un début d'explication sur le « silence » d'un pape informé de la mise en œuvre de la

roïque de quelques rares prélats, en Allemagne comme en France, mais il aggrave le malaise en restant très évasif, voire muet, sur la complicité ou la lâcheté du plus grand nombre. A cet égard, dans un contexte national particulier, la déclaration de l'épiscopat français du 30 septembre 1997 à Drancy était plus courageuse et explicite.

Il reste que c'est la première fois qu'au niveau universel, l'Eglise appelle au repentir de tous ses membres pour les torts commis, par lâcheté ou insouciance, dans cette « tragédie incommensurable » de la Shoah : « L'Eglise catholique exprime sa profonde douleur devant la défaillance de ses fils et de ses filles de tout âge. » C'est un acte collectif de repentance (teshuvah) qui est exigé et une demande de pardon adressée à la communauté juive après un holocauste que le pape qualifie, dans sa lettre d'accompagnement, de « tâche indélébile » dans l'histoire du siècle finissant. A cet égard, le document complète et dépasse les initiatives de « repentance » prises dans des pays comme l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie ou la France. Il engage des Eglises et des pays qui s'estimaient étrangers à cette querelle de famille européenne (en Inde, au Proche-Orient, en Afrique) et qui avaient exprimé des inquiétudes et des réserves sur les projets du pape de lecture critique de l'histoire de l'Eglise.

Le document rappelle qu'un chrétien ne pourra plus jamais arguer de la tradition théologique de son Eglise pour défendre des positions antisémites. Même si ce texte reste marqué de trop de prudenances pour satisfaire entièrement ceux qui, comme Henri Halberstein en France, l'attendaient comme la « dernière pierre » d'un édifice de réconciliation juïdo-chrétienne qu'avait amorcé, au début des années 60, le concile Vatican II et consolidé un homme comme Jean Paul II.

Henri Tincq

## Paris autorise ses militaires à témoigner devant le TPI

de notre correspondant

Même s'il affirme être venu aux Pays-Bas pour « faire le tour, calmement et méthodiquement, des questions importantes avec nos partenaires néerlandais », et bien qu'il n'ait réservé qu'une heure et demie au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI), le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, avait un objectif en se rendant, lundi 16 mars, à La Haye : celui d'assouplir des relations plus ou moins crispées entre la France et les Pays-Bas, et, d'autre part, entre Paris et le TPI. Hubert Védrine s'est engagé à autoriser « les officiers et les officiers français » à venir témoigner devant la juridiction internationale. Le déblocage est clair si l'on se souvient que Paris s'opposait il y a peu à tout témoignage et que le ministre de la défense, Alain Richard, dénonçait « la justice-spectacle » que pratiquait le TPI (Le Monde du 15 décembre). Il n'est donc officiellement plus question d'exiger un traitement différent pour les militaires français de celui appliqué aux autres contingents.

Toutefois, Hubert Védrine n'a pas caché que la France fera appel à toutes les possibilités offertes par le règlement de preuves et de procédures en vigueur au TPI. « Nous nous servons de la gamme complète offerte par le TPI, en accord avec les juges et le bureau du procureur », insistait-on dans l'entourage du ministre. Ainsi, Paris pourra utiliser certains articles – dont l'article 70, déjà appliqué dans le procès du gé-

néral Blaskic – permettant la non-divulgaration « d'informations communiquées à titre confidentiel », et ouvrant la porte au huis clos. Ce recours résulterait d'un accord entre le bureau du procureur et les supérieurs hiérarchiques des témoins « les plus sensibles », confie-t-on au Tribunal. Selon son porte-parole, Christian Chartier, l'accord passé lundi s'applique également au Tribunal pour le Rwanda.

LES DOSSIERS FRANCO-NÉERLANDAIS

En ce qui concerne les relations bilatérales entre les deux fondateurs de l'Union européenne, les progrès se situent plutôt dans la nuance et dans le ton. Les relations ont connu « leur point bas il y a deux ou trois ans », a reconnu le ministre néerlandais des affaires étrangères, Hans van Mierlo, en faisant explicitement référence à la querelle sur la politique néerlandaise en matière de toxicomanie et aux critiques à l'encontre de la reprise des tests nucléaires. Mais les deux partenaires ont mis de l'eau dans leur vin. Sans revenir sur leur approche unique et libérale en matière de drogue, les Néerlandais prennent de plus en plus en considération les conséquences pour les pays voisins, et notamment pour le nord de la France. Et Paris s'est fait plus discret, évitant de dénoncer en public le « laxisme » de La Haye.

Depuis, douaniers, policiers et magistrats ont créé des groupes de travail « qui fonctionnent », reconnaît-on de part et d'autre. « Il

y a trois ans, c'était la méfiance totale. Aujourd'hui, on coopère », dit-on côté français. Désireux d'entériner une pratique qui a fait ses preuves, les ministres ont annoncé la signature prochaine de lettres d'intentions qui « formalisent ces multiples contacts ». Cependant, Hubert Védrine a clairement indiqué que la France n'est pas encore prête à appliquer aux Pays-Bas le traité de Schengen. L'ouverture totale des frontières du Nord reste soumise à l'adoption et à l'application de lois réclamées par Paris, restreignant la culture du cannabis aux Pays-Bas (nederland) et permettant d'accroître la lutte contre le trafic transfrontalier.

Autre point de friction : la candidature de Jean-Claude Trichet à la présidence de la Banque centrale européenne. Les Néerlandais ont leur propre candidat, mis en avant par les gouvernements des banques centrales nationales et soutenu par un grand nombre de pays de l'Union. Hubert Védrine a rappelé qu'une telle nomination est « du ressort des gouvernements et ne doit pas découler d'une cooptation ». Une décision pourrait intervenir « peu avant le sommet européen du mois de mai ». Quant à Hans van Mierlo, il espère que « l'amélioration des relations bilatérales influencera la décision » du gouvernement français.

Alain Franco

Lire aussi notre éditorial page 16

## Nouveau gouverneur de la Banque du Japon après un scandale financier

de notre correspondant

Le premier ministre Ryutaro Hashimoto a nommé, lundi 16 mars, un nouveau gouverneur à la tête de la Banque du Japon. Masaru Hayami, ancien président de l'une des trois organisations patronales (Keisai Doyukai), remplacera Yasuo Matsuoka, démissionnaire à la suite de l'arrestation, mercredi, du sous-directeur du service du marché des capitaux de la banque, soupçonné de corruption passive.

Cette affaire, dont M. Matsuoka assume la responsabilité, survient

après une série de scandales dans lesquels est impliqué le ministère des finances. Elle entame un peu plus la crédibilité des autorités monétaires et financières. Il n'est pas certain que la nomination de M. Hayami, qui doit être approuvée par le cabinet le 20 mars, remédie au malaise provoqué par la mise au grand jour de la « corruption structurelle » du système financier nippon.

Cette nomination constitue cependant une rupture avec la tradition consistant à placer à la tête de la banque centrale un homme du

cénacle des finances. Après avoir fait une partie de sa carrière en tant qu'administrateur de la banque, M. Hayami a suivi l'itinéraire habituel des hauts fonctionnaires : « parachuté » dans le privé, il a pris la direction de la maison de commerce Nishio Iwai, dont il fut président. A 72 ans, il revient à la banque centrale.

Si le journal des milieux économiques *Nihon Keizai* accueille favorablement cette nomination et forme l'espoir que M. Hayami jouera d'une « influence comparable à celle de son homologue de la Réserve

fédérale américaine », l'*Asahi* est critique, sinon acerbe. Qualifiant d'« étrange » la nomination d'un « homme du passé » à la tête de la banque alors qu'il aurait fallu « un nouveau saké pour un nouveau républicain » (contrairement au vin, le saké ne se conserve pas), le quotidien estime que la nomination de M. Hayami « est le fruit d'un processus d'élimination des autres candidats » et qu'elle « révèle la pauvreté politique et le caractère retardataire de l'administration au Japon ».

Philippe Pons

## Boris Eltsine doit rester « partiellement alité »

MOSCOU. Le sommet de la Communauté des Etats indépendants (CEI), qui devait se tenir, jeudi 19 mars à Moscou, a été reporté à une date ultérieure en raison de la maladie de Boris Eltsine, a annoncé, mardi, le service de presse de la présidence ukrainienne à Kiev, cité par l'agence Interfax-Ukraine. La réunion, qui avait déjà été annulée, en janvier, a été repoussée à la fin du mois d'avril. Le Conseil des médecins du président russe a confirmé que le chef de l'Etat se remettait d'une « infection respiratoire aiguë » et lui a prescrit, mardi, pour la deuxième journée consécutive de rester « partiellement alité » dans sa datcha de Gorki-9, située à l'ouest de Moscou. Tous ses engagements officiels ont été annulés, a indiqué le service de presse du Kremlin. – (AFP)

## Election en Arménie : le président par intérim en tête

EREVAN. Après dépouillement de 13 % des bulletins de vote, le premier ministre et président par intérim, Robert Kotchikyan arrivait, avec 39,8 % des voix, en tête du premier tour de l'élection présidentielle anticipée qui s'est déroulée en Arménie, lundi 16 mars. L'ex-chef de l'Arménie soviétique, Karen Demirchian, était en deuxième position avec 26 % des suffrages, un score qui pourrait augmenter après le décompte des voix dans la capitale. Le chef du PC actuel, Sergueï Badalian venait en troisième position (18,4 %), suivi par Vazgen Manoukian, ex-membre du Comité Karabakh. Ce dernier, associé à M. Demirchian et trois autres des 12 candidats en lice, a dénoncé, une heure avant la clôture du scrutin, « l'atmosphère de menaces et de falsifications » qui aurait « caractérisé tout le processus électoral ». Un avis qui ne semblait pas partagé par la majorité des nombreux observateurs internationaux sur place. – (Corresp.)

## Appel à de nouvelles manifestations dans toutes les villes du Kosovo

PRISTINA. Les Albanais du Kosovo ont été appelés à manifester pacifiquement, mercredi 18 mars, dans toutes les villes de la province. L'appel a été lancé par leur dirigeant, Ibrahim Rugova, et les partis politiques albanais de la province. Les manifestations – qui se dérouleront à quatre jours des élections « présidentielles » et « législatives », non reconnues par Belgrade et que les formations politiques ont convoquées – seront placées sous le mot d'ordre « contre la violence et la terreur serbes pour la paix, la liberté et l'indépendance ». Lundi, deux cents femmes albanaises et leurs enfants ont manifesté devant le siège des Nations unies à Genève contre les « persécutions et les massacres au Kosovo ». La manifestation silencieuse s'est déroulée alors que s'ouvrait au palais des Nations la 54<sup>e</sup> session de la Commission de l'ONU des droits de l'homme. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ IRAK : Bagdad a besoin de 690 millions de dollars en pièces détachées et pour la production d'électricité, afin de pouvoir exporter les quantités de brut qu'il est autorisé à vendre dans le cadre de l'accord « pétrole contre nourriture », a déclaré le président du comité des affaires énergétiques au parlement irakien, Mouzer El Alousi. Une équipe d'experts de la firme néerlandaise Saybolt se trouve en Irak pour évaluer, à la demande du Conseil de sécurité, les besoins en nouveaux équipements, pièces détachées et réparations nécessaires. – (AFP)

■ KOWEÏT : l'émir Jaber Al-Ahmad Al-Sabah a accepté, lundi 16 mars, la démission du gouvernement présentée la veille, mais il a reconduit dans ses fonctions de premier ministre le prince héritier Saad Al-Abdallah Al-Sabah et lui a demandé de former un nouveau cabinet. Le gouvernement a présenté sa démission après le dépôt au Parlement d'une motion de censure contre le ministre de l'information Saoud Nasser Al-Sabah. – (Reuters)

■ ALGÉRIE : huit civils, dont deux femmes et cinq enfants, ont été assassinés au cours de trois attaques de groupes armés islamistes, ont indiqué lundi 16 mars les services de sécurité et la presse privée. Dimanche, les services de sécurité avaient annoncé l'assassinat de quatre civils près d'Oran. Un quotidien privé avait rapporté que dix personnes avaient été tuées lors du mitraillage d'un marché par un groupe armé jeudi dans la région de Tiaret, dans l'ouest du pays. – (AFP)

■ COLOMBIE : deux ressortissants français, Paul et René Foulquier ont été enlevés à Puerto Lopez, dans le département de Meta, au sud-est de Bogota, a annoncé, lundi 16 mars, la police colombienne. Les deux Français ont été enlevés par un groupe d'hommes armés dans un hôtel dont ils seraient les propriétaires. – (AFP)

■ PÉROU : les sept membres du Conseil de la magistrature ont démissionné en bloc, lundi 16 mars, pour dénoncer une loi réduisant leurs prérogatives. La loi, adoptée la semaine dernière par le Congrès, où les partisans du gouvernement sont majoritaires, modifie les procédures de sanction des juges, désormais sous l'autorité directe du Ministère public. – (Reuters)

■ AFGHANISTAN : deux factions opposées aux Taliban, au pouvoir à Kaboul, ont conclu, dimanche 15 mars, un cessez-le-feu à Mazar-i-Sharif (nord). Les combattants ouzbèkes du général Abdoul Rachid Dostom ont conclu cet accord avec la milice chûite pro-iranienne Hezb-i-Wahdat, après plusieurs jours de combats pour le contrôle de la ville la plus importante d'Afghanistan non encore contrôlée par la milice islamiste des Taliban. – (AFP)

■ PHILIPPINES : des représentants du gouvernement philippin et de la rébellion communiste ont signé, lundi 16 mars au cours d'une cérémonie publique à La Haye, un accord portant sur le « respect des droits de l'homme et du droit international ». Cet accord est considéré comme une avancée notable dans la mise sur pied d'un plan de paix et la conclusion d'un cessez-le-feu qui mettraient fin à trente ans d'insurrection. – (AFP)

## L'OCDE planche à nouveau sur l'AMI

PARIS. Le groupe de négociations de l'OCDE a entamé, mardi 17 mars, une nouvelle session de deux jours de discussions sur l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI). Le 18 février, les représentants de « haut niveau » de 29 pays de l'OCDE s'étaient séparés sans parvenir à trouver un compromis sur un texte susceptible d'être approuvé par les ministres fin avril. Bien qu'au Château de la Muette, on estime que la question de l'exception culturelle, qui était l'un des points de désaccord entre les parties, est « largement réglée », il est quasiment certain qu'aucun accord ne sera trouvé d'ici à la fin avril, comme il était prévu initialement. L'objectif des négociateurs est plus désormais de faire aux ministres des propositions de calendrier et de méthode, voire d'élargir graduellement le cadre des négociations vers l'OMC, comme le réclame notamment la France, que de finaliser le texte d'un traité sur la libéralisation des investissements directs.

البحراني 15/3/98



**ELECTIONS** Le Parti socialiste et ses partenaires de la majorité plurielle négocient, depuis lundi, la répartition des places dans les exécutifs régionaux conquis par la

gauche. ● LIONEL JOSPIN participe, mardi, au bureau national du PS. ● LES VERTS ne devraient pas maintenir la candidature de Marie-Christine Blandin à la présidence du Nord

- Pas-de-Calais mais obtiendraient plusieurs vice-présidences, dont une en Ile-de-France. ● LE PCF pourrait briguer la présidence de la Picardie. ● LA GAUCHE craint que plusieurs

régions lui échappent si la droite s'allie localement avec le Front national. François Hollande a appelé le RPR et l'UDF à mettre fin à toutes « tractations ». ● L'EXTRÊME

GAUCHE fait une entrée remarquée dans les conseils régionaux avec vingt élus pour Lutte ouvrière et trois pour la Ligue communiste révolutionnaire.

## La gauche négocie en son sein de nouveaux équilibres régionaux

S'ils abandonnent la présidence du Nord - Pas-de-Calais, les écologistes devraient obtenir plusieurs vice-présidences. Le PC espère diriger la Picardie. Mais les discussions avec les socialistes sont compliquées par l'incertitude sur le comportement de la droite vis-à-vis du FN

LA GAUCHE « PLURIELLE » va consacrer l'essentiel de sa journée, du mardi 17 mars à discuter de la répartition des présidences de région où elle a obtenu une majorité relative. François Hollande réunissait, le matin, un secrétariat national avant de présider, dans l'après-midi, un bureau national réuni, à sa demande, en présence de Lionel Jospin. Le réajustement des exécutifs régionaux sera au centre des travaux. Dès dimanche soir, le premier ministre a téléphoné à la plupart des présidents PS dans les régions réputées gagnables.

Le premier secrétaire du PS et le premier ministre partagent la même analyse des scrutins du 15 mars. M. Hollande a souligné, lundi, qu'il y a « maintien du rapport de forces politiques depuis les élections législatives de juin 1997 ». Sans évoquer le recul de la gauche

plurielle qui, avec 36,48 %, perd 5,27 points par rapport aux législatives, le député de Corrèze juge que, dans une configuration différente, « il n'y a rien d'étonnant au fait que le score de la gauche plurielle soit différent de ce qu'il était en juin dernier. Mais si on regarde les deux blocs principaux, gauche et droite, on voit bien une avancée significative de la gauche ».

### BONNES CANTONALES

« Quelles que soient les totalisations », ajoute M. Hollande, la gauche plurielle « a fait cinq points de mieux que la droite républicaine » et « a donc gagné les élections régionales ». Cette analyse, partagée par Matignon, est consignée par le premier tour des élections cantonales où, avec un scrutin majoritaire et non proportionnel, la gauche a réalisé

ses meilleures cantonales depuis trente ans. Elle a obtenu 43,94 %, soit 1,69 point de plus qu'aux législatives. De plus, observe-t-on au PS et à Matignon, le vote qui s'est porté sur l'extrême gauche aux régionales n'a pas profité au PC (9,84 %) aux cantonales mais plutôt au PS (24 %). Le premier ministre comme les dirigeants socialistes en tirent la conclusion que le PC n'est pas fondé à demander au gouvernement « d'aller plus loin » dans les réformes. « Il ne doit y avoir ni pause ni précipitation », a souligné M. Hollande pour qui « les résultats des élections vont dans le sens de la poursuite de l'action engagée, c'est à dire changer le pays dans la durée ».

C'est sur ces bases que les premières discussions entre le PS et ses partenaires se sont engagées lundi. Chargé des relations exté-

rieures et des fédérations au secrétariat national du PS, Jean-Christophe Cambadélis a reçu, le matin, une délégation des Verts comprenant Yves Cochet, Alain Lipietz, Jean-Luc Bannaud et Catherine Grèce. La règle soufflée par Guy Hache, la semaine dernière à Lille, qui voulait que « toute délégation verte se rendant au PS comporte au moins un "ch" dans sa composition » a souffert quelques incartades. Les Verts fondent leur analyse sur le fait que, « avec une moyenne de 7,8 % sur nos 720 candidats aux élections cantonales » (où ils ont recueilli au total 3,46 %), ils sont « le troisième parti de la majorité ».

Visiblement, les Verts ont révisé à la baisse leurs exigences, y compris pour la présidence du Nord-Pas-de-Calais, qu'ils ne semblent plus revendiquer. Lors d'une conférence de presse, lundi à Paris, Marie-Christine Blandin, la présidente sortante, a jugé qu'il était trop tôt pour se déclarer irrévocablement candidate à sa succession ou pour appeler les écologistes à voter pour Michel Delabarre le 20 mars. « L'arbitrage n'est pas encore fait », a-t-elle souligné. Tout en dressant un portrait du futur président exigeant à l'égard du maire de Dunkerque

« quelqu'un capable de travailler dans des assemblées un peu conflictuelles - le contraire de l'hégémonie -, quelqu'un qui est à plein temps, donc qui n'a qu'un seul mandat, qui fait fonctionner la collégialité de l'exécutif », elle a affirmé

qu'elle n'imaginait pas « qu'une seule voix des écologistes puisse activement ou passivement contribuer à l'émergence d'une alternance de droite dans le Nord - Pas-de-Calais ».

Les Verts, qui rencontraient de nouveau le PS mardi, semblent donc se résigner à avoir quelques vice-présidences dans les conseils régionaux, en insistant pour en obtenir une en Ile-de-France. Le Parti radical de gauche, qui voit s'éloigner la Corse, est revenu à la charge en Midi-Pyrénées, au profit d'un élu du Tarn-et-Garonne, alors que Jean-Michel Baylet, non présent sur la liste, avait renoncé à revendiquer la présidence. Baroud d'honneur ? Le Mouvement des citoyens, qui lui aussi a peu de chances de présider la Franche-Comté, où la droite compte sur les chasseurs, se découvre aussi des appétits en Picardie, convoitée par le PC. Georges Sarre cherchait à en discuter avec Robert Hue.

### « MONNAIE DE SINGE »

Pierre Biotin, après une réunion du bureau national du PC, a renoncé, dans l'après-midi, M. Cambadélis. Le Parti communiste est le seul partenaire du PS qui devrait se voir proposer, en plus de vice-présidences, une présidence d'une région, qui devrait être la Picardie. Sauf que, difficulté supplémentaire dans des négociations déjà compliquées, les partenaires du PS redoutent d'être payés en « monnaie de singe ». Que se passera-t-il si le PS promet des présidences ou des

places dans des exécutifs dans des régions où, à la faveur d'une alliance avec le Front national, la droite réussit à en conserver la direction ? « On a l'espoir d'avoir onze présidents mais on peut se retrouver avec cinq ou six », confie M. Hollande.

Dans la soirée de lundi, le premier secrétaire du PS s'est adressé aux responsables de la droite pour leur demander de « mettre un terme aux alliances que s'approprient à nouer certains de leurs élus au plan local », en pensant notamment à la Haute-Normandie, au Languedoc-Roussillon, à l'Aquitaine, à la Picardie, ou à Rhône-Alpes. « Je lance un appel solennel aux dirigeants de droite, a affirmé M. Hollande, pour qu'ils réaffirment clairement dans les heures qui viennent leur refus de toute alliance ou compromission avec le Front national et d'arrêter immédiatement les tractations en cours au plan local. » En Poitou-Charentes, où il y a un équilibre droite-gauche, Philippe Marchand, candidat de la majorité plurielle à la présidence de la région, craignant que l'élection ne soit faussée par le jeu du Front national, a écrit, mardi, à Jean-Pierre Raffarin, candidat du RPR, et de l'UDF, pour lui proposer, avant le 20 mars, « une primauté ». En excluant de ce scrutin ceux du FN, les conseillers régionaux choisiraient le candidat à la présidence. Le vaincu renoncerait à être ensuite candidat.

Michel Noblecourt

## Lutte ouvrière et Ligue communiste révolutionnaire, les sœurs ennemies du trotskisme

VINGT CONSEILLERS régionaux pour Lutte ouvrière (LO), trois pour la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) : au-delà d'une référence politique partagée - le trotskisme -, les deux formations, qui se disputent l'espace protestataire à gauche, n'ont pas grand chose de commun. Ni grand chose à se dire : l'expérience des cellules communes LO-LCR, « jusqu'à présent, tournait court. Si ces frères ennemis du trotskisme étaient soigneusement tout commentaient désoignant l'un sur l'autre, les réserves sont réelles. Pour le militant de LO, la LCR représente ce gauchisme soviétique huitième érudition, « intello », dont il se méfie. Pour celui de la Ligue, le « moine-soldat » de LO est décidément trop intégriste.

De culture ouvrière, LO - ou, plutôt, l'Union communiste (trotskiste), nom officiel de l'organisation qu'incarne Arlette Laguiller, émanation de l'Union communiste internationaliste créée en 1938 - garde de ses origines un fonctionnement et un vocabulaire empruntés de bolchévisme des années 20.

Selon un ancien de LO, les militants ne sont pas plus d'un millier, triés sur le volet au terme d'un parcours initiatique soigneusement balisé et dont l'intensité varie selon l'origine sociale du postulant. « Accroches » dans les cafés, lectures obligées, vente de l'hebdomadaire *Lutte ouvrière* scandent l'apprentissage. Les pseudonymes permettent de se reconnaître, comme d'autres rites d'appartenance : pas de mariage, port de la barbe prohibé.

Curieusement, LO a fait le plus tôt et avec assiduité le choix de l'« électoralisme ». M<sup>me</sup> Laguiller est

candidate à chaque élection présidentielle depuis 1974. En 1995, elle a atteint son meilleur score avec 5,3 % des voix. Elle évoque, de nouveau, à cette époque, l'idée d'un « grand parti des travailleurs », pour mieux expliquer, ensuite, que la classe ouvrière n'y est pas prête.

### « LE PRODUIT D'UN HOMME »

De fonctionnement, quasiment sectaire, LO - qui est d'abord « le produit d'un homme », explique encore cet ancien militant de l'organisation - a peur de grandir. Discrètement présent dans les meetings, « Hardy », le gourou de l'organisation, âgé de soixante-neuf ans, continue à préserver le caractère clandestin et auto-centré de LO.

La LCR, elle, abandonne peu à peu les pseudonymes, siège officiellement à Montreuil, diffuse *Revue, Les Cahiers du féminisme*, la revue théorique *Critique communiste* et revendique 2 000 adhérents. Quand LO refuse, par définition, de participer à toute structure unitaire, la LCR a choisi depuis 1995 de dialoguer avec la gauche gouvernementale. Ses militants sont présents dans le milieu associatif, que dédaigne LO qui, plus orthodoxe, préfère continuer à diffuser « ses feuilles de boîte » dans les entreprises. Si LO finit par participer aux défilés des sans-papiers et des chômeurs, elle n'accompagne pas, ni n'aide ces mouvements, au contraire de la LCR.

Les résultats du 15 mars montrent les limites auxquelles sont confrontées aujourd'hui ces deux organisations. LO, qui revendique désormais « le vrai vote communiste » et a obtenu ses meilleurs résultats dans les bastions ou-

vriers du PCF, refuse pour autant toute dérive vers des pratiques gestionnaires. Avec ses conseillers régionaux, dont sept qui, dans le Nord-Pas-de-Calais, peuvent faire ou défaire la gauche, la direction de LO se trouve face à des situations inédites pour elle. « De quoi provoquer une troisième crise interne », pronostique l'historien du trotskisme, Pierre Broué.

La LCR, elle, se cherche encore. Elle hésite, en outre, entre le rôle « d'aiguillon » du gouvernement, quitte à froisser sa base, et celui d'organisation révolutionnaire. Ses militants viennent de refuser le changement de nom de leur organisation, par crainte d'une dérive sociale-démocrate. Pourtant moins assidue des scrutins que LO, la LCR goûte à l'électoratisme, tout en découvrant que le vote d'extrême gauche du 15 mars a profité davantage à Lutte ouvrière - très discrète sur les sans-papiers - qu'à ses propres militants, pourtant plus visibles, depuis deux ans, aux côtés des « sans ».

Malgré toutes les différences entre les deux organisations, le potentiel de vote de l'extrême gauche devrait, un an avant les élections européennes, accélérer les réflexions et les rapprochements au sein de la gauche radicale. Nul doute, en effet, que LO et la LCR souhaitent cultiver pour ce scrutin leurs différences avec la gauche « plurielle ». Et pour la seconde - qui évite, aujourd'hui plus que jamais, toute critique à l'encontre de son aînée - tenter de se poser enfin en relais « anti-maoïstique » du mouvement social.

Ariane Chemin

## « Where is Arlette ? »

CE SONT les observateurs étrangers qui sont les plus surpris. Lundi 16 mars au matin, leurs rédactions les interpellent au sujet de cette nouvelle spécificité française et, sur le Minitel, chez leurs confrères, ils cherchaient partout Arlette Laguiller. Lutte ouvrière ? « Lutte ouvrière », BP 233, 75865 Paris Cedex 18 », ont répondu les mieux informés. De petits malins ont téléphoné à Montreuil, au local de la petite sœur trotskiste, la Ligue communiste révolutionnaire : « Are you M<sup>me</sup> Laguiller ? Where is Lutte ouvrière ? »

En vain. Car Lutte ouvrière, qui compte désormais vingt conseillers régionaux en plus de sa dizaine de conseillers municipaux, est une organisation clandestine. Les militants continuent à ne passer leurs appels téléphoniques qu'à partir de cabines publiques. Aux journalistes, M<sup>me</sup> Laguiller donne rendez-vous dans des cafés, en compagnie de Jean-Pierre Vial et d'Henriette Maunier, « chargée du secrétariat d'Arlette Laguiller ». Autant dire que, s'ils acceptent de se montrer, ces trois-là n'ont guère de pouvoir. M<sup>me</sup> Laguiller est bien membre de la direction de l'organisation, mais la porte-parole ne décide rien.

Lundi, évidemment, il a fallu gérer l'ensemble des demandes d'interviews. Répondre aux télévisions, qui voulaient « montrer LO ». On a donc rou-

sé et proposé des rendez-vous « à l'extérieur », « qui arrangent un peu tout le monde ». Au conseil régional d'Ile-de-France, par exemple, où les caméras et les photographes se sont retrouvés pour filmer la nouvelle conseillère entourée des deux autres élus, Daniel Lioudonny (Seine-et-Marne) et Jean-Louis Gallard (Seine-Saint-Denis). « Ça ne m'impressionne pas. Avec les travailleurs, nous avons investi des lieux beaucoup plus importants », a-t-elle répondu en souriant sur le perron.

Toute la journée, on a entendu M<sup>me</sup> Laguiller en boucle sur LCI et France-Info. Elle y a répété le programme de LO, qui, depuis vingt-cinq ans, tient à peu près dans les mêmes mots. La petite musique d'Arlette se nourrissait lundi de quelques analyses des scores du PCF : il y a des « mécontents du Parti communiste », qui ne se sont pas retrouvés dans les candidats « hultes » que dans ceux de l'aile gauche du parti, précise-t-elle, peut-être parce que cette dernière entretient des relations étroites avec une organisation trotskiste rivale, le Parti des travailleurs. Mais quand même, des militants trotskistes dans les palais régionaux ! « Les bolcheviks siégeaient bien à la Douma tsariste, non ? »

Ar. Ch.

## « Lettre ouverte à Madame Martine Aubry, Ministre de l'Emploi et de la Solidarité »

Paris, le 18 mars 1998

Madame la Ministre,

Les orthophonistes exercent une profession de santé dont la mission sociale est essentielle dans notre société confrontée à des problèmes d'exclusion. En effet, de plus en plus d'enfants, d'adolescents, d'adultes, de personnes âgées, nécessitent des soins d'orthophonie pour leur permettre d'éviter la marginalisation, l'échec scolaire, voire l'illettrisme, l'exclusion professionnelle et sociale.

Notre profession a toujours su être un partenaire loyal avec ses tutelles, et principalement avec l'assurance maladie. Or, aujourd'hui, en particulier avec la mise en place des Ordonnances d'avril 96 visant à réformer la sécurité sociale, l'orthophonie prend de plein fouet les conséquences d'une maîtrise des dépenses qui s'annonçait qualitative et qui se révèle, comme nous le craignons, simplement comptable. Cette dérive pernicieuse qui fait en sorte que le médecin est le seul ordonnateur des dépenses d'une part, non seulement occulte toutes les réformes urgentes et nécessaires de reconstruction de notre système de santé, mais d'autre part, revient aussi à mépriser les responsabilités thérapeutique, économique et éthique des autres professionnels de santé non-médecins. Par ailleurs, une maîtrise des dépenses fondée sur l'intéressement du prescripteur aux économies réalisées sur ses prescriptions ne peut prendre en compte les réels besoins de soins. Enfin, la place omnipotente donnée au médecin dans la chaîne thérapeutique nie de fait, dans un esprit de coordination des soins, la reconnaissance des compétences spécifiques des professionnels de santé. L'évolution considérable des sciences ne peut plus conférer à une seule discipline, fut-elle médicale, l'ensemble des savoirs.

Vous le comprendrez, Madame la Ministre, les orthophonistes sont en colère. Ils se sentent injustement pénalisés. En effet, depuis de longues années, malgré les séances de travail avec les administrations de tutelle, malgré l'agrément de notre convention nationale avec les caisses d'assurance maladie, malgré les audiences auprès des cabinets ministériels, tous les dossiers de notre profession sont bloqués ; il s'agit principalement de la déontologie, du statut légal devenu obsolète, de la non reconnaissance de la durée effective des études initiales, du refus d'accorder le cadre A à nos hospitaliers ; il s'agit de la rémunération de nos actes qui n'a connu qu'une seule revalorisation en dix années d'exercice ; il s'agit de la négociation des avenants à la convention nationale qui doivent donner aux orthophonistes une part de la responsabilité de la maîtrise de leurs dépenses ; il s'agit, encore, de l'aide équitable des caisses à la télétransmission des feuilles de soins.

Ce ne sont pas, Madame la Ministre, des revendications corporatistes qui visent à obtenir des avantages particuliers à notre profession mais de véritables et urgents besoins dont le souci majeur est l'amélioration continue de la qualité de la distribution des soins dans un système qui nécessite, plus que jamais, une complémentarité effective des compétences et donc, la reconnaissance, par les autorités de tutelle, des responsabilités qui y sont liées. C'est pourquoi, les orthophonistes manifesteront leur mécontentement aux côtés des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes et orthoptistes à l'occasion des actions qu'ils ont communément décidées.

Ils vous demandent, Madame la Ministre, de les entendre et de prendre rapidement en considération leurs demandes.

Ils vous prient de croire à l'assurance de leur haute considération.

Le Conseil d'Administration  
de la Fédération Nationale des Orthophonistes  
2, rue des deux gares - 75010 Paris.



## Le Front national propose à la droite un « programme minimum »

Au terme d'une réunion du bureau politique du parti d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen a accepté de retirer la « préférence nationale » des conditions mises à d'éventuels accords pour la présidence des conseils régionaux

Alors que certains responsables locaux de l'opposition RPR-UDF envisagent d'accepter les voix du Front national pour conserver la présidence de conseils régionaux, où la gauche détient la majorité relative des

sièges, le bureau politique du Front national a fait connaître, par la voix de Jean-Marie Le Pen, lundi 16 mars, les six conditions qu'il met à d'éventuels accords. Après une discussion qui a opposé Bruno Mégret, dé-

légué général du parti d'extrême droite, à des proches de M. Le Pen, ce dernier a accepté de ne pas faire figurer la « préférence nationale » parmi ces conditions. Le Front national se donne ainsi l'apparence de faire

des concessions pour attirer vers lui les élus de droite tentés par une alliance, tandis que les dirigeants du RPR et de l'UDF s'efforcent de faire respecter partout la consigne de non-compromission avec l'ex-

trême droite. Celle-ci entend se servir, pour parvenir à diviser la droite, non seulement de la pression sur les conseils régionaux, mais aussi de celle qu'elle peut exercer au second tour des élections cantonales.

LE FRONT NATIONAL veut aller au bout du rôle qu'il s'est attribué : celui du « sauveur » potentiel d'une droite en difficulté, avec l'objectif avoué... de la faire éclater. Réuni lundi 16 mars, le bureau politique du FN a décidé de proposer un soutien aux candidats de droite « mis en danger par les socialistes » pour la présidence des conseils régionaux, à condition qu'ils acceptent de s'engager sur un certain nombre de leurs revendications. Celles-ci sont au nombre de six et ont été présentées par Jean-Marie Le Pen, après la réunion du bureau, lundi, à 18 h 30, comme un « programme minimum », ne retenant que « ce sur quoi devrait se manifester le plus large accord de bon sens ».

Le marché, mis noir sur blanc dans une « déclaration » lue par le président du Front national, stipule ainsi que les candidats au soutien de l'extrême droite devront inscrire dans leur programme : le « refus de toute hausse d'impôts et une décade fiscale sur l'ensemble du mandat » ; une « priorité concrète à

la sécurité, notamment dans les lycées et les transports » ; la « défense de l'identité culturelle française et régionale et le refus de la dictature du conformisme de gauche sur la culture » ; la « défense de l'emploi par le développement de l'apprentissage et l'amélioration des politiques de formation professionnelle » ; un « fonctionnement de l'assemblée régionale selon le principe de la représentation proportionnelle de tous les groupes, notamment à la direction des commissions et dans les délégations » ; une « réforme des commissions de marchés dans le sens d'une plus grande transparence ».

Dans cette déclaration, le Front national feint de croire que le refus d'accord avec lui ne pouvait pas être le résultat d'un choix, mais celui d'un « chantage », d'un « dilatoire » émanant d'une gauche présentée comme « minoritaire » en dépit de sa victoire apparente. Il ne manque pas de préciser, également, que cette offre de marché a été décidée « en dépit des griefs légitimes des électeurs (du Front national) contre les appareils respon-

sables de la situation actuelle ». Autrement dit, malgré les reproches de la base à l'encontre de la droite sur sa décision d'avancer les élections législatives en 1997, mais aussi sur ses attaques contre le FN et ses orientations politiques.

En agissant ainsi, le parti de M. Le Pen veut faire d'une pierre deux coups : apparaître comme celui qui, jusqu'au bout, aura tenté de faire barrage à la gauche et, en même temps, semer la zizanie entre ceux qui estiment préférable d'avoir aux commandes des institutions régionales des représentants de partis démocratiques et républicains et ceux qui sont prêts à s'allier avec l'extrême droite pour sauver leur siège ou écartier la gauche. Il ne cache pas qu'il espère ainsi attirer « sur ses bases » des élus et électeurs déboussolés.

Cette déclaration n'a pas fait l'objet d'un vote mais a été approuvée par consensus. Elle a été rédigée au cours de la réunion du bureau politique par Jean-Marie Le Pen, Jean-Yves Le Gallou, candidat

à la présidence de l'Ile-de-France, et Bruno Mégret. Deux sujets ont fait l'objet d'une discussion animée : la non-prise en compte de la « préférence nationale » dans le « programme minimum » et le « soutien sans participation », formule empruntée à l'histoire, celle du Parti communiste français au temps du Front populaire, en 1936, et actuellement appliquée par les communistes italiens.

« UN TEXTE PRAGMATIQUE »

Les tenants du « ni droite ni gauche » - parmi lesquels figure Samuel Maréchal, le gendre de M. Le Pen, responsable du Front national de la jeunesse, adjoint au secrétaire général, Bruno Gollisch - souhaitent retenir la « préférence nationale ». Sensible à leur revendication, M. Le Pen a toutefois décidé de ne pas la satisfaire, après avoir écouté l'argumentation de M. Mégret. Pour le délégué général, en effet, à partir du moment où le Front national veut apparaître comme conciliateur, il doit éviter d'inclure dans

son programme des clauses jugées inacceptables par des élus de droite. Or, l'application de la « préférence nationale » nécessite une modification de la législation française, combat que pen de représentants de la droite sont prêts à mener.

Plusieurs membres du bureau politique ont regretté, par ailleurs, que leur parti décide de soutenir des candidats de droite sans demander de participation à la gestion des conseils régionaux. La déclaration stipule que « le Front national ne demande aucune prébende pour lui-même ». Là encore, après une explication de texte de M. Mégret et Le Gallou, la décision a été prise de ne pas entrer dans le jeu de la cooptation. « Nous nous devons de rester dans la logique décidée en juin 1997 », explique le délégué général. A l'époque, M. Le Pen avait rassuré ses militants, qui craignaient que certains - et parmi eux M. Mégret - ne soient tentés par des alliances hâtives avec la droite.

Pour ce qui concerne le second

tour des élections cantonales, la consigne est de proposer le « un contre un », autrement dit de pratiquer le désistement réciproque quand celui-ci sera demandé. Par tout ailleurs, le Front national maintiendra ses candidats. Compte tenu du grand nombre de cantons où le parti d'extrême droite peut se maintenir - trois cent seize -, libéré à été donnée aux responsables fédéraux d'arranger les éventuels accords.

Certains, aujourd'hui, au Front national, présentent la « déclaration de Jean-Marie Le Pen » comme une « cote mal taillée » ou bien comme « un texte pragmatique » ; mais tous soulignent, en s'en félicitant, que, pour la première fois, leur parti a voulu montrer qu'il a « le désir d'aboutir ». Histoire de mieux rejeter la faute sur les responsables de la droite si la gauche sort victorieuse lors de l'élection des présidents de conseils régionaux ou au soir du second tour des cantonales.

Christiane Chombeau

### Les hésitations des présidents de région de droite sortants

COMMENT faire face au soupçon d'un accord avec le FN ? Charles Millon a choisi la version la plus vive. Interrogé, lundi 16 mars, sur son attitude face au Front national, le président sortant du conseil régional de Rhône-Alpes, visiblement exaspéré, a rétorqué : « Je pense que sur le Front national, je n'ai aucun geste à montrer, compte tenu de ce que j'ai fait depuis dix ans ».

Déjà, l'ancien ministre de la défense a conclu un accord avec 4 élus divers droite dissidents. Parmi ceux-ci figurent Gérard Dezempet, maire de Charvieu-Chavagnieu, que M. Millon avait exclu de ses listes et qui est connu pour son comportement intransigeant à l'égard des immigrés de sa commune. Mais l'ancien député RPR Marc Frayse, réélu dimanche soir conseiller régional, a tenté de pousser le président sortant à aller plus loin : « Il y a parmi les élus du FN des gens qui sont prêts à nous rejoindre si on leur montre qu'on a du courage ».

En Languedoc-Roussillon, le président sortant, l'UDF-DL Jacques Blanc avait déjà passé, en 1986, un accord avec le FN dont, dit-il aujourd'hui, il « ne rougit pas ». Depuis dimanche, il a trouvé une formule qui ne lève aucun soupçon : « Je ne signerai ni alliance, ni accord, mais je ne refuse aucune voix et je respecterai tous les élus ».

En Haute-Normandie, Antoine Rufenacht a trouvé une parade plus subtile. Dimanche soir, le président RPR du conseil sortant semblait avoir renoncé à être candidat. Mais il a finalement appelé les élus de sa liste à ne pas siéger vendredi, jour fixé par le code électoral pour l'élection à la présidence de la région. Faute d'at-

teindre le quorum nécessaire, l'élection serait reportée au lundi 23 mars, après le second tour des cantonales qui restent des objets de négociations possibles avec le FN.

« ON VERRA BIEN »

En Aquitaine, le RPR Jacques Valade, après avoir évoqué la possibilité d'un « contrat d'exécutif » avec le Front national, s'est rétracté. Désormais, il explique : « Arithmétiquement, il y a des tas d'alliances possibles. Je présenterai vendredi un projet pour l'Aquitaine. Nous allons faire cela de la façon la plus démocratique et puis on verra bien qui se détermine sur ce programme ».

En Franche-Comté, la tentation ne vient pas directement du candidat RPR-UDF à la présidence, Jean-François Humbert qui assure ne pas « rechercher d'alliance ».

Mais pour être à égalité avec la gauche, la droite a besoin de la voix d'un chasseur, René Mars, ancien membre du FN, qui prône la discussion avec les 9 élus du Front national. « On ne peut pas marginaliser un mouvement qui a fait un tel score », affirme-t-il.

En PACA, les leaders de la droite restent fermes. François Léotard, qui avait annoncé dimanche soir sa candidature à la présidence, a finalement renoué, et la droite devrait se contenter d'une candidature de témoignage. En Picardie et en Bourgogne, enfin, où le FN est en position d'arbitre, le RPR Charles Baur et l'apparenté UDF Jean-Pierre Solsson, déjà élus en 1992 avec les voix du Front national, ont jusqu'ici redoublé d'adresse pour... éviter toutes les questions.

Raphaële Bacqué

### La pression de l'extrême droite dans les cantons

LE SECOND TOUR des élections cantonales, dimanche 22 mars, ne va pas installer dans les départements la situation inextricable qui prévaut dans les conseils régionaux depuis le 15 mars, en raison du mode de scrutin. Au pouvoir depuis juin 1997 seulement, Lionel Jospin pouvait difficilement placer la réforme du scrutin régional comme une des ses priorités absolues, à moins d'un an du scrutin. La droite, malgré les réflexions successives d'Edouard Balladur et d'Alain Juppé lorsqu'ils étaient à Matignon, n'a rien engagé, depuis 1993, pour modifier ce mode de scrutin.

Le mode d'élection majoritaire uninominal à deux tours qui est celui des cantonales écarte, très largement, le risque des majorités relatives et du chantage exercé par des minorités. Indépendantiste ici, chasseur là, et plus souvent élus

d'extrême droite. Le Front national peut maintenir ses candidats dans 316 cantons. Si le parti de Jean-Marie Le Pen ne peut, évidemment, espérer aucune présidence de département, il aura, cependant, au soir du second tour, un nombre accru de conseillers généraux : cinq actuellement. De plus, il peut, dans un nombre très limité de départements, embarrasser la majorité sortante, en fragilisant son avance en sièges. C'est le cas, par exemple, dans la Vaucluse ou dans l'Oise.

Dans le Vaucluse, la droite disposait de quinze sièges et la gauche de neuf dans le conseil sortant. Sur les douze cantons renouvelables, la droite a déjà un conseiller réélu et le Front national peut se maintenir dans sept cantons, avec un espoir dans gagner un, voire deux. Au terme du second tour, la droite risque de ne disposer que d'une voix de majori-

té. Le même cas de figure se présente dans l'Oise, où sur les vingt cantons renouvelables, l'extrême droite peut se maintenir dans seize. A moins que les appels du pied de Jean-François Mancel, président (RPR) du conseil général, dans sa direction, l'incite à baisser la pression.

Dans le Nord - un des cinq départements, avec l'Alier, les Alpes-de-Haute-Provence, le Pas-de-Calais et la Haute-Saône, qui peut facilement « passer de droite à gauche », la présence de candidats du Front national, au second tour, dans treize cantons sur trente-neuf non pourvus dimanche 15 mars, hypothèque les chances de Jacques Donnay, exclu du RPR, de conserver la présidence. Dans le Tarn, département dirigé par la gauche, le député RPR Jacques Limoury a appelé, mardi 17 mars, dans un communiqué, les électeurs de Castres à « ne pas permettre l'élection d'un socialiste et à ne pas rester à la maison » dans un canton où le Front national se retrouve face à la gauche. Le candidat d'extrême droite est Bernard Antony, chef du file du FN en Midi-Pyrénées.

Dans d'autres cantons, l'extrême droite peut, sur le papier, espérer avoir des élus, sans toujours favoriser le basculement du conseil général. Le Parti socialiste, qui a appelé, lundi 16 mars, « l'ensemble de ses candidats à se désister pour le candidat de gauche arrivé en tête » au premier tour, peut tabler sur le gain d'autres départements, comme l'Aisne, la Creuse, l'Essonne et le Gers. S'agissant du Finistère, la probabilité est plus faible car un tel basculement impliquerait la perte de dix cantons par la droite.

Gérard Courtols

Olivier Biffaud

### LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS RÉGIONALES

(Chiffres du Monde)	MÉTROPOLE	DOM	NATIONAL
Inscrits	38 669 193	941 629	39 610 822
Votants	22 442 513	516 983	22 959 496
Abstentions	41,96 %	45,10 %	42,04 %
Blancs et nuls	4,59 %	7,91 %	4,66 %
Exprimés	21 412 454	476 087	21 888 541
FAMILLES POLITIQUES	Nombre de voix obtenues	Nombre de voix obtenues	Nombre de voix obtenues
Total gauche	7 812 222	195 102	8 007 324
dont div. g.	244 667	10 355	255 022
Total droite	7 677 289	41 611	7 718 900
dont div. d.	983 364	37 267	1 020 631
Extrême droite	3 316 665	1 863	3 318 528
dont FN	3 270 118	1 863	3 271 981
Extrême gauche	938 796	6 992	945 788
dont LO	782 695	2 825	785 520
Divers écologistes	591 806	7	591 806
Divers	1 075 876	15 555	1 091 431
dont CNP	569 910	31	569 941

(Chiffres du Monde)	FRANCE ENTÈRE		
Inscrits	39 281 860		
Votants	22 771 552		57,96 %
Exprimés	21 710 611		55,26 %
Abstentions	16 510 308		42,03 %
Liste	Voix	%	Sièges
Ext gauche	942 010	4,33 %	24
Cent	234 655	1,08 %	19
Mod. chrétienne	6 154 317	28,34 %	594
PS	713 916	3,28 %	83
Div. g.	367 728	1,69 %	35
Écologistes	1 132 691	5,21 %	22
Régionalistes	227 195	1,04 %	25
Divers	891 125	4,10 %	34
Droite	6 129 380	28,23 %	611
Div. droite	1 628 841	7,50 %	107
FN	3 261 174	15,02 %	275
Ext droite	27 611	0,12 %	

de 11 000 150





## Languedoc-Roussillon : Jacques Blanc entretient les non-dits pour sauver sa présidence

**MONTPELLIER**  
de notre correspondant  
Dans l'entourage de Jacques Blanc, on aime à se rappeler 1992, alors que tout le monde

### REPORTAGE

Récusant tout accord avec l'extrême droite, il entend rassembler sur son « projet »

donnait battu le président sortant (UDF-DL) du conseil régional du Languedoc-Roussillon, il avait réussi à construire sur le fil une majorité qui lui avait permis de conserver son fauteuil en se passant du Front national. Aujourd'hui, l'exercice s'annonce autrement plus délicat. M. Blanc ne dispose plus du réservoir de voix annexes (écologistes notamment) qui lui avait permis d'élargir sa majorité, les électeurs ayant envoyé au conseil régional trois blocs clairement identifiés : un groupe de gauche « plurielle » composé de treize et un élu, un groupe de droite de vingt-deux membres, et treize élus du Front national. S'y ajoute un chapelet de députés Pyrénées-Orientales.

Si l'on se fie aux déclarations des uns et des autres, un soutien de l'extrême droite semble peu probable. Alain Jamet, le président du groupe FN à l'assemblée régionale, a assuré qu'il n'apporterait pas ses voix à M. Blanc s'il n'y avait pas un accord passé au grand jour et comportant deux clauses : une réduction des impôts de 20 % sur six ans, l'ajout dans les priorités

régionales de la sécurité dans les lycées. Jean-Claude Martinez, membre du bureau politique du FN et élu dans l'Hérault, est tout aussi net. Il réclame un accord « dans la clarté », c'est-à-dire « que nous nous associons à une table et (que) nous prenions la mesure du rapport des forces électorales des uns et des autres ». Or M. Blanc a toujours dit qu'il refuserait tout accord.

La clé du vote de vendredi réside, en fait, dans les non-dits. Car si M. Blanc affirme qu'il ne signera pas d'accord, il ne refuse pas pour autant les voix du FN. Et si le parti de Jean-Marie Le Pen exige cet accord, il se garde bien d'exiger un texte écrit. Les conditions qu'il énonce sont d'ailleurs a priori recevables par la droite modérée.

### UN CAP SYMBOLIQUE

Le président sortant a donc soigneusement préparé le terrain en usant de nuances subtiles. Il martèle qu'il est un « président sortant avec un bilan et un projet sur lequel il appartient à chacun de se déterminer ». Il s'agit donc que le projet intègre certaines des exigences du FN pour que ce dernier puisse envisager de soutenir M. Blanc, sans pour cela qu'un accord soit formalisé. L'essentiel pour l'instant, explique M. Martinez, est de franchir un cap symbolique. Certes, un rapprochement entre la droite et le FN ne manquerait pas de provoquer des fissures à droite, ce qui pourrait priver M. Blanc de voix précieuses. Mais, là encore, tout est affaire de calcul. Raymond Couderc (UDF-DL), maire de Bé-

zières, n'a, pour sa part, jamais caché que des voix qui n'auraient pas fait l'objet d'un marchandage avec le FN n'auraient rien d'infamant. D'autres élus, plus réticents à tout type d'alliance avec le FN, se montraient déjà moins sourcilieux, lundi 16 mars dans l'après-midi.

M. Blanc pourrait donc prendre le pari d'une élection très serrée vendredi prochain. D'autant plus qu'il spéculait sur de possibles déflections dans le camp du postulant de la gauche à la présidence, Georges Frêche, maire socialiste de Montpellier. Si la personnalité de M. Frêche est parfois contestée chez ses propres amis, la menace d'une sanction du PCF après une campagne tendue avec le PS semble s'éloigner. Arrivés derrière les socialistes dans les trois départements de la région où ces deux partis n'avaient pu s'entendre (Gard, Hérault, Lozère), les communistes sont désormais en mauvaise posture pour négocier la présidence du Languedoc-Roussillon. On les voit mal endosser la responsabilité d'un échec de la gauche devant une possible alliance entre la droite et le Front national. Josianne Collerats, tête de liste PCF dans l'Hérault, confirme d'ailleurs qu'« il est clair qu'on ne prendra pas le risque de faire voter pour la droite, et encore moins pour l'extrême droite ». Le PCF n'en revendique pas moins une gestion « collective et collective », dont les contours devraient faire l'objet d'ultimes discussions avec le PS avant l'élection du président du Languedoc-Roussillon.

Jacques Monin

## Les chefs de la droite s'efforcent d'empêcher toute alliance avec le FN

Des élus locaux sous surveillance des états-majors parisiens

A BORDEAUX, un lendemain des élections régionales, le sénateur (RPR) Jacques Valade, président sortant du conseil régional d'Aquitaine, évoque au micro de Sud-Radio la possibilité de proposer un « contrat d'exécution » pour retrouver une majorité. Il ne s'agit pas d'une « alliance politique », précise-t-il, mais, bien entendu, toutes les voix sont les bienvenues, celles des chasseurs comme celles du Front national. Une heure plus tard, le sénateur dément. Entre temps, il a reçu un long coup de téléphone de Philippe Séguin.

Dans l'opposition, ils sont quelques-uns, comme le sénateur Valade, à être surveillés de près pendant toute la semaine : Jacques Blanc, ancien président (UDF-DL) du conseil régional du Languedoc-Roussillon, qui persiste à dire que toutes les voix sont bonnes à prendre, Antoine Rufenacht, ancien président (RPR) du conseil régional de Haute-Normandie, ou encore Charles Baur, ancien président (UDF-FD) du conseil régional de Picardie, qui, dès dimanche, a reçu une mise en garde de la part de François Bayrou. Les principaux responsables des partis de droite se sont engagés à ce qu'il n'y ait pas d'accord, « ni sur la table, ni sous la table », avec le Front national. Ils s'y emploient.

Blessé par son échec en Provence-Alpes-Côte d'Azur, François Léotard a opéré deux volte-face en trois jours : après avoir annoncé, jusqu'à la fin de la campagne, qu'il ne serait pas candidat à la présidence du conseil régional s'il n'avait pas de majorité, le président de l'UDF a indiqué, dans la nuit de dimanche à lundi, qu'il se retirait finalement candidat, puis il est revenu sur cette dernière décision dans la journée de lundi. Redoutant que tel ou tel de ses collègues se prête au jeu du Front national, M. Léotard a précisé qu'il soutiendrait un candidat « qui aura obtenu le plus grand nombre de voix au Front national ».

Cette stratégie est partagée par le président du RPR. Afin de ne pas laisser face à face la gauche et le FN, au moins au premier tour de l'élection des présidents de conseils régionaux, la droite devrait donc présenter, vendredi 20 mars, jour de cette élection, des « candidatures de témoignage », qui auront aussi la vertu de fixer les voix de ses élus.

« Tout le monde a bien compris que l'intérêt de l'opposition nationale était de poursuivre sa rénovation autour des valeurs qui la rassemblent, et non de faire des alliances qui ne pourraient que se traduire par son affaiblissement », a expliqué le porte-parole du RPR, François Fillon, lundi, sur France-Info. L'organisation de l'opposition constitue le second sujet de préoccupation des dirigeants des partis de droite depuis qu'Edouard Balladur a paru prôner, dimanche soir, une recomposition du RPR et de l'UDF. L'ancien premier ministre, qui assure avoir été « mal compris », a précisé, lundi sur TF1, qu'il ne fallait « pas forcer à la création d'une entité nouvelle qui serait artificielle ».

### Se mettre au travail pour retrouver un corps de doctrine

Les responsables du RPR se sont en fait mis d'accord sur une proposition minimale : la relance de l'inter-groupe RPR-UDF de l'Assemblée nationale, qui, jusqu'ici, ne s'est véritablement réuni qu'une fois, avant le débat sur l'immigration et le code de la nationalité. Jean-Louis Debré, président du groupe RPR, a annoncé, lundi, qu'il prendrait très rapidement des initiatives en ce sens pour « améliorer la coordination » avec le groupe UDF, présidé par M. Bayrou. Celui-ci y est favorable, comme à toute démarche qui permettrait de favoriser la cohérence de l'opposition sans l'obligation de parler d'une seule voix. Le secrétaire général du RPR, Nicolas Sarkozy, exprime le même sentiment : « Si la gauche plurielle gagne, je ne vois pas pourquoi l'opposition devrait être condamnée à l'uniformité ».

M. Balladur va même un peu plus loin lorsqu'il rappelle qu'il avait été l'un des initiateurs des états généraux de l'opposition, entre 1990 et 1993. « La gauche ne soulève pas l'enthousiasme, la droite ne suscite pas l'adhésion », observe-t-il. L'opposition doit donc se mettre au travail pour retrouver un corps de doctrine.

Cette invitation prend la forme d'un rappel à l'ordre dans la bouche du président des Amis de

Jacques Chirac, Bernard Pons. Déplorant que la droite soit « molle », le député de Paris demande aux dirigeants de l'opposition, dans un entretien publié mardi 17 mars par Le Figaro, de « se mettre autour d'une table et [de] travailler à l'élaboration d'un véritable corps de doctrine » qui devrait être prêt, selon ses vœux, « d'ici trois, quatre mois ». En revanche, ce proche du président de la République estime qu'une véritable recomposition de l'opposition ne peut s'envisager qu'à l'occasion d'une élection présidentielle.

En l'absence de Charles Millon, occupé à se constituer une majorité au conseil régional de Rhône-Alpes, les habitués promoteurs de la fusion du RPR et de l'UDF, Renaud Dutreil, député (UDF-DL) de l'Aisne, et Patrick Labaune, maire (RPR) de Valence, se sont pourtant à nouveau manifestés. S'ils avaient eu quelque écho l'été dernier, ils ont peu de chance, cette fois, d'être entendus. M. Séguin considère que l'épisode de la fusion est dépassé. Il s'apprête à reprendre le processus de rénovation du RPR interrompu par sa longue campagne pour les élections régionales et cantonales, à mettre en œuvre la nouvelle organisation interne adoptée lors des assises des 31 janvier et 1<sup>er</sup> février et, déjà, à réfléchir à la préparation des élections européennes de 1999. M. Séguin, qui a toujours insisté sur la durée en affirmant que la véritable échéance pour l'opposition serait les prochaines élections législatives, n'est pas pressé pour bâtir un programme cibles en mains.

Alain Madelin, président de Démocratie libérale, est également disposé à consacrer le temps et l'énergie qu'il faudra pour convertir le plus grand nombre aux idées libérales qu'il professe. Une première convention des libéraux devrait avoir lieu au mois d'avril. M. Léotard s'est également prononcé, lundi, pour le maintien des deux formations de l'opposition, mais aussi pour un « renouvellement profond des idées ». Mais toute cette tâche de rénovation idéologique serait compromise dès le départ si des élus de droite décidaient, pour sauvegarder leur propre situation, de s'ouvrir au Front national.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

## Elus de la dernière pluie, reines d'un jour

CE SONT les étranges petits matins de la vie politique. La tension de la veille et de plusieurs semaines de campagne est retombée, les urnes ont finalement rendu cet avis tant

### RÉCIT

Rarement les élus issus de « petites » listes auront été autant sollicités

solicités, tant redoutés. Lundi 16 mars au matin, dans chaque équipe, on a analysé les résultats, fait et refait les comptes des voix et, dans beaucoup de régions, le résultat est là, ambigu : la défaite annoncée n'a pas eu lieu, la victoire n'est pas, pour autant, assurée.

Elle tient à une, deux voix. Et des années de combat politique, des bilans de mandat, des pages entières de professions de foi, de programmes, d'engagements, viennent soudain se fracasser sur une simple réalité arithmétique : la voix d'un Chasseur, celle d'un indépendantiste de la Ligue savoisienne, d'un dissident de gauche ou de droite, décideront, le 20 mars, de l'avenir et de la couleur politique de la région. Ce sont les rois et les reines d'un jour : ils étaient obscurs, les voilà en pleine lumière. Ils avaient parfois été rejetés, voici qu'on les sollicite et les flâne. Ils avaient peu à espérer, on leur promet tout.

● Pigeons-ramiers et fantasmes historiques en Rhône-Alpes. Jusqu'au dimanche 15 mars, Alain Roure, quarante-quatre ans, agent technique d'internet, était simplement adjoint au maire d'Aillon, un village de 320 habitants près d'Aubenas, en Ardèche. Alain

Roure est d'abord militant de la chasse. Il fait partie de ceux qui attendent, fusil chargé, les pigeons ramiers en haut du col de l'Escrinet. Une directive européenne interdit de chasser ces oiseaux quand ils volent vers leurs lieux de nidification. Alain Roure et ses amis n'ont que faire de Bruxelles. Il faut croire que leur combat a quelque écho dans ce département : dimanche, la liste CNPT a obtenu 10,36 % des suffrages exprimés, et un élu : Alain Roure. Conscient de son « rôle-clé » au conseil régional Rhône-Alpes, il veut « négocier au mieux », « c'est le but du jeu », lâche-t-il, faisant état de « contacts au plus haut niveau ». Avec gourmandise, il dresse la liste de ses centres d'intérêt : l'aménagement du territoire, l'agriculture, l'environnement et le tourisme.

Radios et télévisions se bousculent à sa porte : Patrice Abeille est épuisé mais pas mécontent que l'on prête ainsi « tant d'attention » à la Ligue savoisienne, mouvement indépendantiste dont il est le cofondateur et le secrétaire général. A quarante-quatre ans, ce normalien de la rue d'Ulm, qui gère maintenant une maison d'hôte au bord du lac d'Annecy, est devenu conseiller régional de Rhône-Alpes. Il tient, lui aussi, le sort du futur président dans sa main. La Ligue savoisienne, fondée en 1994, revendique « quatre mille adhérents » et l'indépendance de la Savoie, à la manière de la Ligue lombarde. « Un gouvernement provisoire », basé à Genève, a été constitué, dont Patrice Abeille est le chef.

Pour l'élection du président, Charles Millon (UDF) ou Jean-Jack Queyranne (PS), « pas question de s'abstenir », affirme-t-il. Il faudra at-

tendre vendredi matin pour connaître de quel côté il votera : « Les têtes m'ont dit qu'elle seront toutes là ».

● La revanche du maire et le retour des Chasseurs en Poitou-Charentes. « Notre voix va compter » : Gilles Parnaudau, maire de Vastes (Deux-Sèvres), qui conduit une liste de maires écologistes divers gauche, mais comprenant des élus de tous bords, prend sa « revanche ». Sa liste, que le président sortant (UDF) de la région, Jean-Pierre Raffarin et son adversaire socialiste, l'ancien ministre de l'Intérieur, Philippe Marchand, ont pris de haut pendant la campagne, tient aujourd'hui les deux élus dans un mouchoir de poche. « On nous classe à gauche mais... », M. Parnaudau n'en dira pas plus. D'ici au 20 mars, il s'attend à avoir « tous les jours au téléphone » les deux candidats, « ardoise ». M. Raffarin l'a appelé pour le féliciter, lundi, mais il avait été devancé de quelques minutes par M. Marchand.

Après le maire, les Chasseurs. Ils sont deux, élus en Charente-Maritime et en Charente. Dimanche, la majorité sortante RPR-UDF a obtenu vingt élus, auxquels viennent se greffer quatre voix (divers droite et Mouvement pour la France), soit vingt-quatre. La gauche plurielle, avec vingt-trois élus, revendique le même nombre en misant sur l'élu de la « liste des maires ». Comme en 1992, les Chasseurs peuvent donc faire la pluie et le beau temps en Poitou-Charentes. Cela avait déjà valu à l'un des deux, Gérard Fontenay, une vice-présidence dans le conseil sortant.

Ils n'ont « rien contre » ni Jean-Pierre Raffarin, ni Philippe Marchand. Ils se disent absolument a-

po-liti-ques. Le conseil régional, ce n'est pas « l'Assemblée nationale », explique M. Fontenay. Tout dépendra finalement des « propositions » des deux adversaires. Les deux chasseurs sont en revanche très « contre » certains « intégristes Verts », membres de la liste de la gauche « plurielle », ce qui donne un sérieux avantage à M. Raffarin. Sauf si M. Marchand se rendait à leur condition expresse : le refus d'accorder tout poste « à responsabilité » ou une « vice-présidence » à un écologiste, le dénouement semble acquis en Poitou-Charentes.

● La valeur du vieux. A égalité des voix, c'est le plus âgé des candidats à la présidence qui l'emporte. Duel de quadragénaires en Franche-Comté, où la droite et la gauche ont obtenu le même nombre de sièges : Christian Proust (MDC), quarante-neuf ans, l'emporterait sur Jean-François Humbert (UDF), quarante-six ans. En Rhône-Alpes, où les deux listes ont recueilli soixante sièges chacune, la région pourrait reposer sur la dizaine de petits jours qui séparent la naissance, le 2 novembre 1945, de Jean-Jack Queyranne (PS), de celle, le 12 novembre

de la même année, de Charles Millon (UDF). Lorsqu'on a la malchance d'être le cadet des têtes de liste, on peut toujours sauver son camp en sortant le doyen de tous les élus. Cela fait partie des bonnes vieilles recettes électorales. A l'heure de la composition des listes, entre deux dosages politiques, géographiques, professionnels, sexuels, historiques, il fallait penser au vieux. Le vieux, c'est le dernier recours lorsque toutes les tentatives de débouchage ont échoué.

Récit du service France

# Voir du pays ça tonifie

## TAHITI

**VOL**

**PAPETE**

**ALLER RETOUR**

**CIRCUIT**

**LES ILES DE LA SOCIÉTÉ**

**PAPETE, MOOREA**

**BORA BORA**

**HUAHINE**

**VOL ALLER RETOUR**

**+ VOIS INTER ILES**

**+ 12 NUITS**

**AVEC PETITS DEJEUNERS**

**4900F\***

**11165F**

DEPART DE PARIS

\* REDUCTION DE 33% POUR LE 2<sup>e</sup> VOYAGEUR

PREX PAR PERSONNE

EN CHAMBRE DOUBLE

A GENEVRES DATES

POUS TALES ARRIVÉES

180 AGENCES EN FRANCE

0 803 33 33 33 (1,09F LA MINUTE)

3615 RF (1,29F LA MINUTE)

<http://www.nouvelles-frontieres.fr>

**NOUVELLES FRONTIERES**

**distributeur d'énergie**



## La gauche progresse à Paris, y compris dans les arrondissements gérés par la droite

La majorité municipale est mise à mal dans le sud et l'ouest de la capitale

Paris a donné aux régionales une nette avance au candidat de la droite RPR-UDF, Edouard Balladur. Le résultat par arrondissements confirme

l'enracinement de la gauche dans les six arrondissements qu'elle gère, mais aussi une progression de sa zone d'influence par rapport aux législatives, puisqu'elle est majoritaire dans le 14<sup>e</sup>, à égalité dans le 12<sup>e</sup>, et en forte progression dans le 5<sup>e</sup>.

gauche avec, respectivement, 43,66 % et 41,04 % des suffrages. La polémique née de la contestation de l'élection de M. Dominati, finalement validée par le Conseil constitutionnel, semble avoir laissé des traces dans l'électorat de cette circonscription, constituée des quatre premiers arrondissements parisiens.

LE RPR PARISIEN retient des régionales que l'ancrage à droite de la capitale s'est vérifié, puisqu'elle a donné une nette majorité à Edouard Balladur (39,61 % contre 35,49 % à son adversaire socialiste). En revanche, le premier secrétaire de la fédération du PS, Jean-Marie Le Guen, souligne une « progression généralisée partout de la gauche », notamment par rapport aux législatives.

Dans les six arrondissements passés à gauche aux dernières municipales, Marie-Pierre de La Gontrie obtient une large majorité, avec un record dans le 3<sup>e</sup> (46,28 %), suivi des 1<sup>er</sup> (45,31 %), 19<sup>e</sup> (44,36 %) et 20<sup>e</sup> (43,85 %) arrondissements. Surtout, le PS estime que le scrutin régional prolonge le résultat des législatives, en donnant, dans des circonscriptions passées à gauche en 1997, de bons résultats : c'est le cas du 13<sup>e</sup>, qui avait participé à l'élection de deux députés PS, où la gauche obtient 43,55 % des voix, contre 31,11 % à M. Balladur, mais aussi du centre de Paris, où Laurent Dominati avait été élu député de peu devant Dominique Bertinotti (PS).

Hormis le 1<sup>er</sup> arrondissement, peu peuplé, qui donne près de 7 points d'avance à la droite sur la gauche, les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, gérés par des maires de droite, ont, aux régionales, donné la préférence à la

### RÉSULTATS DES ÉLECTIONS RÉGIONALES PAR ARRONDISSEMENT À PARIS

Arrondissement	RPR-UDF (%)	Gauche plurielle nationale (%)	Front national (%)	Extrême gauche (%)	Écologistes (%)	Divers droite (%)	Divers (%)
1	41,32	34,74	11,69	3,78	3,95	3,95	1,18
2	32,47	43,66	10,37	4,33	3,29	3,96	1,93
3	31,06	46,28	8,20	4,76	4,26	3,39	2,06
4	36,29	41,04	9,12	3,86	3,59	3,98	2,14
5	39,82	38,71	8,19	3,77	4,15	3,42	1,95
6	45,80	33,13	8,82	2,30	3,90	4,38	1,67
7	58,57	20,05	11,14	1,46	2,90	4,49	1,39
8	59,18	17,82	13,18	1,65	2,65	4,38	1,22
9	39,60	35,70	11,14	4,03	3,49	3,95	2,09
10	29,88	42,14	12,61	5,83	4,24	2,81	2,51
11	28,53	45,31	10,82	6,12	4,06	2,97	2,26
12	37,37	37,27	11,81	4,26	3,96	3,67	1,85
13	31,11	43,55	11,00	3,18	4,14	2,97	2,04
14	36,52	39,34	10,41	4,23	4,25	3,43	1,83
15	48,84	28,18	10,31	2,78	3,72	3,72	1,45
16	64,47	14,64	12,08	1,19	2,25	4,23	1,13
17	49,71	25,30	12,85	2,90	3,72	3,98	1,53
18	29,87	40,22	14,85	6,02	4,11	2,79	2,14
19	27,79	44,36	14,12	5,23	3,41	2,75	2,34
20	27,02	43,85	13,88	6,34	3,93	2,64	2,34

## Les nationalistes corses ont payé leurs divisions aux élections territoriales

Les plus radicaux siègeront à l'Assemblée

### BASTIA

de notre correspondant  
La lutte fratricide engagée depuis 1995 entre factions rivales, les scissions chroniques des formations clandestines ou politiques, les révélations judiciaires sur des dérives criminelles de droit commun et autres affaires crapuleuses ont, semble-t-il, eu un coût politique moindre, pour les responsables nationalistes, que leur présentation en ordre dispersé : les résultats du premier tour des élections à l'Assemblée de Corse, dimanche 15 mars, se soldent par l'élimination de cinq des six listes en présence. Le seul des 5 % de suffrages exprimés, imposé pour être présent au second tour, leur aura été fatal.

Pourtant, le total des suffrages

mouvance par la lutte armée clandestine auront-ils gain de cause, face à ceux qui prônaient le même objectif, mais par le biais du débat public ?

La réponse est d'autant moins aisée que ceux qui, aujourd'hui, sont les seuls à avoir les moyens de siéger à l'Assemblée de Corse continuent d'affirmer leur « solidarité politique » avec le FLNC-canal historique, organisation clandestine réputée la plus radicale. « Nous regrettons l'absence d'autres listes nationalistes à la prochaine Assemblée de Corse. Notre objectif reste la souveraineté nationale de la Corse, nous poursuivons sans faille et avec détermination notre stratégie », commente Jean-Guy Talamoni, chef de file de Corsica Nazione, la liste de A Concoita nazionalista.

« Nous ne changerons pas un iota à la composition de la liste Corsica Nazione » pour le second tour, prévient le porte-parole du groupe (le statut de la Corse de 1991 autorise les listes qualifiées pour le second tour à intégrer des candidats issus de celles éliminées au premier tour). La précision est inutile dans le cas des cinq autres listes, qui avaient déjà annoncé, à l'instar de la tête de liste A Manca Nazionalista (la Gauche nationaliste), leur « refus de s'associer de près ou de loin » à leur « frère ennemi ».

Même discours du côté de la liste Corsica Viva, proche du FLNC créé le 5 mai 1996, dernier-né des groupes clandestins. Dès lors, l'impasse semble se profiler. La « recomposition » évoquée par les uns et les autres pourrait se muer en une « mobilisation » au bénéfice d'une ou de plusieurs organisations armées rivales.

De son côté, Edmond Simeoni (UPC), dont la liste est éliminée parce qu'elle ne franchit pas, d'un cheveu, la barre des 5 % - il lui manque une quarantaine de voix -, a décidé d'en appeler au Conseil d'Etat pour demander l'annulation des élections. Une autre action judiciaire, au pénal, est menée à l'initiative du dirigeant autonomiste, qui dénonce environ 200 inscriptions sur les listes électorales, enregistrées ces derniers mois, et qu'il estime frauduleuses. M. Simeoni souhaite ainsi démontrer que la sincérité du scrutin a été altérée de plusieurs façons et donner une nouvelle chance à sa liste.

Michel Codaccioli

### Concertation adaptée

Le secteur public hospitalier corse revendique des moyens budgétaires supplémentaires et des dérogations aux normes de fonctionnement. Le Syndicat des travailleurs corses (STC) fait pression, à chaque occasion de concertation, par des opérations de blocage de l'aéroport d'Ajaccio, du dépôt pétrolier de Vaxzio ou, encore, du port de commerce. Bernard Kouchner et Emile Zaccarelli ont convenu d'une méthode de négociation associant, à Paris, les dirigeants des hôpitaux et le STC. « Nous sommes plus confiants maintenant, car Paris recherche des solutions adaptées aux spécificités corses », confiait, lundi 16 mars, la délégation du STC.

recueillis à l'époque flamboyante des précédentes élections, en 1992 - les deux seules listes nationalistes en compétition avaient alors obtenu 13 sièges sur 51 -, n'était supérieur que de 5 700 voix au résultat des six listes de dimanche. Cela représente à peine 3,75 points d'écart par rapport au premier tour d'il y a six ans. En outre, en 1992, l'abstention avait été deux fois moins importante que cette année (17,18 % contre 31,45 %).

Quelle leçon les nationalistes défaits pourront-ils tirer de l'échec politique de leur participation au jeu des institutions ? Les partisans d'une « recomposition » de la

## La droite d'Ile-de-France hésite à présenter un candidat à la présidence

LE RPR ET L'UDF d'Ile-de-France, désormais principale force de l'opposition régionale, ont très vite réagi à leur défaite en se réunissant, dès lundi 16 mars au matin, sous l'égide d'Edouard Balladur, dans les locaux du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Comme il l'avait répété tout le temps de sa campagne, M. Balladur a confirmé devant les élus qu'il ne se présentera pas, le 20 mars, à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France.

L'utilité d'une réunion rapide de la droite francilienne a été démontrée par les quelques hésitations individuelles qui se sont exprimées, à huis clos, sur l'éventualité d'un accord avec le Front national. Le groupe UDF, animé par Bernard Lehideux, a même dû faire acte par un vote le principe du refus de faire élire qui ce soit avec une voix du Front national. M. Lehideux, candidat à la présidence du groupe UDF, qui doit se constituer le 19 mars au conseil régional, a reconnu que sa famille politique n'était pas unanime sur ce point,

en assurant que le problème est désormais réglé. L'UDF a adopté un autre principe : celui d'une présence de la droite lors de l'élection du président du conseil régional, afin de marquer le terrain et de ne pas donner l'impression à l'électorat de droite que le débat politique se résume désormais à un combat entre le socialiste Jean-Paul Huchon, et le président du groupe Front national, Jean-Yves Le Gallou, qui a annoncé sa candidature.

### ÉVITER LE PIÈGE

« On ne peut pas accepter sans rien faire d'entrer pour vingt ans dans l'opposition », plaide une nouvelle conseillère régionale UDF de l'Essonne, Marie-Hélène Aubry.

L'éventualité de présenter un candidat, autre que M. Balladur, à la présidence, présente un risque, que le groupe RPR n'a pas manqué de souligner : celui d'offrir au groupe d'extrême

droite l'occasion, par un savant jeu d'abstentions et de répartitions de ses 36 voix sur plusieurs candidats, de piéger la droite républicaine. L'éventualité de présenter plusieurs candidats à la présidence pour déjouer les calculs du Front national est évoquée, mais elle rencontre des résistances dans la mesure où le RPR et l'UDF ont présenté des listes d'union.

« Il faut attendre que l'unité de chaque groupe se soit faite avant de trancher », estime M. Lehideux, en expliquant que la décision sera prise au matin du 20 mars, lors de la réunion d'un inter-groupe précédant la première séance plurielle du nouveau conseil régional. Le RPR, doit choisir mercredi son président, entre Roger Karoutchi, proche de Philippe Séguin, Didier Julia, vétéran de la Seine-et-Marne, et Eric Raoult, élu de Seine-Saint-Denis.

Pascal Sauvage

### DÉPÊCHES

■ **RETRAITES** : les pensions versées par l'Arcco (Association des régimes de retraite complémentaires) à neuf millions d'allocationnaires seront revalorisées de 1,2 % à compter du 1<sup>er</sup> avril 1998, a décidé, lundi 16 mars, le bureau du conseil d'administration de cet organisme géré par le patronat et les syndicats. Compte tenu de l'effet report de la dernière augmentation intervenue en avril 1997 (+0,8 %), indique l'Arcco, « cette revalorisation conduit à une augmentation en 1998 de 1,1 % en moyenne annuelle ».

■ **HÔPITAUX** : la confédération Force ouvrière a estimé, lundi 16 mars, que la situation dans les hôpitaux, notamment en termes d'effectifs et de conditions de travail, « crée des tensions telles que les établissements ont de plus en plus de difficultés à assurer pleinement leur mission de service public ». Dans un communiqué, elle apporte son soutien à la fédération FO des services publics et de santé, qui appelle à une « action », mardi 17 mars, dans les hôpitaux pour protester contre « l'augmentation insuffisante des crédits accordés aux hôpitaux publics ».

■ **ASSURANCE-MALADIE** : le président de la Mutualité française, Jean-Pierre Davant, se prononce contre toute tentative de réclamer un « Impôt pauvreté » aux mutualistes pour financer la couverture complémentaire maladie des exclus. Dans un entretien publié, lundi 16 mars, par Le Quotidien du médecin, il juge qu'« il appartient à l'Etat d'y contribuer principalement ». Il rejette ainsi la récente proposition de Jean-Marie Le Guen, député (PS) de Paris, de créer un fonds de mutualisation financé par les réserves des organismes complémentaires, que M. Le Guen a évaluées à 50 milliards de francs.

### GUADELOUPE

#### RÉGIONALES (41)

CONSEIL SORTANT : 2 PCG, 3 PPDG, 6 PS, 5 div. g., 1 UDF, 12 RPR, 9 div. d. (prés. : Lucette Michaux-Chery, RPR, a. min., sén., ext. G. : Gérard Séné, PCG : Mona Cadocé, s. PS : Jacques Gillet (div. g.), c.g., m. du Gosier, div. g. (1) : José Torbio, c.g., m. du Lamentin, div. g. (2) : Félix Péro (PS diss.). Vers : Marcia Amelme, UDF : Amélie Adélaïde (div. d.), RPR : Lucette Michaux-Chery, s. a. min., sén., p. c.g., m. de Basse-Terre, div. d. : Simon Ibo, c.g., m. de Pointe-à-Pitre, div. d. : Roland Thébaud, s. div. (1) : Octavie Losio, div. (2) : Edouard Deber-Lessaint, div. (3) : Jacques Luret, l. 259 904 ; A. 45,40 % ; E. 131 293.

RPR : 63 065 (48,03) 25 élus  
PS : 32 148 (24,48) 12 élus  
div. d. : 7 525 (5,73) 2 élus  
PCG : 6 941 (5,28) 2 élus  
div. g. (1) : 6 509 (4,95)  
ind. : 5 390 (4,10)  
div. g. (2) : 4 262 (3,24)  
Verts : 1 746 (1,32)  
UDF : 1 196 (0,91)  
ext. g. : 922 (0,70)  
div. (1) : 906 (0,69)  
div. (3) : 640 (0,48)  
div. (2) : 43 (0,03)

1992 - L. 255 794 ; A. 41,49 % ; E. 121 589  
UPF (Michaux-Chery, RPR), 35 590 (29,27 %), 15 élus ; PS (Jalloni), 21 226 (17,46 %), 9 élus ; PS diss. (Larriba), 18 706 (15,38 %), 7 élus ; PPDG (Moutoussamy, ex-PCG), 13 108 (10,78 %), 5 élus ; PCG (Cadocé), 7 096 (5,84 %), 3 élus ; UPLG (Thébaud), 6 673 (5,49 %), 2 élus ; div. d. (Fleming, app. RPR), 4 782 (3,92 %), div. g. (Torbio), 3 664 (3,01 %), div. g. (Godeau), 3 608 (2,97 %), RPR diss. (Capard), 3 527 (2,80 %), LO (Sene), 1 081 (0,89 %), div. g. (Charles), 974 (0,80 %), div. g. (Laurie), 887 (0,73 %), LCR (Ganot), 687 (0,57 %).

#### CANTONALES (22)

CONSEIL SORTANT : 3 PCG, 6 PPDG, 7 PS, 12 div. g., 1 UDF, 4 RPR, 4 div. d., 1 ind. (prés. : Dominique Larriba, div. g., m. de Petit-Bourg).

### Les Abymes-1

Élu : Eric Jallon, PS, c.r., c.m. d'Abymes.

Rosari Fanhan, PS, n.s.r.p.

Anse-Bertrand

Ballottage : José Moustache, RPR, 1 286 ;

Alfred Dona-Eric, ind., m. d'Anse-Bertrand, 1 284 ; Victor Arthein, PCG diss., 1 172 ; Jean-Marie Hubert, ind., 1 090.

Éliminés : Emmanuel Verla, PS, 78.

Jean Berlier, ind., m. de Port-Louis, n.s.r.p.

Baie-Mahault

Réélu : Marcelle Chamougon, div. d., m. de Baie-Mahault.

Capeste-Belle-Eau-1

Ballottage : Jean-Yves Ramassamy, RPR, c.m. de Capeste-Belle-Eau, 1 366 ; Léo

André, div. g., s., d., 733.

Éliminés : Alain Lacavé, div. g., 533 ; Joseph

Maurice Peronnat, PS, 252 ; Joseph Gaza, div. d., 30.

Capeste-Belle-Eau-2

Réélu : Joël Beaugendre, div. d., c.r., m. de Capeste-Belle-Eau.

La Désirade

Réélu : Emmanuel Robin, div. g., m. de La Désirade.

Goyave

Ballottage : Jean-Emmanuel Laguerre, div. d., 844 ; Prantz Ségor, div. g., s., c.m. de Goyave, 611.

Éliminés : Fedy Louisy, div. g., c.m. de Goyave, 406 ; Arsède Louison, PS diss., 341 ; Antoine Sahai, PS, 104 ; Pierre-Eugène Adonal, RPR, c.m. de Goyave, 72 ;

Favien Raboteur, div. g., 22.

Lamentin

Réélu : José Torbio, div. g., m. de Lamentin.

Morne-à-l'Eau-1

Réélu : Julien Chovino, PCG, m. de Morne-à-l'Eau.

Morne-à-l'Eau-2

Ballottage : Favrot Davrain, PS, s., c.r., 1 089 ; Jean Bardail, div. g., c.r., 816 ; Franck

Garain, div. d., c.r., c.m. de Morne-à-l'Eau, 686.

Éliminés : Jean-Claude Lombini, PCG, c.m. de Morne-à-l'Eau, 221 ; Lubin Ogoli, ind., 160 ; Marius Florentin, PS diss., 62 ; Cerdain

Luce, RPR, 31.

Le Moule-1

Réélu : Gabrielle Louis-Carabin, RPR, c.r., m. de Moule.

### Le Moule-2

Ballottage : Jean Anzola, div. d., 984 ;

Christian Conchy, PS, 324.

Éliminés : Eugène-John Desbois, RPR, 279 ;

Jean-Franck Guizonne, div. g., 278 ;

Hugues Razan, ind., 251 ; Marcienne An-

nicette, div. d., 134 ; Damien Oxybel, div. g., 33.

Guy Beaubois, div. g., n.s.r.p.

Petit-Bourg

Ballottage : Dominique Larriba, div. g., s.,

sén., p. c.g., m. de Petit-Bourg, 2 193 ; Ary

Brouillon, ind., 1 130.

Éliminés : Serge Chiot, div. d., 723.

Pointe-à-Pitre-1

Ballottage : Lucien Parize, PPDG, s., c.m. de Pointe-à-Pitre, 1 053 ; Eric René, div. d., 343.

Éliminés : Tony Jabbour, div. d., 295 ; Eliane

Clotilde-Vespasien, div. g., 250 ; Ernest Da-

mathie, PCG, c.m. de Pointe-à-Pitre, 245 ;

Alain Sorbès, PS diss., c.m. de Pointe-à-

Pitre, 146 ; Marlene Mèlisse-Miroite, PS, 84.

Pointe-à-Pitre-2

Réélu : Daniel Genies, PPDG, c.m. de Pointe-à-Pitre.

Pointe-à-Pitre-3

Réélu : Alain Semirath, PPDG, c.m. de Pointe-à-Pitre.

Pointe-Noire

Réélu : Claude Guillaume, RPR, c.r., m. de Pointe-Noire.

Saint-Barthélemy

Élu : Michel Magas, div. g.

Saint-Martin-1

Ballottage : Louis-Constant Fleming, RPR, s., 1 006 ; Louis Mussington, div. g., 860.

Saint-Martin-2

Ballottage : Guillaume Arnell, div. g., 1 210 ; Allie Hanson, div. d., 839.

Robert Weirum, div. d., n.s.r.p.

Saint-Claude

Réélu : Simon Barlagne, UDF, c.r., c.m. de Saint-Claude.

Trois-Rivières

Ballottage : Albert Dorville, div. g., s., m. des Trois-Rivières, 1 305 ; Eugenio Jean-

Louis, div. d., c.r., 1 221.

Éliminés : Nérée Bourgeois, div. g., c.r., m. de Vieux-Fort, 572 ; Charles Claude, ind., 433 ; Soty De Souza, PS, 340 ; Alex Cion,

g., 171 ; Joseph Devareux, FN, 45.

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL : 01.46.40.28.13 - FAX : 01.46.40.70.66

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRES**  
en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria  
**LE MARDI 31 MARS 1998 à 16 heures**

**21. RUE DES LOMBARDS à PARIS (4<sup>ème</sup>)**  
1 STUDIO (18 m<sup>2</sup>)  
**15. RUE DES GOBELINS à PARIS (13<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 2 PIÈCES (24 m<sup>2</sup>)  
**58. RUE DES BERGERS à PARIS (15<sup>ème</sup>)**  
1 PIÈCE avec cuisine (17,50 m<sup>2</sup>)  
**14. RUE CAMULOGNE à PARIS (15<sup>ème</sup>)**  
1 STUDIO (16,50 m<sup>2</sup>)  
**172. RUE DE CHARENTON à PARIS (12<sup>ème</sup>)**  
1 ENTREPOT (386 m<sup>2</sup>)  
**16. RUE DE SEINE à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 2 PIÈCES (43,40 m<sup>2</sup>)  
**6. RUE DE SEINE à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 8 PIÈCES (252,80 m<sup>2</sup>)  
avec CAVE, JARDIN (335 m<sup>2</sup>) et GARAGE (30,40 m<sup>2</sup>)

Pour visites et renseignements s'adresser à :  
Maitre BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001)  
14, rue des Pyramides - Tél : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71

**15. RUE DES LOMBARDS à PARIS (4<sup>ème</sup>)**  
1 CHAMBRE (18 m<sup>2</sup>)  
**45/47. RUE SAINT PAUL à PARIS (4<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (87,60 m<sup>2</sup>)  
**23. RUE BOURGON à PARIS (13<sup>ème</sup>)**  
1 PIÈCE (14 m<sup>2</sup>)  
**29. RUE BONAPARTE à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
1 APPARTEMENT de 5 PIÈCES (117,50 m<sup>2</sup>)



هكذا من الامل

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 18 MARS 1998

**IMMIGRATION** A l'approche de la fin de l'opération de régularisation engagée par le gouvernement et prévue pour le 30 avril, les mouvements de protestation de collectifs

d'étrangers sans papiers se multiplient. ● **DEUX ÉGLISES** sont occupées. Une manifestation aura lieu, mercredi 18 mars, devant l'église Saint-Ambroise, à Paris, qui fut oc-

cupée il y a deux ans. « La réponse [aux demandes de régularisation] ne doit pas être donnée dans les limites imposées par la loi mais dans l'optique de la solidarité », estime Jean-

François Berjonneau, responsable de la Pastorale des migrants. ● **LES CONDITIONS** d'application de la circulaire de régularisation sont jugées trop restrictives par des associations

d'aide aux étrangers. Les disparités seraient fortes entre les préfectures. ● **UN BILAN PROVISOIRE** montre que la moitié des demandes de régularisation ont été rejetées.

# Les refus de régularisation relancent les mouvements de sans-papiers

Alors que des églises sont occupées avec le soutien de responsables catholiques, des associations d'aide aux étrangers contestent les conditions d'application, jugées trop restrictives, de la circulaire Chevènement

**ÉGLISES OCCUPÉES**, évacuation policière, manifestations de solidarité. Le ministre de l'Intérieur s'y attendait : des sans-papiers s'y préparaient. Depuis dix jours, des étrangers, qui n'ont pas bénéficié de l'opération de régularisation lancée en juin 1997 par Jean-Pierre Chevènement, ont quitté le terrain des guichets de préfecture pour celui de l'opinion publique.

Après la cathédrale d'Evry (Seine-et-Marne), où 42 Africains sont installés depuis le 7 mars avec la bénédiction de l'évêché, l'église Saint-Pierre du Havre (Seine-Maritime) a été investie, samedi, par une vingtaine de sans-papiers qui ont été accueillis par le curé de la paroisse. « Beaucoup de ces étrangers sont déjà bien intégrés à la société française et ont des raisons sérieuses de vouloir y vivre ; d'autres se savent menacés de mort dans leur pays », a plaidé, lundi 16 mars, M<sup>re</sup> Joseph Saudreau, évêque du Havre. Il souhaite que « la situa-

tion dramatique des sans-papiers soit étudiée ou réexaminée avec le maximum de bienveillance et de fraternité ».

Dimanche matin, c'est une centaine de « déboutés » de la circulaire Chevènement qui ont pris possession de Notre-Dame de la Gare à Paris (13<sup>e</sup> arr.). Dès le lendemain, au petit matin, ils en ont été délogés par la police et interpellés pour vérification d'identité (Le Monde du 17 mars).

« **PETITS SAINT-BERNARD** »

Hantise de la place Beauvau, la multiplication de « petits Saint-Bernard », autrement dit de grèves de la faim désespérées dans des églises, ne s'est pas réalisée. Mais les animateurs du mouvement de 1996 ont bien l'intention de se rappeler au souvenir des autorités en célébrant, le 18 mars, par une marche aux lanternes nocturnes, le deuxième anniversaire de leur irruption dans l'église Saint-Ambroise, à Paris (11<sup>e</sup>). Comme les as-

sociations de soutien aux immigrés, ils constatent que l'approche du 30 avril, échéance fixée pour la fin de l'examen des dossiers par les préfectures, exacerbe l'anxiété. Les décisions d'investir les lieux de culte semblent être prises localement, avec le soutien de collectifs de militants d'extrême-gauche, sans stratégie centrale, mais sur la base d'une revendication unique : régularisation de « tous les sans-papiers ».

Au ministère de l'Intérieur, on s'efforce d'afficher la plus parfaite sérénité, en analysant les occupations d'églises comme « une modalité particulière du droit de manifester ». L'intervention policière presque immédiate, lundi, dans l'église Notre-dame de la Gare, propriété de la Ville de Paris, puis l'interpellation des personnes qui tentaient de manifester devant le palais de justice, indiquent cependant la ferme volonté d'éviter la constitution d'abîmes de fixation. Mais, en investissant des bâtiments de construction récente à Evry et au Havre, les sans-papiers semblent avoir tenu compte du fait que les églises édifiées après la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905, sont la propriété des diocèses et sont donc mieux protégées contre l'expulsion.

Le parallèle avec le mouvement de 1996 a pourtant ses limites. A une situation de total blocage gouvernemental a succédé un contexte de régularisation sur critères, évidemment plus favorable aux sans-papiers ; mais politiquement piégé pour le gouvernement. Comment le ministère de l'Intérieur va-t-il traiter les déboutés ?



« Le gouvernement va se condamner à castagner. Il n'a pas prévu de porte de sortie. Des clandestins vont retourner à la clandestinité et se battre », avertit Jean-Pierre Alaux, responsable du Gisti, dont les permanences juridiques destinées à aider les sans-papiers ont été multipliées.

Si la circulaire Chevènement semble avoir été globalement mise en œuvre de façon loyale par l'administration, de lourdes disparités entre départements sont soulignées. Certaines préfectures, comme celle de la Seine-Saint-Denis, sont épargnées par les associations ; d'autres limitées à la remise d'un dossier, rejettent systématiquement par lettre-type sans considération

des documents fournis... L'interprétation du texte a par ailleurs donné lieu à des instructions restrictives du ministère. Ainsi, les déboutés du droit d'asile doivent prouver qu'ils ont possédé un titre de séjour de six mois pendant l'instruction de leur dossier, ce qui exclut la plupart d'entre eux. « Voilà ce qui remplit les églises ! », dénonce le Gisti.

Quelques milliers de recours hiérarchiques s'entassent déjà au ministère. Après quatre mois de silence de l'administration, viendra le temps d'éventuels recours devant les tribunaux administratifs, qui feront la fortune des avocats mais risquent de s'étrier sur une année au moins, en raison de l'en-

combrement des juridictions. Certains déboutés comptent sur la nouvelle loi Chevènement, dont le vote définitif doit intervenir le 8 avril à l'Assemblée nationale, et qui doit entrer en vigueur en juin, pour appuyer leur recours. Le nouveau texte comporte en effet des dispositions permettant au gouvernement de régulariser sur la base de critères légèrement plus généraux que ceux de la circulaire.

Que la régularisation traîne en longueur n'est pas a priori pour déplaire au ministre de l'Intérieur. Les dizaines de milliers de sans-papiers recelés doivent faire en principe l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière. L'opération est facilitée par le fait que tous les candidats à la régularisation figurent désormais sur le fichier spécialisé du ministère de l'Intérieur.

Mais ces décisions ne sauraient être prises en bloc. Car éloigner rapidement par la force 50 000 ou 70 000 personnes n'est à la portée d'aucun État démocratique. Les obstacles matériels, juridiques et politiques se cumulent. Même au temps de Charles Pasqua et de Jean-Louis Debré, le nombre de reconduites effectives n'a jamais dépassé 12 000 par an, soit au maximum 27 % des mesures décidées. Il faudra toute la pédagogie de Jean-Pierre Chevènement pour expliquer que, ouverture sur le monde, démocratie et droits de l'homme obligent, la France va continuer à vivre avec un volant de quelques dizaines de milliers de vrais clandestins.

Ph. B.

## Accords et rejets des demandes s'équilibrent

Au total, 150 000 étrangers ont déposé une demande de régularisation, dans le cadre de l'opération engagée par le ministère de l'Intérieur. Ce chiffre a révélé une partie de l'iceberg des clandestins, que le ministère de l'Intérieur évalue à 300 000 personnes, une estimation inchangée depuis des années. Sur les 150 000 personnes qui ont joué le jeu de la circulaire, la moitié sans doute pourraient recevoir une réponse négative. Il s'agit pour l'essentiel d'hommes célibataires ou sans charges de famille en France, ceux-là mêmes qui sont par ailleurs les plus facilement mobilisables pour des mouvements revendicatifs. Les situations des familles ont en effet été largement régularisées.

Selon le bilan provisoire dressé à la fin du mois de février, 62 000 dossiers de régularisation ont été traités par les préfectures, se partageant entre 32 344 régularisations accordées et 30 656 rejets. Les cas les plus épineux devraient être tranchés en fin d'opération.

## La colère des plongeurs du phare du Planier

ILE DU PLANIER

de notre correspondant régional  
Il a salué de son oeil lumineux tous ceux qui, passant par Marseille, quittaient l'Europe et tous ceux qui venaient par mer trouver refuge ici. Le phare du Planier signale l'entrée de la baie phocéenne depuis 1320, première date connue de l'installation d'un gardien de phare sur ces quelques rocs désolés. Détruit par les Allemands en août 1944, une colonne lisse de 60 mètres fut de nouveau jetée vers le ciel pour guider les marins : sa lumière troue la nuit jusqu'à 28 milles nautiques - 52 kilomètres - et balaye la rade toutes les cinq secondes.

En 1992, l'administration des phares et balises, après avoir auto-

matisé son signal, rapatriait les quatre gardiens qui l'habitaient en alternance. Elle abandonnait aux oiseaux, aux embruns et à d'éventuels squatters du dimanche les bâtiments somptueux que les Compagnons du devoir avaient, à côté du phare, érigés en pierre blanche de Cassis dans les années 50. Puis, cherchant un occupant, elle trouvait un groupe de plongeurs qui savaient que les eaux entourant le Planier recèlent des trésors : faune et flore, mais surtout épaves de tous les siècles.

Ces passionnés de l'association Mer et soleil imaginaient que les deux longs corps de bâtiments, offrant une vue stupéfiante sur le large, la ville et sa ceinture de mon-

tagues, pourraient devenir un exceptionnel centre de plongée. Un dortoir, trois studios, une salle de restauration, un groupe électrogène et un désalinateur d'eau furent installés là, à une demi-heure du petit port des Goudes, à l'extrême sud de Marseille. Des plongeurs s'y rendent, mais des poètes aussi, et on a même entendu les saxophones d'André Jumeau.

Hélas, Aimé Bergero, âme de cette renaissance, plongeur et amoureux fou de son île, est entré en guerre avec quelques-unes des administrations responsables de ce morceau du domaine maritime. Il n'a jamais obtenu qu'une autorisation d'occupation temporaire jusqu'en 1994 - même si le loyer fut encore honoré en 1997. Or la préfecture des Bouches-du-Rhône vient de prendre un arrêté ordonnant la fermeture « des installations sur l'île du Planier, exploitées par la société Tibooulen du Planier », chargeant « toutes autorités de police ou de gendarmerie de l'exécution ».

« **OCCUPATION ILLICITE** »

Touché au vif, Aimé Bergero exerce de sa bonne foi, montre les conventions signées avec les phares et balises. Il rappelle qu'il avait obtenu un accord de la ville en 1994. Il dit encore le travail nécessaire pour réhabiliter ce chef-d'œuvre d'architecture de pierre rose. Et il expose toutes les nuits, passées, parfois rudes et solitaires, pour que subsiste ce lieu légendaire. La préfecture, elle, rappelle « l'occupation illite du domaine public maritime ». Elle exige, entre autres documents, « un rapport d'organisme agréé concernant les bâtiments ». Elle soutient surtout qu'elle n'est en rien opposée à M. Bergero, mais qu'elle demande simplement que toute chose soit faite dans les règles, ces règles que M. Bergero et ses amis assurent, en vain, avoir respectées. Ceux qui ont emprunté un bateau-tour pour aller passer une journée là-bas, sous le soleil exactement, savent seulement que cet îlot, si lointain, si proche est comme un rêve inaccessible et voisin.

Michel Samson

## TROIS QUESTIONS À...

JEAN-FRANÇOIS BERJONNEAU

1 Vous êtes prêtre et directeur du service national de la Pastorale des migrants, pensez-vous que l'attitude de l'Église catholique a changé à l'égard des sans-papiers, entre l'évacuation policière de l'église Saint-Ambroise à Paris en 1996, et l'accueil qui leur est réservé aujourd'hui à Evry et au Havre ?  
L'arrivée à l'improviste des sans-papiers à Saint-Ambroise avait été comme un coup de tonnerre. Elle avait pris au dépourvu une communauté chrétienne absolument pas préparée, sans qu'aient pu être mises en place les médiations nécessaires à une compréhension mutuelle. Aujourd'hui, je préfère parler d'accueil plutôt que d'occupations d'église. En s'enga-

geant, comme à Saint-Hippolyte à Paris, à Toulouse, Tours ou Saint-Denis, des communautés ont tiré des enseignements. On peut aujourd'hui s'appuyer sur cette histoire pour affirmer qu'il y a une nécessité d'accueil pour les sans-papiers.

2 Cela signifie-t-il que l'Église soutient la revendication d'une régularisation « pour tous les sans-papiers » ?  
Non, l'évêque du Havre demande « la régularisation la plus large possible des sans-papiers » et appuie l'idée d'un réexamen des dossiers. A Evry, il y a un accueil mais soutient à une renégociation tant que la demande sera celle d'une « régularisation globale ». L'Église n'a pas compétence pour examiner des dossiers mais elle doit faire vivre la parole du Pape : « A la question "qu'as-tu fait de ton frère ?", la réponse ne doit pas être donnée dans les limites imposées par la loi mais dans l'optique de la solidarité ».

3 Que répondez-vous aux personnes qui préféreraient voir des sans-papiers africains ailleurs que dans des églises ?

Certes, les églises ne devraient pas être les seuls lieux de médiation. Mais lorsque des gens se présentent dans une église, les responsables des communautés paroissiales réalisent que leur donner asile fait partie non seulement du devoir d'hospitalité, mais que l'identité même des communautés chrétiennes est en cause. Il faut expliquer cette situation à des gens qui ont du mal à la comprendre, et se rappeler que lors de l'occupation de Saint-Bernard, un travail d'explication et d'ouverture fantastique avait été réalisé entre la paroisse et les Africains.

Propos recueillis par Philippe Bernard

## La version policière remise en cause dans le meurtre du jeune Abdelkader

UN RAPPORT balistique révélé par Libération contredit la thèse de la légitime défense avancée par les deux policiers de la brigade anti-criminalité (BAC) qui avaient abattu Abdelkader Bouziane, un adolescent de seize ans de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), le 17 décembre 1997 à l'issue d'une course-poursuite (Le Monde daté 21-22 décembre). Réalisé par deux experts à la demande de la juge d'instruction, Isabelle Goanvic, il indique que les quatre balles tirées par les policiers ont été tirées alors que la voiture était déjà passée devant eux, et que si deux tirs semblaient viser le bas du véhicule, les deux autres balles, provenant de la même arme, ont été tirées à hauteur de tête.

■ **ÉDUCATION** : les enseignants des collèges et lycées de Seine-Saint-Denis devaient à nouveau manifester, mardi 17 mars à Paris, devant le ministère de l'Éducation nationale afin d'obtenir un « véritable plan de rattrapage » pour leur département. Vendredi 13 mars, environ 2 000 professeurs et parents d'élèves avaient déjà manifesté sur le même thème (Le Monde daté 15-16 mars).

■ **MEURTRE** : le corps de Caroline Legendre, une jeune femme de 25 ans enlevée le 5 mars à Lille, a été retrouvé enterré dans un bois, lundi 16 mars au soir, près de La Bassée (Nord), sur les indications d'un Français interpellé lundi en Belgique et placé en garde à vue à Bruxelles en compagnie d'un autre Français. Deux autres personnes ont été interpellées lundi à Avesnes-sur-Helpe (Nord). Ces quatre hommes sont connus des services de police français pour des affaires d'escroquerie. Une demande de rançon avait été adressée à la famille de la jeune fille.

■ **JUSTICE** : un ancien journaliste de l'YF1, Ayman du Châtenet, a été condamné en appel, lundi 16 mars, à six mois de prison avec sursis et à 20 000 francs d'amende pour avoir tenté, en 1993, de diffuser un faux qui impliquait le PDG de France 2 dans l'affaire Botton. En première instance, le tribunal correctionnel avait prononcé une relaxe. Ayman du Châtenet a annoncé son intention de se pourvoir en cassation.

Comme vous pouvez le constater, notre prix sur les appels vers les portables est très petit

-40% : 1,48 F/mn.

First Telecom vous propose des tarifs exceptionnellement intéressants sur vos appels vers 229 destinations dont la France et les portables. Vous pouvez ouvrir un compte tout en gardant votre n° de téléphone actuel sans frais d'installation, d'abonnement ou de consommation minimum. Les prix incluant l'accès local, depuis Paris et l'Île de France. Pour en profiter, appelez nous.

N° Vert 0 801 37 66 66

FIRST TELECOM



## LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / MERCREDI 18 MARS 1998

M<sup>e</sup> Zaoui insiste sur la spécificité du « crime administratif »

Pour l'avocat, le « crime de bureau » est caractérisé par l'éloignement entre le bureaucrate et sa victime. Il a souligné au cours de sa plaidoirie que « l'assassin envoie sa victime sur les lieux du meurtre. L'anonymat de la mort est total. Personne n'a tué, personne n'a de sang sur les mains »

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
A la suite de son confrère Alain Lévy, Michel Zaoui est le dernier des avocats de la partie civile à plaider, lundi 16 mars. Après lui, dimanche 17, viendra l'apprehension terrible [du] silence qui couvrira les voix des parties civiles. L'intervention de M<sup>e</sup> Zaoui, chacun le sait depuis l'aube du procès, doit saisir la spécificité de la notion de crime contre l'humanité. Le crime contre l'humanité est un et indivisible, jugé au procès de Klaus Barbie, puis de Paul Touvier - auxquels assista l'avocat - exposé, ici, en un cours magistral de plus de trois heures, pour le distinguer aux yeux des jurés du simple crime de droit commun.

L'avocat, qui représente trois associations de déportés et la Fédération des sociétés juives de France, veut tout d'abord évoquer les questions qui entourent ce « crime singulier », « des questions que tout le monde se pose ». La notion du temps, notamment, inhérente à l'imprescriptibilité. « Le temps n'a pas pris sur le crime contre l'humanité », explique-t-il. Il ne fait pas œuvre d'oubli. Il va permettre, au contraire, d'accéder à la mémoire. [Or], ce temps joue en faveur de l'accusé, qui s'éloigne jour après jour de son crime et dresse le mur de sa vie d'homme avec tous les signes apparents d'une vie exemplaire et honorable.

Il relève que Simone Veil, ancienne déportée, a exprimé son désaccord avec le fait de juger si tard. « Je ne partage pas du tout cette analyse. Je ne veux pas débattre avec elle, je la respecte. Je m'incline. Mais quand c'est Maurice Papon qui invoque Simone Veil, je dis non. » Pour M<sup>e</sup> Zaoui, l'imprescriptibilité se justifie d'autant plus que « les véritables organisateurs n'ont pas été jugés à la Libération », alors que la mentalité ne s'y prêtait pas. « La mémoire de la guerre se voulait militaire, analyse-t-il. On jugeait l'intelligence avec l'ennemi, la trahison de la patrie. Déporter des juifs, ce n'était pas un acte contre la France. » Et il questionne : « Les victimes ont été nées une première fois il y a cinquante ans. Voudrait-on les nier une deuxième fois en leur disant qu'il est trop tard pour juger ? C'est une discussion de salon. Les victimes demandent réparation dans une cour d'assises et non dans les livres d'histoire. »

## AU CŒUR DE SON SUJET

Calé droit à un mètre en retrait du pupitre à la barre, regardant fixement la cour, M<sup>e</sup> Zaoui en vient au cœur de son sujet : à la différence du crime de droit commun, individuel, explique-t-il, le crime contre l'humanité est un « crime collectif », « un crime d'Etat [qui] inverse toutes les lois morales de l'Etat ». Or, rappelle-t-il en substance, Maurice Papon servait le régime de Vichy qui, engagé sur la voie de la collaboration d'Etat, avait négocié, le 2 juillet 1942, la participation de la police et de l'administration françaises aux déportations de juifs dans le cadre des accords Oberg-Bousquet. « Allemands et Français se découvrant des ennemis communs - communistes, gaullistes, franc-maçons, juifs. René Bousquet [NDLR : secrétaire général à la police de Vichy] donna comme consigne aux préfets d'appliquer

cette politique et de la transmettre hiérarchiquement. » Et de demander : « Où est ici la contrainte ? Où sont les balonnets dans le dos ? C'est dans le cadre de cette collaboration d'Etat que va s'accomplir le crime contre l'humanité. » Il cite les principaux instruments de la persécution : le fichier des juifs, les listes, le camp d'internement de Mérignac. « un réservoir humain dans lequel Papon n'aura qu'à puiser à la demande ».

## LE DROIT ADMINISTRATIF

Ce « crime administratif », que l'orateur baptise également « crime de bureau », se distingue par « l'éloignement du bureaucrate de sa victime ». « Dans un crime de droit commun, explique M<sup>e</sup> Zaoui, l'assassin va au-devant de sa victime. Dans le crime contre l'humanité, c'est l'inverse. L'assassin va envoyer sa victime sur les lieux du meurtre. L'anonymat de la mort est total. Personne n'a tué, personne n'a de sang sur les mains. » Et il conclut : « Le nazisme avait une philosophie de l'action criminelle et une bureaucratie de l'action criminelle. Vichy n'avait pas de philosophie criminelle, mais disposait bien cependant d'une bureaucratie criminelle. »

Dans ce cadre, l'avocat soutient que « ce n'est pas la signature qui fait la démonstration de la responsabilité », mais la seule implication « dans la chaîne de responsabilité de la mise en œuvre du crime ». A trop coller au droit administratif, comme voudrait, selon lui, le faire la défense, « on donne la sensation d'une immunité, d'une impunité totale, d'une totale irresponsabilité



16 mars, dernière plaidoirie pour les avocats de la partie civile. M<sup>e</sup> Michel Zaoui : « Bousquet, Barbie, Touvier, Sabatier, Papon sont tous des fonctionnaires d'autorité qui se distinguent des exécutants. »

pénale ». Or, dit-il, « le crime contre l'humanité se découpe en une infinité d'actes criminels indissociables les uns des autres. Il s'agit d'un crime collectif. Maurice Papon, qu'il le veuille ou non, a participé à cette chaîne de mort. »

M<sup>e</sup> Zaoui lit alors une analyse des organisations qualifiées de criminelles faite par Edgar Faure, procureur général adjoint pour la France au tribunal de Nuremberg, en 1946. « La responsabilité de l'un quelconque des dirigeants supérieurs au sujet d'une action crimi-

nelle déterminée n'exige nullement que l'on produise une pièce ou un document signé de cette personne elle-même, ou la mettant en cause par une désignation nominale. Le fait qu'un tel document existe ou n'existe pas dépend du hasard. La responsabilité du dirigeant supérieur est directement établie par le fait qu'une action criminelle a été réalisée d'une façon administrative par un service dont la hiérarchie aboutissait à ce dirigeant. » Il existe un circuit continu de l'autorité qui constitue un circuit continu de la

responsabilité », synthétise Michel Zaoui.

Puis il veut, en juriste, démontrer « l'élément intentionnel » du crime. « Papon ne savait pas tout, mais il ne savait pas rien », résume-t-il. Il rappelle qu'en droit, la Cour de cassation a tranché en janvier 1997 : s'il faut pour déclarer coupable un criminel contre l'humanité qu'il ait adhéré à une idéologie hégémonique, cette condition n'est pas nécessaire pour son complice. « Dans les actes de Maurice Papon, considère M<sup>e</sup> Zaoui, il y a un plan concerté auquel il a adhéré. Il est au cœur des choses, dans le quotidien des rafles et des déportations. » Et il tranche : « S'il ne savait pas à quoi étaient destinés les juifs, il savait au moins à qui il les abandonnait. »

Alors, la voix fluide et égale du plaideur s'attarde sur une constatation de laquelle il tire une conviction. « Tout cela ne s'est pas passé en trois jours. Agir à ce point-là, c'est le vouloir. »

## « UN PLAN CONCERTÉ »

Il explique : « En arrivant [en juin 1942] à la préfecture, Maurice Papon trouve des objectifs à atteindre. Le 7 juillet, Maurice Sabatier rend compte d'une réunion des préfets régionaux [à Paris] de laquelle il ressort que les Allemands réclament quarante mille juifs de la zone occupée et dix mille juifs de la zone libre. Qu'est-ce cela sinon un plan concerté ? »

Et l'avocat conclut : « Il y a une volonté de soustraire le dossier. Cette posture montre que l'on n'a rien compris, que l'on n'a pas perçu les ravages du crime administratif. » Alors, sans parler explicitement de peine, comme l'avait fait, jeudi 12, M<sup>e</sup> Alain Jakubowicz, M<sup>e</sup> Zaoui montre clairement sa préférence. « Bousquet, Barbie, Touvier, Sabatier, Papon sont tous des fonctionnaires d'autorité qui se distinguent des exécutants. Est-ce que ce sont des coefficients administratifs qui vont faire la vérité ? Quel sens aurait un dosage d'implicite pour faire des différences ? »

Jean-Michel Dumay  
Dessin : Noëlle Herrenschnidt

M<sup>e</sup> Lévy : « La mort était donnée à Auschwitz, mais la vie cessait à Mérignac »

## BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Au nom de la Fédération nationale des déportés internés et résistants patriotes (FNDIRP), Alain Lévy assène sa « vérité », afin de démontrer que, la triple complicité d'arrestation, de séquestration illégale et d'assassinat est manifestement établie. Il y a longtemps que les jurés n'avaient pas ainsi saisi leurs stylos. Maurice Papon écoute. « A partir du moment où Maurice Papon a accepté de prendre la responsabilité du service des questions juives, dit-il, il acceptait de fait la collaboration nécessaire qui devait se faire entre lui et son service et la police allemande. Il acceptait donc le risque qu'on lui reproche un jour une complicité des crimes de la Gestapo. »

La tenue du fichier juif suffit à ses yeux pour asseoir la complicité d'arrestations. « Le fichier et les listes sont l'arme du crime », affirme-t-il. Les fichiers du Commissariat général aux questions juives et ceux des Allemands ont été constitués à partir d'éléments du fichier de la préfecture. De plus, « la pratique de Maurice Papon et de son service est conforme à la politique de collaboration de Vi-

chy qui n'a jamais refusé que soient communiqués aux Allemands les listes de juifs ». Quant aux sauvetages avancés par la défense, il s'agit, dit-il, d'une véritable opération de brouillage. « Papon était en guerre non pas contre les Allemands, mais contre les juifs », assure le plaideur. « Certes, la mort était donnée à Auschwitz, mais la vie cessait à Mérignac. »

## UNE AUTORITÉ DE FAIT

Outre les pouvoirs de police que lui aurait conférés dans les faits la délégation de signature sur les services nés de la guerre, Maurice Papon avait également, selon M<sup>e</sup> Lévy, une autorité de fait sur le camp de Mérignac en ce qui concerne l'internement des juifs. Pour valider sa vision du dossier, l'avocat mentionne une douzaine d'internements, qui ne sont pas directement liés aux faits reprochés à l'accusé, mais qui se trouvent au dossier. Il remarque que les autorités allemandes s'adressaient dans la pratique au service des questions juives pour obtenir des renseignements. La complicité d'assassinat résulte, selon M<sup>e</sup> Lévy, « de la participation de Maurice

Papon et de ses subordonnés à la désignation des personnes à déporter et à l'organisation matérielle des convois ». « Les soi-disant personnes épargnées, observe l'avocat, sont en fait des personnes qui n'entraient pas dans les critères de la déportation. » M<sup>e</sup> Lévy rappelle que Maurice Papon a confessé connaître le « sort cruel » des déportés, « qui allaient dans les camps indubitablement à la mort, précise M<sup>e</sup> Lévy, car on y mourait de faim, par épuisement au travail, de misère physiologique ou de mauvais traitements. »

Puis l'avocat hausse le ton pour vilipender « ce grand technocrate de la collaboration sans crise ni état d'âme », qui fit preuve, selon lui, d'un « zèle remarquable » et d'une « conscience professionnelle monstrueuse ». « Après cinq mois d'audience, tout confirme que Maurice Papon est un menteur et un lâche. Menteur quand il réfute toute responsabilité dans tout le processus de répression anti-juive, lâche quand il essaie de mettre la responsabilité de ses forfaits criminels sur le dos d'un mort, le préfet Sabatier. » « C'est vous l'imposteur, le menteur, le lâche ! », s'exclame Maurice Papon, aussitôt rappelé à l'ordre par

le président qui indique, comme il l'avait déjà fait vendredi, qu'il l'expose. « C'est un lâche », reprend alors de plus belle M<sup>e</sup> Lévy.

« Son rôle n'est pas quasi-anecdotique, dit-il, contrecarrant l'opinion de Serge Klarsfeld. C'est un rouage essentiel de la persécution. Il est complice de la politique criminelle de Vichy, lui-même complice des nazis. » M<sup>e</sup> Lévy s'interroge sur la peine qui pourrait être prononcée contre l'accusé. « Faut-il distinguer entre ceux qui résident l'impulsion criminelle et les autres ? Y a-t-il une différence de degré entre les actes d'un Klaus Barbie et ceux d'un Maurice Papon ? »

Comparant la déportation, en avril 1944, des quarante-quatre enfants d'Izieu (Ain), ordonné par le gestapiste Izoard, et celle des deux cent vingt enfants déportés dans les convois au départ de Bordeaux, M<sup>e</sup> Lévy affirme : « C'est bien le même crime. Et la même réponse doit être apportée aux bourreaux et à leurs complices. » « Quel menteur ! », lâche à nouveau Maurice Papon.

J.-M. D.

## En Israël, un procès qui apparaît comme une histoire « trop française »

## JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Adolf Eichmann est mort, John Demjanjuk est libre, Maurice Papon ne serait qu'un tueur de cent vingt-

## VU DE L'ÉTRANGER

Juger l'indicible dans un tribunal « est tout simplement impossible »

septième catégorie qui n'intéresse pas le public israélien. » Professeur d'histoire juive à l'université de Haïfa, auteur de plusieurs ouvrages remarquables sur Israël et la Shoah, Judith Baumel n'entend évidemment pas, avec cette phrase lapidaire, minimiser la tragédie vécue par les juifs de France. Elle veut simplement expliquer pourquoi, selon elle, le procès Papon a été « si peu couvert » par la presse locale.

Les trois chaînes de télévision israéliennes, c'est vrai, n'ont donné que peu d'écho au procès. En six mois, les débats de Bordeaux n'ont été montrés à la « une » de la presse écrite qu'une ou deux fois. Les analyses et les éditoriaux ont été extrêmement rares et certaines publications comme le journal de

la droite anglophone, The Jerusalem Post, ou le magazine libéral The Jerusalem Report, se sont assez souvent contentées d'informer épisodiquement leurs lecteurs via la reproduction de dépêches d'agences de presse internationales.

D'autres, comme le Yedioth Aharonot ou Haaretz, se sont pourtant montrés plus opiniâtres. « J'ai publié une trentaine d'articles autour de ce sujet et je suis descendu plusieurs fois à Bordeaux pour couvrir le procès lui-même », rappelle Nizan Horowitz, le correspondant du prestigieux quotidien à Paris. Si, comparés à la couverture médiatique donnée en France, ces efforts peuvent apparaître chiches, c'est d'abord, de l'avis général, parce que le procès Papon est surtout « une histoire très française ».

« Si la France, à l'occasion de ce procès, peut faire son examen de conscience, affronter et débattre de son passé vichyste, c'est très bien », remarque l'historien Tom Seguev, auteur de l'incontournable Septième million, une somme sur « les Israéliens et le génocide » (éd. Lia Lévi). Mais pour beaucoup de juifs d'Israël, la France n'est pas, en dépit des crimes vichystes, associée à la destruction des juifs

d'Europe. « L'Allemagne, la Pologne, la Hollande, avec l'histoire d'Anne Frank, sont des pays où le moindre événement lié à la Shoah est immédiatement répercuté dans notre presse », explique Judith Baumel. La France, pour l'Israélien moyen, c'est David Lévy l'ancien ministre francophone des affaires étrangères, et David Lévy lui-même (au Maroc), ce sont les sépharades [les juifs orientaux] qui n'ont pas été concernés par l'Holocauste. Donc... » Qu'on ne s'y trompe cependant pas : l'historienne de Haïfa déplore le « peu d'intérêt » localement accordé par la profession à la dimension française de la Shoah.

## UN COURS SPÉCIAL

En 1961, le procès d'Eichmann mit fin au grand silence qui s'était refermé, notamment en Israël, sur les survivants de la Shoah. « Sa fonction thérapeutique », écrit Tom Seguev, a amorcé un processus d'identification avec la tragédie des victimes et des survivants qui se poursuit aujourd'hui. « Depuis les années 80, ajoute-t-il, la Shoah est devenue un thème central de la littérature, de la poésie, du théâtre, du cinéma et de la télévision » en Israël. Chaque année, des milliers d'écoliers sont envoyés en visite

dans les ruines des camps de la mort. Chaque année, vingt-cinq mille jeunes, étudiants ou lycéens, suivent pendant trois semaines le cours spécial intitulé « Enseigner l'Holocauste » dispensé par l'institut commémoratif de Yad Vashem. Bref, le génocide est progressivement « devenu un élément majeur de l'identité israélienne ».

Pourtant, si le retentissant échec du procès de John Demjanjuk en 1991 n'a pas altéré ce phénomène, il a peut-être, d'après Judith Baumel, « lassé l'opinion ». « Les gens sont fatigués de l'Holocauste et la tendance actuelle, dans un pays où nous avons fort à faire avec le présent et l'avenir, est que tout cela c'est du passé, déjà trop utilisé, trop débattu. » John Demjanjuk est cet américain d'origine ukrainienne qui fut condamné à mort en 1988 à Jérusalem parce que des survivants de Treblinka, parmi d'autres, l'avaient identifié comme étant « Ivan le terrible », monstre bourreau en chef de ce camp d'extermination. Trois ans plus tard, au vu de nouvelles données concernant la véritable identité du « boucher de Treblinka », Demjanjuk fut acquitté et renvoyé aux États-Unis.

L'affaire laisse un goût d'autant plus amer dans la bouche de ceux

qui avaient voulu refaire « un procès exemplaire » du nazisme, que beaucoup d'experts locaux restent convaincus que l'intéressé, qui a récupéré la nationalité américaine, exerce, « sans doute », la fonction de garde-chiourme dans un autre camp de concentration nazi. De l'impossibilité, cinquante ans après, de prononcer une justice « juste » ?

Nul n'imaginerait évidemment de laisser libre et impuni un criminel mais le procès Papon, nous ont confié tous nos interlocuteurs, « est d'abord celui d'un homme ». Pour Tom Seguev, l'exemplarité de ce type d'affaire serait aléatoire. « La cour de justice n'est pas le forum idéal pour affronter le passé ou procéder à un examen de conscience nationale. » Juger l'indicible dans un tribunal « est tout simplement impossible ». « Aucun système légal ou monde, pas même le nôtre, n'est de taille à y résister. La dimension même de l'Holocauste écrase tout. » En clair, estime Judith Baumel, « nous sommes maintenant convaincus que la justice ne pourra jamais être rendue. Et finalement, c'est peut-être pourquoi nous sommes peu intéressés par ce genre de procès... »

Patrice Claude

## PARIS IV - SORBONNE

Portes Ouvertes  
1er, 2ème et 3ème Cycles

Lettres  
et Sciences Humaines

SAMEDI 21 MARS  
1998  
14H À 18H

Entrée :  
17, rue de la Sorbonne  
75005 PARIS

1354 000 1354



Décès

- Jean-Michel et Danièle Brunschweiger, son fils et sa belle-fille, Stéphane et Flore Brunschweiger, Julien et Stéphanie Brunschweiger, ses petits-enfants, Lila et Ariane, ses arrière-petites-filles, Jean et Marie-Claire de Léamont, Philippe et Guillemette de Cornillon et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**Denise BRAUNSCHEWIG,** née DEMAY,

survenue le 14 mars 1998, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 19 mars, à 9 h 45, au cimetière du Montparnasse, entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue Méchain, 75014 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Jean-François Bodin, ses enfants, Laurent Bodin, son petit-fils, M<sup>me</sup> Noémie Victor, sa sœur, Ses neveux, nièces et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Patrice BUSSEAU,** née Antoinette VICTOR,

survenue à Paris, le 15 mars 1998, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Une inhumation sera donnée le jeudi 19 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-7.

Une messe sera dite en l'église Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Vienne (Vienne) le même jour, à 15 heures, suivie de l'inhumation au cimetière.

- M<sup>me</sup> Charles Carrière, son épouse, Les docteurs François Carrière et Pierre-Michel Nicolas et leur fils, M. et M<sup>me</sup> Jean Carrière et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Patrick Trascant et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Serge Pichon, leurs enfants et petits-enfants, ses beau-frère, sœur, neveux, nièces et petits-neveux, M. et M<sup>me</sup> Eliot Bernas, leurs enfants et petits-enfants, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

**Charles CARRIÈRE,** chevalier de l'Ordre de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, ancien secrétaire général de l'AFH, 1945-1998.

survenue le 13 mars 1998, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 mars, à 14 h 30, en l'église de Lapeyrouse de Cernon (Aveyron).

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président, Le bureau, Le conseil d'administration, Le conseil scientifique, Les enseignants, Et tous ses collaborateurs de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Charles CARRIÈRE,** chevalier de la Légion d'honneur, secrétaire général de l'IFESS de 1982 à 1996.

- Le 15 mars 1998, au terme d'une longue maladie et de quarante années passées nous,

**Frédéric DI GUISTO**

nous a quittés et précéder dans la Vie.

Chère, son épouse, Caroline, Raphaël, Anne-Lise et Marc-Arno, ses enfants,

Ses parents et amis, vous invitent à vous associer à leur peine et à leur espérance, lors de la messe de ses obsèques qui sera célébrée le mercredi 18 mars, à 15 h 30, au Church of the Immaculate Conception, Farm Street Jesuit Church, 114 Mount Street, London W1Y6AH ou lors de la prière qui précédera son inhumation, à l'église de Saint-Cast (Côtes-d'Armor), le samedi 21 mars, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes, mais que vos dons viennent aider la recherche de l'ARTIC Internationale, BNP Villejuif 293, Cpte : 293 1516390.

8 Saint Mary's Place London W85UE.

- Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône).

M<sup>me</sup> Fernand Parade, née Jeanne Pilou, son épouse, Jacqueline Marie, Michèle Parade, ses filles, Pierre-Yves, François, Alexandre et Christophe, ses petits-enfants, Les familles Parade, Pilou, Marie, Collombon, Lambert, Parents, alliés et amis, font part du décès de

**M. Fernand PARADE,** capitaine au long cours, chevalier du Mérite maritime,

survenue à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Port-de-Bouc, suivies de l'inhumation au cimetière de Port-de-Bouc.

- M. et M<sup>me</sup> Guy de Crecy, M. et M<sup>me</sup> Bernard Cienat, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Martin Leconte, Jean-Baptiste, Louis, Jeanne, Sophie, M. et M<sup>me</sup> Jean Held, Renaud, Lucie, M. et M<sup>me</sup> Jean de Crecy, Juliette, M. et M<sup>me</sup> Guillaume Kessler, Cécile, M. Pierre-André Cienat, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> Joseph Cienat et M<sup>me</sup> Roland Cienat et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. André CIEUTAT,**

survenue le 14 mars 1998, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame des Bouteilles, à Lamouezan (Hautes-Pyrénées), le jeudi 19 mars, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Lamouezan.

Ils rappellent le souvenir de

**Juliette,**

son épouse.

14, avenue Charles-Péguy, 92330 Sceaux, 15, rue Alasseur, 75015 Paris.

- M<sup>me</sup> Guy Fasso, son épouse, Sybille Fasso et Sylviane Monaldi, Bruno et Evelynne Fasso, Timothy et Carine Wood, ses enfants, Hélène et Louis Lebrun, Victor et Pierre Lebrun, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. René PUISOCHET,** survenue à Montpellier, le 13 mars 1998, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 17 mars, dans l'intimité familiale, aux Costes-Gozon (Aveyron).

Les obsèques ont eu lieu le 13 mars, à 15 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thommas-d'Aquin, Paris-7.

Conformément à ses volontés, son corps sera incinéré.

Un registre pourra recevoir vos témoignages de sympathie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Royale, 14400 Bayeux.

- M<sup>me</sup> Randa PUISOCHET, son épouse, Eliane et Jean-Pierre PUISOCHET, Janine et Alain PUISOCHET, ses enfants, Hélène et Louis Lebrun, Victor et Pierre Lebrun, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Sa famille et ses amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

**M. René PUISOCHET,**

survenue à Montpellier, le 13 mars 1998, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 17 mars, dans l'intimité familiale, aux Costes-Gozon (Aveyron).

Les Costes-Gozon, 13400 Sainte-Affrique, 67, boulevard Raspail, 75006 Paris.

- Marseille. Paris. Le Havre. M<sup>me</sup> Raymond Uzan, son épouse, Elizabeth et Bernard Lion, Jacqueline Uzan, Michel Uzan, ses enfants, Jean François Lion, Béatrice et Olivier Benazur, Sacha et Gili Guez, ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Jones Bismuth et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> André Uzan et leurs enfants, Les familles Uzan, Yana, Bismuth, Lion, Cohen Tamari, Darmouni, Lumbroso, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de leur très aimé,

**David Raymond UZAN,**

survenue le 12 mars 1998, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 13 mars, à Marseille.

- Françoise Villiers-Moriamé, son épouse, Frédéric Villiers-Moriamé et Parvienne Barès, Christine Villiers-Moriamé, Rémi et Anne-Laure Villiers-Moriamé, Hélène Villiers-Moriamé, ses enfants, Stanislas, Romain, Dimitri, Aude, Adrienne, Constance, ses petits-enfants, Les familles Finau, Jacob, Villiers-Moriamé, ont la tristesse de faire part du décès de

**Claude VILLIERS-MORIAMÉ,**

le 13 mars 1998.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu dans la plus stricte intimité familiale, le 20 mars.

5, rue Cassette, 75006 Paris.

- M. Henri Tournan, son épouse, ancien sénateur du Gers, François et Patrick Join, sa fille et son gendre, Florence, sa petite-fille, Les familles Rimoldy, Zuccole, Tournan et Heener, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Raymonde TOURNAN,** née ZUCCOLE,

survenue le 13 mars 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thommas-d'Aquin, Paris-7.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montaudet (Gers).

24, boulevard Raspail, 75007 Paris.

Anniversaires de décès

- Une pensée pour

**Jacques BOURDANTON**

décédé le 16 mars 1993.

- Le 18 mars 1988, disparaissait, à Rome,

**Jean-Pierre CHARVÉRON,**

ENA 1977-1979, sous-préfet, sous-directeur au ministère de l'Industrie.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

19, allée de Charlier, 43600 Montbrison.

**Pierre MUSSO,**

28 mars 1971 - 18 mars 1992.

« Ne me secouez pas, je suis plein de larmes. »

Messes anniversaires

- En souvenir de

**Jacques ROLAND,**

décédé il y a un an, la messe du dimanche 22 mars 1998, à 11 heures, en l'église Saint-Eustache, Paris-1<sup>re</sup>, sera célébrée à son intention.

Conférences

**SUPERPHÉNIX : pourquoi ?**

le jeudi 19 mars 1998, à 18 h 30, Salle A de l'Ecole des mines, 9, rue Pierre-Nicole, Paris-7.

Conférence organisée par l'Association des anciens élèves du DEA de physique des réacteurs nucléaires. Entrée libre.

Communications diverses

- Les Journées du judaïsme marocain (suite)

Mercredi 18 mars 1998, 19 h 30.

Témoignages : La communauté juive de Meknes et de Marrakech.

21 heures : « Hommage à Sa Majesté Mohamed V. »

Sous la présidence de S.E. Mohamed Berrada, ambassadeur du royaume du Maroc en France, avec Robert Assaraf, président du CRJM, et Haim Zafrai, professeur émérite à l'université Paris-VIII.

PAF, Au Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, Paris-9.

Métro : Cadet.

Renseignements et programme détaillé au 01-49-95-95-92.

- Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-7, jeudi 19 mars, à 20 h 30 : P. Afdébaum, maître du 9 : M. D. Lamy : « Un hiver à voix basse » (éd. Calmann-Lévy). Tél. : 01-42-71-68-19.

CR-V

Puisque [la salle à manger] est dans le compartiment à bagages, que le plancher est plat, qu'il y a [une prise 12 volts] dans le coffre, que tous les modèles sont équipés du [double coussin] gonflable de sécurité, nous vous souhaitons beaucoup de plaisir.

A partir de [129 800<sup>F</sup>]

Prix TTC conseillé des main hors option du CR-V S boîte manuelle au 02/01/98 - AM 98



Modèle présenté CR-V ES boîte manuelle. 153 800 Francs au 02/01/98 AM 98

**HONDA**

L'innovation au service de l'homme

CLUB HONDA



# Le secret des Hénokiens

**I**ls ont un arbre généalogique touffu, souvent un musée, parfois un château, et toujours le portrait à l'huile d'un aïeul légendaire. Riches, ils ne le montrent pas. Peu connus et heureux de l'être, ils voyagent, travaillent beaucoup et vivent simplement dans leurs fiefs, loin des grandes capitales et de leurs tentations. Tous ont, viscéralement, l'amour du produit, de la « fabrique », de la belle ouvrage, mais leurs bureaux, leurs usines, sont truffés d'informaticiens. Dans l'entreprise, on les appelle par leur prénom : « Monsieur François », « Monsieur Hervé », etc. Normal, ils y vivent depuis l'enfance, comme avant eux leur père, leur grand-père, leur arrière-grand-père, etc. Ils sont vingt-sept, regroupés dans une association, les Hénokiens (du nom d'Hénoch ou Enoch, patriarche biblique), devenue presque un club d'amis. Ils sont branchés sur le Net : hénokiens.com.

Ce sont les patrons des plus vieilles entreprises familiales du monde. Les trinités de l'industrie. Deux cents ans au minimum, parfois beaucoup plus : la doyenne, japonaise, affiche mille trois cents ans ! Les héritiers de sept, quinze, vingt générations de patrons de même lignée, toujours propriétaires d'au moins 51 % du capital, toujours aux commandes, toujours prospères. Pour eux, les Peugeot, Fiat, Michelin sont des jeunots. Bon pied, bon œil, les Hénokiens sont un miracle, « statistiquement, une anomalie », assure Patrick Fridanson, historien spécialiste. En règle générale, la moitié des entreprises disparaissent dans les cinq premières années de leur existence, les trois quarts ne survivent pas à la première succession, le reste est emporté par la fameuse loi « des trois générations » : le grand-père crée, le fils développe, le petit-fils mange tout.

Les Hénokiens, eux, durent. De siècle en siècle, de guerre en guerre, de crise en crise, ils s'adaptent et restent toujours du côté familial. L'homme de la situation qui sauve l'entreprise, l'emploi et la lignée. Leur histoire est émaillée d'innovations, de reconversions ou de mutations providentielles. Quel est leur secret ? La plupart ne se sont jamais posés la question. « Pour rester sur le marché, il faut faire les choses le mieux possible. La meilleure qualité au meilleur prix. Après, il faut un peu de chance », commente simplement Ugo Gussalli Beretta, PDG de la fabrique d'armes du même nom, 471 ans d'âge, 2 000 salariés, la plus célèbre et la plus grande des entreprises de l'association, avec Marie Brizard.

« C'est du pot, confirme, malicieux, Georges Hugel, président d'honneur de Hugel et fils, 358 ans d'âge, le dernier des grands producteurs-négociants de vin d'Alsace, les anciens ont toujours pris la bonne décision au bon moment. » « Un miracle », renchérit Louis Latour, septième du nom, le plus « jeune » des Hénokiens (200 ans d'âge), lui aussi négociant, mais en Bourgogne, « la longévité en soi est un atout, le nom devient un fonds de commerce ». « Le passé, on ne s'en occupe pas tellement. On se dit : il faut continuer ! », explique Michel Viellard, président de Viellard et Migeon (VMC), 318 ans d'âge, un groupe diversifié, deuxième producteur d'hameçons du monde. Pour un peu, ils s'excuseraient !

Le secret des Hénokiens reste à découvrir. Un mystère qui vaut son prix, la jeunesse éternelle, l'élixir de jeunesse version économie. Car ce ne sont pas, comme l'assure la théorie anglo-saxonne, des « séquoias géants », déjà momifiés, voués à une mort certaine s'ils ne sont pas repris. Au contraire, tous sont des PME, et des plus dynamiques, qui innovent, investissent, exportent, beaucoup même, qui créent ou maintiennent des emplois - à vie, bien entendu ! Les murs sont vieux, mais les machines neuves et l'ingénierie financière n'a pas de secret pour eux. S'ils ne sont que vingt-sept (onze italiens, neuf français, trois allemands, deux japonais, un néerlandais, un espagnol), plus une vingtaine d'autres repérés dans le monde, et probablement autant d'inconnus, soit au



**Ce sont les plus vieilles entreprises familiales du monde. Aujourd'hui, elles sont moins d'une centaine à avoir surmonté les guerres, les crises, les modes et les problèmes de succession depuis au moins deux siècles. Enquête sur ce club très fermé de capitalistes vertueux**

maximum une petite centaine d'entreprises familiales bicentennaires, ce n'est pas un hasard. Chacun dans sa spécialité est le plus ancien survivant d'une vieille tradition.

Deux cents ans et plus, cela ramène loin en arrière. Au temps où la France et l'Angleterre dominaient le monde. Les États-Unis naissent. L'Europe frémissait aux clameurs de la Révolution française. L'industrie balbutiait, portée par la première révolution industrielle et par les marchands qui transformaient les artisans en ouvriers de manufactures. Les anciens métiers se mécanisaient : textile, cuir, bois, papier, armes, etc. Les Hénokiens sont tous issus de ces secteurs traditionnels, comme des activités liées à la terre (vins et spiritueux, confiserie) ou au commerce (négoce, transports).

Londres est alors la plus grande

renvoie femme et enfants dans le village d'origine de la famille, Cravégia, près du lac Majeur, et reste à Paris pour garder la boutique.

**G**ARDONNE, village industriel niché dans un repli de montagne, à cinq lieues de Brescia, est l'archétype du district industriel. Le Val Trompia était riche en fer. On y a fabriqué des fusils depuis la Renaissance, au gré des besoins de la République de Venise. En 1526, Bartolomeo Beretta n'était qu'un maître de canons parmi beaucoup. Douze générations plus tard, son descendant Ugo, un homme trapu aux allures de patriarche, est le maître incontesté de la vallée... et du marché mondial des armes légères. Auberge, école, cinéma, immeubles, tout ici porte la griffe de l'entreprise. Au premier étage d'un manoir néogothique, qui abrite le siège (jadis la famille), l'ancien ma-

vriers", raconte Ugo. Leçon du passé : l'entreprise reste très peu endettée, l'auto-financement, comme pour tous les Hénokiens, était la règle. « La priorité a toujours été l'investissement, les bénéfices venaient après », dit Ugo.

Beretta investit, bon an mal an depuis dix ans, 10 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 120... Ça se voit dans les ateliers, curieux mélange de high-tech et de savoir-faire ancestral. D'un côté, des artistes graveurs comme Julio Timpiné, dont la famille manie depuis deux cents ans le burin pour les Beretta ; de l'autre, des chaînes robotisées crachant plus de mille armes par jour. Leçon du passé encore : la fourniture des armées, par nature irrégulière, ne représente jamais plus d'un tiers des ventes. Instruits par des siècles de hauts et de bas, les Beretta ont misé sur le marché civil. C'est certainement ce qui les a sauvés. Si Beretta est probablement la plus vieille entreprise industrielle du monde, c'est le fruit non du hasard, mais d'une sagesse séculaire, qu'on retrouve chez tous les Hénokiens.

Cette rigueur s'exprime aussi bien dans la conduite des affaires que dans la discipline familiale. Car le miracle est double. « Il faut gérer une entreprise et une famille, ce n'est pas toujours facile, soupire François Mellerio. Si l'entreprise croît trop vite, la famille ne peut plus suivre, mais si elle régresse, elle meurt. » Dilemme connu. Seuls les Hénokiens l'ont résolu. Par une cohésion, un code de conduite, qui transcendent les jalousies, les querelles inévitables, ne serait-ce que le choix, crucial, du dirigeant. Éliminer les moutons noirs, trier, puis imposer les meilleurs, chaque clan a ses méthodes, elles font toujours des perdants. « Pour traverser les siècles, explique Pina Amarelli, dont le mari dirige la dernière fabrique de réfrigérateur calabraise, il faut une éthique familiale, qui implique parfois des sacrifices personnels. »

Jusqu'ici, assure François Mellerio, « l'intérêt supérieur de l'entre-

prise l'a toujours emporté, mais toutes les successions sont difficiles... » Vendre ses parts est souvent plus rentable, surtout lorsqu'on est excédé de la gestion... et que le fisc s'en mêle ! Priorité à l'entreprise ou à la famille ? « En fait, il faut marier les deux : que l'entreprise subsiste très correctement, et que la famille soit satisfaite de la chose, explique Georges Hugel. C'est de plus en plus difficile avec les nouvelles générations. Maintenant, ils distribuent des dividendes. On ne l'avait jamais fait ! »

Le secret des Hénokiens est finalement tout bête : ce sont des capitalistes vertueux, ou en tout cas plus vertueux que les autres. Soucieux de l'entreprise et de sa pérennité plus que de l'intérêt personnel des membres du clan. « L'entreprise est une raison de vivre », dit Pina Amarelli. Des capitalistes responsables, qui se sentent investis d'une mission et ne cherchent pas la réussite individuelle, encore moins la gloire. « Des anti-Berlusconi », ajoute Pina. Modestes par nature, puisqu'ils ne sont qu'un maillon de la chaîne : « Il faut continuer, être à la hauteur. Ce n'est pas si facile, dit Ugo Beretta. Nous avons plus de responsabilités vis-à-vis de nos prédécesseurs et de nos descendants. »

Des capitalistes, enfin, qui pensent à long terme, indifférents aux caprices ou aux tentations des marchés financiers, aussi méfiants vis-à-vis des banquiers que des hommes politiques, jaloux surtout de leur indépendance. Dans l'industrie au tournant du siècle, tous ont construit des centrales hydro-électriques, pour l'autonomie. Quitte à y perdre... Beaucoup ont acheté des forêts, des champs, des immeubles. Par sécurité, pour les revendre en cas de besoin. Dans les années 60, lorsque tous les régimes renouaient, ruinés par la concurrence américaine, les Amarelli ont choisi de rester. « On a préféré l'industrie à l'agriculture. Pour investir, nous avons vendu des terres, dit Pina Amarelli. C'était le bon choix. Aujourd'hui, la régisse a le vent en poupe. »

**L**a famille Viellard et Migeon, dernière descendante des maîtres de forges de Belfort, a, elle aussi, vendu beaucoup de terres et d'actifs pour surmonter la grande crise des années 30, puis reconstruire les ateliers de tréfilage détruits par la guerre. Pendant des lustres, les héritiers de Juvénal Viellard, fondateur de la lignée, ont renoncé aux dividendes pour moderniser le groupe et conserver ses salariés. La production d'hameçons, lancée au début du siècle

« par représailles » (sic) contre un concurrent indélicat, a subi des dizaines d'années de pertes avant d'être redressée par Christophe Viellard, cousin de Michel, le PDG. Aujourd'hui, c'est l'une des filiales les plus rentables et la deuxième productrice mondiale.

Rigueur, simplicité, morale, on les retrouve jusque dans la vie de tous les jours, les comportements. Tous issus de familles protestantes ou catholiques, très croyantes, les Hénokiens ne sont pas, c'est un euphémisme, des flambeurs. « Par-paillois comme nous sommes, nous avons une sainte horreur des dettes ! », plaisante Georges Hugel. Un sou est un sou, une bouteille, une bouteille, un hameçon, un hameçon. « J'ai toujours eu une vie agréable, mais sans excès, j'ai deux maisons, une voiture, mais pas de Ferrari, de yacht, ni de chevaux, et je ne joue pas à Monte Carlo », résume Angelo Barovier, président

**Pour eux, les Peugeot, Fiat, Michelin sont des jeunots. Bon pied, bon œil, les Hénokiens sont un miracle, « statistiquement une anomalie »**

de Barovier et Toso, la plus ancienne verrerie d'art de Murano... et d'ailleurs ! 702 ans d'âge et pas une ride. Chez les Barovier, chacun paye les vases qu'il offre à ses amis, comme les Amarelli régissent chaque année scrupuleusement toutes les boîtes de réglisses qu'ils ont consommées... « Le règlement doit être le même pour tous, et surtout il faut l'appliquer », explique Georges Hugel. Le patron doit être là un quart d'heure avant et au moins un quart d'heure après. Moi, j'ai jamais travaillé seul, j'y passais mes week-ends. Bien que gros fumeur, je ne fumais pas, c'était interdit.

Presque trop beaux pour être vrais. Les Hénokiens sont l'exception, ils pourraient être aussi des modèles. Ils n'y ont jamais pensé. « Pour durer, soyons discrets », répond Louis Latour.

Véronique Maurus  
Dessin : Jacques Valot

archivé 1350



# Il faut réviser le procès Sofri, au nom du bon sens

Suite de la première page  
Je ne citerai que deux arguments-typiques. Les négationnistes essaient de prouver que le *Journal d'Anne Frank* était un faux (en s'appuyant sur le fait évident qu'il a subi divers processus d'édition). L'un de leurs points forts est : les clandestins de Prinsengracht étaient obligés de brûler leurs déchets, et la fumée noire de la cheminée aurait dû attirer l'attention des voisins, qui auraient pu signaler le phénomène à la Gestapo. Il est invraisemblable que personne ne s'en soit aperçu.

L'argument est imparable, si ce n'est qu'il présuppose que le *Journal* raconte des choses fausses ; en réalité, il ne tient pas compte d'un fait capital : quel qu'un a fini par s'en apercevoir et en a informé la Gestapo, puis, fût-ce avec quelque retard, les clandestins ont été découverts.

Second argument : un survêtement des camps d'extermination dit qu'à Treblinka il y avait une montagne de vêtements haute de 35 à 40 mètres. Les négationnistes argumentent qu'une montagne d'une telle dimension serait l'équivalent d'un immeuble de quinze étages, que les vêtements ne pourraient être amassés à une telle hauteur sans l'aide d'une grue, qu'elle aurait un diamètre d'environ 140 mètres et une base de 4 805 mètres carrés. Il n'y avait pas de place pour cette montagne dans le camp. D'où la conclusion : le témoin ment.

L'argument, mathématiquement parfait, est rhétoriquement faible, car il ne tient pas compte du fait que toute personne - surtout si elle vient de réchapper d'une expérience atroce, ou, plus encore, si elle l'évoque au bout d'un certain temps - tend à construire des hyperboles. C'est comme si quelqu'un, à propos d'une de ses expériences, nous disait que ses cheveux se sont dressés sur sa tête et que nous argumentions en nous fondant sur des principes scientifiques pour démontrer que les cheveux ne peuvent se dresser en position verticale rigide. C'est évident : avec cette hyperbole, le témoin entendait affirmer que ce qu'il a vu était terrible et qu'il a éprouvé de la peur. C'est là-dessus qu'il faut discuter si l'on veut raisonner au nom du bon sens.

Étudier la logique du négationnisme peut se révéler bien plus important que l'obstiner à prouver que quelque chose s'est effectivement produit. En effet, la négation de ce quelque chose s'annule par la façon perverse dont on raisonne sur les preuves et les indices. Et l'on peut prouver qu'un jugement est erroné lorsqu'on réussit à mettre en lumière, dans les pils de l'argumentation, l'existence du pré-jugé.

L'article de l'historien Carlo Ginzburg « Sofri, la justice humiliée » (*Micromega*, 2, 1997), que j'ai lu en même temps que son livre *Le Jugement d'Anne Frank*, se réfère, me semble-t-il, à l'argumentation des négationnistes. Le problème du négationnisme - je ne parle pas des révisionnistes, plus prudents, car on peut toujours discuter du nombre des victimes de l'Holocauste, six ou cinq millions, cela fait moralement peu de différence - c'est qu'on peut contester ou interpréter de façon différente n'importe quelle preuve, à partir du moment où l'on est persuadé qu'au départ il n'y a pas eu d'Holocauste.

Je ne suis pas imprudent et cynique au point de comparer l'affaire Sofri à l'Holocauste. Ce serait comparer entre une affaire judiciaire concernant trois personnes et une gigantesque tragédie historique. Mais je me suis intéressé aux modes de raisonnement. Les modes de raisonnement peuvent être les mêmes, qu'il s'agisse de démontrer que les chrétiens doivent être jetés aux arènes ou de condamner Sacco et Vanzetti, indépendamment de la quantité d'êtres humains en jeu.

Les arguments de Ginzburg sont convaincants même pour quelqu'un qui, comme moi, n'a pas été lié à Sofri par un militantisme commun ou une longue fréquentation. Ils concernent toute personne qui entend raisonner au nom du bon sens. En effet, le procès, ou, mieux, les procès Sofri (quand je parle de « l'affaire », le nom de Sofri vaut comme synecdoque pour indiquer aussi Bompresini et Pietrostefani) semblent avoir été menés au mépris non des lois, mais de cette lumière naturelle qui nous conduit à affirmer - en maintes occasions de la vie - que quel qu'un qui dit avoir eu les cheveux

qui se sont dressés sur la tête entend signifier son épouvante et que tout le reste n'est qu'un jeu pervers, comme le fait de vouloir démontrer qu'Achille ne rejoindra jamais la tortue. L'argument d'Achille a une grande valeur philosophique (il nous a conduits à penser l'analyse infinitésimale et les fractales), mais, quant à la réalité de tous les jours, notre lumière naturelle - c'est-à-dire le bon sens - nous dit qu'Achille est plus rapide que la tortue.

Pour parler plus simplement, toute personne raisonnant avec bon sens a le sentiment que Sofri a été condamné pour de mauvaises raisons. En disant « de mauvaises raisons », j'entends laisser une chance aux partisans de la culpabilité de Sofri. En admettant qu'il soit coupable, les raisons qui ont conduit à le déclarer coupable sont mauvaises. Et cela devrait préoccuper tout le monde, y compris les partisans de la culpabilité de Sofri : une société civile et civilisée ne peut admettre que l'on condamne quelqu'un - fût-ce à juste titre - en se fondant sur des raisonnements erronés. Il en va de nous tous. Tout le problème est là. Quand cela se produit, une révision doit réclamer à cor et à cri la réouverture du procès.

Pourquoi les procès Sofri ont-ils tant ému l'opinion publique, y compris celle qui ne se sent pas proche des accusés ? Pour ces mêmes raisons - en dépit de la différence d'enjeu politique - qui amènent une (petite) partie de l'opinion publique à se mobiliser sur lesquels le jugement s'embrouille de manière monstrueuse.

Pourquoi rappeler cet épisode ? Parce que les interventions pensées et ciblées sur l'essentiel - le procès était vicieux - ont fini par influencer dans le sens d'un réexamen plus équilibré de l'affaire. En revanche, si la rue avait été le théâtre de manifestations d'homosexuels réclamant la libération de Braibanti parce qu'il était un des leurs, je pense qu'il serait encore en prison. Je ne dis pas qu'il aurait été juste de réagir ainsi ; je dis simplement que cela se serait passé ainsi.

Revenons-en à Sofri. Nombre d'interventions - en sa faveur, quoique diversement « habillées », ont été du type « moi, je le connais bien, il aurait pu faire une chose pareille ». Je le trouve sinon dommageable, du moins inutile. Dans n'importe quel procès, l'argument de la certitude morale est très faible, pour la simple et bonne raison que, au nom d'un principe universel, tout délinquant, une seconde avant de commettre son forfait, n'est pas encore un délinquant (sauf pour qui prône la théorie de la délinquance atavique). Quant à l'argument de l'accusé gentil garçon, affectueux et estimé de tous, c'est celui qu'utilisent toutes les mères quand leur fils a été cueilli la main dans le sac.

Les certitudes morales ont une grande valeur à titre personnel, mais aucune sur le plan juridique. Le pire, ce n'est pas qu'elles ne valent rien, c'est que, lorsqu'elles deviennent plébiscitaires et insistantes, elles risquent de nuire, car les juges tendent à résister à ce qu'ils ressentent comme une pression psychologique exercée par ceux qui sont en relation de complicité avec les accusés. Je formule ici, d'une manière plus élaborée, l'idée : « Dieu me garde de mes amis ».

Il ne s'agit pas là d'une des extrapolations romanesques : on a vu que les manifestations de solidarité morale en faveur de Sofri ont souvent été vécues comme l'œuvre d'un groupe de pression de Lotta continua, très puissant et uni malgré la diaspora qui a conduit certains de ses membres à droite, d'autres au centre et d'autres encore à ce peu de gauche qu'autorise la géographie politique actuelle.

Ces réserves sur la défense du style « je le connaissais bien » sont sans doute une de mes réticences personnelles. Toutefois, je crois que, pour une accusation de crime, soit on a les preuves de l'innocence de l'accusé - et on doit les présenter sans délais aux magistrats ; soit on n'a rien d'autre que des convictions morales - et on doit alors savoir qu'elles n'ont aucune valeur juridique. Tout au plus peut-on insinuer qu'un procès est vicieux, car les jurés se sont laissés influencer par des convictions morales qui, en l'occurrence, s'appellent des préjugés : et ces préjugés, il faut les concevoir comme un élément négatif, et non pas positif. Le par-

tisan des garanties juridiques n'agit pas parce qu'il est persuadé de l'innocence de quelqu'un ; il agit pour que soit respecté le droit de cette personne à un jugement rapide et équitable.

Autre argument passionnel qui a beaucoup circulé : il est injuste de condamner un homme pour un crime commis il y a vingt ans, quand sa vie a désormais changé. Argument absurde, car il revient à établir d'une manière générale, que le temps étend le délir. L'ambiguïté passionnelle de cet argument tient au fait qu'il est employé par ceux qui proclament l'innocence de Sofri et qui pourtant, le voulant libre parce qu'innocent, sont prêts à concéder sa culpabilité pourvu qu'on reconnaisse qu'il est devenu meilleur avec le temps. De nouveau, « Dieu me garde de mes amis ».

Tout aussi ambigu sont les appels au président de la République pour qu'il leur accorde la grâce, et je trouve juste et honorable que les accusés soient les premiers à refuser une solution de ce genre. En soi, l'argument est évident : si je me déclare innocent, je ne peux demander la grâce ; je veux que mon innocence soit reconnue. M'accorder la grâce, c'est impliquer ma culpabilité. Pour la troisième fois, « Dieu me garde de mes amis ».

Il y a eu aussi des solidarités intéressées. Sofri a été et est encore utilisé cyniquement comme un coin à enfoncer dans la magistrature afin de la désavouer ; sa grâce est un passe-partout pour en obtenir d'autres et remettre à zéro les compteurs d'une série de procédures judiciaires.

Ainsi, comédien entre amis impudiques et ennemis rusés, Sofri est destiné à écrire pendant très longtemps encore des épisodes de son emprisonnement en dernière page de la revue *Panorama*.

Et comment fait-on dans une société civile ? On fait ce que fit Zola pour Dreyfus, non pas en clamant que Dreyfus était très sympathique, mais en faisant le procès du procès, ce qui est le devoir d'une opinion publique non hystérique. C'est exactement ce qu'a fait Carlo Ginzburg après le jugement de 1990. C'est pourquoi il est beaucoup plus important de lire ou relire ce livre et d'en publier de larges extraits dans les journaux et revues, plutôt que de signer des appels à n'en plus finir. Même si Ginzburg, dès le départ, affiche très loyalement ses convictions (ou mieux, pourrait-on dire, la faiblesse de ses convictions), en affirmant que la première raison qui le pousse à écrire est son amitié pour Sofri, il ne parle plus, après cette introduction, en termes émotifs ; il analyse les dépositions, les interrogatoires, les indices, les preuves et les contre-preuves, et tout lecteur reste perplexe devant un tel procès, où les preuves sont évaluées à l'aune d'un principe très préoccupant : chaque témoignage ou indice de la défense est récusé s'il diffère des témoignages du repent accusateur.

Carlo Ginzburg va plus loin : il compare les procédés interprétatifs utilisés par les juges avec ceux qu'emploierait un historien sérieux pour confronter les témoignages dont il dispose. Ginzburg se refuse à penser que les deux procédés coïncident, et il nous le démontre. A la fin, il met en lumière une incompatibilité entre les procédés d'une enquête historique et ceux du procès et de la sentence.

Voilà pourquoi j'ai évoqué au début la possibilité d'une analyse logique de l'argumentation négationniste. Il y a une analogie entre les arguments visant à démontrer qu'un crime n'a pas été commis et ceux qui visent à démontrer qu'un crime a été commis : la faiblesse de leur argumentation. Dans certains cas, d'ailleurs, encore que le droit des accusés ou des victimes, on doit garantir le droit, je ne dis pas de la raison, mais du bon sens. Il me semble que les arguments utilisés dans le procès Sofri sont contraires au bon sens.

Une telle façon de procéder est celle que l'on attend d'un homme de culture qui voudrait intervenir dans une affaire politique ou judiciaire. Ne pas exprimer des croyances, analyser les modes de raisonnement.

Évidemment, la leçon tirée du

livre de Ginzburg n'a pas été accueillie avec assez d'attention, mais cela nous confirme dans l'idée que la seule chose sensée à faire est d'avancer dans la même direction. J'ai appris qu'un éditeur a l'intention de publier le jugement. Je ne sais s'il s'agit de tout l'ensemble, car le volume risque d'atteindre des dimensions rebutantes.

Quoi qu'il en soit, c'est certainement sur ce plan-là que nous devons aller de l'avant, et c'est l'unique grâce que les condamnés peuvent espérer - même si l'al conscience que cela rallonge les délais. Mais il s'agit de savoir si on veut la justice et une garantie de justice, ou si on veut donner la preuve de son bon cœur. Pour ma part, je n'ai jamais vu d'injustices réparées grâce au bon cœur, même pas dans le cas d'un voleur repent qui aurait restitué son butin. On doit continuer sur la trace de Ginzburg : obliger l'opinion publique à reconnaître qu'il faut réviser le procès.

Codicille. Je n'ai pas simplement la conviction « morale » que le procès Sofri ne s'est pas déroulé correctement. Je formule une hypothèse que je crois raisonnable en me fondant sur les données des procès que je connais - chose bien différente. Je voudrais (et je suis prêt à travailler et à faire travailler d'autres personnes en ce sens) que l'hypothèse soit rendue plus convaincante par un examen exhaustif de chacun des actes du procès. Mais je ne peux faire comme si ma réaction aux données que je connais n'était pas orientée d'une manière ou d'une autre (comme dans tout projet de recherche) par quelque pré-jugé. En effet, même si je n'ai pas de pré-jugés affectifs, j'ai des pré-jugés ration-

nels. Parier de pré-jugé rationnel n'est pas un oxymore : on commence toujours à analyser quelque chose en ayant formulé en son for intérieur l'ébauche d'un raisonnement induisant à penser qu'il est sensé d'avancer telle hypothèse plutôt que telle autre.

Voici donc les raisons « narratives » de mon pré-jugé. Le terme « narratif » n'est pas à prendre en un sens réducteur. Je suis de ceux qui pensent que les conditions narratives président à tout acte de compréhension des choses non seulement au niveau historique, mais aussi au niveau perceptif : pour comprendre n'importe quel phénomène, nous essayons de reconnaître une séquence plus ou moins « cohérente ».

Si, au milieu d'un pré, ce printemps, une fleur a poussé que je n'avais jamais vue auparavant, il est plus cohérent et « économique » d'imaginer qu'un agent naturel a transporté une graine en ce lieu l'automne dernier, plutôt que de se dire qu'un jardinier fantôme est venu la planter nullement. La première histoire est plus vraisemblable que la seconde et on doit la formuler comme hypothèse en premier.

Venons-en à l'histoire de Sofri et de Lotta continua. Quelconque a lu le *Journal Lotta continua* en son temps, indépendamment du fait qu'il partageait ou combattait ses idées, s'est aperçu d'une caractéristique typique de ce journal et de ce mouvement. Tandis que les autres publications de 68 affichaient en général un langage doctrinal (comme pour un bulletin interne destiné aux militants) ou, dans les cas les plus sauvages, se perdaient en invectives, *Lotta continua* a inventé une formule journalistique nouvelle, dans l'emploi du langage, le lexique, la syntaxe, la conception des titres. Ce n'est absolument pas un hasard si une très grande partie des ex-leaders du mouvement sont devenus des figures du journalisme (et cela explique, entre autres, pourquoi la solidarité envers Sofri a été si médiatique).

*Lotta continua* avait inventé une formule journalistique, singulière dans le panorama

soixante-huitard, que nous pourrions définir, sans offense, comme « persuasive ». Son langage était médiatique, il avait, des mass media, la caractéristique la plus importante : le lecteur devait être rhétoriquement persuadé, frappé, séduit, convaincu ; il ne fallait jamais présupposer le consensus, il fallait le produire. Être persuasif - j'irais jusqu'à dire (et toujours sans offense) : garder l'œil sur l'audimat, voilà ce qui rendait *Lotta continua* différent des autres journaux de mouvement de l'époque.

Or, quel était le projet politique de *Lotta continua* quant à l'affaire Calabresi ? Il me paraît évident et acceptable, quoi qu'on pense de l'affaire Calabresi : le mouvement voulait délégitimer Calabresi, le traîner sur le banc des accusés pour avoir tué Pinelli, ou du moins convaincre le plus de gens possible que Calabresi était coupable et, avec lui, délégitimer le pouvoir dont il était le symbole désigné. On peut accuser *Lotta continua* d'avoir choisi le mauvais symbole, d'avoir été impitoyable et impie, d'avoir construit son propre coupable, de l'avoir fait au point de pousser beaucoup de monde à le haïr viscéralement, on peut l'accuser de tout, mais il faut reconnaître que tel était son but.

C'est pourquoi *Lotta continua* avait besoin de Calabresi vivant et culpabilisé à l'extrême. La présence de Calabresi était même devenue la condition de sa propre survie. Et comme les rédacteurs du journal et les leaders du mouvement avaient un grand sens médiatique, ils ne pouvaient ignorer que Calabresi assassiné deviendrait exactement l'opposé de ce qu'ils voulaient, une Vic-

**Lotta continua avait besoin du commissaire Calabresi vivant et culpabilisé à l'extrême. La présence de Calabresi était même devenue la condition de sa propre survie**

time, non plus le Méchant, mais le Héros. Du moins, c'est ce que suggèrent le bon sens et le sens journalistique. Certes, cela n'exclut pas la folie, mais, jusqu'à présent, il ne me semble pas que, dans le procès Sofri, on ait fait jouer la maladie mentale. Je veux dire que, si aujourd'hui un mystérieux assassin posait des bombes en série dans les cinémas, nous pourrions soupçonner un tas de gens, jusqu'aux plus insoupçonnables, mais les derniers que nous devrions soupçonner seraient les producteurs et les gérants des salles. Ils n'auraient aucun intérêt à cela ; au contraire, ils seraient les premiers à souffrir du phénomène.

Je conçois que le raisonnement « Calabresi leur était utile vivant, pour le tuer symboliquement, et non pas mort, ce qui les aurait obligés à le plaindre » peut sembler très cynique. Il l'est, du moins dans la mesure où est cynique tout raisonnement réaliste. Jusqu'à preuve du contraire, nous sommes amenés à supposer que Sofri et ses camarades agissaient de manière réaliste. Cela n'exclut pas que nous ayons sous-évalué le fait que certains lecteurs pouvaient lire sous un autre angle et obéir ensuite à un instinct de vengeance. Mais c'est une autre histoire, sur laquelle Sofri lui-même a fait son autocritique.

Je considère comme raisonnable, pour ce crime-là comme pour tous les crimes, de recourir (entre autres) à l'argument « d qui profite le crime ? ». Or, le procès et le jugement construisent une histoire où les protagonistes commettent une sorte de suicide collectif. Ce n'est pas là une histoire cohérente.

Certes, dans la vie, nous avons une foule d'histoires incohérentes. Mais ce soupçon d'incohérence me semble être une bonne raison pour relire l'histoire, car, telle qu'elle nous a été racontée, elle nous semble beaucoup trop mal ficelée. Et, pour juger de la cohérence d'une histoire, le repent Marino peut être un témoin parmi tant d'autres, pas une autorité.

Umberto Eco  
© Umberto Eco



# La déclaration du Vatican sur la Shoah

## I - La Shoah et le devoir de mémoire

Le XX<sup>e</sup> siècle touche à sa fin et un nouveau millénaire de l'ère chrétienne est près d'arriver. Le 2000<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Jésus-Christ appelle tous les chrétiens et invite vraiment tous les hommes et toutes les femmes à chercher à discerner dans le déroulement de l'histoire les signes du travail de la Divine Providence ainsi que les façons par lesquelles l'image du Créateur dans l'homme lui-même a été défigurée.

Cette réflexion concerne un des domaines principaux par lequel les catholiques puissent prendre sérieusement à cœur les appels que le pape Jean Paul II leur a adressés dans sa lettre apostolique de 1994 *Tertio Millennio adveniente* : « Il convient qu'à la fin du deuxième millénaire du christianisme l'Eglise devienne plus consciente de l'état pécheur de ses enfants, en rappelant toutes les époques de l'histoire où ils se sont éloignés de l'esprit du Christ et de son Evangile, et au lieu de présenter au monde le témoignage d'une vie inspirée par les valeurs de la foi, ont fait preuve de modes de pensée et d'action qui constituent de véritables formes de contre-témoignage et de scandale. »

Ce siècle a été le témoin d'une inouïable tragédie qui ne pourra jamais être oubliée : la tentative du régime nazi d'exterminer le peuple juif avec la mort conséquente de millions de juifs. Femmes et hommes, vieux et jeunes, enfants et bébés ont été persécutés et déportés pour la seule raison de leur origine juive. Certains ont été immédiatement tués tandis que d'autres ont été humiliés, malmenés, torturés et privés entièrement de leur dignité humaine et ensuite assassinés. Très peu de ceux qui sont entrés dans les camps ont survécu et ceux qui en ont échappé sont restés marqués à vie. Ce fut la Shoah. C'est un fait majeur de l'histoire de ce siècle, un fait qui nous concerne encore aujourd'hui.

Face à cet horrible génocide, que les dirigeants des nations et des communautés juives ont trouvé difficile à croire au moment même où il était impitoyablement mis en application, personne ne peut rester indifférent, l'Eglise encore moins que tous, en raison de ses liens étroits de parenté spirituelle avec le peuple juif et son souvenir des injustices du passé. La relation de l'Eglise avec le peuple juif est différente de celle qu'elle partage avec toute autre religion. Cependant, il ne s'agit pas seulement d'évoquer le passé. L'avenir commun des juifs et des chrétiens exige que nous nous rappelions qu'« il n'y a pas d'avenir sans mémoire » (Jean Paul II, *allocution à la synagogue de Rome, 13 avril 1986*). L'histoire elle-même est *memoria futura*.

En adressant cette réflexion à nos frères et sœurs de l'Eglise catholique à travers le monde, nous invitons tous les chrétiens à nous rejoindre et à méditer la catastrophe qui est advenue au peuple juif et à l'impératif moral pour s'assurer que, jamais plus, l'égolisme et la haine ne prospèrent jusqu'au point de semer tant de souffrance et de mort. Plus particulièrement, nous invitons nos amis juifs dont « le destin terrible est devenu un symbole des aberrations dont l'homme est capable quand il se retourne contre Dieu » (Jean Paul II, *allocution aux chefs de la communauté juive de Budapest, 18 août 1991*) à nous écouter avec générosité de cœur.

## II - Ce dont nous devons nous souvenir

Tandis qu'il porte son témoignage unique au « Saint Israël » et à la Torah, le peuple juif a beaucoup souffert à plusieurs époques et en de multiples lieux. Mais la Shoah a été certainement la pire souffrance. L'inhumanité avec laquelle les juifs ont été persécutés et massacrés durant ce siècle dépasse la capacité des mots à l'exprimer. Tout cela leur a été fait pour la seule raison qu'ils étaient juifs.

La seule ampleur du crime pose beaucoup de questions. Historiens, sociologues, philosophes politiques, psychologues et théologiens essaient tous d'apprendre davantage sur la réalité de la Shoah et sur ses causes. Il reste beaucoup de recherches à faire. Mais un tel événement ne peut être mesuré par les critères ordinaires de recherche historique seule. Il appelle à une « mémoire morale et religieuse » et, plus particulièrement auprès des chrétiens, une très sérieuse réflexion sur ce qui l'a provoqué. Le fait que la Shoah ait eu lieu en Europe, c'est-à-dire dans des pays de longue tradition chrétienne, pose la question de la relation entre la persécution nazie et les attitudes des chrétiens envers les juifs à travers les siècles.

## III - Les relations entre juifs et chrétiens

L'histoire des relations entre juifs et chrétiens est dramatique. Le pape Jean Paul II a reconnu ce fait dans ses appels répétés aux catholiques à s'interroger sur leur attitude à l'égard du peuple juif. En effet, le bilan de ces relations sur deux mille ans a été plutôt négatif.

A l'aube du christianisme, après la crucifixion de Jésus, les disputes ont émergé entre l'Eglise primitive et le peuple juif et ses responsables qui, dans leur dévotion à la Loi, se sont opposés, violemment parfois, aux annonceurs de l'Evangile et aux premiers chrétiens. Dans l'Empire romain païen, les juifs étaient protégés légalement par des privilèges accordés par l'empereur et, au départ, les autorités n'ont pas fait de distinction entre communautés juive et chrétienne. Bientôt, cependant, les chrétiens ont encouru les persécutions de l'Etat. Plus tard, lorsque les empereurs eux-mêmes se sont convertis au christianisme, ils ont commencé d'abord par garantir les privilèges des juifs. Mais les foules chrétiennes qui ont attaqué les temples païens ont parfois agi de même avec les synagogues. Non sans être influencées par certaines interprétations du Nouveau Testament au sujet du peuple juif dans son ensemble. « Dans le monde chrétien - je ne dis pas de la part de l'Eglise en tant que telle -, des interprétations erronées et injustes au sujet du peuple juif et sa prétendue culpabilité ont circulé depuis trop longtemps, engendrant des sentiments d'hostilité envers ce peuple. De telles interprétations du Nouveau Testament ont été définitivement rejetées par le deuxième Concile du Vatican » (Jean Paul II, *discours au symposium sur les racines de l'antijudaïsme, 31 octobre 1997*).

Malgré l'enseignement chrétien de l'amour pour tous, même pour ses ennemis, la mentalité prédominante à travers les siècles a pénalisé les minorités et ceux qui étaient de quelque manière que ce soit « différents ». Les sentiments d'antijudaïsme chez certains chrétiens et le fossé qui existait entre l'Eglise et le peuple juif ont conduit à une discrimination généralisée qui a abouti parfois aux expulsions ou aux tentatives de conversions forcées. Dans une grande partie du monde chrétien, et jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ceux qui n'étaient pas chrétiens n'ont pas toujours joui d'un statut juridique entièrement garanti. Malgré ce fait, les juifs se sont accrochés à leurs traditions et coutumes communautaires partout dans l'espace chrétien. Par conséquent, ils étaient objet de suspicion et de méfiance. En temps de crises comme la famine, les guerres, les épidémies et les tensions sociales, la minorité juive était parfois

## Tout en niant

## un lien de cause

## à effet entre

## l'antijudaïsme

## historique

## des chrétiens et

## l'antisémitisme

## des nazis,

## le texte

## « Souvenons-

## nous :

## une réflexion

## sur la Shoah »

## exprime à la

## communauté

## juive

## les « regrets »

## de l'Eglise

## catholique pour

## « la méfiance

## et l'hostilité »

## dont les juifs

## ont été

## victimes

## de la part

## des chrétiens.

## « Le Monde »

## publie

## le document

## dans son

## intégralité

prise comme bouc émissaire et devenait la victime de violences, de pillages et même de massacres. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>, les juifs en général avaient acquis un statut égal à celui des autres citoyens dans la plupart des Etats et certains d'entre eux occupaient des positions influentes dans la société. Mais dans ce même contexte historique, notamment au XIX<sup>e</sup> siècle, s'établit un nationalisme faux et exacerbé. Dans un climat de changements sociaux significatifs, les juifs étaient souvent accusés d'exercer une influence disproportionnée à leur nombre. Ainsi a commencé à s'étendre, à différents degrés à travers l'Europe, un antijudaïsme qui était essentiellement plus sociologique que religieux.

En même temps, des théories qui niaient l'unité de la race humaine ont commencé à apparaître en affirmant une diversité des races à l'origine. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le national-socialisme en Allemagne a utilisé ces idées comme la base pseudo-scientifique pour une distinction entre les races soi-disant nordiques-aryennes et les races supposées inférieures.

En outre, une forme extrémiste de nationalisme était mise en avant en Allemagne par la défaite de 1918 et les conditions exigeantes imposées par les vainqueurs, avec pour conséquence que beaucoup ont trouvé dans le national-socialisme une solution au problème de leur pays et ont coopéré politiquement avec ce mouvement.

L'Eglise en Allemagne répliqua en condamnant le racisme. La condamnation apparut d'abord dans la prédication de quelques membres du clergé, dans l'enseignement des évêques catholiques et les écrits de certains journalistes catholiques laïcs. Déjà, en février et mars 1931, le cardinal Bertram de Breslau, le cardinal Faulhaber et les évêques de Bavière, les évêques de la province de Fribourg ont publié des lettres pastorales condamnant le national-socialisme, avec son idolâtrie de la race et de l'Etat.

Les célèbres sermons de l'aveu du cardinal Faulhaber de 1933, l'année même de l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, auxquels ont assisté non seulement des catholiques mais aussi des protestants et des juifs, exprimaient clairement le rejet de la propagande antisémite nazie. Dans le sillage de la Nuit de cristal, Bernhard Lichtenberg, prévôt de la cathédrale de Berlin, disait des prières publiques pour les juifs. Il mourut plus tard à Dachau et a été déclaré bienheureux.

Aussi, le pape Pie XI condamna le racisme nazi de façon solennelle, dans son encyclique *Mit brennender Sorge*, qui était lue dans les églises allemandes le dimanche de la Passion 1937, une étape qui a eu pour conséquence des attaques et des sanctions contre des membres du clergé. S'adressant à un groupe de pèlerins belges, le 6 septembre 1938, Pie XI affirma : « L'antisémitisme est inacceptable. Spirituellement, nous sommes tous des sémites. » Pie XII, dans sa toute première encyclique, *Summi Pontificatus*, du 20 octobre 1939, attira l'attention contre les théories qui niaient l'unité de la race humaine et contre la déification de l'Etat, qu'il voyait comme menant à une véritable « heure de ténébre ».

## IV - L'antisémitisme nazi et la Shoah

Ainsi nous ne pouvons pas ignorer la différence qui existe entre l'antisémitisme, basé sur les théories contraires à l'enseignement constant de l'Eglise sur l'unité de la race humaine et sur l'égalité de dignité de tous les peuples et races, et les sentiments traditionnels de méfiance et d'hostilité que nous appelons antijudaïsme, dont les chrétiens ont aussi été coupables, malheureusement.

L'idéologie national-socialiste est allée encore au-delà, en ce sens qu'elle refusa de reconnaître toutes réalités transcendantes comme la source de vie et le critère du bien moral. En conséquence, un groupe humain, et l'Etat avec lequel il était identifié, s'est arrogé un statut absolu et s'est déterminé à reconsidérer la véritable existence du peuple juif, un peuple appelé à témoigner du Dieu unique et de la Loi de l'Alliance. Au niveau de la réflexion théologique, nous ne pouvons pas ignorer le fait que beaucoup, dans la part nazi, montrèrent une aversion pour l'idée d'une divine providence agissant dans les affaires humaines, mais donnèrent des preuves bien déterminées de haine dirigées contre Dieu lui-même. Logiquement, une telle attitude mène également à un rejet du christianisme, et à un désir de voir l'Eglise détruite ou au moins assujettie aux intérêts de l'Etat nazi. C'était cette idéologie extrême qui devint la base des mesures prises, d'abord pour chasser les juifs de leurs foyers, et ensuite pour les exterminer.

La Shoah était le fruit d'un régime moderne tout à fait néopaganisme. Son antisémitisme a ses racines en dehors du christianisme, et en poursuivant ses objectifs il n'hésita pas à s'opposer à l'Eglise et à persécuter également ses membres. Mais il est possible de se demander si la persécution nazie des juifs n'a pas été facilitée par les préjugés enracinés dans quelques esprits et cœurs chrétiens. Est-ce que le sentiment antijuif, parmi les chrétiens, les rendit moins sensibles, ou même indifférents, aux persécutions lancées contre les juifs par le national-socialisme lorsqu'il prit le pouvoir ?

Toute réponse à cette question doit prendre en compte le fait que nous traitions de l'histoire de l'attitude de personnes et de leurs manières de penser, qui sont sujettes à de multiples influences. De plus, beaucoup de personnes étaient tout à fait ignorantes de la « solution finale » qui était rendue effective contre un peuple tout entier ; d'autres personnes avaient peur pour elles-mêmes et pour ceux qui leur étaient proches ; certains prirent avantage de la situation, et d'autres encore furent menés par l'envie. Une réponse nécessite d'être donnée au cas par cas. Pour ce faire, il est cependant nécessaire de savoir ce qui a précédemment motivé les personnes dans une situation déterminée.

D'abord, les chefs du III<sup>e</sup> Reich cherchèrent à chasser les juifs. Malheureusement, les gouvernements de certains pays occidentaux de tradition chrétienne, y compris certains d'Amérique du Nord et du Sud, furent plus qu'hésitants à ouvrir leurs frontières aux juifs persécutés. Bien qu'ils ne pouvaient prévoir jusqu'où les hiérarchies nazies iraient dans leurs intentions criminelles, les chefs de ces nations étaient conscients des épreuves et des dangers auxquels étaient exposés les juifs vivant dans les territoires du III<sup>e</sup> Reich. La fermeture des frontières à l'émigration juive dans de telles circonstances, qu'elle soit due à une hostilité antijuive ou au soupçon, à la lâcheté politique ou à un

manque de perspicacité politique, ou à la suffisance nationale, pèse lourdement sur la conscience des autorités en question.

Dans les pays où les nazis entreprirent des déportations de masse, la brutalité qui entourait les mouvements forcés de personnes démunies aurait dû laisser supposer le pire. Est-ce que les chrétiens donnèrent tout le secours possible à ces êtres persécutés, et en particulier aux juifs persécutés ?

Beaucoup le firent, mais d'autres non. Ceux qui aidèrent à sauver la vie de juifs, autant que cela était en leur pouvoir, jusqu'à mettre en péril leur propre vie, ne doivent pas être oubliés. Durant et après la guerre, les communautés juives et les chefs de ces communautés exprimèrent leurs remerciements pour tout ce qui avait été fait pour eux, y compris ce que le pape Pie XII fit personnellement ou par l'intermédiaire de ses représentants pour sauver des centaines de milliers de vies juives. Beaucoup d'évêques catholiques, de prêtres, de religieux et de laïcs ont été placés à l'honneur pour cette raison par l'Etat d'Israël. Cependant, comme le pape Jean Paul II l'a reconnu, à côté d'un tel courage d'hommes et de femmes, la résistance spirituelle et l'action concrète d'autres chrétiens n'étaient pas telles qu'on aurait pu l'espérer de la part de serviteurs du Christ. Nous ne pouvons pas savoir combien de chrétiens des pays occupés ou régis par le pouvoir nazi ou leurs alliés furent scandalisés par la disparition de leurs voisins juifs et ne furent néanmoins pas suffisamment forts pour élever des voix de protestation. Pour

les chrétiens, cette lourde charge de conscience de leurs frères et sœurs durant la seconde guerre mondiale doit être un appel à la repentance.

Nous regrettons profondément les erreurs et les défaillances de ces fils et filles de l'Eglise. Nous faisons nôtre ce qui est dit dans la déclaration du Concile Vatican II, *Nostra Aetate*, qui affirme sans ambiguïté : « L'Eglise, attentive à son patrimoine commun avec les juifs et poussée par l'amour spirituel de l'Evangile et non par des considérations politiques, regrette vivement la haine, les persécutions et les manifestations d'antisémitisme dirigées contre les juifs en tout temps et de toute source. »

Nous rappelons et restons fidèles à ce que le pape Jean Paul II adressa aux chefs des communautés juives de Strasbourg en 1988, déclarant : « Je répète une nouvelle fois avec vous la plus ferme condamnation de l'antisémitisme et du racisme, qui sont opposés aux principes du christianisme. » L'Eglise catholique, par conséquent, répudie toute persécution contre tout peuple ou groupe humain de quelque lieu que ce soit, et en tout temps. Elle condamne absolument toutes les formes de génocide, aussi bien que les idéologies racistes qui les suscitent.

Revenant sur ce siècle, nous sommes profondément attristés par la violence qui a enveloppé des groupes entiers de personnes et de nations. Nous nous rappelons en particulier le massacre des Arméniens, les innombrables victimes en Ukraine dans les années 30, le génocide des Gitanes, qui fut également le résultat des idées racistes, et de semblables tragédies qui eurent lieu en Amérique, en Afrique et dans les Balkans. Nous n'oublions pas non plus les millions de victimes de l'idéologie totalitaire en Union soviétique, en Chine, au Cambodge et ailleurs. Nous n'oublions pas encore le drame du Moyen-Orient, dont les éléments sont bien connus. Au moment même où nous menons cette réflexion, beaucoup d'êtres humains sont encore victimes de leurs frères.

## V - Vers un futur commun

Regardant le futur des relations entre les juifs et les chrétiens, en premier lieu, nous appelons nos frères et sœurs catholiques à renouveler leur conscience des racines hébraïques de leur foi. Nous leur demandons de garder en esprit que Jésus était un descendant de David ; que la Vierge Marie et les apôtres appartenaient au peuple juif ; que l'Eglise tire substance de la racine de ce bon olivier sur laquelle se sont greffées les branches sauvages des païens (Rm II, 17-24) ; que les juifs sont nos frères bien aimés et à vrai dire, et en un certain sens, qu'ils sont nos « frères aînés ».

A la fin de ce millénaire, l'Eglise catholique désire exprimer sa profonde douleur devant la défaillance de ses fils et de ses filles de tout âge. Ceci est un acte de repentance (*Sho'ava*), puisque, comme membres de l'Eglise, nous sommes liés aux péchés aussi bien qu'aux mérites de tous ses enfants. L'Eglise approche avec un profond respect et une grande compassion l'expérience d'extermination, la Shoah, subie par le peuple juif durant la seconde guerre mondiale. Ce ne sont pas là de simples mots, mais à vrai dire un engagement qui lie et engage pour le futur : « Si nous n'avons pas un ardent désir de justice et si nous ne nous engageons pas nous-mêmes pour assurer que le mal ne domine pas le bien comme il le fit pour des millions d'enfants du peuple juif, nous risquons de causer une nouvelle fois la mort des victimes des morts les plus atroces. L'humanité ne peut permettre que ceci se reproduise. » (Jean Paul II, *allocution aux délégués des conférences épiscopales pour les relations avec le judaïsme, 6 mars 1982*).

Nous prions afin que notre douleur devant la tragédie que le peuple juif a subie dans notre siècle mène à une nouvelle relation avec le peuple juif. Nous souhaitons transformer la conscience des péchés passés en une ferme résolution à construire un nouveau futur dans lequel il n'y aura plus d'antijudaïsme parmi les chrétiens ou de sentiments antichrétiens parmi les juifs, mais plutôt un respect mutuel partagé, comme ce qu'il convient à ceux qui adore l'unique créateur et Seigneur, et ont un père commun dans la foi, Abraham.

Enfin, nous invitons tous les hommes et femmes de bonne volonté à réfléchir profondément sur la signification de la Shoah. Les victimes, depuis leur tombeau, et les survivants, à travers le vif témoignage de ce dont ils ont souffert, sont devenus une voix retentissante appelant l'attention de toute l'humanité. « Rappeler au souvenir cette terrible expérience, c'est devenir pleinement conscient de l'avertissement salutaire qu'il engendre. On ne peut plus permettre que la graine altérée de l'antijudaïsme et de l'antisémitisme prenne racine dans le cœur humain. » (Commission du Saint-Siège pour les relations avec le judaïsme, notes sur la manière correcte de présenter les juifs et le judaïsme pour l'enseignement et la catéchèse de l'Eglise catholique, 24 juin 1985.)

\* Document de la Commission romaine pour les relations avec les juifs. Traduction non officielle par le secrétariat de l'épiscopat français pour les relations avec le judaïsme.

1525 1525



السماح من الامارات

LE MONDE / MERCREDI 18 MARS 1998 / 15

(Publicité)

la Shoah

41

C'EST QUAND MÊME  
MIEUX D'AVOIR LE CHOIX.

Avec 43 villes desservies dont 32 en métropole et 250 vols  
quotidiens sur 61 liaisons, des millions de voyageurs ont déjà fait le choix d'Air Liberté.



Informations et réservations : 0 803 805 805 (1,09 F/mn) ou votre agent de voyages.

L'AUTRE GRANDE COMPAGNIE INTÉRIEURE



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-77-20-00. Télécopieur : 01-42-77-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Timide retour au TPI

**L**A France vient, enfin, de mettre officiellement un terme à la mauvaise querelle qu'elle avait engagée en novembre 1997 avec le Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie (TPI), en annonçant, lundi 16 mars, que les officiers français iront s'exprimer devant ce tribunal s'il requiert leur témoignage. Le ministre de la défense, Alain Richard, avait affirmé en novembre 1997 que l'armée ne se plierait à « jamais » à ces requêtes et provoqué un émoi certain en qualifiant de « justice-spectacle » l'activité du TPI. Il n'avait été démenti ni par l'Elysée ni par Matignon.

Cette position n'était pas tenable. D'abord parce qu'elle est contraire à la loi qui fait de la coopération avec le TPI une obligation des États. Mais, surtout, en paraissant vouloir entraver l'établissement de la vérité sur des crimes qui violent la conscience de l'humanité, la France n'a reculé que l'incompréhension et une avalanche de très lourds soupçons.

Il était temps de changer d'attitude. Il est dommage que le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, en annonçant ce changement de cap, se soit entêté sur un argument fallacieux : il ne faut pas, a-t-il dit, « mettre sur le même plan témoins et inculpés ». Les anciens « casques bleus » appelés à témoigner à La Haye n'ont jamais été et ne seront pas traités par le TPI comme des criminels de guerre ni comme des complices ; ils sont logés à même enseigne que tous les témoins, y compris les victimes du nettoyage ethnique, violés, tortu-

rés, endeuillés et qui ont le courage de venir s'exposer aux questions des avocats de la défense.

M. Védrine a, en outre, choisi, un exemple particulièrement malheureux en citant Tom Karremans, le commandant du bataillon de « casques bleus » néerlandais stationnés à Srebrenica en juillet 1995. Appelé à s'exprimer à La Haye, il raconta sans ciller comment, face d'appui militaire extérieur, il ne s'occupa plus que de protéger ses hommes au point de rendre même quelques menus services d'intendance au général Mladic, qui organisait le massacre. Tom Karremans, c'est vrai, n'est pas sorti personnellement grand de cette déposition publique. Mais la vérité sur Srebrenica ne méritait-elle pas ce témoignage ? Ce que le général Janvier ou d'autres auraient à dire n'est-il pas, en fait, plus digne d'un soldat ? Enfin, les militaires n'ont-ils pas tout à gagner, à propos de la Bosnie du moins, à exposer l'impossible situation dans laquelle les ont placés les politiques ?

La France est dans une situation paradoxale : pays le plus généreusement disponible pour envoyer ses soldats sur des terrains lointains, elle est en même temps celui sur lequel pèsent aujourd'hui les plus lourds soupçons, sources de possible discrédit. Comment s'en laver, sinon en acceptant de jouer le jeu de la vérité ? Elle le fera sans doute pour la Bosnie. Elle n'y est, semble-t-il, pas du tout résolue pour le Rwanda, où les soupçons sont plus graves et sans doute plus justifiés. Au total, on est encore très loin du compte.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani (1994-1997), Dominique Audebert (1997-1998)  
Nouvel-Éclair, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessis, Pierre Godeau  
Laurène Godeau, Éric Lemaire, Michel Kojman, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Royon  
Rédacteur en chef technique : Eric Assa  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Tournier

Modérateur : Thomas Perrenet

Directeur exécutif : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vetter

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lemaire (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cette SA a compté du 10 décembre 1994  
Capital social : 90 000 000 F, dont 10 000 000 F sont des actions de la SA LE MONDE  
Associés : Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Le traité de Bruxelles

LE TRAITÉ qui sera signé cet après-midi à Bruxelles entre la Grande-Bretagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg est d'abord un traité d'assistance mutuelle. Il contient aussi des clauses économiques, sociales, culturelles qui permettent de dire qu'il constitue un véritable pacte occidental. L'union qu'il établit entre cinq nations doit s'étendre à tous les domaines, elle forme un noyau qui pourra s'élargir de manière à englober une partie de plus en plus vaste de notre continent.

Après un préambule, où s'expriment le souci d'interdire à l'Allemagne tout renouvellement de sa politique d'agression ainsi que le désir des contractants de coopérer loyalement et de coordonner leurs efforts pour développer la prospérité de l'Europe occidentale, le premier article est consacré au redressement économique.

Les signataires s'engagent à le favoriser, à s'abstenir de toute politique qui pourrait susciter des conflits entre leurs économies respectives, à organiser et à coordonner leurs systèmes de production.

D'autres clauses stipulent qu'ils s'appliqueront à élever le niveau d'existence des peuples intéressés, à développer les institutions sociales, à multiplier entre eux les relations culturelles. Dans les articles qui suivent se trouvent précisées les conditions de l'assistance que les cinq nations devront se prêter en cas d'agression. Cette assistance, conforme à l'article 51 de la charte des Nations unies, est automatique si l'agression se produit en Europe, précédée d'une consultation si elle a lieu dans un autre continent.

(18 mars 1948.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone. 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone. 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Encéphalogramme plat par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

IL ARRIVE que la rencontre de deux nouvelles sans rapport entre elles confère à l'actualité un sens qu'on n'attendait pas. Ainsi de la fausse alerte au météore et de la forte abstention aux élections régionales.

Donc, nous l'avons échappé belle : un météore géant devait forer notre planète, vers 2028. Les mers noieraient des plaines entières. Un nuage de poussière nous plongerait dans la nuit. Qui sait si nous ne sauterions pas tous ensemble ? Fin de l'aventure humaine. Pas de suite au prochain numéro.

La perspective avait de quoi allécher ceux qui auraient approché des cent ans à l'heure du bing-bang. Ce qui désolait l'homme, dans la mort, c'est qu'elle le prenne tout seul, et pas les autres. Que personne ne nous survive atténuerait la frustration. L'égalité parfaite serait enfin réalisée, pour quelques secondes.

Et puis non : erreur ! Le cataclysme terminal a été décommandé. Calculs refaits, il n'aurait pas lieu au prochain siècle, ni au suivant ; dans quelques millions d'années, peut-être. Aucun des vivants d'aujourd'hui, en tout cas, ne le verrait. C'était une consolation, une autre manière d'égalité.

La réputation des futurologues en a pris un coup, pendant quelques heures. Celle des économistes est intacte, n'étant plus à défaire - leur façon d'être exacts est de se tromper toujours - mais, de la part d'astronomes, l'er-

reur a surpris. On était habitués, de leur part, à une belle ponctualité. Qu'ils programment les marées « du siècle » - qui reviennent plutôt tous les deux ans, mais ce sont les syndicats de tourisme qui l'exigent ! - ou qu'ils annoncent éclipses et comètes chevelues, leurs prévisions se réalisaient à la seconde près. Le « bureau des longitudes », au nom si digne de Giraudoux, n'est pas le genre à se raviser. Alors, qui a menti, pour l'astéroïde qu'on disait plus menaçant que des millions d'Hiroshima ? Les journaux, encore eux ?

Le vrai est que personne ne fait plus attention à ces annonces fracassantes, ni aux démentis qui suivent. Si les couples princiers se font et se défont, si le cancer et le mal de dos sont sur le point d'être vaincus, si les cheveux des chauves repoussent, on se dit que les gazettes spécialisées dans l'inévitable ont eu besoin de ces petits coups de fouet pour gonfler leurs ventes. La technique du virtuel a donné au scoop-bidon un statut nouveau de passe-temps sans conséquence.

Les mots connaissent la même dépréciation amusée. Il est admis qu'ils ne servent plus à approcher le réel, mais à vendre des produits, à orienter les achats, à discréditer la concurrence, à faire envie. Et c'est là que s'éclaire l'abstentionnisme aux régionales du 15 mars. Il découle directement de la perte de confiance dans les discours, du krach inter-

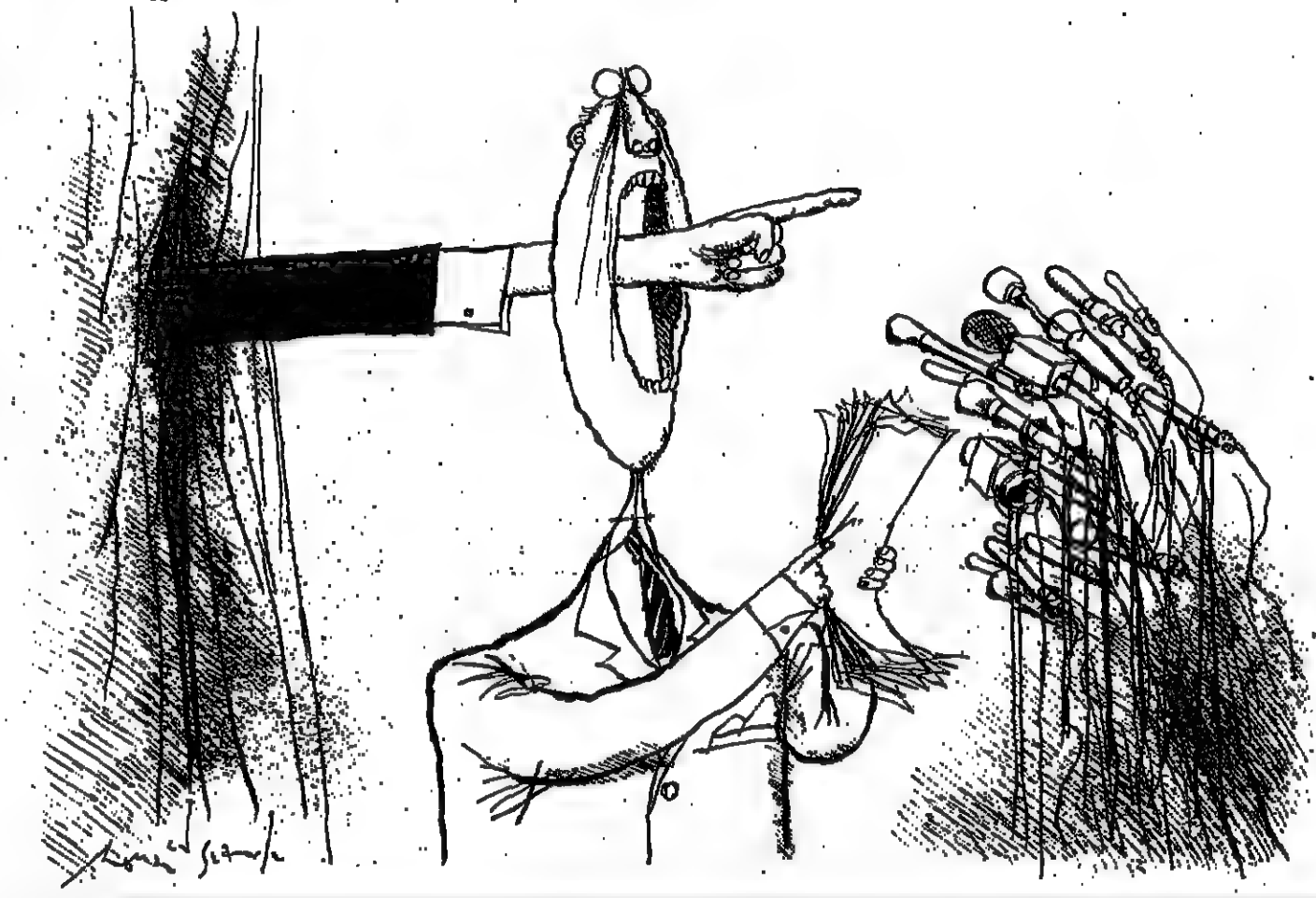
venu dans la Bourse aux programmes. Non seulement les leaders politiques ne sont plus pris au sérieux, mais ils croient si peu à leurs propres paroles qu'ils se dispensent d'en inventer de nouvelles. Les soirées électorales ont atteint le degré zéro du débat : « C'est qui qui l'a dit ? » ; tu t'es pas regardé ; je ne vous ai pas interrompu...

Un truc passe-partout tient lieu de rhétorique : l'euphémisation systématique de ce que je propose, et la disqualification préalable de ce qu'avance mon adversaire. La même mesure s'appelle flexibilité pour qui la défend, et précarité pour celui qui la combat. Les riches de la planète présentent leur strict intérêt aux pauvres comme la seule voie vers l'avenir. Et ça marche. Ainsi se bâtissent les empires : en vendant de la mondialisation pour tous.

On connaît l'exemple-type du dénigrement par le jeu sur les mots : qu'est-ce que la pornographie ? C'est l'érotisme des autres. Ce modèle a contaminé le peu qui reste de confrontation politique. Les idées des autres s'appellent idéologie. La pensée de l'autre a nom : pensée unique, etc.

Vu le rythme d'abaissement de la vie publique, qu'en restera-t-il quand surgira le météore de la fin de partie ? Un barouf de CM2 ; un encéphalogramme plat comme la Beauce.

## Porte-parole par Ronald Searle



## La révision des programmes de défense, un casse-tête

LE GOUVERNEMENT met la dernière main à ce que son ministre de la défense, Alain Richard, a appelé pudiquement la « revue » des programmes d'armement. Une revue ou, plus exactement, un nouvel examen - de fond en comble - de la programmation militaire 1997-2002, qu'un prochain conseil de défense présidé par le chef de l'Etat devra entériner et qui est un véritable casse-tête. En effet, cette « revue » radicale et sans tabous a été décidée parce qu'il est aujourd'hui patent que les grands programmes d'équipement nucléaire, spatial ou classique, arrêtés par le gouvernement précédent, ne sont plus cohérents avec les moyens financiers susceptibles d'être consacrés à la défense nationale pour les quatre années à venir.

Contrairement à une idée reçue, la chute du budget d'équipement des armées françaises a véritablement commencé en 1990, au lendemain du démantèlement du mur de Berlin. Et le déclin, depuis, continue de façon inexorable non seulement des la loi de finances initiale de chaque année, mais aussi en cours d'année, quand, durant l'application de ce texte adopté par le Parlement, des corrections à la baisse sont apportées avec des « gels », des reports qui deviennent vite des annulations, avec des redéploiements internes, voire des suppressions pures et simples de crédits. Ainsi, par exemple, pour un montant global initial de 81 milliards de francs, le budget d'équipement 1998 de la défense, déjà sous la menace d'une annulation de 2 milliards aujourd'hui en discussion, se situe

à 3 milliards de francs au-dessous de ce que prévoit la loi de programmation militaire - elle-même en baisse de 20 milliards par an par rapport à des engagements antérieurs - et il est, exprimé en valeur 1998, de 37 milliards inférieur aux crédits de 1990.

### PEAU DE CHAGRIN

Pour complaire à leur ministre qui voulait voir plus clair et qui a lancé, à cette fin, la « revue » des grands programmes d'armement, les États-majors, la délégation aux affaires stratégiques, le secrétariat général pour l'administration des armées et ses services financiers ont donc remis en chantier le travail qu'ils avaient déjà dû faire, sous le gouvernement précédent, pour bâtir la programmation militaire sexennale. Désormais, les programmations pluriannuelles, dont la France s'enorgueillit d'avoir eu l'idée au début des années 60 et qui inspirent d'autres pays aujourd'hui, ont des durées éphémères : leur première année d'exécution, et encore !

Mais, cette fois-ci, l'exercice est singulièrement ardu. La professionnalisation coûte plus cher qu'on ne l'avait imaginé parce qu'il faut embaucher du personnel de carrière, des civils et des engagés, suite à la suppression de la conscription, et qu'il faut savoir reclasser les cadres invités à quitter l'uniforme et à se reconverter. Dans ces conditions, les crédits de fonctionnement explosent et le budget d'équipement, déjà fortement comprimé, doit subir de nouvelles coupes pour que « l'enveloppe » de la défense demeure dans une austérité déterminée par

la nécessité, voire l'urgence d'autres investissements.

Or, dans le même temps où les dépenses d'équipement militaire se réduisent comme peau de chagrin, deux contraintes particulièrement pesantes vont à l'encontre de cette évolution. D'une part, la décision de restructurer l'industrie de défense oblige le gouvernement à lui donner, sous la forme de plans de charge garantis, du grain à moudre dans l'espoir d'amortir la fatalité des diminutions brutales d'emplois et de la mettre en position de force pour négocier des alliances avec des groupes européens. D'autre part, la construction de l'Europe de la sécurité conduit la France à ne pas abandonner les programmes d'armement en coopération, qui représentent plus du tiers du catalogue national, et même, comme l'admet M. Richard, à privilégier les projets d'accords avec ses grands partenaires européens.

### LIGNE ROUGE

Autant vouloir résoudre la quadrature du cercle. Ce qui explique, d'une certaine manière, que le ministre de la défense ait, à destination de l'Elysée et de Matignon, retenu la perspective de présenter une « revue » qui marque une ligne rouge, en quelque sorte. Cette ligne rouge passe entre, d'un côté, la facture incompressible à payer - le « noyau dur » des armements -, dont il faudra prendre la responsabilité politique face aux contribuables, et, de l'autre, l'addition des programmes qui peuvent être très sensiblement réduits en volume, retardés ou encore abandonnés.

Le casse-tête, c'est celui de devoir d'ores et déjà pressentir, dans l'environnement international actuel et futur, quelles sont les missions que les armées françaises ne seront plus en état de remplir, une fois dépourvues d'une partie des panoplies d'armement nécessaires pour les mener à bien. Il s'agit là d'un choix éminemment politique, qui dépasse les compétences des États-majors et les intérêts des industriels. Car ce choix engage le seul Etat, dans sa responsabilité régaliennne de défense.

De ce point de vue, la « revue » des programmes d'armement est loin d'être un exercice innocent ou neutre qui aurait pour enjeu les simples finances de l'institution de défense. Au-delà des armées, elle engage la place et le rôle de la France sur la scène internationale. Pour l'heure, le dossier a été soumis à Matignon, qui est en charge de la politique de défense et dont on attend les ultimes arbitrages juste après les élections régionales. Il devra ensuite être transmis à l'Elysée : le chef de l'Etat, en dernière analyse, décide seul de l'emploi éventuel des forces armées sur des théâtres d'opérations, même s'il est apparu, depuis peu, à l'Assemblée nationale un mouvement de députés désireux de contrôler, selon une formule qui reste à trouver, de telles initiatives présidentielles. Entraînant une révision probable des missions des armées par ses choix drastiques, la « revue » des programmes d'armement peut devenir une pierre d'achoppement dans la cohabitation.

Jacques Isnard



**PNEUMATIQUE** Redevenu depuis 1996 le numéro un mondial du pneumatique, Michelin a continué à gagner des parts de marché en 1997 et à améliorer sa rentabilité. ● LE BÉNÉ-

FICE NET consolidé part du groupe a atteint l'an dernier 3,88 milliards de francs, en hausse de 34 % sur 1996. ● UNE PERFORMANCE un peu inférieure aux espoirs des analystes. L'ac-

tion Michelin perdait du coup 5 % à l'ouverture mardi à la Bourse de Paris. ● LE PAYSAGE de l'industrie mondiale du pneu est en train de se simplifier considérablement. Michelin, Bridges-

tone et Goodyear sont les seuls à être présents sur tous les marchés et se livrent à une concurrence sans merci. ● LES NOUVEAUX PROCESSUS de fabrication et notamment la machine ré-

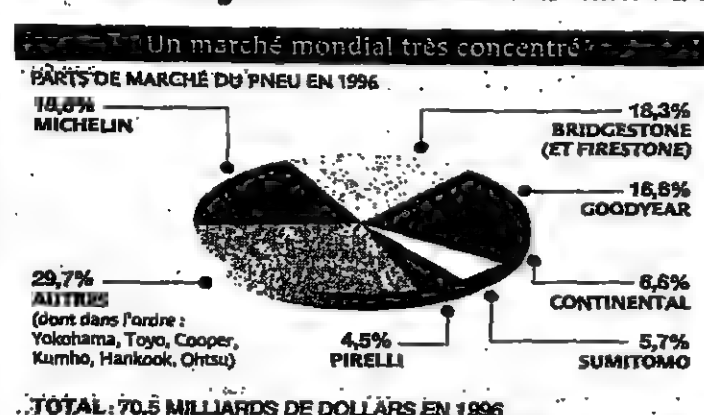
volutionnaire C3M de Michelin, qui permettent de réduire considérablement l'espace, le temps et le personnel nécessaires à la production, sont au cœur de la guerre commerciale.

## Michelin a consolidé l'an dernier sa position de numéro un mondial

Le fabricant français de pneumatiques a enregistré en 1997 une hausse de 34 % de son résultat net, à 3,88 milliards de francs. Il a augmenté l'an dernier son chiffre d'affaires de 11,9 %, à 79,7 milliards de francs

**BIBENDUM** est un centenaire heureux : Michelin, que le célèbre bonhomme incarne, a annoncé mardi 17 mars avoir amélioré son résultat net consolidé part du groupe de 34 % en 1997, à 3,88 milliards de francs. C'est d'abord en prenant des parts de marché que l'entreprise de Clermont-Ferrand a amélioré sa compétitivité. Son chiffre d'affaires a progressé de 11,9 % à 79,7 milliards de francs.

« La croissance a été forte en Amérique du Nord, mais aussi en Europe, dans un contexte de reprise vigoureuse, à partir du second trimestre, notamment des marchés poids lourds », développe-t-on chez Michelin. L'Amérique du Sud et le Japon ont également été des zones de progression. En Asie du Sud-Est et en Corée, en revanche, le groupe a subi les conséquences de la crise asiatique : ses ventes y ont baissé de 4 %, mais elles ne re-



Michelin a repris depuis 1996 la place de numéro un mondial, qu'il avait perdue en 1995.

présentent encore que 6,8 % du chiffre d'affaires du groupe. « Nous continuons à miser sur l'Asie, qui reste à terme une zone de

forte croissance », considère-t-on chez Michelin. Michelin a, par ailleurs, poursuivi la réduction de ses coûts d'ex-

ploitation. La montée en puissance progressive du C3M, la fameuse machine révolutionnaire à produire des pneus du groupe, y a contribué même si son utilisation reste relativement faible. En 1997, Michelin a profité, pour la première année pleine, de sa réorganisation initiée début 1996. Le groupe a adopté une logique produit-marché, avec pour objectif d'augmenter sa réactivité et d'accélérer la prise de décision.

**DÉSEMPLOI** Le groupe a poursuivi sa politique de désendettement : fin 1997, la dette représentait 0,63 fois les fonds propres, soit deux fois moins qu'en 1996. Les frais financiers ont diminué de 20 %. Mais les effets de change, notamment les monnaies asiatiques, ont alourdi la charge financière nette du groupe, passée de 1,4 à 1,5 mil-

liard de francs. Le paysage de l'industrie mondiale du pneu est en train de se simplifier considérablement. D'un côté, Michelin, Bridgestone et Goodyear sont présents sur tous les marchés et tous les produits et se livrent à une concurrence sans merci. De l'autre, il y a des fabricants de pneus qui travaillent essentiellement sur des niches. « C'est le cas, par exemple, de l'américain Cooper », estime Eric Bourdais de Charbonnière, directeur financier de Michelin. Entre ces acteurs globaux et ces spécialistes, il existe aujourd'hui encore quelques entreprises généralistes de taille moyenne dont bon nombre d'observateurs pensent qu'elles sont destinées à être rachetées par les « Big Three » du pneu. C'est le cas de Pirelli et de Continental en Europe, de Sumitomo, Toyo et Yokohama au Japon.

« Pirelli est déjà engagé dans une stratégie de niche : l'entreprise italienne se retire du poids lourd et se concentre sur ses points forts, notamment les berlines haut de gamme », estime un analyste. Continental veut rester généraliste et signe des accords pour combler ses lacunes. Ainsi l'équipementier allemand a-t-il passé un accord de coopération avec Michelin. Quant à Sumitomo, il est déjà quasiment marié à Goodyear, et les spéculations vont bon train sur son rachat prochain. En février 1997, les deux groupes ont signé un accord, valable jusqu'au 31 décembre 2000 : ils produiront l'un pour l'autre dans leur pays respectif des pneus de remplacement pour quelque 2 millions de véhicules. Les mois à venir seront décisifs.

V. Ma.

## La guerre des nouveaux processus de fabrication sévit entre les grands manufacturiers

**C3M**. Que se cache-t-il derrière ce sigle mystérieux, dont la signification reste aujourd'hui inconnue ? « Une bombe atomique », estime Jean-Pierre Vuillemin, directeur de la sécurité et des relations extérieures du groupe. Intoxication ? Rares sont ceux aujourd'hui en mesure de répondre. Même chez Michelin, ils ne sont que quelques-uns à avoir vu la fameuse machine, qui d'après François Michélin, obéissant du groupe, « tend dans le monde à changer » et révolutionne la production des pneus. Et ceux qui sont dans le secret se sont engagés au silence absolu. Les autres n'ont eu droit qu'à un court film de présentation du procédé, sur lequel la machine apparaît... bécote.

Seul le principe du C3M y était expliqué : en l'alimentant en fils textiles et en câbles d'acier enrobés d'un mélange de gomme, on récupère à la sortie des pneus. Les étapes intermédiaires, et donc les stocks, disparaissent. L'espace, le temps et le personnel nécessaires à la production sont considérablement réduits. « Avec C3M, on gagne 80 % de place, 50 % de consommation d'énergie et 90 % du temps global de fabrication du pneu », développe-t-on chez Michelin. Sur le coût de la machine et ses conséquences sociales, le groupe ne dévoile rien. Mais d'après une étude commandée par le comité d'entreprise, un site C3M demande un in-

vestissement de 250 millions de francs et emploie 130 salariés en trois équipes de huit.

« Cinq minutes suffisent à comprendre un système, donc à le copier et mettre nos employés au chômage, alors qu'il faut dix ans à nos ingénieurs pour développer une nouvelle machine », ne cesse d'insister François Michélin, pour justifier la discrétion devenue légendaire du groupe. Les concurrents, eux, cherchent par tous les moyens à percer à jour le nouveau secret de Michelin... sans succès. De leur côté, le système C3M est bel et bien révolutionnaire. Mais son secret reste entier.

« Certains de nos concurrents ont proposé beaucoup d'argent à certains salariés qui étaient dans la confidence », raconte M. Vuillemin. Quand Michelin a implanté ses premières machines C3M sur le site de Saint-Priest, près de Lyon, des touristes japonais ont tout d'un coup manifesté un intérêt sans limite pour l'usine. Postés devant ses portes, ils se sont lancés dans des décomptes passionnants du nombre d'allées et venues des camions et des ouvriers. Michelin décide de les prendre à leur propre jeu et organise des rotations alternées dans tous les sens avec des camions vides ou pleins et des

changements d'équipe bidons. « Les usines C3M bénéficient d'une surveillance au niveau de la défense nationale », développe M. Vuillemin. Le développement de C3M se fait progressivement et lentement. Aujourd'hui sept usines (une en Suède, deux aux États-Unis, quatre en France) sur un total de 76 sont équipées. Une huitième, probablement au Brésil, devrait bientôt être construite. « On utilise le C3M pour des produits de niche - par exemple les pneus neige en Suède - et pour accompagner les constructeurs à l'étranger, explique-t-on chez Michelin. Nos usines tra-

ditionnelles sont efficaces et ne sont pas toutes amorties. Nous n'avons aucun intérêt aujourd'hui à les éliminer. » En tous cas, à force de brandir la menace C3M, Michelin a probablement poussé la concurrence à accélérer ses recherches. L'enjeu est de taille. Les fabricants de pneus sont confrontés à une demande très diversifiée et fluctuante, alors que leurs usines sont conçues pour des productions de grande série. « Sur C3M, il suffit de changer le programme informatique pour modifier le type de pneu produit », explique-t-on chez Michelin, où l'on cherche désormais à développer le C3M pour les pneus poids lourds.

**LA CONCURRENCE AUSSI** Le japonais Bridgestone dit également avoir mis au point un système automatisé de fabrication en série. Installée sur le site japonais de Tohichi en avril 1992, « cette technologie avancée robotisée commandée et contrôlée par ordinateurs assure directement la préparation des différents matériaux de base à la fabrication des pneumatiques, des opérations effectuées jusqu'alors séparément et nécessitant force interventions humaines », explique Bridgestone. « D'un investissement de près de 125 millions de francs, cette ligne nécessite l'intervention de six hommes seulement et permet la production de 75 sortes de pneus différentes. » Le fabricant ja-

ponais de pneumatiques ne dit pas s'il a installé ce nouveau « processus » dans d'autres usines. L'allemand Continental a annoncé en mars 1997 un nouveau concept de production permettant une plus grande flexibilité : la caisse du pneu qui est fabriquée en grande série dans une usine traditionnelle est ensuite assemblée dans une mini-usine MMP (Modular manufacturing process), où il est achevé en fonction de la demande.

Mais la grande menace vient probablement, pour l'instant, de Goodyear, qui a annoncé en février qu'il avait l'intention de « passer de 13 milliards de dollars de chiffre d'affaires à 23 milliards d'ici à 2003, en partie grâce au nouveau procédé de fabrication révolutionnaire Impact (Integrated manufacturing precision assembly cellular technology). Impact va permettre, d'ici cinq ans, d'améliorer la productivité de 155 % avec une flexibilité accrue, de réduire les coûts de main-d'œuvre de 35 % et les coûts de matières premières de 15 %. Impact pourra passer à une fabrication d'une dimension, d'un type de pneu à un autre en quelques minutes, permettant de répondre immédiatement aux besoins du marché », a déclaré le deuxième fabricant de pneumatiques mondial. Dans l'industrie du pneu, tous les coups sont permis.

Virginie Malingre

## Une nouvelle invention : le pneu qui ne déjante plus

**LES GROSSES** berlines blindées ont une faiblesse : les pneus. Michelin, toujours au service de ses clients, a trouvé la solution : le PAV, ou pneu à accrochage vertical. Ce dernier, qui sera commercialisé d'ici à la fin de l'année, en première monte sur un véhicule à trois roues, que le fabricant de pneumatiques ne veut pour l'instant pas révéler, possède cette vertu extraordinaire de ne pas déjanger quand il crève. Présenté pour la première fois au Salon de Genève de mars 1997, il a tout de suite excité la curiosité : « Les premiers à s'y intéresser faisaient probablement partie de la Mafia. Nous avons reçu des demandes étranges, du type : le PAV s'adapte-t-il sur des Mercedes blindées ? », se rappelle Eric Bourdais de Charbonnière, directeur financier de Michelin.

Mais Michelin a bien l'intention de trouver d'autres clients que la Mafia. « Nous voulons imposer le PAV

comme standard mondial », explique-t-on dans le groupe. Pour cela, Michelin est même prêt à faire une mini-révolution : partager son savoir-faire avec un de ses concurrents, quitte à lui accorder la licence. Pour permettre au PAV d'atteindre la masse critique commerciale, Michelin a le choix entre ses deux principaux concurrents : Goodyear et Bridgestone. Le premier développe actuellement un pneu, l'EMT (Extended Mobility Tyre), aux vertus similaires à celles du PAV et pourrait donc être un partenaire idéal pour Michelin. Bridgestone, lui, ne semble pas s'intéresser à cette voie. En attendant, Michelin continue à chercher de nouvelles idées. « Et pourquoi pas un pneu sans jante ? », ironise un cadre du groupe. Pourquoi pas ?

V. Ma.

## LVMH lance les parfumeries Sephora aux États-Unis

**MOINS D'UN AN** après l'avoir rachetée pour 1,6 milliard de francs, le groupe LVMH (Louis Vuitton - Moët-Hennessy) lance, en juin prochain, la chaîne de parfumeries Sephora aux États-Unis. Bernard Arnault l'a annoncé, mardi 17 mars, en présentant les comptes 1997 de LVMH qu'il préside. Le bénéfice net part du groupe a progressé de 23 % en 1997, à 4,528 milliards de francs. Le chiffre d'affaires affiche une hausse de 54 %, à 48 milliards, qui traduit l'intégration d'acquisitions récentes comme le réseau de magasins Duty Free Shoppers (DFS).

Un premier magasin Sephora de 1 000 mètres carrés, sur le modèle de celui de 1 500 mètres carrés ouvert en décembre 1996 sur les Champs-Élysées, sera inauguré au début de l'été à New York. Il sera rapidement suivi de « dix à quinze ouvertures en 1998, l'objectif étant que Sephora atteigne un chiffre d'affaires aux États-Unis de l'ordre d'un milliard de dollars d'ici à 2001-2002 », a expliqué au Monde M. Arnault.

Sephora, désormais présidé par Daniel Richard, l'ex-PDG des Trois Suisses, a réalisé en 1997 un chiffre d'affaires supérieur à 1,4 milliard de francs, en hausse

de 25 %. LVMH, qui se dit très satisfait de son acquisition, a discrètement racheté en février les murs du mégastore parisien, pour plus de 200 millions de francs, car le loyer était... indexé sur le chiffre d'affaires !

Cette offensive de LVMH dans son nouveau métier, la distribution, a aussi un caractère défensif pour Duty Free Shoppers (DFS), le premier distributeur mondial de produits de luxe, racheté fin 1996. C'est en effet DFS qui s'est vu confier le développement de Sephora outre-Atlantique. « Ils ont mis leur meilleure équipe sur le projet », affirme M. Arnault. La chaîne française de parfumeries doit ainsi participer au rééquilibrage du chiffre d'affaires de DFS, 14 milliards de francs en 1997, quasi-totalement réalisés en Asie.

### SORTIR D'ASIE

Touche de plein fouet par la crise asiatique, DFS a vu sa rentabilité s'effondrer en 1997. Le résultat opérationnel a été divisé par trois entre 1996 et 1997, tombant à 600 millions de francs, soit une marge de moins de 4,5 %, contre 15 % en 1995 et 12,3 % en 1996, année où LVMH en a pris le contrôle pour 13,7 milliards. En

dollars, DFS a accusé une chute de 16 % de son chiffre d'affaires l'an dernier (-4 % en francs).

Grâce à Sephora, DFS se voit assigner pour objectif de réaliser, à l'horizon 2000, environ un tiers de ses ventes hors de l'Asie, contre 10 % aujourd'hui. En attendant, les dirigeants américains, laissés en place par M. Arnault, « ont déjà commencé à prendre des mesures pour rétablir la rentabilité », affirme-t-il : fermeture accélérée des magasins les moins rentables, notamment dans les aéroports, au profit de galeries commerciales de centre-ville.

« DFS doit retrouver une rentabilité de 13 % dans les trois ans », estime le PDG de LVMH. DFS continuera cependant de se développer en Asie : un accord vient d'être signé avec un groupe coréen pour constituer une société commune contrôlée par DFS.

« La Corée est l'un des pays les mieux placés pour se sortir rapidement de la crise », estime M. Arnault. Nos affaires n'y ont jamais aussi bien marché qu'en ce moment. Depuis que la monnaie a été dévaluée, les touristes japonais et chinois affluent. »

Pascal Galtier

## Le groupe Lagardère prépare la relève des générations

**JEAN-LUC LAGARDÈRE** avait annoncé, au mois d'octobre, qu'il n'entendait plus gouverner seul le groupe qui porte son nom, et qui regroupe l'électronique militaire de Matra et les activités d'édition d'Hachette. Cette mesure avait été présentée, à l'époque, comme une réponse aux critiques faites à la forme adoptée par le groupe Lagardère, celui d'une commandite dirigée par un unique gérant commanditaire.

On s'attendait alors à ce que le PDG s'entoure d'un triumvirat composé de son fils, Arnaud, de Philippe Camus, le spécialiste financier de la maison, et de Noël

Forgeard, le responsable des activités de défense, qui a notamment piloté la candidature du groupe Lagardère à la privatisation de Thomson-CSF. Ce dernier ayant, depuis, quitté l'entreprise pour diriger Airbus, ce sont seulement deux nouveaux gérants dont le conseil de surveillance du groupe Lagardère devait approuver la nomination le 17 mars. Le même jour devaient être présentés les résultats 1997, caractérisés par un bénéfice proche de 1,4 milliard de francs, en hausse de 36 % par rapport à celui de 1996.

Formellement, le conseil de mardi devait approuver trois décisions : la prolongation, pour une durée de six ans, du mandat de Jean-Luc Lagardère à compter du 30 décembre 1998 ; la nomination

de la société Arco, détenue par Arnaud et Jean-Luc Lagardère, comme gérant du groupe Lagardère ; et la représentation d'Arco par ses mandataires sociaux, Arnaud Lagardère et Philippe Camus.

« Jean-Luc Lagardère est en bonne santé et il s'intéresse à ses affaires », tient-on à préciser au siège du groupe. Le moment n'est pas encore venu pour M. Lagardère de prendre du recul : il a fêté ses soixante-dix ans le mois dernier, et l'âge limite pour exercer les fonctions de gérant est de quatre-vingts ans. Toutefois, c'est bien l'apprentissage de son fils qu'il s'agit de poursuivre, sous la houlette de M. Camus, qui monte ainsi en grade dans la hiérarchie du groupe.

A.-M. R.

Tout savoir sur ceux qui préparent le passage à l'Euro

**Le Guide de l'Euro**

Organigrammes, biographies et photos

Éditions Jean-François Doumic

Tél. 01 42 48 58 10

**UNE GAMME TRÈS COMPLÈTE D'IMPRIMES PARFAITEMENT ADAPTÉES**

Tous les registres et imprimés classiques pour la gestion des sociétés

Tracés comptables sur stock et fabrication

Boîtes de révision et fascicules pour commissaires aux comptes

Imprimés adaptés à l'évolution de l'informatique

Imprimés personnalisés sans frais

**Imprimerie PAPETERIE FINANCIÈRE**

41, rue Vivienne - 75002 Paris - Tél. : 01 42 36 94 76 - Fax : 01 42 36 94 06



## Microsoft lancera son logiciel Windows 98 à la mi-mai

Le calendrier prévu a été respecté

LES ENQUÊTES judiciaires dont il fait l'objet, aux États-Unis et en Europe, n'empêcheront pas le groupe américain Microsoft de commercialiser, selon le calendrier qu'il avait prévu, la nouvelle version de son système d'exploitation, baptisée Windows 98. Celle-ci sera disponible le 15 mai, pour les fabricants d'ordinateurs personnels (PC), afin qu'ils puissent l'installer sur leurs équipements d'ici au 25 juin, date à laquelle le logiciel Windows 98 sera officiellement commercialisé auprès du grand public, selon l'agence de presse Bloomberg. Cette dernière indique que ce calendrier a été présenté, lundi 16 mars à San Francisco (Californie), par la direction du premier fabricant mondial de logiciels lors d'une conférence réunissant ses partenaires industriels (fabricants d'ordinateurs, développeurs de logiciels, distributeurs).

Windows 98, qui sera vendu 45 dollars (environ 270 francs) aux fabricants de PC et 100 dollars (environ 600 francs) au grand public, devrait être proposé en deux ver-

sions : l'une fera apparaître à l'écran une icône permettant l'accès au réseau et aux services Internet, l'autre non. Microsoft tient ainsi compte du premier verdict rendu par la justice américaine, fin 1997, dans le cadre de ses investigations sur ses pratiques commerciales. Le juge chargé du dossier avait exigé de la firme de Seattle qu'elle ne lie pas la vente de son logiciel d'accès à Internet, Explorer, à celle de son système d'exploitation.

Le lancement de Windows 98 devrait donner lieu à une grande manifestation le 4 avril : Microsoft prévoit notamment une démonstration en direct de son nouveau produit, qui sera diffusée, via satellite, dans 38 cinémas aux États-Unis et au Canada. Selon la firme, plus de 34 000 clients sont déjà enregistrés pour cet événement. Selon les analystes, les ventes de Windows 98 sur la première année de commercialisation pourraient atteindre 400 à 500 millions de dollars.

Philippe Le Coeur

## Bernard Esambert, membre de la Commission des opérations de Bourse « A terme, les fonds étrangers constituent un danger, si le capitalisme français ne prend pas le relais »

Bernard Esambert a remis récemment un rapport dans lequel il prône un changement législatif pour permettre aux entreprises de racheter

leurs actions. Cette mesure serait, selon lui, un des moyens pour faire face à la pénurie de capitaux en France. L'afflux des fonds étrangers a

permis de compenser ce manque. La création de fonds de pension français s'impose pour mettre à l'abri des groupes désormais très vulnérables.



BERNARD ESAMBERT

entreprises à un autre mérite, qui n'a poussé à préconiser cette mesure. Il permet de remettre sur le marché des capitaux que les groupes immobilisent inutilement. Le marché saura mieux les utiliser et les répartir qu'eux. C'est un des moyens de faire face à la pénurie de capital constante en France.

— Aux vues de la hausse continue du marché boursier, ces derniers mois, il semblerait que la France ne manque pas de capitaux.

— Nous sommes actuellement sauvés par l'afflux de capitaux anglo-saxons. Les fonds de pension

étrangers sont devenus une source essentielle de financement pour nos groupes. Ils détiennent près du tiers du capital français et jusqu'à 50 % de certains groupes cotés au CAC 40. Sans eux, nous aurions été dans l'impossibilité, ces dernières années, de soutenir notre maigre croissance.

— Mais le problème français reste entier. L'épargne française est importante, mais, par le biais des organismes de placement collectif, elle est toujours investie sous forme très liquide. C'est la différence essentielle entre la France et les autres pays anglo-saxons. Nous n'avons pas encore fait la constatation que les actions offrent un taux de rendement beaucoup plus élevé que toute autre forme de placement. Sur deux siècles, un franc investi en action a rapporté 8 % par an, en obligation 4 % et à court terme 2 %. Les Américains le savent bien : 60 % de leur épargne est placée en actions. En France, les actions font toujours peur. Il y a un problème de pédagogie, auquel s'ajoute le problème de la gestion de la retraite par répartition, qui ne favorise pas la constitution d'une épargne longue. Ce qui nous conduit à être le pays à avoir le moins de fonds propres.

— Ce manque de capitaux français a-t-il des conséquences visibles ?

— Nous passons notre temps à répartir la pénurie. Les noyaux durs, lors de la première privatisation, sont nés de cette contrainte. Faute de pouvoir trouver suffisamment de capital sur le marché, on a organisé une sortie en concertation avec des groupes qui avaient des moyens financiers. Cette consolidation a permis une certaine durabilité de groupes et conduit à un certain laxisme de gestion. Même s'il existe des améliorations, les règles du rapport Vénét sur le gouvernement d'entreprise ne sont pas toujours suivies. Tous ont été d'accord pour mettre en place des comités d'audit ou de rémunération, qui n'empêchent pas réellement sur le pouvoir. En revanche, la résistance subsiste sur les noyaux durs. En dépit de quelques déclarations de principe, ils se défient bien moins vite que prévu, bien qu'ils soient peu rémunérateurs.

— Seule consolation, la pénurie n'a pas empêché les groupes français d'investir à l'étranger. Nous contrôlons 75 % du potentiel économique en France et 25 % de ce potentiel à l'étranger. Il existe donc une certaine symétrie. C'est essentiel pour le maintien d'une souveraineté économique.

— Au-delà des grands groupes, la situation pèse-t-elle sur notre développement ?

— La contrainte est partout. La pénurie constante de capital en France nourrit le malthusianisme économique. Selon une étude interne de la COB, 1 600 entreprises souhaiteraient s'introduire en Bourse, mais ne le font pas. Faute de capital suffisant sur le marché, elles craignent d'être mal valorisées.

— Le cas du capital-risque et du capital-développement est encore plus dramatique. La pénurie y est flagrante, ce qui nous prive de toute force de frappe. Il est faux de dire qu'il n'y a pas de dossiers à financer. Il existe des projets d'une certaine dimension, autour de 10 millions de francs, mais ils ne trouvent pas preneur. Tout notre

système conduit à un saupoudrage et non à soutenir des affaires d'une certaine ambition. S'il y avait ce capital prêt à s'engager, je suis sûr que cela créerait des vocations. De plus, la part affectée en France aux entreprises débutantes est plus faible qu'ailleurs. Aux États-Unis, 25 % des fonds récoltés pour le capital-risque vont vers les entreprises en voie de création. Les PME y sont surcapitalisées. Quelquefois, les investisseurs s'engagent alors même qu'il n'y a aucune production, aucun résultat, comme le prouve la cotation au Nasdaq de certaines entreprises faisant de la recherche sans avoir encore de débouchés. En France, on attend plus de trois ans, c'est-à-dire la fin des années périlleuses, avant de s'engager. Cela brime toute création.

— Le poids des fonds étrangers dans l'économie française constitue-t-il un danger ?

— A court terme, l'effet est très bénéfique. Ils ont apporté un avantage certain aux groupes français. Ils jouent un rôle accru dans la définition de nouvelles règles du capitalisme. Leur pression morale incite les entreprises à mieux se gérer. Malgré les réticences, les dirigeants de grands groupes commencent à reconnaître le concept de création de valeur. Cette évolution se passe sans provoquer de crise. La France pèse très peu dans leur stratégie, à peine 0,5 % de leurs encours. Cela ne justifie pas, à leurs yeux, une infrastructure très développée. Notre spécificité les intimide aussi un peu : les fonds de pension votent peu dans les assemblées générales, à l'inverse des États-Unis, où ils sont très actifs.

— Mais il existe un vrai danger à long terme. Si aucune épargne longue française ne prend le relais, dans quelques années, par le jeu naturel des placements, les investisseurs étrangers ne détiendront plus 50 %, mais 60-70 % du capital des premiers groupes français. Si certains d'entre eux intéressent à un moment des concurrents étrangers, je ne donne alors pas cher de leur avenir.

— Les OPA inamicales ne semblent pas très faciles en France, comme on l'a vu lors de la prise de contrôle des AGF.

— Le cas des AGF a peut-être donné ce sentiment. Mais c'est un épiphénomène. Il retardera un peu le mouvement, mais ne créera pas de renouveau. L'insuffisance de capital en France apparaîtra, un jour, dans toute son ampleur. Moins de huit groupes ont une capitalisation boursière supérieure à 100 milliards de francs. Cela veut dire que des centaines d'entreprises cotées sont à la merci d'une attaque boursière. Les OPA risquent d'être toujours gagnantes, car les fonds étrangers, qui n'ont pas à se préoccuper de problème d'indépendance économique, apporteront leurs actions sans problème, surtout si l'attaquant est un de leurs concitoyens.

— Il existe deux solutions pour s'en sortir. Donner de l'appât aux Français pour les actions et créer un véritable actionariat populaire. Il faut arriver à créer des fonds de pension, conçus pour être des compléments équitables du système de répartition. Nous avons beaucoup de retard en la matière, raison de plus pour démanter très vite.

Propos recueillis par Martine Orange

## ANTI-CHUTE DERCOS A L'AMINEXIL

LE 1<sup>ER</sup> TRAITEMENT A L'AMINEXIL. EFFICACITÉ A 6 SEMAINES. PROUVÉE EN MILIEU HOSPITALIER.



8 % DE CHEVEUX EN PHASE DE CROISSANCE.

Voici le premier traitement anti-chute à l'Aminexil pour s'opposer à la rigidification des racines. Cette rigidification accélère la chute prématurée des cheveux. A 6 semaines, le traitement Dercos augmente le nombre de cheveux en phase de croissance de 8 % par rapport au placebo. Testé en milieu hospitalier et en application quotidienne sur 130 personnes.



En cure de 2 mois, 2 fois par an.  
3 applications minimum par semaine.  
Sans effet indésirable.  
Consultez votre pharmacien.

**VICHY**  
LABORATOIRES

LA SANTÉ PASSE AUSSI PAR LA PEAU.

OFFRE  
SPÉCIALE

PROGRAMME 4  
24 ampoules + 12 CHEVRES

Offre disponible dans les points de vente participant à l'opération. Dans la limite des stocks disponibles.

## GEC intéressé par l'électronique de défense de Lockheed et Northrop

LE GROUPE D'ÉLECTRONIQUE britannique GEC pourrait se porter acquéreur d'une partie des activités de défense des américains Lockheed Martin et Northrop Grumman, selon le quotidien britannique *The Times* du 17 mars. GEC serait en mesure de mobiliser 1,2 milliard de livres de trésorerie (12 milliards de francs) et 4 milliards de livres de crédit. Un porte-parole de GEC a confirmé que « les activités américaines seraient un complément logique pour la branche GEC-Marconi ». Les deux groupes américains avaient été informés, la semaine dernière, de « l'opposition fondamentale » des autorités de la concurrence américaines à leur fusion qui leur conférerait une position de monopole dans plusieurs domaines (*Le Monde* du 10 mars). La vente de certaines activités pourrait permettre de lever cet obstacle.

L'empire suédois des règles du

SALON  
L'ETUDE

19, 20, 21 et 22

Paris  
Porte d

5



## L'empire suédois Wallenberg adopte des règles du jeu plus internationales

Management. Comment le groupe tente d'améliorer sa valeur boursière

Anders Persson, patron de la société d'électronique ABB, Percy Barnevik dirige depuis un an l'investisseur principal du groupe Wallenberg. Il veut mettre les filiales de ce groupe, dont Electrolux et SKF, au standard anglo-saxon. Parmi ses premières décisions : la nomination d'administrateurs recrutés chez Sony, Caterpillar ou BP.

**STOCKHOLM**  
de notre correspondant  
Les réformes promises sont désormais en cours au sein de l'empire Wallenberg, qui contrôle des entreprises représentant près de la moitié de la valeur de la bourse de Stockholm. Percy Barnevik, le nouvel homme fort de cette dynastie industrielle et financière, avait dessiné les contours de son projet devant la presse le 23 janvier. Rajustement et internationalisation des directions revivifiées de la valeur boursière des sociétés du groupe sont les mots-clés de la « révolution d'aujourd'hui » engagée par celui qui fut nommé l'an dernier à la tête d'investisseur, la principale holding des Wallenberg.

L'ancien patron de la multinationale helvético-suédoise Asea Brown Boveri (ABB) a pour obsession le profit. Aussi fit-il frémir, à son arrivée, de constater les faibles performances de certaines des firmes contrôlées par Investor. D'où la proposition de M. Barnevik d'injecter dans les usages une dose de management à l'anglo-saxonne.

Première traduction concrète de cette nouvelle orientation, le géant de l'électronique Electrolux, l'un des fleurons de l'empire, a procédé le 10 mars à une manœuvre destinée à séduire les investisseurs étrangers. De nombreuses entreprises suédoises possèdent un double système d'actionariat, selon lequel les

titres « A » confèrent des droits de vote beaucoup plus importants que les titres « B ». Ainsi Investor et Incentive, une autre holding des Wallenberg, contrôlent-elles jusqu'à présent 93,6 % des droits de vote à Electrolux, tout en ne détenant que 3,9 % de son capital. Conscient de « la perception de plus en plus négative » de cette situation par les investisseurs étrangers, Electrolux a décidé d'équilibrer le système.

**DU SANG FRAIS**  
Désormais, chaque action B équivaudra à un dixième de droit de vote, contre un millième actuellement. Ce changement devrait « stimuler un intérêt croissant en faveur des actions B » et renforcer la valeur boursière des deux types de titres, puisque leurs « prix de cotation » sont interdépendants, estime Electrolux. Les Wallenberg ne détiendront plus alors que 22,3 % des droits de vote. Tandis qu'un fonds de pension américain, qui possède 7,3 % du capital d'Electrolux, aura la satisfaction de voir ses droits de vote passer de 0,3 % à 5,8 %. Il reste à voir si cette modification sera élargie à Ericsson (télécommunications) et à SKF (leader mondial des roulements à billes).

Autre mesure orchestrée par le très influent Percy Barnevik, l'arrivée de sang frais et non suédois dans les conseils d'administration de la constellation Wallenberg. Annonce le 13 mars, cette bordée

de nominations fait entrer à la direction d'Electrolux le Japonais Nobuyuki Idei, patron de Sony, et la Néerlandaise Rand Vuursteen, de Heineken ; à SKF l'Allemand Helmut Werner, l'ex-patron de Mercedes, et le Suisse Vito H. Baumgartner, de Caterpillar ; à Scania (poids lourds) l'Allemand Rolf Stomberg, ancien chef de British Petroleum pour l'Europe. « Ce ne sont pas seulement des individus étrangers que nous accueillons, mais aussi des représentants de réseaux », s'est félicité M. Barnevik.

Ce mouvement s'inscrit, selon lui, dans une tendance générale à l'internationalisation des directions d'entreprise. « Mais nous n'en sommes qu'au commencement. Dans des petits pays comme les Pays-Bas, les dirigeants se nomment les uns les autres dans différents conseils d'administration. Et, en Allemagne, on veut que les membres de ces conseils soient germanophones », note-t-il. Autre nouveauté, deux femmes de moins de cinquante ans font leur apparition : les Suédoises Ulla Litzen à SKF, et Peggy Bruzelius à Scania, où deux anciens PDG d'Electrolux abandonnent leurs sièges. Mais il est encore trop tôt pour dire si le changement de génération au sein des conseils d'administration sera efficace et de taille réduite, promis par M. Barnevik en janvier, aura vraiment lieu.

Benoît Petitier

## Les agences bancaires ont encore de beaux jours devant elles

Une étude du cabinet de conseil en organisation KPMG souligne que la clientèle française est attachée au contact direct au guichet avec son banquier

**LES FRANÇAIS** n'aiment pas confier leur argent à quelqu'un qu'ils ne « connaissent » pas. Pour gérer leurs problèmes financiers, ils continuent donc à préférer le guichet bancaire à tout autre mode d'accès, Minitel, téléphone ou ordinateur. Forts de ce constat, les consultants du cabinet

**EXPERTISE**  
KPMG-Peat Marwick, conseil en organisation, sont convaincus que les réseaux d'agences ont encore un bel avenir devant eux en France. Ils restèrent le « point d'ancrage principal de la relation client-banque ou assureur en France ». C'est ce qui ressort d'un rapport d'enquête achevé en janvier 1998, que vient de publier le cabinet.

Y aurait-il une exception française en la matière ? Pour KPMG-Peat Marwick, c'est clair : « Dans les pays étrangers, la relation bancaire semble beaucoup moins dépendre des contacts humains, l'attention se portant sur le produit ». De fait, les huit premières banques britanniques ont fermé un quart de leurs guichets en moins de dix ans et ont développé des centres d'appels, employant des centaines d'opérateurs qui reçoivent plusieurs dizaines de milliers d'appels téléphoniques chaque jour. En France, en revanche, la contraction du nombre de guichets bancaires est

restée très limitée (-1,5 % entre 1986 et 1996) et cache une disparité : les banques mutualistes ont continué à renforcer leur réseau (+6,8 % de guichets pour les Banques populaires entre 1993 et 1996), tandis que les banques AFB ont réduit le leur.

Ce poids des agences et de la relation *intuitu personae* est un sérieux avantage pour les banques à réseau, mais n'assure pas pour autant leur avenir. Car si les nouveaux canaux de distribution de produits financiers, notamment le téléphone, se développent moins vite qu'à l'étranger, ils sont tout de même de plus en plus utilisés par de nouveaux entrants sur ce marché.

**CONCURRENCE**  
Peat Marwick cite certains intervenants étrangers, comme les assureurs britanniques Norwich et Commercial Union, l'américain General Electric ou les prêteurs immobiliers Abbey National et Woolwich. Les sociétés financières de la grande distribution comme Cofinoga (groupe Galeries Lafayette), Cetelem (groupe Paribas), qui gère la carte Auréole, ou S2R la filiale de Carrefour, se développent également sur un marché où se bousculent aussi les vidéocassettes, comme Finaref, filiale de La Redoute, Cofidis (groupe Trois Suisses), ou les filiales financières des constructeurs automobiles.

Tous ces concurrents des réseaux bancaires attaquent leur clientèle en mettant d'abord en avant un pro-

duit performant. Puis ils utilisent des fichiers d'information très complets et bien segmentés pour développer leurs relations avec leurs clients.

Pour garder leur avantage, les banques doivent réagir vite, souligne le rapport de Peat Marwick. Elles doivent d'abord élargir les horaires d'ouvertures d'agences, notamment pendant midi et le samedi. Elles doivent mieux former leurs équipes et les concentrer vers la relation clientèle. Elles doivent continuer à développer les nouveaux canaux de distribution, de l'informatique à la TV interactive, pour battre les « spécialisés » sur leur propre terrain, et mieux utiliser leurs fichiers clients pour améliorer leur service et le conseil. Mais, surtout, elles doivent redéfinir le rôle de leurs guichets. Doivent-ils être des « machines à vendre » ou « vendre de manière sélective en intégrant des préoccupations de maîtrise de risques et de gestion patrimoniale pour le client », s'interroge Peat Marwick. Le consultant penche évidemment pour la deuxième solution.

Mais pour transformer leurs guichets, en transférant davantage de responsabilités aux commerciaux des agences, les banques doivent investir massivement en formation et en bases de données. Des contraintes qui vont s'ajouter aux coûts d'adaptation à l'euro et au passage à l'an 2000 et seront lourdes à gérer.

Sophie Fay

## Bernard Grassi, « le pape de l'inspection du travail »

**NANTES**  
de notre correspondant  
Certains collègues de Bernard Grassi l'appellent malicieusement « le pape de l'inspection du travail ».

**PORTRAIT**  
L'association Villermé, qu'il préside, surveille sans complaisance la politique de l'emploi

Beaucoup ont été formés par et se souviennent de sa passion volatile pour ce métier. Pourtant, la plupart d'entre eux ne restent en « section d'inspection » qu'une dizaine d'années avant de « jeter l'éponge pour rejoindre des postes moins exposés, lassés d'affronter l'agressivité patronale et la solitude face à une hiérarchie administrative occupée à d'autres tâches, et un pouvoir politique résistant rarement aux pressions du monde économique », reconnaît M. Grassi, qui préside l'association Villermé. Deux cent cinquante inspecteurs du travail, soit un sur deux, y adhèrent.

Agé de cinquante-deux ans, Bernard Grassi a choisi de rester inspecteur du travail sur le terrain. En poste au sein de la première section de la direction départementale de Loire-Atlantique, cela fait vingt-quatre ans qu'il endosse chaque jour le costume de « voltigeur de la République », selon le terme d'Aristide Briand. L'association Villermé a été fondée en 1982 pour « réfléchir à l'efficacité des pratiques professionnelles, au bien-fondé des règles du droit et intervenir dans le débat public ». La réduction du temps de travail en fournit l'occasion. D'autant que la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, avait déssiné, lors d'une réunion interne, six inspecteurs du travail ayant contrôlé les horaires de travail de cadres.

De là à penser que la ministre donne aux groupes industriels visés des gages pour obtenir d'eux des négociations sur les 35 heures, il n'y a qu'un pas que l'association Villermé ne veut pas franchir, tout en adressant à Martine Aubry une lettre ouverte sans équivoque : « Si de telles informations s'avéraient exactes (...),

elles justifieraient le dépôt d'une plainte auprès de l'Organisation internationale du travail (...). Il appartient au ministre du travail de faire obstacle aux pressions patronales. Cette attitude serait en outre et surtout incompréhensible, à un moment où les plaintes des cadres auprès de l'inspection du travail se multiplient, où les médecins du travail s'inquiètent et interpellent les inspecteurs sur les risques pour la santé que représente le niveau de surcharge atteint par ces salariés, où la dissimulation du temps de travail de cette catégorie atteint des sommets et constitue un gisement d'emplois significatifs ».

**REMISE EN CAUSE**  
L'exemple récent de Thomson-CSF Radars et Contre-Mesures (Le Monde du 31 janvier), dont le directeur des ressources humaines était venu parler en novembre 1997 devant l'association Villermé, en offre l'illustration.

Bernard Grassi explique représenter ses collègues « dans un besoin d'expression qui ne peut se réaliser autrement. Car les directions départementales et régionales du travail sont accaparées par la mise en œuvre de la politique de l'emploi. Et au ministère, il y a plusieurs directeurs, jouant chacun leur jeu vis-à-vis de l'inspection ». Quant aux ministres, rares sont ceux qui trouvent grâce aux yeux des inspecteurs du travail. Martine Aubry partait avec un capital favorable dû à son passage à la direction des relations du travail. Les choses ont bien changé. D'abord suivie avec intérêt, la politique de l'emploi fondée sur l'insertion, que M. Aubry « a menée à un niveau jamais atteint », est aujourd'hui profondément remise en cause par l'association : « L'effort de l'Etat devrait être réorienté sur les conditions de la créations d'emplois, et en particulier sur la réduction du temps de travail ». Mais pas au prix d'entorses au droit du travail actuel, prévient M. Grassi, qui estime que la transparence des temps travaillés et la mise à plat des coûts de cette réduction sont les conditions indispensables de son succès.

Bernard Grassi reçoit des appels de jeunes confrères moins aguerris : « En région parisienne, où on les envoie souvent commencer leur carrière, ils sont assaillis de demandes de licenciement économique de délégués syndicaux. Ici, je n'en ai quasiment pas. Les employeurs savent qu'ils ne peuvent me raconter n'importe quoi ». Et la ministre de l'emploi sait à qui il a à faire.

Adrien Favreau

## SALON DE L'ETUDIANT PARIS

Bien choisir ses études et son métier

19, 20, 21 et 22 mars 1998

Paris Expo  
Porte de Versailles

10 h - 18 h • Hall 2/1



U.I.S

GRUPE PERCIER

## RESULTATS 1997

Le Conseil d'Administration d'U.I.S. s'est réuni le 12 mars 1998, sous la présidence d'Alain Julliard, pour arrêter les comptes de l'exercice 1997 et examiner les perspectives pour 1998.

### Comptes de l'exercice 1997

DONNEES CONSOLIDEES ARRONDIES (en millions de francs)	1997	1996 Proforma (1)	VARIATION EN %
Produit net bancaire	404	330	22 %
Cash Flow courant	416	301	38 %
Résultat brut d'exploitation	308	238	29 %
Résultat courant	304	200	52 %
Résultat net part du groupe	319	224	42 %
Résultat net social	348	254	37 %
Dividende	277	210	32 %
soit en Fraction	16,50	15,54 (dont avoir fiscal F 0,57)	6%

(1) Hors effet de la restructuration: il est rappelé qu'en 1996 le résultat consolidé d'UIS après restructuration était de - 92,6 MF.

Le produit net bancaire d'UIS enregistre une progression sensible, à laquelle chacune des deux activités de crédit-bail et de location simple ont contribué de façon positive.

La maîtrise des frais généraux et des charges non refacturées, et la très nette diminution du risque client expliquent les progressions encore plus significatives du résultat brut d'exploitation et du résultat courant. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée le versement d'un dividende par action de F 16,50 (n'ouvrant pas droit à avoir fiscal) en 1997 contre F 15,54 en 1996 (ouvrant droit à avoir fiscal de F 0,57 par action). Sur les cinq derniers exercices, la société aura distribué près de 1,1 milliard de francs. Depuis la prise de majorité par le GAN en 1989, le total du bilan d'UIS est passé de 2,7 milliards de francs à 12,2 milliards de francs et les fonds propres de 740 millions de francs à 2 886 millions de francs, tant par le fait d'opérations de croissance externe (fusions avec Sicomibail et Finabail) que par le développement de son portefeuille de crédit-bail et son patrimoine de location simple.

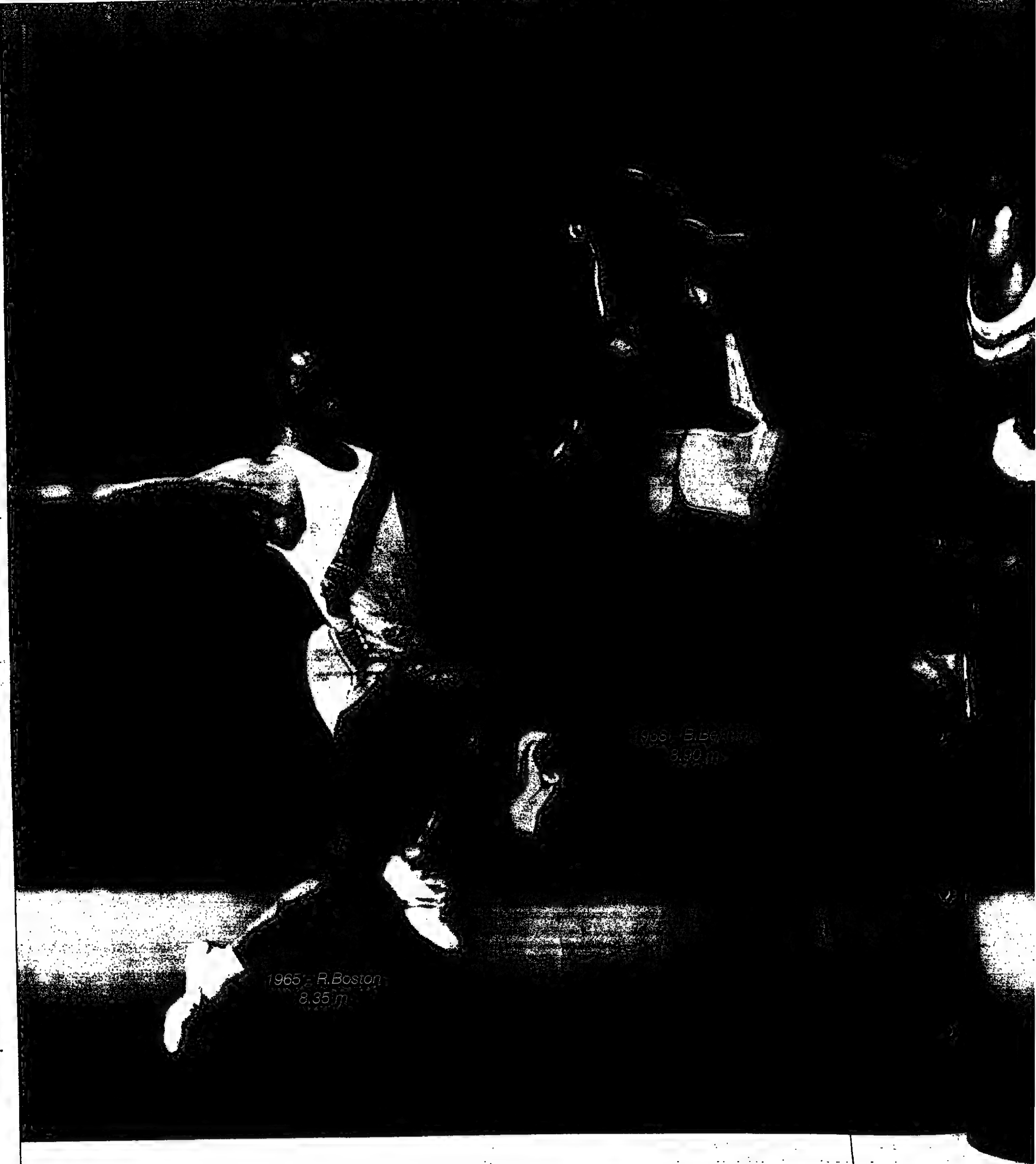
### Perspectives 1998 - Changement de contrôle

Alain Julliard a rappelé la décision du GAN, dans le cadre de la cession de l'UIC et de l'UIS, de poursuivre les négociations sur une base exclusive avec le consortium composé de Goldman Sachs / Whitehall Fund et General Electric Capital. Dans ces conditions, les 86 % du capital d'UIS détenus par le GAN, devraient être cédés à General Electric Capital, pour un prix (coupon attaché) de 224 francs par action, correspondant à une valorisation de la société de l'ordre de 3,76 milliards de francs. Ce prix sera confirmé après des vérifications limitées que l'acquéreur a souhaité pouvoir conduire. General Electric Capital offrira aux autres actionnaires de l'UIS d'acquiescer leurs actions aux mêmes conditions de prix que celles offertes au Groupe GAN. Un prochain Conseil d'UIS sera amené à en délibérer.

Au 31 décembre 1997, le patrimoine locatif d'UIS est constitué de 149 immeubles pour une surface totale de 575 000 m<sup>2</sup>, et une valeur nette comptable de 2,7 milliards de francs. Aucun immeuble n'est porteur de moins value latente. Le portefeuille recèle une plus value latente globale de 1,2 milliard de francs. Le portefeuille de crédit-bail représente un encours financier de 8,4 milliards de francs pour un montant brut de 11 milliards de francs.

Groupe Percier - 5, avenue Percier - 75008 Paris - Site Internet : <http://www.uis.fr>





1965 - R. Boston  
8.35 m

1968 - B. Belling  
8.90 m

سازمان اطلاعات



هذا من الاموال

LE MONDE / MERCREDI 18 MARS 1998 / 21

ALORS ON  
S'ARRÊTE  
LÀ ?

NON, car on peut

tout améliorer. Cet état d'esprit  
est celui des chimistes de spécialités  
qui travaillent chez Rhodia.

Chaque jour, nos 26 000 collaborateurs  
innovent avec nos clients  
pour vous proposer des produits  
toujours plus performants.

Chaque jour, ensemble, dans les  
domaines de la beauté, l'habillement,  
l'alimentation, la santé, l'environnement,  
le transport et l'industrie, nous  
améliorons votre vie au quotidien.

**Rhodia**

Le meilleur reste à venir



## Le groupe britannique Pearson se recentre sur les médias

La nouvelle PDG, l'Américaine Marjorie Scardino, a cédé la filiale de logiciels vidéo Mindscape, pour mobiliser l'entreprise sur ses métiers d'origine, comme en témoigne la nouvelle formule du « Financial Times »

**LONDRES**  
Après avoir modifié sa maquette au début du mois de mars, le *Financial Times* a encore développé sa couverture des marchés et ses pages boursières dans le second cahier du quotidien aux pages saumon. Les caractères ont changé, les pages semblent plus aérées. « Nous espérons que vous apprécierez ces changements. Si vous voulez exprimer votre opinion, écrivez-nous ou envoyez-nous un e-mail à [letters.editor@ft.com](mailto:letters.editor@ft.com) », écrit-il le

3 mars le rédacteur en chef économique, Martin Dickson. Ce nouveau toilettage entre dans la stratégie d'internationalisation du quotidien économique britannique, qui vend désormais près de la moitié de ses exemplaires à l'étranger (son tirage moyen en janvier était de 332 748 exemplaires, dont 179 316 vendus au Royaume-Uni). Son prix de vente est de 80 pence (8 F) depuis le 16 mars, ce qui en fait le quotidien le plus cher d'Europe. En même temps, le groupe Pearson

— dont font partie le *FT* et *The Economist*, mais aussi *Les Echos*, les éditions Penguin ou le musée de Cire Madame Tussaud — poursuit sa réorganisation amorcée avec l'arrivée aux commandes début 1996 de l'Américaine Marjorie Scardino. Celle-ci a pris ces derniers mois plusieurs importantes décisions stratégiques. Elle a d'abord acheté en octobre All American Communications, qui produit la série à succès « Baywatch », pour 373 millions de dollars (2,3 milliards de

francs). Elle s'est ensuite séparée de ses intérêts dans l'édition de publications professionnelles (presse juridique et médicale) — dont tout récemment *FT Law and Tax* — pour 130 millions de livres (soit 1,3 milliard de francs). Elle a cédé 6,3 % dans la Société européenne des satellites, pour près de 1,6 milliard de francs. Elle vient aussi de se débarrasser d'un boulet, considéré par beaucoup comme la plus grosse erreur du groupe, en revendant sa filiale de logiciels informatiques et de pu-

blication de CD-ROM, Mindscape. L'affaire a été rondement menée avec la société américaine The Learning Company pour 150 millions de dollars. L'acquisition en 1994 de Mindscape pour 503 millions de dollars avait été considérée à l'époque comme un gros coup pour Pearson, qui comptait développer ses activités d'éditions dans le domaine informatique. Mindscape produisait des programmes éducatifs mais surtout des jeux comme *MegaRacer* ou *Panzer General II*. La déconvenue avait été rapide, les déficits avaient plongé, affectant les résultats du groupe. En 1996, Mindscape avait perdu 45 millions de livres et, l'année dernière, n'a dégagé qu'un infime bénéfice. C'était assez pour le revendre sans trop de pertes.

Sir Frank, interrogé par *Le Monde*, a reconnu que l'achat de Mindscape avait été « une erreur » et que la méthode adoptée par son successeur avait été « fort avisée. Elle a fait une très belle affaire en vendant. Elle n'a pas pris de décisions précipitées comme certains le lui suggèrent. Elle devrait se livrer à d'autres cessions quand elle le jugera opportun, en fonction de critères de rentabilité ».

Sir Frank, qui reste membre du conseil d'administration de *The Economist* et se défend d'avoir été à l'origine de l'affaire Mindscape, pense que le groupe Pearson devrait graduellement se recentrer dans les médias. Car si, selon lui, les journaux généralistes continuent leur déclin, ce n'est pas le cas de la presse économique. En particulier de son fleuron français, le quotidien *Les Echos*.

La réorganisation du groupe Pearson a commencé à porter ses fruits. Lundi 16 mars, à la City de Londres, M<sup>me</sup> Scardino a annoncé une hausse de 15 % du résultat d'exploitation du groupe qu'elle dirige, passé de 281,3 millions de francs en 1996 à 323,2 millions de francs (soit environ 3,2 milliards de francs) l'an dernier, tandis que le chiffre d'affaires a progressé de 4,9 % pour s'établir à 2,2 milliards de francs. Le groupe a indiqué que 1998 avait « bien commencé ».

Patrice de Beer

### « Les Echos » sont prêts à acquérir des journaux économiques

UN AN après avoir publié ses premiers résultats déficitaires, le groupe *Les Echos* a nettement redressé la barre, après l'échec d'Argent magazine. Le directeur général Olivier Fleurot, qui a succédé à Gilles Brochenin fin 1996, a présenté lundi 16 mars les résultats de 1997 : un chiffre d'affaires de 748,3 millions de francs (contre 679 millions en 1996) et surtout un résultat net d'exploitation de 90,8 millions, contre un déficit de 3,5 millions en 1996. La branche économique et financière (*Les Echos*, *Enjeux*) représente un chiffre d'affaires de 577,7 millions de francs.

Ces résultats s'inscrivent, selon M. Fleurot, dans « un regain de la presse quotidienne nationale ». Il souligne la bonne tenue des *Echos*, qui affiche une diffusion totale payée de 110 512 exemplaires (+ 4 %). Les ventes en kiosques (23 500 exemplaires) ont progressé de 16 %. « C'est la première fois qu'une édition a un vrai impact sur *Les Echos* », souligne-t-il.

La hausse de la publicité commerciale est, en volume, de 49 %. Elle est due à l'augmentation des publicités couleurs, depuis la mise en place d'une nouvelle rotative, et au succès de l'opé-

ration de couplage « Plein Cadre », avec *L'Equipe* et *Le Monde*. Selon Olivier Fleurot, « Plein Cadre » représente « 40 % de l'accroissement publicitaire », en 1997. La publicité financière a augmenté de 6,1 %.

La rentabilité a été améliorée par une diminution des coûts. A titre d'exemple, Olivier Fleurot a expliqué que « l'achat du papier était décidé au niveau mondial par le groupe Pearson qui ne compte plus que deux fournisseurs ». Le groupe compte poursuivre son développement dans les lettres professionnelles et dans le multimédia. 20 000 personnes consultent chaque jour le site, dont la partie payante, lancée en octobre 1997, compte 1 000 consultations.

#### INCERTITUDES SUR LE MÉDICAL

La réorganisation de Pearson a des conséquences sur le groupe français et notamment sur sa branche médicale, dont la maison-mère s'est désengagée. L'information médicale (*Paradigme* du médecin, *Concours médical*, *Revue du praticien*) représente un chiffre d'affaires de 170,5 millions de francs, en léger retrait par rapport à 1996. Son résultat est bénéficiaire. « Il

n'y a pas de discussions aujourd'hui avec qui que ce soit, sur la branche médicale », explique Olivier Fleurot. Il précise qu'il n'a « pas de pression » de Pearson pour la vendre, mais que, « si un groupe important se présente, pour lequel la presse médicale est plus stratégique que pour Pearson, on négociera avec eux. La presse médicale n'est pas aujourd'hui un axe prioritaire de Pearson ».

S'il veut développer encore le quotidien et réfléchir à un supplément pour le week-end, avec le journal du vendredi, Olivier Fleurot ne cache pas d'autres ambitions : « Nous sommes prêts à faire des acquisitions cette année dans le domaine de l'information économique. On nous a proposé de devenir actionnaire du Point et de L'Express, nous avons refusé. Si demain, L'Expansion était à vendre, nous regarderions le dossier de près. De même avec des titres de *Dejeu* International (La Tribune, Investir). On est l'un des rares groupes en France à pouvoir développer un deuxième quotidien, plus financier et plus international ».

Alain Sallès

### Bruxelles s'oppose aux plates-formes numériques uniques en Italie et en Allemagne

Ces projets empêcheraient une concurrence réelle sur le marché naissant de la télévision à péage.

APRÈS l'Allemagne, la France et l'Espagne, c'est au tour de l'Italie d'être dans le collimateur de Bruxelles. Karel Van Miert, commissaire européen à la concurrence, vient à nouveau de faire connaître son opposition ferme à la création d'une plate-forme unique de programmes numériques dans la péninsule.

Dans une lettre signée par Alexander Schaub, directeur général à la concurrence, et adressée au ministère italien des télécommunications, M. Van Miert indique que le projet de plate-forme commune réunissant la RAI, Telecom Italia, Mediaset, Cecchi Gori et Telepiù « ne peut qu'aboutir à empêcher une concurrence réelle sur le marché naissant de la télévision à péage en Italie ».

En novembre 1997, Canal Plus, propriétaire à 90 % de Telepiù, et

les principaux opérateurs italiens du téléphone et de la télévision avaient annoncé la mise au point d'un « memorandum of understanding ». Selon cet accord de principe, la plate-forme numérique commune serait détenue par Telecom Italia (40 %), Canal Plus (30 %), RAI (10 %), Cecchi Gori (10 %) et Mediaset (10 %) (*Le Monde* du 4 novembre 1997). A la différence de l'Allemagne, où la CLT-UFA et le groupe Kirch avaient entamé la commercialisation de leur projet numérique commun avant d'en informer Bruxelles, les signataires italiens, plus prudents, attendaient l'aval de la Commission européenne avant de s'engager.

Plus qu'un coup d'arrêt, la lettre de Bruxelles est un avertissement préalable », signalent Vincenzo Maria Vita, sous-secrétaire d'État

aux communications et Michel Thoulouze, directeur général de Canal Plus chargé de l'international. Un coup de semonce « pas très grave », ajoute même le patron de l'International de la chaîne cryptée. Selon lui, « les négociations sont actuellement retardées » entre les différents partenaires italiens à la demande de la RAI et de Telecom Italia après que ces deux sociétés ont changé de management. Dans les faits, la mise au point de la Commission européenne viserait principalement Telecom Italia.

Contrairement au souhait de Bruxelles, « il n'y a toujours pas de second opérateur de téléphone fixe ni de troisième opérateur de téléphone mobile » en Italie, fait-on savoir à Milan. Un blocage imputé à Telecom Italia, « l'ennemi de Karel Van Miert ».

L'annonce d'un éventuel blo-

cage de Bruxelles pourrait avoir tué dans l'œuf la plate-forme numérique unique italienne. Toutefois, Michel Thoulouze veut rester optimiste. Selon lui, la solution pourrait passer par des « accords bilatéraux », « une des clés étant la séparation entre câble et le satellite ». Ainsi, « la RAI pourrait signer des accords avec des opérateurs de câbles et des opérateurs de satellites ». De son côté, le ministère de la communication préférerait des accords séparés : le premier traiterait au contrôle d'accès et à la gestion des capacités satellitaires, le second porterait sur les programmes.

#### ALTERNATIVE

Selon un observateur, l'échec de la plate-forme unique serait lié au refus de Telecom Italia de laisser à Canal Plus la gestion des abonnements et la maîtrise des droits de retransmission. Poussés par l'opposition de la Commission européenne, la RAI et Cecchi Gori, propriétaires de Telemontecarlo, sembleraient décidés à constituer une plate-forme numérique alternative.

Déjà, Cecchi Gori a annoncé le lancement d'une dizaine de chaînes thématiques. Pour sa part, la RAI aurait décidé de constituer Newco, société dédiée à la télévision numérique, qui pourrait faire place à d'autres actionnaires comme Cecchi Gori et Telecom Italia. Selon le quotidien *Il Sole 24 Ore*, l'américain DirecTV ou le bouquet TBSvision par satellite (TPS) pourraient aussi y participer.

Hostile au monopole en Italie, la Commission européenne l'est aussi en Allemagne. Après avoir bloqué le projet de fusion de la chaîne Premiere avec DFL, bouquet de programmes numériques du groupe Kirch, Karel Van Miert a déclaré au Spiegel du 16 mars : « On ne peut actuellement exclure l'hypothèse d'une interdiction » de cette fusion. Selon lui, un éventuel feu vert « ne peut être envisagé sans d'importantes conditions et obligations », c'est-à-dire que Bruxelles pourrait exiger de « supprimer certains droits d'exclusivité ». Pour les droits sportifs, M. Van Miert plaide pour « la vente de sous-licences, sous certaines conditions ».

Guy Duthell

### Les reporters d'images de France 2 menacent de se mettre en grève

LES JOURNALISTES reporters d'images (JRI) de France 2 vont-ils provoquer une crise dans la rédaction de cette chaîne ? L'arrivée d'Albert Roy à la tête de l'information avait fait naître un vrai espoir. Or nous constatons qu'il a presque toujours fait de mauvais choix. La manière dont nous travaillons est de moins en moins satisfaisante, que ce soit sur le plan matériel ou déontologique », explique l'un d'eux.

L'exaspération de cette catégorie de journalistes chargés des prises de vue a abouti, vendredi 13 mars, à une « Lettre ouverte adressée à Albert Roy », directeur général adjoint de la chaîne, chargé de la rédaction, et au dépôt d'un préavis de grève par quatre syndicats de journalistes (SNJ, CFDT, CGT, FO). Ce préavis, qui appelle les journalistes à cesser le travail à partir du jeudi 19 mars, a pour but d'obtenir l'ouverture de négociations sur le projet rédactionnel lancé par Albert Roy à l'automne 1997.

Ce dernier a reçu les représentants des syndicats et devait recevoir les JRI mardi 17. Une assemblée générale de la rédaction de France 2 pourrait avoir lieu mercredi 18 mars. Par ailleurs, les rédacteurs du service Vie contemporaine ont, eux aussi, rédigé une lettre pour protester contre la manière dont certains sujets sont traités, notamment celui sur l'euthanasie. Pour la direction de la chaîne, la tâche sera difficile.

Même si le texte du préavis mentionne les salaires et le plan de carrière, l'essentiel des revendications porte sur des thèmes qualitatifs, notamment les conditions d'exercice de la profession et les questions déontologiques. Les soixante-quinze JRI, qui ont le sentiment d'être mal

considérés par leurs confrères, constituent un groupe assez homogène.

Des incidents récents les ont placés en première ligne de la contestation. Ce fut notamment le cas lors de la diffusion des images sur le guide de montagne des Orres (Hautes-Alpes) menotté et tenu en laisse par les gendarmes : c'est contre la volonté du JRI chargé de filmer cet événement que ces images ont été diffusées.

#### FORME DE « SOUS-TF 1 »

« Entre la mort de Diana, la mise en examen pour pédophilie du maire de Chablis ou le guide des Orres, le traitement que nous faisons des faits divers est de moins en moins rigoureux. On va toujours au plus populaire », regrette un autre journaliste reporter d'images. Dans leur « Lettre ouverte à Albert Roy » du 13 mars, les JRI expliquent : « Tous les jours, sur le terrain, nous constatons la dégradation de l'image de France 2 auprès du public. Le journal s'émise dans une forme de « sous-TF 1 » et de France-Sou » mélangés. Choix des sujets, hiérarchie des informations, traitement et présentation, à chaque étape, on privilégie la facilité racoleuse et la médiocrité ».

Comme d'autres journalistes de la rédaction de France 2, les JRI sont critiques l'égard de Daniel Bilalain et d'Hervé Ronchelet, respectivement présentateur et rédacteur en chef du « 20 heures ». Ils les jugent incapables de mener à bien la réforme élaborée par Albert Roy et ils reprochent au présentateur de jouer un rôle trop important dans le choix des sujets du journal télévisé.

Françoise Chivot

#### DÉPÊCHES

■ **PUBLICITÉ** : Wells BDDP filiale américaine du groupe franco-britannique BDDP-GGT, n'existera plus le 13 mai. Les 133 personnes de l'agence devraient rejoindre les autres filiales d'Omnicom (BDDP, DDB Needham et TBWA/Chiat Day), nouveau propriétaire du réseau. La perte du budget Procter & Gamble avait précipité la chute de Wells BDDP et provoqué l'OPA amicale d'Omnicom sur BDDP-GGT (*Le Monde* du 29 janvier).

■ **Havas Advertising**, premier groupe européen, a acquis 75 % de l'agence Audour South & Associés créée en 1985 par Jean-Pierre Audour et Evelynne South. Cette agence fusionnera avec Hénissière Droit, qui emploie désormais 68 personnes pour une marge brute prévisionnelle de 70 millions de francs.

■ Le réseau de conseil média Carat, filiale du britannique Aegis, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé d'environ 48 millions de francs en 1997. Sa part de marché est désormais de 12 % en Europe.

#### REPRODUCTION INTERDITE

<p><b>OFFRES</b></p> <p><b>IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES À L'INDUSTRIE À PARIS RECHERCHE</b></p> <p><b>UNE SECRÉTAIRE</b></p> <p>pour assister la direction générale. Connaissances informatiques assurées. Env. candid. manusc. + CV à</p> <p><b>CONCER SARL</b></p> <p>124, allée des Châtaignes 93650 Villeneuve-d'Ascq</p> <p>A Genève (Suisse), discothèque cherche</p> <p><b>5 ANIMATEURS-BARMEN</b></p> <p>(si possible anciens GO Club Med) pour service et spectacles</p> <p>Ecrire à : Discothèque l'Insolite C/P 1668 1211 Genève 26 ou Fax : 00-41-22-796-88-32</p>	<p><b>IMPORTANT REGR. D'ASSO. DE L'ACTION SOCIALE</b></p> <p>recherche</p> <p><b>UN CONSEILLER TECHNIQUE</b></p> <p>GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</p> <p>De formation juridique sup. (droit social) et connait. le secteur des asso. et des disp. d'insertion-qualification, il aura en charge l'étude, le suivi et l'analyse de la législation concernant la gestion des ressources humaines et du dialogue social dans le secteur sanitaire et social non lucratif. Il élaborera des outils pour les asso. adhérentes (conception et rédaction d'études, de supports d'information, conseils...).</p> <p>Contrat à durée déterminée à temps partiel</p> <p>Env. lettre + CV + prêt. au Monde Publicité sous n° 9828</p> <p>21 bis, rue Claude-Bernard 75006 Paris</p>	<p><b>INSEAD</b></p> <p>recherche pour sa librairie FootNotes :</p> <p><b>RESPONSABLE RAYON LIVRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Expérience commande</li> <li>- Editeurs internationaux</li> <li>- Compétences informatiques</li> <li>- Organisation et communication avec clientèle internationale</li> </ul> <p>Envoyer CV à INSEAD - DRH Boulevard de Constance 77300 FONTAINEBLEAU</p> <p><b>DEMANDES</b></p> <p><b>RESPONS. MARKETING</b></p> <p>H. 33 ans, 9 ans d'exp. marketing et VPC dans groupes audiovis. intern. Etablissement des plans marketing, lancement en GMS, assistance à la force de vente, suivi de la stratégie, des objectifs et des budgets</p> <p>Anglais courant, formation DEUG + ESC</p> <p>Cherchez poste Paris, R.P. Tél. : 01-47-63-18-15</p>
--	---	--

01-47-63-18-15



الأسواق المالية

TABLEAU DE BORD

LE MONDE / MERCREDI 18 MARS 1998 / 23

INDUSTRIE

● **BTR** : le conglomérat britannique a annoncé, lundi 16 mars, la vente de Formica, sa société de matériaux agglomérés et de sa filiale australienne de matériaux de construction pour 650 millions de livres (6,5 milliards de francs).

● **COMPAQ** : le premier fabricant mondial d'ordinateurs personnels (PC) a annoncé lundi 16 mars qu'il fera, aux États-Unis, cadeau à ses clients professionnels de moniteurs d'écran de 37,5 centimètres de diagonale, normalement vendus 300 dollars (1 800 francs).

● **PANASONIC** : les salariés de l'usine de Longwy (Meurthe-et-Moselle), qui doit cesser son activité le 31 mars, ont repris lundi 16 mars l'occupation de l'entreprise pour obtenir un plan social « valable », a-t-on appris de source syndicale.

● **CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE** : Royal Caribbean Cruise Ltd a commandé deux paquebots, les plus grands jamais construits en France, et a pris deux options.

FINANCE

● **CAISSE DES DÉPÔTS** : CDC-Gestion et CDC Trésor, deux filiales de la Caisse spécialisée dans la gestion d'actifs financiers, vont être rapprochées pour former CDC Asset Management Europe, dirigée par Daniel Roy (ex-Paribas).

RÉSULTATS

● **MICHELIN** : le groupe a annoncé avoir réalisé un chiffre d'affaires de 79,7 milliards de francs en 1997 (+11,9 %) et un résultat net de 3,88 milliards (+34 %). (Lire page 17.)

● **LMVH** : le groupe de Bernard Arnault a réalisé un chiffre d'affaires de 48 milliards de francs (+54 %) et un résultat net de 4,52 milliards de francs (+23 %). (Lire page 17.)

● **DIAGEO** : le groupe né de la fusion de Guinness et GrandMet a réalisé un chiffre d'affaires de 12,39 milliards de francs, en baisse de 7,8 % et un résultat net de 1,95 milliards (19 milliards de francs), en hausse de 1,6 % en 1997.

● **CIBA SPÉCIALITÉS CHIMIQUES** : le groupe suisse, a annoncé lundi 16 mars un bénéfice avant coûts de restructuration de 571 millions de francs suisses (2,35 milliards de francs) pour 1997, en hausse de 84 %. Le résultat d'exploitation (avant charges de restructuration) a augmenté de 71 % à 854 millions de francs suisses.

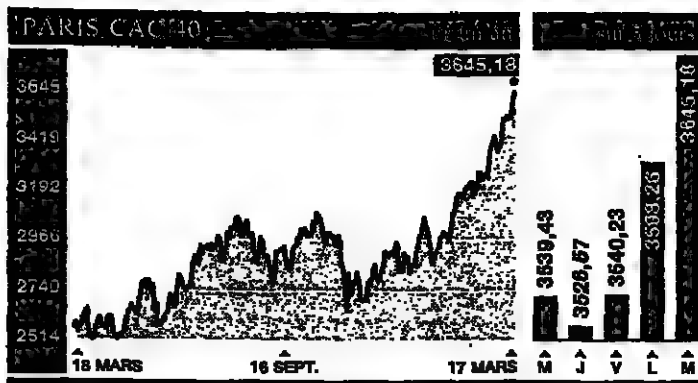
● **CRÉDIT SUISSE** : le groupe bancaire affiche un bénéfice net de 397 millions de francs suisses (1,6 milliard de francs français) contre une perte de plus de 2 milliards en 1996. Le résultat d'exploitation a progressé de 58 % malgré une charge de 1,4 milliard de francs suisses destinée à couvrir les coûts de l'intégration de l'assureur Winterthur et des entités reprises à Barclays.

● **SAMSUNG ELECTRONICS** : le groupe sud-coréen a indiqué, mardi 17 mars, que son bénéfice net a chuté de 25 % à 84 millions de dollars (512 millions de francs), alors que son chiffre d'affaires a progressé de 16,5 %.

● **NOVARTIS** : le groupe pharmaceutique suisse, numéro un mondial du secteur, a annoncé mardi une hausse de 43 % de son bénéfice net à 5,211 milliards de francs suisses (21,5 milliards de francs) pour son exercice 1997. Le chiffre d'affaires global s'est élevé à 31,180 milliards de francs suisses, en hausse de 19 %.

● **JAPAN AIRLINES** : la compagnie aérienne japonaise a annoncé, mardi 17 mars, qu'elle va déprécier dans ses comptes la valeur de ses activités hôtelières et passer une provision de 97 milliards de francs (4,6 milliards de francs). JAL prévoit en conséquence d'enregistrer une perte nette consolidée de 70 milliards de francs au titre de l'exercice s'achevant fin mars.

★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %
CREDIT LYONNAIS	345	+0,41	+78,27
DASSAULT SYST.	235	+0,41	+37,87
SOMMER-ALLIANCE	320	+0,38	+25,80
UNION ASSUR.	300	+0,28	+17,72
BONGRAIN	310	+0,18	+22,04
SOCIÉTÉ GÉN.	145	+0,11	+30,75
BIC	190	+0,08	+8,38
SAF	130	+0,08	+4,81
LAPEYRE	140	+0,08	+36,44
ALCANTARA	120	+0,08	+21,88

LES PLACES BORSIÈRES

PARIS

LA BOURSE de Paris évoluait sur de nouveaux sommets mardi 17 mars après avoir inscrit la veille au soir son vingtième record de l'année. En hausse de 0,45 %, à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait vers 12 h 20 un gain de 1,30 % à 3 644,36 points. Dès le début des transactions, l'indice CAC 40 a franchi allégrement les 3 600 points, un niveau qu'il avait dépassé la veille en cours de séance. Le marché était très actif avec un chiffre d'affaires de 5,23 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel.

ATHÈNES

LA BOURSE d'Athènes a accueilli par une hausse record de 7,31 % lundi la décision du gouvernement socialiste d'intégrer la drachme dans le Système monétaire européen et sa dévaluation de près de 14 %.

NEW YORK

POUR la première fois de son histoire, Wall Street a terminé au-dessus du seuil des 8 700 points, lundi 16 mars, grâce à des achats de fin de trimestre effectués par les gestionnaires de portefeuilles ainsi qu'à une détente sur le marché obligataire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a gagné 116,33 points (1,35 %) à 8 718,84.

FRANCFORT

LES VALEURS allemandes ont marqué une pause, lundi 16 mars, après les records inscrits la semaine dernière. L'indice DAX des trente valeurs phares a terminé la séance officielle sur un repli de 0,12 % à 4 883,85 points. Sur Xetra, l'indice a gagné 0,68 % à 4 905,59 points. Selon un courtier, la baisse du dollar a servi de prétexte à quelques prises de bénéfice.

TOKYO

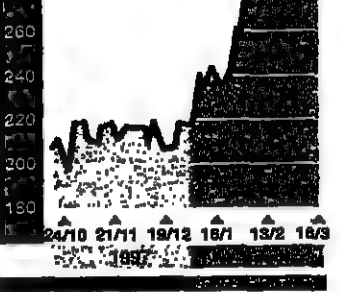
DOUTANT de l'efficacité des mesures du programme de relance gouvernementale, les investisseurs ont préféré rester en retrait, mardi 17 mars à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei a finalement terminé sur un gain de 136,06 points, soit 0,81 %, à 16 997,20 points dans des transactions réduites. Selon les observateurs, seule la nouvelle hausse de Wall Street a donné un coup de pouce au marché.

LONDRES

LES VALEURS britanniques ont terminé en très légère baisse, lundi 16 mars, le bon départ de Wall Street compensant la retenue des opérateurs avant la présentation, mardi devant la Chambre des communes, du budget pour l'année 1998-1999. L'indice Footsie a gagné 0,05 % à 5 785,1 points.

Valeur du jour : France Télécom continue de flamber

MERCREDI 18 MARS. France Télécom présente ses résultats pour 1997. Mais surtout, les investisseurs commencent à apprécier la stratégie d'expansion internationale du groupe. Même si l'association Global One (regroupant France Télécom, Deutsche Telekom et Sprint) est largement déclinée, le concept reste prometteur (offrir à des clients professionnels un service téléphonique mondial unique). De plus, les analystes apprécient particulièrement l'offensive de France Télécom en Europe. En 1997 l'opérateur a entrepris un maillage serré de réseaux téléphoniques pan-européen tant dans la téléphonie mobile que fixe. Si le poids de l'international est encore faible (à peine 5 % des ventes sur un total de 156,7 milliards de francs), et que le secteur représente un véritable relais de croissance pour l'avenir. Enfin, France Télécom renforce régulièrement ses services d'accès Internet (il vient d'ailleurs de prendre le contrôle de la société Oléane).



Cependant, les analystes s'interrogent sur la pertinence du projet de participations croisées entre France Télécom et Deutsche Telekom. Au lieu de bloquer près de 25 milliards de francs dans le capital de Deutsche Telekom, ils estiment qu'il est plus judicieux d'allouer cette somme à des projets de développement communs.

Enguerrand Renault

MONNAIES

● **Dollar** : le billet vent cédaît du terrain face au franc et au deutschemark, mardi 17 mars. Dès le début des échanges interbancaires, la devise américaine s'échangeait à 6,0885 francs et 1,8167 deutschemark contre respectivement 6,1064 francs et 1,8214 deutschemark lundi dans les dernières transactions entre banques. Face au yen, le dollar perdait quelques fractions, à 129,09 yens contre 129,55 yens dans les derniers échanges interbancaires de lundi. « Le sentiment à l'égard du dollar est devenu légèrement négatif quand la devise a montré son incapacité à franchir le seuil de résistance important des 130 yens, alors que le billet vert bénéficie d'un grand nombre de facteurs positifs », a déclaré un cambiste d'une banque européenne. ● **Franc** : le franc s'appréciait très légèrement face au deutschemark, à 3,3520 francs pour un deutschemark contre 3,3524 francs lundi en fin d'après-midi.

Cours de change

	Cours	Var. %	Cours	Var. %
FRANC	1,11	0,05	10,18	0,18
DM	1,82	0,05	0,34	1,28
LIBRE	1704,75	1808,75	2988,48	1211,85
YEN	129,39	140,88	218,04	87,80
FLORIN	2,05	2,24	5,43	1,38
FR.S.	1,48	1,61	2,47	0,72
LIRES	0,80	0,85	0,40	0,28
ECU	0,82	1,09	1,87	0,46
DOLLAR	1,00	1,00	0,88	0,77

Taux d'intérêt (%)

Taux (ans)	Taux	Taux	Taux	Taux
FRANCE	5,54	4,91	5,48	5,48
ALLEMAGNE	5,54	5,48	5,48	5,48
GRÈCE-BRETAGNE	7,28	6,91	5,72	5,72
ITALIE	5,09	5,17	0,72	0,72
JAPON	0,43	1,74	0,43	0,43
ÉTATS-UNIS	7,72	6,08	5,85	5,85
SUISSE	1,19	2,76	0,43	0,43
PAYS-BAS	5,21	5,00	4,88	4,88

Marché des changes

Devise	Cours	Var. %	Cours	Var. %
ALLEMAGNE (100)	47,50	46,16	48,28	48,28
AUTRICHE (100)	10,25	10,08	10,76	10,76
BELGIQUE (100)	4,32	4,34	4,84	4,84
CANADA (100)	67,97	67,97	82	82
DANEMARK (100)	2,35	2,35	2,42	2,42
ESPAGNE (100)	16,00	16,00	16,00	16,00
FINLANDE (100)	10,46	10,46	115	115
GRÈCE-BRETAGNE	10,10	9,76	10,61	10,61
IRLANDE (100)	1,00	1,70	2,20	2,20
ITALIE (100)	6,12	6,12	6,12	6,12
JAPON (100)	4,78	4,89	4,88	4,88
NORVÈGE (100)	80,40	75,50	84,90	84,90
PAYS-BAS (100)	207,43	207,43	207,43	207,43
PORTUGAL (100)	3,27	3,27	3,27	3,27
SUÈDE (100)	10,50	10,50	10,50	10,50
SUISSE (100)	133,10	133,10	133,10	133,10

Indices boursiers

Europe 12h 30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3640,18	1,30	21,35
PARIS SBF120	1244,29	1,09	21,09
PARIS SBF250	2340,53	0,41	20,26
PARIS SEC. MAR.	218,21	0,29	21,21
PARIS MIDCAC	1187,72	0,19	17,80
LONDRES FT100	5922,1	0,82	18,68
AMSTERDAM AEX	1124,29	0,70	23,08
BRUXELLES BEL	301,69	0,68	20,40
FRANCFORT D30	4841,07	1,18	18,28
MADRID IBEX35	9226,50	1,14	31,71
MILAN MIB30	3232,3	1,08	28,22
SUISSE SMI	7246,20	0,23	18,68
DI STOXI 666	276,00	0,88	0,88
DI STOXI 326	170,35	0,89	0,89
DI STOXI 50	60,85	0,85	0,85
DI STOXI 10000	6,20	0,80	0,80

Monde

Cours	Var. %	Var. %	
NEW YORK DJ	8718,84	1,35	10,25
SP 500	1079,27	1	11,22
NASDAQ	11258,78	0,38	13,67
BUEENOS AIRES AL	827,53	0,38	-1,52
JOHANNESBURG	3355,00	0,57	16,88
MEXICO BOLSA	201,67	-1,15	-8,62
SANTIAGO IPSA	154,11	0,50	-7,18
SÃO PAULO BOVL	11821	0,30	0,30
TORONTO FSE 100	7427,58	0,58	10,57

ASIE 10h15

Cours	Var. %	Var. %	
BANGKOK SET	3814,1	-0,24	48,68
HONGKONG HSI	11255,2	0,68	4,97
SEOUL	5967	-2,82	40,89
SINGAPOUR ST	11821,26	1,08	6,58
SYDNEY ALL O.	2307,10	1,28	5,78
TOKYO NIKKEI	16997,20	0,81	11,58

LONDRES 17h30

Cours	Var. %	Var. %	
FTSE 100	5785,1	0,05	18,68
FTSE 250	4905,59	0,68	18,68
FTSE 1000	133,10	0,80	18,68

TOKYO 15h30

A line chart showing the Nikkei 225 index over time. The y-axis represents the index value, with labels at 620, 142, 145, 146, 148, and 149. The x-axis shows dates: 17 DEC., 30 JAN., and 17 MARS. The index starts at approximately 148.5 on Dec 17, drops to around 142.5 by Dec 20, and then fluctuates between 142 and 145 until Jan 30. After Jan 30, it rises to about 146.5 by Feb 10, then to 148.5 by Feb 20, and finally reaches approximately 149.5 by Mar 17.

Date	Nikkei 225 Index (approx.)
17 DEC.	148.5
20 DEC.	142.5
30 JAN.	145.0
10 FEB.	146.5
20 FEB.	148.5
17 MARS	149.5

Matières premières

dollars ▶	Cours 16/03	Var. % semaine
<b>MÉTALUX (LONDRES)</b>		
CUIVRE 3 MOIS <small>livres sterling par tonne</small>	1227,8	0,03
ALUMINUM 3 MOIS <small>livres sterling par tonne</small>	1474,8	0,44
PLOMB 3 MOIS <small>livres sterling par tonne</small>	559,5	0,27
ETAIN 3 MOIS <small>livres sterling par tonne</small>	5410,1	-0,31
ZINC 3 MOIS <small>livres sterling par tonne</small>	1092,9	-0,18
NICKEL 3 MOIS <small>livres sterling par tonne</small>	626,0	0,06
<b>MÉTALUX (NEW YORK)</b>		
ARGENT A TERME <small>dollars par once</small>	8,06	-0,33
OR A TERME <small>dollars par once</small>	729,00	-10,68

MÉTALUX (NEW YORK)

A GRAINE	659,75	0,88
A TOUR	170,4	0,00
CAO (NEW YORK)	1810	-1,59
É (LONDRES)	1718	0,88
RE BLANC (PARIS)	206,7	0,00

dollars ▶	Cours	Var. %
	1609	vieille

Pétrole

HT SWEET CRUDE		13,81	-2,83
<hr/>			
fr			
<hr/>			
francs ▶		Cours 1403	Var. % 1303
<hr/>			
FIN KILO BARRE.....		58010	+0,17
FIN LINGOT		58950	+0,08
CE DOR LONDRES		591,20	-0,12
CE FRANCE 20 F		57	+0,30
CE SUISSE 20 F		56	+0,69

Or

**AUX**

France : le marché obligataire français était orienté à la baisse, mardi 17 mars. Dès les premiers échanges, le contrat notional du

En francs

Etats-Unis: le rendement moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, s'élevait à 5,852 % contre 5,893 % vendredi soir. Le rendement de référence du marché obligataire américain est reparti à la baisse depuis vendredi avec les déclarations d'une ancienne employée à

TAUX

● **France** : le marché obligataire français était orienté à la baisse, mardi 17 mars. Dès les premiers échanges, le contrat notional du Matif perdait 3 centimes à 104,04. La veille, il avait terminé la séance sur un gain de 15 centimes. ● **États-Unis** : le rendement moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, reculait à 5,852 % contre 5,893 % vendredi soir. Le rendement de référence du marché obligataire américain est reparti à la baisse depuis vendredi avec les déclarations d'une ancienne employée à la Maison Blanche, selon lesquelles le président Bill Clinton lui aurait fait des avances sexuelles en 1993. ● **Grande-Bretagne** : le rendement de l'emprunt d'État à dix ans s'établissait à 5,91 %, lundi 16 mars, contre 5,96 % vendredi soir. L'écart de rendement avec le Bund correspondant était de 105,1 points de base contre 108,1 points vendredi.

ÉCONOMIE

Rebond attendu de l'Asie

LES INDUSTRIELS occidentaux misent sur le rebond économique de l'Asie, les bénéfices à long terme de la crise actuelle étant supérieurs aux risques à court terme, selon une étude rendue publique lundi 16 mars à New York par le cabinet d'étude et de conseil Deloitte and Touche.

● **SINGAPOUR** : le Fonds monétaire international (FMI) a délivré, lundi 16 mars, un satisfecit au gouvernement du pays pour la gestion de son économie dans un contexte difficile.

● **CORÉE DU SUD** : le FMI a rejeté, lundi 16 mars, la requête de Séoul qui souhaitait réduire ses taux d'intérêt.

● **L'endettement total des entreprises sud-coréennes** s'élevait à plus de 900 000 milliards de wons (3 730 milliards de francs) fin 1997 en raison des fortes pertes de change et de la faiblesse des ventes, a affirmé, lundi 16 mars, un organisme gouvernemental.

● **JAPON** : la production industrielle a progressé de 2,9 % en janvier, a annoncé, mardi 17 mars, le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI).

● **Masaru Hayami**, candidat choisi par le premier ministre Ryutaro Hashimoto pour présider la Banque du Japon (BoJ) a souligné, mardi 17 mars, que la première de ses tâches serait de stabiliser le yen et de restaurer la confiance envers le système financier de l'archipel. (Lire page 4.)

● **Les conditions économiques** régnant actuellement au Japon sont « très, très difficiles », a reconnu mardi le directeur général de l'Agence de planification économique (EPA) Koji Omi.

● **Le gouvernement japonais** devrait mettre en œuvre des mesures pour stimuler davantage la demande intérieure, des initiatives qui soient « mesurables » en termes macroéconomiques, a indiqué lundi le porte-parole de la Maison Blanche, Mike McCurry.

● **INDONÉSIE** : le FMI mettra fin au programme d'aide financière si Djakarta n'applique pas les réformes économiques qui y sont rattachées, déclare son directeur général Michel Camdessus dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Time à paraître cette semaine.

● **THAÏLANDE** : le pays a ouvert lundi 16 mars un nouvel organisme bancaire contrôlé par l'Etat et chargé de gérer les bons actifs des 56 établissements financiers du pays fermés pour faillite en décembre.

● **FRANCE** : le déficit budgétaire à la fin janvier s'élevait à 64,4 milliards de francs, soit une augmentation de 4,4 milliards de francs par rapport à celui enregistré à la fin janvier 1997.

● **ROYAUME-UNI** : le gouvernement va instituer un code de conduite budgétaire garantissant la transparence et l'honnêteté des comptes publics, a annoncé lundi 16 mars le chancelier de l'Échiquier Gordon Brown.

● **Le prix du baril de pétrole** Brent (qualité de référence de la mer du Nord) a poursuivi sa baisse, lundi 16 mars, sur le marché de Londres, touchant son niveau le plus bas depuis neuf ans et demi.

● **ALLEMAGNE** : la Fédération des banques privées (BDB) a indiqué lundi 16 mars tabler sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) d'environ 2,5 % en 1998, se montrant ainsi plus prudente que le gouvernement qui mise sur une progression comprise entre 2,5 et 3 %.

NOMINATIONS

● **TOTAL** : Jean-Jacques Guibaud est nommé directeur des ressources humaines et de la communication.

● **UNITED BISCUITS** : Leslie Van de Walle est nommé directeur général de McVitie's Group, la branche biscuiterie internationale de l'entreprise.







**SCIENCES** A la base scientifique Dumont-d'Urville, en terre Adélie, 16 des 27 personnes qui viennent d'entamer leur hivernage jouent les cobayes volontaires pour une étude

médicale portant sur la modification de la réponse immunitaire en milieu extrême et confiné. Certains facteurs - milieu « propre » et relativement stérile en raison du froid, perturba-

tion des rythmes naturels, stress - risquent en effet d'entraîner une baisse des défenses naturelles. ● LES STATIONS DE L'ANTARCTIQUE constituent de bons modèles de ce que

pourraient être les vaisseaux spatiaux et les bases lunaires ou martiennes. La NASA prospecte donc dans le continent blanc à la recherche d'un camp d'entraînement pour les futurs

conquêteurs de la Planète rouge. ● CES ASTRONAUTES devraient, d'ici une vingtaine d'années, décoller en direction de Mars pour une mission qui durerait deux ans et demi.

## Les bases de l'Antarctique servent de modèles aux missions martiennes

Du fait des conditions rudes qui y règnent, les terres du pôle Sud sont idéales pour étudier les réponses immunitaires de l'organisme en milieu isolé. Une expérience de cette nature vient de démarrer en terre Adélie avec une quinzaine de « cobayes » français

**COUPES DU MONDE.** Depuis le début du mois de mars, les 27 habitants de la base scientifique Dumont-d'Urville, en terre Adélie, sont « prisonniers » de l'Antarctique. Même si les télécommunications fonctionnent toujours, plus aucun bateau ne peut désormais accéder jusqu'à l'île des Pétrés, prise dans la banquise à quelques encablures du continent. En cas d'urgence, la voie des airs reste certes possible, mais il y a fort à parier qu'au cours des huit ou neuf mois qui viennent les seuls bipèdes que croiseront les hivernants de la 49<sup>e</sup> expédition polaire française seront des manchots en livrée noir et blanc.

D'ici quelques semaines, la nuit la plus longue devrait tomber sur l'Antarctique, et si les chaleurs estivales filent avec le 0 °C, le mercure du thermomètre va très vite dégringoler aux alentours de -40 °C. Sans oublier le vent, qui se plaque parfois de records et peut faire des pointes à 300 km/h. Par 66 degrés de latitude sud, l'enfer gelé existe. C'est dans des conditions de vie extrêmes et dans un isolement poussé que les 27 localitaires - tous des hommes - vont passer l'essentiel de 1998.

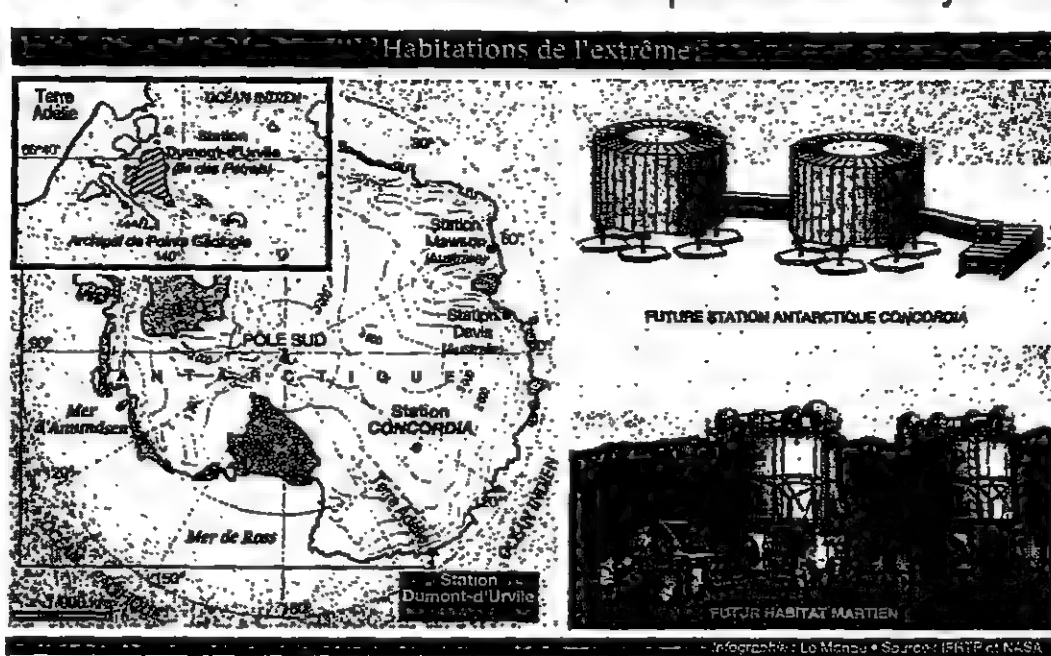
Composée d'une dizaine de scientifiques - biologistes, géophysiciens et météorologistes - et d'une solide équipe logistique - cuisinier, boulanger-pâtisier, médecin, mécanicien diesel, plombier-chauffagiste, menuisier, etc. -, la société en miniature de Dumont-d'Urville va se prêter, en plus de ses tâches

habituelles, à une expérience inédite de biologie humaine.

Seize « cobayes » ont été retenus, sur lesquels le médecin du « bord », Richard Gaud, prélèvera régulièrement quelques millilitres de sang. Comme l'explique Gérard Dine, qui, parallèlement à ses fonctions d'hématologue au Centre hospitalier de Troyes, dirige l'Institut de biotechnologie (IBT) de cette ville et est l'initiateur de cette expérience, en collaboration avec l'Institut français pour la recherche et la technologie polaires (IFRTP), « le but est d'évaluer des variations de la réponse immunitaire en milieu isolé et confiné, dans un environnement où la vie biologique est restreinte », en raison du froid « qui stérilise beaucoup et du fait de l'absence de sol, enfoui sous la glace ». Par ailleurs, « la flore microbienne - virus et bactéries - est également différente de celle dans laquelle notre système immunitaire a évolué au cours des derniers millions d'années ».

### « STRESS CHRONIQUE »

Ainsi que le précise Claude Bachelard, médecin-chef des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), qui assure le suivi médical pour les expéditions polaires, « on veut vérifier les résultats d'une étude australienne qui tendait à montrer que la réponse immunitaire humaine diminuait pendant l'hiver austral. Plusieurs hypothèses pourraient expliquer cette baisse : la faible antigénité du milieu, qui ferait que la réponse serait amoindrie en raison d'une moins grande sollicitation, le niveau



Située à 1 000 km à l'intérieur du continent blanc, la future station scientifique Concordia devrait être constituée de deux cylindres sur pilotis. Un habitat doit pouvoir être inspiré de la NASA pour sa future base martienne.

d'éclairage, la perturbation des rythmes hormonaux et, enfin, une mauvaise adaptation psychosociale qui entraînerait un stress chronique ».

A chaque prise de sang, le docteur Gaud, médecin des armées, qui en est à sa quatrième expédition polaire, doit effectuer deux opérations. La première consiste à séparer les cellules sanguines du sérum afin d'éviter leur dégradation. Ces échantillons, congelés à -80 °C, seront analysés à l'IBT après leur retour en métropole début 1999. La seconde manipulation doit en revanche se faire sur place et dans l'heure qui suit le prélèvement, car il s'agit d'observer le comportement des différents constituants du sang les uns par rapport aux autres. Une étude qui ne supporte pas le vieillissement.

Grâce à un partenariat technologique avec la société biomédicale ABX, un compteur d'hématologie compact, résistant au froid, fiable et facile d'utilisation, a donc été installé dans la base Dumont-d'Urville. Cet engin est capable, à partir de seulement 0,1 millilitre de sang,

d'effectuer 18 analyses différentes sur les globules rouges, les plaquettes et l'ensemble des globules blancs.

L'étude finale sera bien plus poussée que les examens de routine auxquels tout un chacun est régulièrement soumis. En effet, il ne s'agit plus de compter le nombre de globules, mais de travailler « sur les molécules impliquées dans la défense immunitaire : les anticorps, les molécules spécifiques de l'inflammation,

celles qui participent à la communication et à la croissance cellulaires », explique Gérard Dine. Les résultats, ajoute Claude Bachelard, devraient intéresser les grandes agences spatiales comme le CNES, l'ESA ou la NASA, « qui considèrent que les bases antarctiques sont de bons analogues aux bases planétaires du futur ».

Deux biologistes de la NASA, Marc Shepanek et Duane Pierson, viennent d'ailleurs d'achever un sé-

jour d'un mois dans deux bases antarctiques australiennes, Mawson et Davis. Le but de leur mission était ni plus ni moins d'évaluer la possibilité d'utiliser ces stations isolées comme camp d'entraînement pour les astronautes qui partiront à destination de Mars dans une vingtaine d'années.

Que ce soit dans leur vaisseau spatial ou dans leur base planétaire, les conquérants de la Planète rouge passeront - un peu comme les hivernants de terre Adélie - des années loin du monde « normal », sans voir un arbre ou un enfant autrement que sur un écran de télévision. Les problèmes de santé physique et psychologique se poseront dans les mêmes termes à un détail près : aucun hélicoptère de secours ne pourra aller se poser sur Mars... La NASA l'a bien compris, qui, si elle veut vraiment envoyer des hommes sur notre voisine, doit les préparer avec sagesse longtemps à l'avance.

A ce titre, la future station antarctique franco-italienne Concordia, qui sera opérationnelle en 2002-2003, pourrait se rapprocher du modèle idéal. Située à 3 500 mètres d'altitude et à plus de 1 000 kilomètres à l'intérieur du continent blanc, où les températures peuvent chuter à -70 °C l'hiver, cette base composée de deux cylindres montés sur pilotis ressemble étrangement à l'habitat des missions martiennes que la NASA a commencé à imaginer. Coïncidence ?

Pierre Barthélémy

### Deux autres études médicales

L'étude immunologique ne sera pas la seule expérience médicale réalisée sur les volontaires de la 49<sup>e</sup> expédition polaire française. Une analyse psychosociale sera également menée, qui étudiera l'adaptation de chacun à la promiscuité, à l'isolement, dans un groupe réduit de personnes avec lesquelles on n'a pas choisi de vivre. Un schéma qui se reproduit pour une mission habitée vers Mars ou dans le cas de l'établissement d'une colonie sur la Lune. Les résultats du passé ont montré que des difficultés d'adaptation pouvaient engendrer un stress chronique et des modifications du comportement. Autre problème crucial dans un monde où une nuit de plusieurs mois peut perturber les rythmes biologiques, la qualité du sommeil sera aussi au menu des observations grâce à l'utilisation de matelas spéciaux enregistrant les mouvements des dormeurs, ce qui permettra de reconstituer les phases de leur sommeil.

## Le ptérosaure avait les pieds plats

**COURAIENT-ILS** sur leurs pattes arrière comme des poulets ? Marchaient-ils sur les pointes de leurs quatre pieds, comme vaches et chevaux ? Ou bien se dandinaient-ils, patavats comme des ours ? Après des décennies de valse-hésitation, les paléontologues semblent sur le point d'arrêter leur position. De la taille d'une corneille, le ptérosaure *Dimorphodon* foulait le sol... de ses quatre pieds plats. Une démarche de plantigrade dont témoignent les ossements que vient d'exhumer l'équipe américaine de James Clark (université George-Washington) sur le site mexicain de Tanauipas, dans une couche stratigraphique datant d'environ 150 millions d'années.

Reptiles volants dans le ciel préhistorique, les ptérosaures étaient étroitement apparentés aux dinosaures. Comme eux, ils s'épanouirent entre le Trias et la fin du Crétacé, il y a 65 millions d'années. Corps léger, crâne étroit, tous présentaient la même singularité anatomique : le quatrième doigt de chacun de leurs membres antérieurs, démesurément long, était relié à leur aile par une grande et souple membrane. Au repos, ces ailes pouvaient se replier. Déployées, elles pouvaient atteindre, chez les plus grands d'entre eux - les ptérodactyloïdes -, une envergure de 12 mètres.

Au sol, ces ailes de géant restaient-elles repliées le long du corps, laissant les ptérosaures courir sur leurs pattes arrière ? Participaient-elles à une marche quadrupède, les pattes avant piétinant

maladroitement le sol ? De ces deux hypothèses, aucune n'avait jusqu'alors pu être confirmée. Extrêmement légers, les os de ptérosaure ont en effet la particularité d'être creux : l'épaisseur de leur paroi n'excède pas le millimètre. On en retrouva plusieurs squelettes, parfois presque complets, mais pour ainsi dire en deux dimensions, leur fragile ossature tout aplatie par le poids des sédiments. Quand il s'agit de réaliser une analyse anatomique fine, c'est gênant.

### MÉANDRES ÉVOLUTIFS

Ces dernières années, pourtant, les indices s'accumulent. Des empreintes de pas, attribuées à des ptérosaures primitifs, menèrent les chercheurs sur la piste de la quadrupédie. Quelques études anatomiques, effectuées sur l'articulation de la hanche de spécimens plus « modernes » (datant du Crétacé), plaident également en faveur de la marche à quatre pattes. L'équipe de James Clark vient d'ajouter une pièce maîtresse à ce puzzle, qui rendra désormais peu crédibles les arguments des défenseurs de la bipédie. Profitant sans doute de conditions de fossilisation exceptionnelle, c'est en effet un squelette de *Dimorphodon* en bonne et due forme que les paléontologues américains ont cette fois mis au jour. Concentrant leur attention sur son pied arrière, ils ont détaillé l'articulation qui en relie la plante aux orteils. Leur conclusion est sans appel : sa conformation rigide ne permettait en aucun cas au reptile volant de se hisser sur ses doigts de pied, et moins encore de monter en

dans sa sur ses pointes. Elle l'autorisait tout juste à se dandiner, de toute la plante de ses quatre pieds.

« Ces travaux permettent de mieux imaginer comment les ptérosaures ont commencé à voler », commente Eric Buffetaut, spécialiste des dinosaures au CNRS. Bipèdes, ils auraient pu commencer par courir, puis un jour déployer leurs ailes et se mettre à planer. Quadrupèdes, ils ont sans doute acquis le vol « de haut en bas ». » Des espèces arboricoles qui, à force de tomber de la plus haute branche, auraient finalement appris à ouvrir leurs ailes pour ralentir leur chute... »

Autre enseignement de cette étude : le lien de parenté entre dinosaures et ptérosaures pourrait être plus lointain qu'on ne le supposait. En matière de locomotion terrestre, il est vrai qu'on trouve tout dans la famille des dinosaures. Les plus gros herbivores, stégosaures ou sauropodes, étaient quadrupèdes. En dépit de ses courtes pattes antérieures, l'iguaronodon devait tantôt marcher sur quatre pattes, tantôt courir sur deux. Mais les dinosaures carnivores, sans exception, étaient tous bipèdes. Plus précisément digitigrades, et tous capables, du minuscule *Coelophysis* au géant *Tyrannosaurus*, de courir pour attraper leurs proies. La preuve par le pied est faite : les ptérosaures et ces dinosaures-là ne peuvent dériver de façon directe d'un ancêtre commun. Une fois de plus, les méandres évolutifs des maîtres du Jurassique échappent à notre entendement.

Catherine Vincent

### APPEL À CANDIDATURE

## Prix de projet de recherche 5 prix de 100 000 F

### UNE INITIATIVE DE L'INSTITUT DANONE...

L'Institut Danone a notamment pour mission d'encourager la recherche dans le domaine de l'alimentation et de la santé.

### 5 PRIX DESTINÉS À DES JEUNES CHERCHEURS...

En 1998, le jury de l'Institut Danone remettra cinq Prix de Projet de Recherche Alimentation et Santé, pour des projets doctoraux et post-doctoraux. Ils permettront à des chercheurs, âgés de moins de 35 ans, de mener à bien leur projet dans les disciplines suivantes : médecine, diététique, pharmacie, sciences agroalimentaires, sciences humaines.

### 5 PRIX CONSACRÉS À LA RECHERCHE EN NUTRITION...

Les projets soumis au jury devront s'attacher à cinq grands thèmes :

- \* Alimentation et santé
- \* Nutrition et prévention
- \* Physiologie de la nutrition
- \* Aliments de l'avenir
- \* Prises et comportements alimentaires

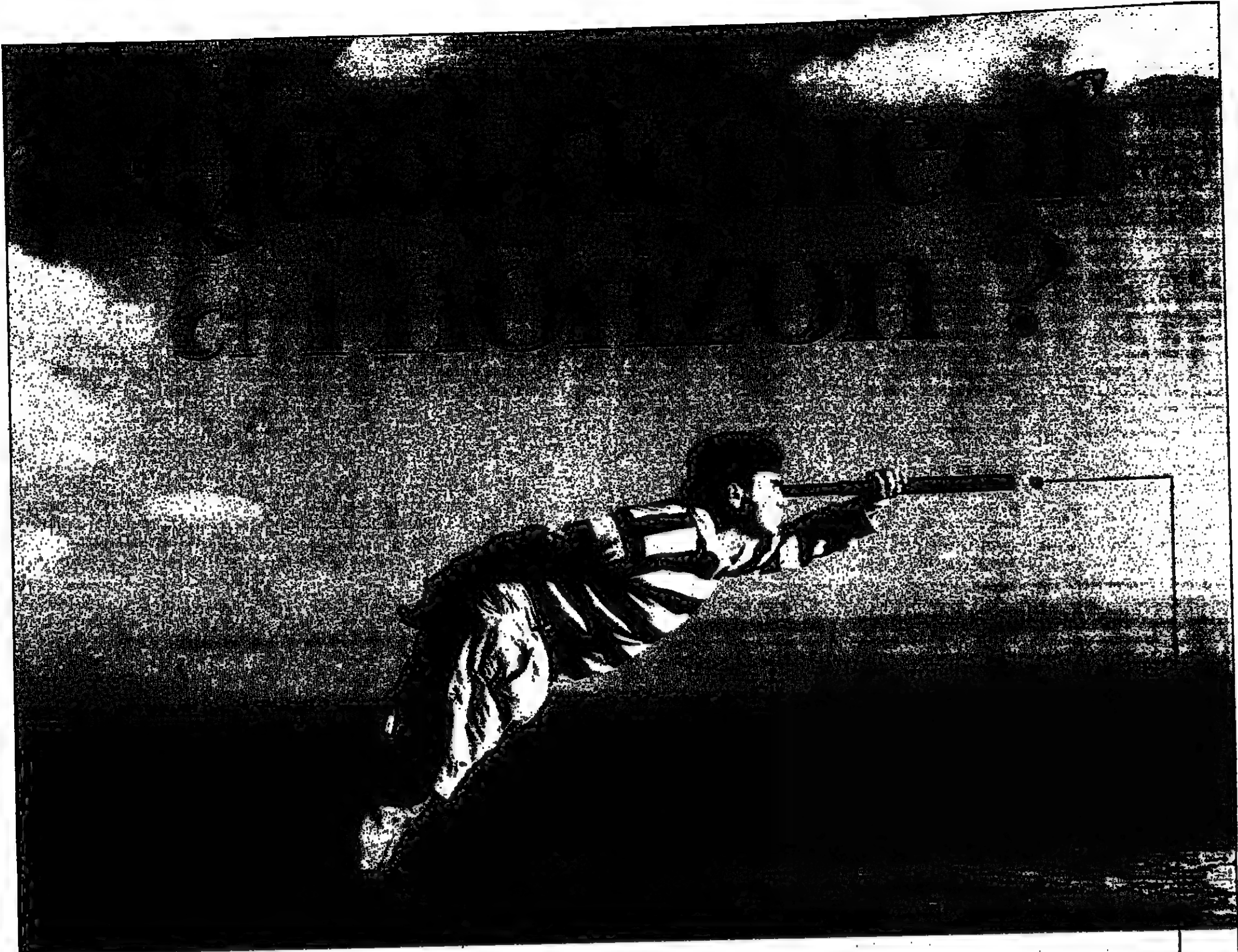
Le jury sera composé de Mesdames et Messieurs les Pr. P. Bourlioux, Dr D. Rigaud, Pr. J. Adrian, M. Amal, C. Bouley, Pr. M. Chiva, Pr. T. Constans, A. Fazel, P. Ferré, C. Fischler, Pr. C.Y. Guenzennec, S. Lahlou, Pr. F. Lamisse, Dr A. Mouton, Pr. J. Navarro, G. Pascal, P. Pison, Dr. Riquier, Pr. P. Vague, Pr. B. Vellas, Pr. M. Vidailhet.

Les dossiers de candidature et le règlement peuvent être retirés auprès de l'INSTITUT DANONE : 125, Rue Jules Guesde 92302 LEVALLOIS-PERRET, TEL : 01 40 87 22 00 - Fax : 01 40 87 23 61, et sur internet : <http://www.danone-institute.com> Date limite d'envoi des dossiers : le 27 avril 1998.

DANONE

INSTITUT DANONE





**La 1ère Agence  
mondiale de Communication  
pour les Ressources Humaines  
arrive en France aujourd'hui !**



3, Bd Bineau, 92300 Levallois Perret - Tél. 01 40 89 72 00 - Fax. 01 40 89 72 01 - e-mail : [contact@tmpfrance.com](mailto:contact@tmpfrance.com)  
Contacts : Antoine Farisano, Daniel Prin

١٥٤٥ من الامارات



## Le monde des cadres

### L'École nationale supérieure des télécommunications

recrute

#### 6 enseignants-chercheurs

Postes à pourvoir au 1<sup>er</sup> novembre 1998

##### 1 professeur

Sciences de l'information et de la communication (SHS)

Les candidats doivent être titulaires d'une habilitation à diriger des recherches et posséder une expérience professionnelle significative.

##### 5 maîtres de conférences

dans les champs disciplinaires suivants :

- architecture de systèmes informatiques
- architecture de réseaux à hauts débits
- radiofréquences, antennes et propagation
- traitement des images
- sciences économiques

Les candidats doivent être titulaires d'un doctorat ou d'un diplôme équivalent. Ils auront une expérience de l'enseignement dans le supérieur. Les personnes possédant une expérience professionnelle significative peuvent également postuler.

Renseignements :

B. Robinet, directeur scientifique : 01 45 81 71 77  
http://www.enst.fr/actu.html

Dossier de candidature :

Lettre de motivation, curriculum vitae, titres et travaux, deux lettres de recommandation à adresser en deux exemplaires à Monsieur le directeur de l'École nationale supérieure des télécommunications. Réf : 98/DIR/REC/EC

Date limite de dépôt des candidatures  
17 avril 1998

École nationale supérieure des télécommunications  
46, rue Barrault - 75013 Paris  
Groupe des écoles des télécommunications  
Membre du GEI Paris

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

#### MISSION DE RÉFORME DE LA CARTE JUDICIAIRE

Le ministère de la Justice a créé une mission chargée d'évaluer l'état actuel de la carte judiciaire, de formuler des propositions d'adaptation et d'animer la concertation locale nécessaire à la conception et à la mise en œuvre de la réforme.

A cette fin, le ministère de la Justice recrute, pour une durée de cinq ans, les experts suivants placés sous l'autorité d'un chef de mission :

##### Un(e) fonctionnaire d'État ou de la fonction publique territoriale

Il ou elle sera chargé(e) des relations avec les élus et les responsables administratifs locaux.

Qualifications requises :

- Expérience dans des fonctions d'encadrement au sein de services déconcentrés des administrations de l'État ou de services des collectivités territoriales.
- Compétences dans le domaine de l'organisation des structures territoriales et de l'aménagement du territoire.

##### Un(e) spécialiste en aménagement du territoire

Il ou elle sera chargé(e) de veiller à la cohérence d'ensemble des propositions d'aménagement de la carte judiciaire au regard des autres politiques publiques (aménagement du territoire, politique de la ville et réforme de l'État).

Qualifications requises :

- Expérience dans des projets de réorganisation territoriale de services publics.
- Compétence étendue dans le domaine des politiques publiques.

##### Un(e) démographe-géographe

Il ou elle sera responsable de l'expertise au regard des contraintes physiques (transport), humaines (population) et économiques (emploi) des différentes hypothèses de localisation des implantations judiciaires et de délimitation des ressorts.

Qualifications requises :

- Diplôme : bac + 5 (ingénieur géographe)
- Compétences dans les problèmes de transport, de populations et d'emploi.
- Expérience dans des projets d'organisation des structures territoriales et d'aménagement du territoire.

##### Un(e) statisticien-informaticien

Il ou elle sera chargé(e) en étroite liaison avec les autres membres de la mission de :

- constituer une base de données et d'établir les indicateurs utiles.
- établir des études et des modèles statistiques.
- être le correspondant des services d'études et de recherche.

Qualifications requises :

- Expérience dans des projets de nature et dimension comparables.
- Habitué(e) aux contacts à tous niveaux.
- Grande capacité d'organisation.

Pour ces postes, une connaissance du milieu judiciaire sera considérée comme un atout. De nombreux déplacements sont à envisager. Rémunération sur la base d'un contrat de catégorie A (selon diplômes et expérience). Les lettres de motivation accompagnées d'un curriculum vitae avec photo doivent parvenir avant le 10 avril 1998, au :

Ministère de la Justice  
Monsieur Dominique LACAMBRE  
Sous-Directeur des Ressources Humaines et des Relations Sociales  
Direction de l'Administration Générale et de l'Équipement  
13, Place Vendôme - 75001 PARIS

### Acheteurs

#### Groupe Industriel Automobile

##### France

La croissance de notre groupe, l'un des acteurs majeurs de l'automobile, nous conduit à recruter pour ses différents sites industriels en France des Acheteurs.

- Véritable interlocuteur des fournisseurs dont l'intégration est l'un des axes prioritaires de notre développement, vous avez en charge la mise en œuvre d'une relation de partenariat avec ces derniers (portefeuille 100 MF). A ce titre, vous jugez leur performance en termes de Qualité, Coût et Délais.

- Accompagnant notre croissance, vous devez aussi rechercher et sélectionner de nouveaux fournisseurs dans le cadre de projets innovants.

Avec une expérience professionnelle de 3 ans minimum dans la fonction Achats en milieu industriel, après une formation d'ingénieur ou Ecole de Commerce, vous souhaitez mettre à profit vos compétences pour évoluer ensuite rapidement au sein de notre groupe.

Parfaitement bilingue anglais, votre connaissance d'une seconde langue (allemand) est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à notre Conseil H.P.L. CONSULTANTS qui vous garantit la plus grande confidentialité.

H.P.L. CONSULTANTS  
CONSEILS EN RESSOURCES HUMAINES  
DUSSELDORF - PARIS  
92 BIS, BOULEVARD PÉREIRE - 75017 PARIS  
Tél. 01 39 08 02 61 - Fax 01 39 08 02 14

### ORGANISME ECONOMIQUE REGIONAL - Lille -

Recherche

#### Son responsable (H.F.) du Rapprochement et de la Transmission d'Entreprises

Le consultant généraliste en cession, reprise, partenariat d'entreprises, exerce des activités de conseil individuel pour des dirigeants et des repreneurs potentiels (pré-audit, mise en relation...), assure des animations (séminaires, stages). Il intervient en étroite relation avec les professionnels et les institutionnels concernés.

Responsable de service, il coordonne également des opérations liées à la création d'entreprises.

Agé de 35 ans environ, le candidat est diplômé de l'enseignement supérieur (de préférence type Ecole de Commerce ou de Gestion) et possède de bonnes connaissances en analyse financière et en droit commercial.

Une expérience professionnelle significative en conseil d'entreprises lui a procuré des capacités d'écoute, d'analyse, d'animation et développé son sens relationnel. Il pratique l'anglais, est autonome en bureautique.

Envoyer votre candidature : lettre manuscrite, prétentions et C.V. (sous réf. n° 9836) à :  
LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - 75326 PARIS Cedex 05



## Recherchons cerveaux. Physique indifférent.

Filiale d'Omnicom, Optimum&Co. profite des techniques et de la puissance d'un grand groupe de communication. De quoi soulever des montagnes dans un marché (la communication de recrutement) qui en a besoin. Nous croyons à la supériorité de l'esprit sur la matière. Il nous manque encore quelques cerveaux créatifs. Physique indifférent mais grosses têtes s'abstenir.

##### Responsable du Développement

Vous avez une expérience de 2 ans minimum de la vente de services dans le domaine des ressources humaines. Vous avez de l'ambition, de l'énergie à vendre...et à revendre. Réf. RD/LM.

##### Assistante Commerciale

Vous êtes responsable du suivi des annonces (réservation, production, vérification des éléments techniques, envoi des documents, facturation...). Une expérience similaire est souhaitée. Réf. AC/LM.

##### Chef de Publicité Junior

Dans un premier temps, vous interviendrez à la fois en gestion et en développement. Vous vous verrez ensuite confier un portefeuille de clients. Réf. CPJ/LM.

##### Chef de Publicité Senior

Une expérience de 2 ans minimum en agence vous permet de maîtriser parfaitement toutes les techniques de communication appliquées au recrutement. Vous savez faire partager vos connaissances et déléguer. Réf. CPS/LM.

Tous ces postes nécessitent une formation supérieure, la maîtrise de Word et de PowerPoint et idéalement une bonne connaissance de l'anglais. La taille de l'agence implique d'être polyvalent et d'aimer réellement le travail en équipe. Merci d'envoyer votre candidature, en précisant la référence du poste choisi, à Optimum&Co., Cyril Janin, 55 rue d'Amsterdam, 75391 Paris Cedex 08. Pour les candidats ayant déjà une première expérience en agence de recrutement, vous pouvez contacter Cyril Janin du 16 au 23 mars de 8 à 9 h et de 19 à 20 h au 01 53 32 54 17 (confidentialité assurée). janinc@ddb.fr

**OPTIMUM Co.**



## Carrières internationales

REC-ESSEC-ESSE

**Vous nous avez certainement rencontrés quelque part !**



Le groupe CARBONE LORRAINE spécialisé dans les composants pour industries de haute technologie occupe des positions de leader mondial sur ses marchés. Avec plus de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires et 7 000 personnes dans le monde dans près de 40 pays, nous avons l'ambition d'être un groupe performant et en forte croissance, multinationnel et multiculturel, partageant une culture d'entreprise forte.

**Vous êtes passionné par l'industrie et le service client, vous voulez innover et entreprendre ?**

**Vos qualités relationnelles, votre maîtrise de l'anglais et votre aptitude à la mobilité vous permettant d'évoluer au sein de notre Groupe.**

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature, en précisant le pays choisi, à CARBONE LORRAINE, Direction des Ressources Humaines, Immeuble La Fayette, La Défense 5, TSA 38001, 92919 Paris-La Défense Cedex. <http://www.CARBONELOIRRAINE.com>

**GROUPE CARBONE LORRAINE**

### Jeunes Responsables administratifs et financiers

Brésil (Sao Paulo) et Mexique (Monterrey)

Nous vous offrons une opportunité de premier plan : poursuivre votre carrière dans notre Groupe pour une période de 3 à 5 ans au sein de l'une de nos filiales, soit au Brésil, soit au Mexique.

Rattaché au directeur de filiale, vous êtes responsable de l'ensemble des aspects administratifs, comptables, fiscaux, financiers et informatiques. Vous définissez les objectifs et les procédures financières et comptables. Vous préparez les budgets, assurez le suivi de l'activité, réalisez et analysez les états périodiques de reporting. Vous supervisez une équipe d'environ 6 personnes.

Vous êtes jeune diplômé ou vous avez une première expérience, si possible dans un milieu industriel. Outre l'anglais, la pratique de l'espagnol ou du portugais sera un atout supplémentaire. Votre dynamisme, votre engagement personnel et votre esprit d'équipe cillés à vos capacités managériales feront la différence.

### Mondexpat S.A.

Depuis 10 ans nous sommes spécialisés dans le courtage de l'assurance offshore et le conseil financier individualisé pour les Expatriés de toutes nationalités. Nous recherchons des

### CONSEILLERS FINANCIERS

Pour les expatriés du monde entier mais surtout pour l'Afrique et Madagascar

#### Profil :

Vous avez connu des succès dans la vente. Vous savez réfléchir et décider vite. Autonome vous êtes réactif, convivial et relationnel. Si vous avez compris que les opportunités peuvent être encore plus nombreuses en travaillant et en vivant à l'étranger.

Anglais parlé apprécié, il n'est pas nécessaire d'avoir de l'expérience dans le domaine des services financiers, nos programmes de formation sont spécialement conçus dans le but d'assurer à nos nouveaux collaborateurs des armes pour le succès.

Nous vous offrons l'opportunité de devenir Conseiller indépendant et de créer votre réseau de clientèle tout en faisant partie d'une organisation structurée.

Vous recevrez un soutien total et permanent de la direction dans votre région et profiterez de notre programme de formation continu. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + lettre de motivation) à : MONDEXPAT S.A. sous réf. JPI 1 rue Emile Kahn - 93150 La Blanc Mesnil.

### VOTRE INVITATION VERS L'AVENIR

Propositions de carrière passionnantes dans la recherche et le développement

Journées Landmark • Hôtel Sofitel, Paris La Défense

12.30 - 20.00 jeudi 19 mars • 08.00 - 12.00 vendredi 20 mars

Landmark Graphics Corporation est l'un des premiers fournisseurs de systèmes d'information sur la production et l'exploration et de services professionnels visant à aider les compagnies pétrolières du monde entier à trouver, produire et gérer des réserves de pétrole et de gaz. Les logiciels d'avant-garde de notre société transforment de vastes quantités de données sur les secousses sismiques, les diagrammes de puits, et autres, en maquettes détaillées, sur ordinateur, de réservoirs de pétrole.

Récemment, nous nous sommes considérablement agrandis. Nous proposons donc un certain nombre de superbes opportunités à des professionnels confirmés dans le secteur de l'exploration et de la production, parlant l'anglais couramment, dans notre branche en France et dans le reste du monde. Pour avoir plus de renseignements, nous voudrions que vous nous joignez à nous, lors de nos journées Landmark, afin de rencontrer notre équipe de direction et de discuter de vos possibilités de carrière dans l'un des domaines suivants :

Services de conseil • Services sur site • Gestion des données • Gestion des ventes/comptabilité

Vous aurez aussi l'opportunité de rencontrer nos responsables de recrutement et de discuter de vos possibilités de carrière dans notre entreprise.

N'hésitez pas à venir nous rencontrer, nous sommes à votre disposition pour discuter de vos propositions de candidature. Nous vous remercions de votre intérêt et vous espérons vous retrouver lors de nos journées Landmark.

Pour avoir plus de renseignements, nous voudrions que vous nous joignez à nous, lors de nos journées Landmark, afin de rencontrer notre équipe de direction et de discuter de vos possibilités de carrière dans l'un des domaines suivants :



### Consultants RADIOCOM

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN TÉLÉCOMMUNICATIONS INTERNATIONALES. NOUS INTERVENONS LAUREN BIEN EN EUROPE SUR L'EST EUROPÉEN AMÉRICAIN. NOUS REALISONS PLUS DE 30% DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN EUROPE. RECONNUS POUR LA COMPÉTENCE DE NOS EQUIPES

Dans le cadre de l'attribution de nouvelles licences en Europe, nous recherchons :

- Ingénieurs Radio design
- Ingénieurs Optimisation
- Ingénieurs Transmission (design et déploiement FH)
- Ingénieurs Support outil de prédiction radio et mesures terrain
- Ingénieurs Installation/commissioning
- Ingénieurs Acceptance réseaux

Diplômé d'une école d'ingénieurs et passionné par votre secteur d'activité, vous êtes diplômé (formation assurée) ou avez une première expérience dans vos domaines de compétences. Vous recherchez plus de diversité, d'envie, de dynamisme dans vos projets, nous vous proposons de réelles perspectives d'évolution en France comme à l'étranger. Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 124339 à EURO RSCG Futurs 2 rue de Marengo - 75001 Paris, qui nous le transmettra en toute confidentialité.

Groupe international, leader mondial des services collectifs, recherche son :

### Responsable Développement pour la Russie

Rattaché à la Direction Internationale, vous serez directement chargé du développement de nos activités en Russie. Après 18 mois consacrés à définir, en équipe, notre stratégie de développement et nos actions sur le terrain (période pendant laquelle vous serez basé à Paris), vous prendrez vos fonctions à Moscou et assurerez la mise en œuvre de ce projet dans la perspective d'une implantation significative de nos activités.

Agé de 40 ans environ, diplômé d'une Grande École d'ingénieurs, ou de Commerce avec un goût certain pour les métiers techniques, vous avez nécessairement acquis une solide expérience professionnelle en Russie, si

possible dans les services industriels, en qualité de Chargé d'Affaires. Vous parlez le russe. Votre tempérament d'entrepreneur, votre sens commercial et votre pugnacité garantiront votre réussite dans ce poste au sein d'un Groupe en forte expansion internationale, exigeant et attentif à l'évolution de carrière de ses cadres à potentiel.

Ce poste est à pourvoir rapidement sur Paris et requiert dans un premier temps des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 124356 à EURO RSCG Futurs - 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui nous la transmettra.

551 من الاله



هكذا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 18 MARS 1998 / 29

# INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

## Cadres territoriaux

92

### LE DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

recrute pour la Direction de la vie sociale (à Issy-les-Moulineaux), par voie de détachement ou de mutation

#### 1 RESPONSABLE D'UNITÉ TERRITORIALE (H/F)

(Cadre d'emplois des attachés territoriaux)

Vous souhaitez participer au projet d'évolution de la Direction de la vie sociale (2.700 agents) dotée d'un budget de 2,3 milliards de francs.

Sous la responsabilité directe du Directeur de la vie sociale, vous aurez une mission de coordination et d'animation des services composant l'unité territoriale (PMI, ASE, Solidarité, Santé) :

- animer la réflexion et les opérations menées sur la zone géographique concernée,
- organiser les échanges réguliers entre les services,
- garantir la diffusion et l'accompagnement de l'information,
- garantir l'application des procédures et leur actualisation,
- soutenir l'organisation du partenariat local.

En qualité de délégué du Sous-directeur de la gestion et de l'organisation, vous aurez la responsabilité des moyens généraux de l'unité territoriale et vous serez le relais de la sous-direction en matière de personnel et de gestion budgétaire.

Grâce à l'expérience de terrain, vous avez acquis une réelle capacité :

- à comprendre les spécificités des secteurs techniques (petite enfance, action sociale, santé) et les synergies à développer,
- à utiliser les techniques de contrôle de gestion et les moyens télématiques,
- à travailler selon une dynamique de projet et à situer votre réflexion dans une approche prospective.

Pour réussir pleinement dans votre mission, vous devez posséder :

- une personnalité affirmée et accompagnée d'une forte capacité relationnelle,
- du pragmatisme et de la rigueur,
- le sens de l'écoute et de la pédagogie.

Merci d'adresser votre candidature à :

Monsieur le Président du Conseil Général - Direction des ressources humaines  
Hôtel du département - 2 à 16, boulevard Soufflot - 92015 NANTERRE Cedex



recrute selon conditions statutaires, un

### CHEF DE SERVICE COMMUNICATION INTERNE

Cadre A

Nous vous confions la responsabilité du service Communication interne de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg. Assisté par une équipe de 6 personnes, vous élaborerez des stratégies de communication adaptées aux besoins des différents publics internes. Vous participez également, au sein de la D.R.H., à la réflexion sur notre politique de ressources humaines ainsi qu'à sa mise en place.

Vous possédez une excellente connaissance de l'administration, de ses services et de ses métiers. Fort d'une personnalité sachant allier écoute, créativité et rigueur, vous avez le goût de la communication et la connaissance de base de ses techniques. Vos capacités de gestion et d'organisation vous permettent de gérer efficacement les moyens financiers et logistiques de votre service.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et copies des diplômes) sous le n° 48LMIN98 avant le 10 Avril 1998 (dernier délai) à :

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg  
Service Emploi-Formation - Centre Administratif  
1 place de l'Etoile - 67070 STRASBOURG Cedex

### Ville de BRUNOY (ESSONNE), 26 000 HABITANTS

RECRUTE D'URGENCE PAR VOIE DE MUTATION, LISTE D'APTITUDE, DETACHEMENT OU CONTRACTUEL

#### 1 ATTACHE (titulaire d'un BAC + 3/4)

##### RESPONSABLE DU SECTEUR SCOLARITE ET PETITE ENFANCE

- MISSIONS : - Assurer le suivi du Secteur Affaires Scolaires et Enfance, - Préparation budgétaire-Caisse des Ecoles, - Suivi des dossiers en cours relatifs à la petite enfance (crèches familiales et collectives, centre de Protection Maternelle et Infantile, Centre de Planification, Haltes-Garderies), - Préparation des notes de synthèse et délibérations pour le Conseil Municipal, - Encadrement des équipes en place

- APTITUDES REQUISES : AVOIR : - Le sens des responsabilités, - Le sens de l'organisation, - Des qualités relationnelles et rédactionnelles, - Un sens profond du service public, - Une connaissance de l'outil informatique (appréciée), - Des connaissances techniques sur les secteurs concernés.

Recrutement immédiat.

Adresser candidature manuscrite et curriculum-vitae à : Monsieur le Maire  
Vice-Président du Conseil Général B.P. N° 83 - 91805 BRUNOY Cedex 05

La Mairie de Viviers (Ardèche) recrute par voie de mutation ou de détachement un(e)

### ATTACHÉ(E) TERRITORIAL(E)

Chargé(e) des fonctions de secrétaire général

Vous serez le collaborateur direct du Maire sur une commune classée de 2 000 à 5 000 habitants.

Vous assurerez la direction et la coordination des services administratifs et techniques. Rempu(e) aux fonctions de généraliste, vous avez une bonne maîtrise des finances locales et de la M14.

Ce poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo à notre Conseil  
Carrières et Structures, 63 route de Lyon, 84000 Avignon.



### VILLE DU HAVRE

1ère ville de Normandie (198 000 habitants),

1er port français de commerce extérieur,

1ère scène nationale de France (Le Volcan),

une université plébiscitée par ses étudiants,

la forêt et la plage en ville...

Tous les atouts réunis pour une meilleure qualité de vie

Recherche  
Son Directeur  
des Affaires Culturelles  
(Directeur ou Administrateur Territorial)

Placé sous la responsabilité du Directeur Général Adjoint, vous mettez en œuvre sur les plans technique, administratif et financier, la politique culturelle définie par l'Adjoint au Maire chargé des Affaires Culturelles.

Vous assurez la responsabilité des institutions culturelles municipales (École Nationale de Musique, Danse et Art Dramatique, Musée, Espace Maritime et Portuaire des Docks Vauban, Bibliothèque, Archives, Orchestre d'Harmonie, Musique, Ecole d'Art).

Vous proposez, mettez en œuvre et suivez la programmation culturelle municipale.

Vous serez le correspondant des associations culturelles partenaires de la Ville, et de celles dont la Ville assure la tutelle en partenariat avec l'Etat et l'Autre collectivité (Scène Nationale du Volcan, Centre Chronophotographique National du Havre et de Normandie).

• Vous serez chargé du suivi des événements et des grands chantiers culturels.

• Vous avez une bonne connaissance du milieu culturel et artistique, de l'administration publique, de la gestion administrative et financière.

• Vous avez le sens des relations humaines, de l'organisation et de l'impact.

• Vous avez une expérience :  
- soit dans un poste similaire,  
- soit dans l'ensemble du domaine culturel, assortie d'une expérience en gestion financière et en management.

• Vous êtes titulaire d'un diplôme du 2ème ou 3ème cycle universitaire.

• Vous êtes très disponible.

Recrutement par voie de mutation ou de détachement.  
Veuillez adresser votre candidature par lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum-vitae détaillé plus photocopies des diplômes avant le 31/03/98 à :

Monsieur le Maire du Havre  
Direction des Ressources Humaines  
B.P. 51 - 76084 Le Havre Cedex



## Ingénieurs et informaticiens

### LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA VENDÉE

RECRUTE PAR VOIE STATUTAIRE PRIORITAIREMENT POUR SA DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT

#### SON CHEF DE SERVICE DE L'AGRICULTURE

cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux

Au sein de la direction de l'environnement et de l'aménagement qui comprend quatre autres services, vous assurerez les fonctions de chef de service de l'agriculture constitué d'une équipe de 4 personnes : 1 technicien et 3 administratifs.

Vous serez chargé de la mise en œuvre de la politique départementale en matière d'agriculture et d'aménagement foncier, des équipements des communes rurales (eau, assainissement hydraulique dans les marais et aménagement des cours d'eau, électrification, développement rural). Vous serez souvent en relation avec des partenaires extérieurs.

Vous êtes ingénieur territorial ou d'Etat et avez une bonne connaissance du monde agricole et des contraintes environnementales.

Vous possédez le sens du contact avec les élus et une bonne connaissance de l'administration. Vous avez une aptitude à la communication, à la négociation et au management d'une équipe.

Votre capacité à faire des propositions sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo à : M. le Directeur des Ressources Humaines, Conseil Général de la Vendée, BP 823, 85021 LA ROCHE SUR YON CEDEX.

## Gestionnaires et financiers

ROUEN HABITAT  
100 400 logements  
500 salariés  
RECRUTE UN  
DIRECTEUR  
FINANCIER

MISSIONS : Sous l'autorité du Directeur Général, le Directeur Financier prépare les budgets annuels et prévisionnels, est le conseiller fiscal de l'entreprise, est chargé d'optimiser la politique des loyers et des charges et la gestion de trésorerie, doit promouvoir une gestion financière rigoureuse, est chargé de suivre les procédures de contrôle interne et de contrôle de gestion ainsi que d'élaborer les tableaux de bord de direction.

Il est chargé de l'animation de la Direction Financière et de l'Atelier d'Informatique.

PROFIL : De formation supérieure (niveau BAC + 4 minimum Comptable et Gestion). Parfaite maîtrise de l'outil informatique (système central I.B.M. A.S. 400 - Progiciel IKOS - Bureau Windows). Aptitude au management et au travail d'équipe. Doit partager les valeurs sociales de l'entreprise. Statut de droit privé. 30 - 50 ans.

Poste à pourvoir au 1er Avril 1998.

Adresser candidature et C.V. avec photo, motivation et prétentions à :  
Monsieur Le Directeur Général de l'O.P.A.C.  
ROUEN HABITAT - B.P. 16 - 76001 ROUEN Cedex



## Carrières européennes en entreprises

Nous recherchons des collaborateurs avec un petit plus.

### Sixième sens

Comprendre les lignes de force de l'avenir. Et les anticiper. C'est ce que nous appelons le sixième sens. Tous nos collaborateurs partagent cette faculté d'analyse et de compréhension, atouts qui nous permettent d'atteindre de très hauts critères de qualité dans notre activité.

Nous avons acquis notre position de troisième constructeur mondial par la qualité de nos voitures, mais aussi et surtout par la qualité de nos organisations et des équipes qui composent notre société. Notre philosophie est de nous rendre toujours meilleurs, et plus performants pour satisfaire notre client.

Notre projet européen pour Valenciennes doit concrétiser tout cela avec vous, futurs membres des équipes TOYOTA.

Nous recherchons à court terme pour mettre en route et gérer notre projet industriel (m/f):

#### Responsable du Projet Industriel Site (réf. 61.243/LM)

Ingénieur électromécanicien, vous prenez en charge l'ensemble du projet industriel depuis la cahier des charges jusqu'à la réception du site. A ce titre, dans une équipe pluridisciplinaire, avec les ingénieurs de Toyota Japon, vous définissez précisément les besoins en termes d'ingénierie mécanique et électrique, chaud et froid, fluides, énergies et dirigez l'équipe de projet et les sous-traitants dans le respect des engagements qualité/coûts/délais.

Profil à 40 ans, vous avez géré de grands projets d'ingénierie de manière opérationnelle en France ou à l'étranger, de préférence dans un environnement automobile ou similaire. Vous êtes aussi professionnel dans la négociation (sous-traitance, région, architectes...) et la gestion des ressources (humaines, techniques et financières). Enfin, vous êtes de ceux que les grands défis stimulent.

Nous voulons construire une équipe forte, soudée et réellement impliquée dans l'un des projets industriels les plus importants du moment. Au-delà de votre professionnalisme, c'est par votre personnalité et vos motivations que vous saurez nous convaincre et vous développer avec nous. Anglaises courantes. Postes basés à Valenciennes ou région.

Merci d'adresser lettre, c.v. et photo, en précisant votre rémunération actuelle, à Richard Lombart, MERCURI URVAL, 14 bis rue Darné, 75378 PARIS cedex 08, sans oublier de mentionner la référence adéquate sur la lettre et l'enveloppe. Ou envoyez votre candidature par fax au 01.60.05.16.62, ou par e-mail: Recrutement@mercuri-urval.fr.

Les entretiens auront lieu à Paris ou en région.

#### Ingénieur Projet Bâtiment (réf. 61.244/LM)

Ingénieur en génie civil (à 35 ans), vous dirigez l'ensemble du projet bâtiment/site en termes de structure/volumes/design. En contact direct avec les architectes et les sous-traitants, ainsi qu'avec la région, vous proposez et négociez des solutions technico-économiques adaptées à l'ensemble des paramètres et contraintes internes/externes. Vous êtes responsable des permis et de la représentation locale. Vous respectez les échéances fixées tout en assurant l'avancement du projet de manière opérationnelle.

Profil: une expérience significative en gestion de construction d'un bâtiment/site industriel (de préférence en France) est requise, ainsi qu'en management des relations locales (région, administration, organismes impliqués...). Une capacité de coordination et de conseil est nécessaire pour mener à bien la mission.

#### Ingénieur Projet Environnement (réf. 61.245/LM)

Ingénieur de double formation (génie chimique, biologie... + environnement), vous définissez à partir du projet global les besoins et les choix en matière d'environnement, d'hygiène et de sécurité. Vous proposez concrètement un plan directeur des opérations environnementales liées aux pollutions air/sols/fluides/bruits... Vous êtes responsable des réalisations et

de la commande des fournitures associées (gaz, traitement des eaux...) jusqu'à leur réception finale. Des perspectives d'avenir pour la gestion de l'environnement de l'usine en phase opérationnelle vous sont offertes.

Profil: à 30 ans, expert des problématiques environnementales dans le milieu industriel, vous avez une vision claire et pragmatique de la gestion des risques de pollution industrielle, particulièrement liés au traitement des eaux. Vous savez également la mettre en pratique et la suivre sur le terrain, mais aussi la communiquer autour de vous en interne comme en externe.

#### Ingénieur Projet Industriel (réf. 61.246/LM)

Ingénieur électromécanicien, vous participez au projet industriel depuis les phases d'étude jusqu'à l'exécution dans laquelle vous êtes particulièrement impliqué, notamment sur les aspects d'ingénierie mécanique/électrique, fluide, télécom... Vous mettez en place les plans directeurs et les procédures de maintenance que vous engagez avec les équipes en place et les sous-traitants retenus. Perspectives d'avenir.

Profil: à 35 ans, votre expérience en ingénierie ou en maintenance/travaux névés en site industriel vous rend aujourd'hui opérationnel dans un poste où le projet évolue au quotidien. Vous êtes un homme de terrain, intéressé par la prise en charge globale d'une mission depuis son origine jusqu'à sa réalisation.

Mercuri Urval

TOYOTA MOTOR EUROPE  
MARKETING & ENGINEERING SAUV  
Anticipating the future

## INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

### Avis de concours de la fonction publique territoriale

#### LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-CORSE

ORGANISE UN CONCOURS  
SUR TITRES POUR  
L'ACCES AU GRADE

#### D'ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF TERRITORIAL (spécialité assistance à l'enfance)

L'épreuve qui consistera en un entretien avec le jury d'une durée de trente minutes aura lieu à partir du 18 juin 1998, à l'Hôtel du Département.

Le nombre de postes mis aux concours est fixé à deux.

Ce concours est ouvert aux candidats titulaires à la date du concours du diplôme d'Etat d'assistant de service social.

Les conditions, demandes d'inscription et renseignements peuvent être obtenus auprès de Monsieur le Président du Conseil Général - Direction des Ressources Humaines - Bureau de la Formation - Rond-Point du Maréchal Leduc - 20405 BASTIA Cedex (Tél. : 04-95-55-55-55 Poste 32-36).

La clôture des inscriptions interviendra le 18 mai 1998 à 17 heures.

#### CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE

##### ■ FILIÈRE ADMINISTRATIVE

Un concours externe et un concours interne sur épreuves de

RÉDACTEUR TERRITORIAL Spécialité Administration générale

Période légale d'inscription : du 2 juin au 7 juillet 1998

Dates des épreuves écrites : les 24 et 25 septembre 1998

Le nombre de postes ouverts : 78 postes au moins

##### ■ FILIÈRE SANITAIRE ET SOCIALE

Un concours interne avec épreuve de

COORDINATRICE DE CRÈCHES TERRITORIALES

Période légale d'inscription : du 29 juin au 3 septembre 1998

Date de l'épreuve orale : le 20 octobre 1998

Le nombre de postes ouverts : 5 postes au moins

Les demandes de dossiers d'inscriptions doivent être adressées au :

CENTRE DE GESTION DE SEINE-ET-MARNE - 335, rue du Bois Guyot - 77350 LE MEE SUR SEINE

#### LE CENTRE DE GESTION DU DOUBS

organise

2 examens professionnels dont :

- 1 examen professionnel d'animateur

Condition : ouvert aux agents non-titulaires ayant les fonctions d'animateur et être titulaire du brevet d'Etat d'animateur technique de l'éducation populaire et de la jeunesse à la date de clôture des inscriptions. Être en fonction ou bénéficier d'un congé en application du décret du 15.02.88 et justifier à cette date d'un an de services publics effectifs.

Date des épreuves : 1<sup>er</sup> octobre 1998

Retrait des dossiers : du 27/04/98 au 09/05/98

(cachet de la poste faisant foi)

Date limite de dépôt des dossiers : 19/05/98

(cachet de la poste faisant foi)

Lieu de retrait et dépôt des dossiers :

Centre de Gestion du Doubs - B.P. 416

25208 MONTBÉLIARD CEDEX

- 1 examen professionnel de puéricultrice

hors classe (organisé pour les Centres de Gestion

du Doubs, du Haut-Rhin, de la Marne

et de la Meurthe et Moselle)

Condition : ouvert aux puéricultrices de classe

normale et de classe supérieure ayant accompli au

moins 8 ans de services dans le cadre d'emplois.

Date des épreuves : 12 octobre 1998

Retrait des dossiers : du 27/04/98 au 09/05/98

(cachet de la poste faisant foi)

Date limite de dépôt des dossiers : 19/05/98

(cachet de la poste faisant foi)

Lieu de retrait et dépôt des dossiers :

Centre de Gestion du Doubs - B.P. 416

25208 MONTBÉLIARD CEDEX

Toute demande de dossier doit être écrite et

accompagnée d'une enveloppe 21 x 29,7 timbrée à

6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat.

Aucune inscription ne sera prise par téléphone.

#### VAR

CONSEIL GÉNÉRAL

gestion du département

AVIS

RELATIF A

L'ORGANISATION

D'UN CONCOURS

SUR TITRES

AVEC EPREUVE

DE PSYCHOLOGUE TERRITORIAL

et D'UN CONCOURS RESERVE

DE PSYCHOLOGUE TERRITORIAL

Le conseil Général du Var organise :

✓ un concours sur titres avec épreuve

de Psychologue Territorial pour 1 poste

✓ un concours réservé de Psychologue

Territorial pour 1 poste (pour les

psychologues déjà dans la Fonction

Publique Territoriale).

La date prévisionnelle de l'épreuve

orale d'admission pour chacun de ces

concours est fixée à partir du 9/06/1998.

Toutes les demandes de dossiers de

candidature devront être faites par écrit

à partir du 9/03/1998 au Conseil Général

du Var - Service Formation - 390, avenue

des Lices - BP 1303 - 83076 TOULON

Cedex, tél. : 04-94-18-63-73 accompa-

gnée d'une enveloppe de format 27 x

36 libellée au nom et adresse du

candidat et timbrée à 11,50 Firs.

Les dossiers de candidatures seront

recevables jusqu'au 9/05/1998 minuit, le

cachet de la poste faisant foi.

Pour tous renseignements concernant cette rubrique, contactez le : 01.42.17.39.42 - Fax : 01.42.17.39.38

01.42.17.39.42



الجزيرة

prises

AUJOURD'HUI-GÔUTS

LE MONDE / MERCREDI 18 MARS 1998 / 31

# Trois étoiles service compris

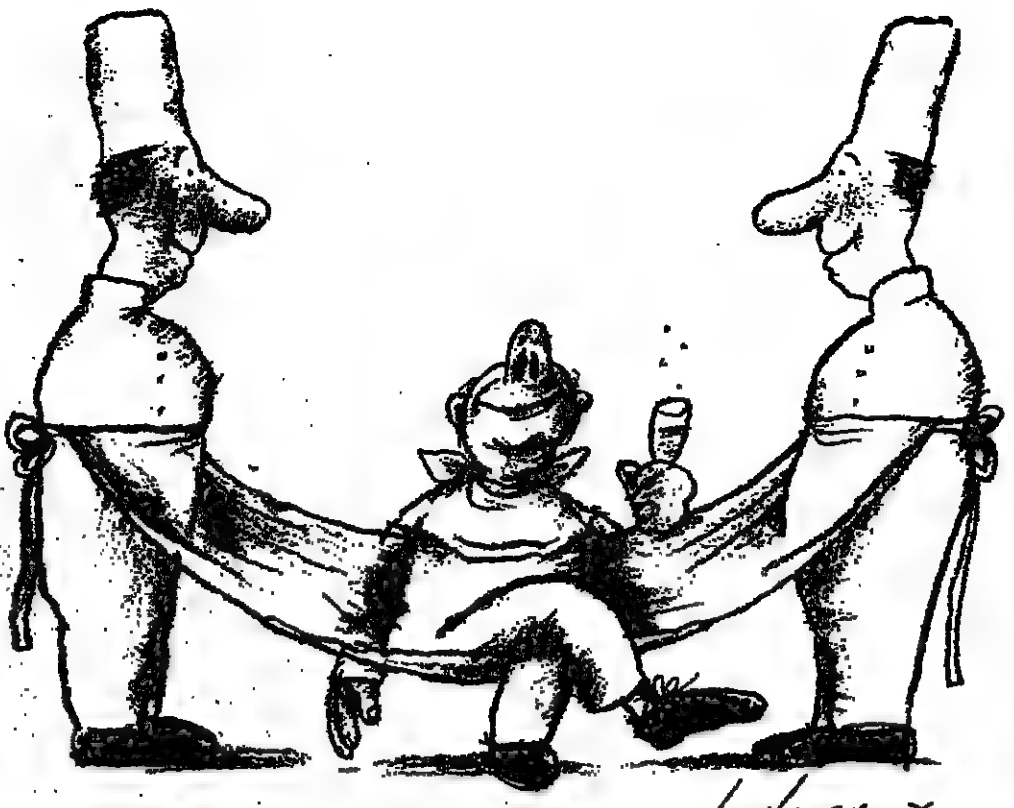
## Montpellier entre sur la liste des villes gourmandes

LA CONFUSION et l'affolement auront escorté la sortie du Michelin 1998, dont la chancellerie, contrairement à la coutume, n'avait pas jugé bon de prévenir les lauréats tirés du dessus du chapeau. Plusieurs macarons de luxe se baladaient dans la nature sans que l'on sache exactement à qui ils appartenaient. Pâtes, scoops et indiscretions rendaient la profession nerveuse. Jusqu'à l'ultime moment - lundi 2 mars, 7 h 30 - le Rouge maintenait la pression.

Il faut dire aussi que cette fois, troisième étoile ne cesse au fil des années de prendre une importance terrifiante. Véritable panneau lumineux cosmique, elle projette son détenteur dans les éthers, lui offrant gloire et renommée à vie. Personne ne sait comment on la mérite, personne ne saura jamais de quelle équation elle procède ni de quelle pensée sournoise ou clairvoyante elle est issue, mais son obtention est un événement désormais mondialement reconnu et universellement noté.

Au tableau d'honneur, cette année, Ducasse, donc, qui avec deux restaurants directement sous ses ordres et six étoiles sur l'uniforme se voit promu général en chef des batailles du futur : Pierre Gagnaire, qui retrouve l'ender de ses dures abandonnées à Saint-Etienne et reprend au répertoire national son rôle de grand turbulent éclairé ; Jacques et Laurent Pourcel enfin, deux Languedociens à l'âge et à l'âme encore tendres et qui ne se remettent que lentement du bon et mauvais tour que viennent de leur jouer les commissaires au goût de l'avenir de Bretagne.

Is ne sont pas les seuls. Pour une ville comme Montpellier, jusqu'ici soumise à l'obligation et désolée sympathie des barons gourmets du Nord, cette place



DESIGN DISCLOSURE

d'honneur au concours général a résonné comme un coup de tonnerre. La secousse a été ressentie par tous, et tous en tremblent encore. Hors les murs, la nouvelle s'est propagée comme un feu de brousse, mettant les grands voisins en appétit, telle Barcelone, vieille chaise gourmande, qui n'a pas tardé à se rapprocher vivement de cette nouvelle et savoureuse tasse de lait.

Mais place aux deux héros. Pour rendre la situation plus troublante encore, ils sont jumeaux. Timides, frères d'épaules et économistes de propos. Deux troubadours jetés tout vifs dans les rangs des très respectés chevaliers de la Table ronde. Chez les gourmets, chez les digneurs de médias, leurs nouveaux compagnons se nomment Loiseau, Passard, Bocuse, Pacaud, Troisgros... Des durs. Ils le savent. Comme ils savent que leur jeu n'est pas de singer les stars stériles, mais d'essayer de comprendre pourquoi ce Vésuve froid qu'est le Michelin les a recouverts d'autant de nuées ardentes.

Nés à Agde, ils auront trente-quatre ans en septembre. La deuxième étoile était tombée dans l'escarcelle en 1992. Leur établissement

ment, le jardin des sens, se double d'un hôtel pris sous la griffe des Relais & Châteaux. Ils sont « Cuisiniers de l'année » pour le Gault-Millau 98. Et maintenant, verrou sur les marches du Grand Sud, territoire laissé sans défense, et que le Michelin, toujours habile à poser des redoutes aux frontières, vient de doter d'un octroi gourmand d'un style assez nouveau.

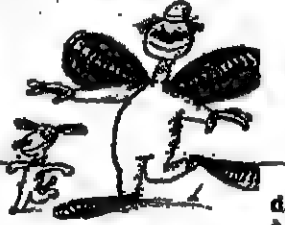
Maisons remarquables par ce qu'elles engagent à la fois d'histoire et de mythologie sur le parcours culturel français, les trois étoiles ne peuvent être raisonnablement fréquentées que par un petit peuple d'élus qui aura pour mission d'entretenir le reste de la population des vertiges qu'on y rencontre et des excès qu'on y consomme. Ici, chez les Pourcel, renversement de situation ou du moins approche très percutante, très baroque, d'une cuisine méditerranéenne offerte au plus grand nombre et dégagée de tout souci de représentation. Public multiconfessionnel à l'attitude légère, chemins non soumis à l'apre de

voir de paraître : le Michelin s'est fait bluffer par deux hommes au rythme régulier, qui engagent leur savoir-faire sur l'idée assez neuve que la gastronomie est une affaire de société et non plus d'étalonnage social.

De leurs fourneaux sortent des compositions étranges et joyeuses, gain de leur travail augmenté de leur passage chez des artistes entrés dans la légende : Meneau à Vézelay, Chapel à Mionnay, Michel Bras à Laguille, Trama à Puyrrol. Leur carte-carte-neuve - fait résonner les souffles du Midi sur une série d'intrigues modernes et généreuses. Fricassée de supplis aux gosses d'all et tomates fraîches, croustillant d'huîtres de Bouzigues frites au tourteau, encornets et rata-touille aux queues de langoustines, filet de turbot sur émincé de pied de porc en persillade... Des acrobates et poètes. Et qui font payer leur art à des prix jamais rencontrés dans un trois étoiles, touche supplémentaire de leur originalité et de leur succès.

Jean-Pierre Quélin

★ Le Jardin des sens, 11, avenue Saint-Lazare, 34000 Montpellier. Tél. : 04-67-79-63-38. Menu : 210, 370 francs. Carte : 400-550 francs.



## La moule

Prix, taille, goût : l'huître et la moule ont pen en commun. La moule, moule d'eau douce à l'épaisse coquille nacrée, a beau donner elle aussi des perles, seule l'huître passe pour un mets d'aristocratie, la moule reste un plat de cabolot. Il fallait avoir le cœur bien accroché ou un féroce appétit pour têter de ce mollusque à la fin des années 30. Selon le Larousse gastronomique de l'époque, la consommation des moules provoquait « chez certaines personnes particulièrement sensibles de l'urticaire », elle pouvait aussi « transmettre la fièvre typhoïde » et, pis, « un poison que sécrètent certaines moules malades » pouvait provoquer « des accidents graves et parfois la mort ». Bon appétit ! Suivait en toute innocence pas moins de seize recettes différentes pour mettre en valeur ce mollusque bivalve supposé vous mener à deux doigts du tombeau.

Sixante ans plus tard, les Français ne versent plus dans ces affres. Ponlette, marinère ou à la crème, plus de 120 000 tonnes de moules sont passées dans nos

casseroles l'an dernier. Ce qui a changé depuis la fin des années 30 ? L'essentiel des moules que nous consommons ne provient plus de la pêche mais de l'élevage. Selon le Centre administratif des affaires maritimes, la France comptait, l'an dernier, 1 353 détenteurs de concessions mytilicoles. Jacques Goodfrey est l'un d'entre eux. Ses moulières sont situées sur le littoral normand, le plus producteur d'entre tous. Les moules qui grandissent ici sur les bouchots, des alignements de pieux en bois de 4 à 6 mètres de haut, ne sont pas nées dans la région. « C'est au large de la Vendée et de la Charente que les naissains sont capturés au moment de la ponte (la moule n'est pas hermaphrodite contrairement à l'huître, mais clairement sexuée mâle ou femelle). Les cordes en chanvre installées à cet effet se chargent pendant un à deux mois de moules microscopiques, puis nous les rapatrions sur l'exploitation pour les installer sur les bouchots. »

Il faut entre douze et dix-huit mois de surveillance et de soins constants pour obtenir un coquillage de taille suffisante pour la vente. En France, nous rentrons

dans une période creuse. De mi-mars à mi-juin, la moule se reproduit sur nos côtes et n'est plus assez charnue pour être consommée. Ce sont les meilleurs mois pour l'importation. Les Irlandais et les Gallois nous expédient en ce moment les leurs, issus principalement de la pêche ; les Espagnols nous envoient de Galice leurs coquilles de *Golpo provincialis*, une grosse moule orangée élevée sur des cordes et plus apte, il est vrai, à être farcie qu'à être cuisinée à la crème.

Les belles moules de bouchot à la chair onctueuse et parfois légèrement sucrée ne seront à nouveau cueillies sur nos côtes qu'à partir de juin. Cette année pour la première fois, celles de la baie du Mont-Saint-Michel pourront sans doute afficher une AOC, grande première pour un produit de la mer.

Ces petites merveilles sont au mieux sans le moindre assaisonnement. Ni sel, ni poivre, ni échalotes : juste ouvertes à la vapeur, à goûter telles quelles pour découvrir leur arôme naturellement épuré.

Guillaume Crouzet

## BOUTEILLE

### AOC Bellet

**Château de Bellet Blanc 1995**  
Le vin de Bellet, sur les hauteurs de Nice, couvre une aire d'appellation d'environ 700 hectares, mais aujourd'hui, une cinquantaine seulement sont plantés. Ce vignoble ancien - existant sans doute à l'époque romaine - est établi sur un terroir de galets roulés mélangés à un sable très clair, le *poudingue*. Des champs étroits, pentus, découpés en de multiples restanques par l'érosion, expliquent les difficultés de la culture. C'est évidemment un conservatoire de cépages anciens, le rôle pour les blancs, mêlé d'un peu de chardonnay ; la folle noire et le braquet pour les rouges. Les blancs du Château de Bellet sont les meilleurs de ce terroir confidentiel. Souples et floraux, ils vieillissent dans l'harmonie et accompagnent une cuisine parfumée, quelques légumes des jardins de Provence mijotés à la truffe noire écrasée, par exemple. Une cuvée spéciale, boisée, est commercialisée sous le nom de Baron G.

★ Château de Bellet Blanc 1996 : 80 F la bouteille. Château de Bellet, Quartier Saint-Roman, 440, route de Saquier 06200-Nice. Tél. : 04-93-37-81-57. Télécopie : 04-93-37-93-83.

## TOQUES EN POINTE

### Bistrots

#### LE RESTAURANT-THÉÂTRE DU ROND-POINT

■ Construit à l'endroit où les troupes russes et prussiennes campèrent en 1815, l'ancien « panorama » de Davioud, devenu, sous l'impulsion de Renaud-Barraut, un théâtre mythique en 1980, revient à l'affiche avec Marcel Maréchal. Réaménagé, l'espace du foyer est traité de façon moins spartiate qu'autrefois, et offre aux dîneurs le charme de ses grands volumes. Marcel Maréchal, dit-on, veille à la bonne tenue de la cave. C'est à Pierre Marchesseau, l'ancien hôte du Petit-Bedon, qu'incombe la responsabilité de la carte. Un tartare de crabe et gaspacho façon Tante Louise, une côte de veau José Artur donnent la touche parisienne ; la cassolette de petits gris au lard fumé, la souris d'agneau confit aux haricots frais du marais évoquent la table charentaise. Au déjeuner, formule à 85 F. Menu : 149 F. A la carte, compter 220 F.

★ Paris. 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt (75008). Tél. : 01-44-95-98-44. Tous les jours (de midi à 15 heures et de 18 à 2 heures du matin).

#### LES VERDIOTS

■ Patrick Perny, chef depuis une dizaine d'années, grand amateur de bordeaux, produit une cuisine du marché soignée et reconnue avec civet de biche ou suprême de pintade aux raisins, en cette fin d'hiver. Le turbot à la graine de moutarde, ou la morue fraîche rôtie à l'huile, outre le saumon, le sandre et la noix de saint-jacques, tous produits de la mer, sont sur la carte. Quelques entrées landaises sur fond de terroir, le jambon des Aldudes, ou bien, le croustillant de pied de porc. Dans la même gamme, la cuisse de canard aux pommes à l'ail, l'agneau rôti à la crème d'ail ou le foie gras chaud de canard aux pêches, sauce algre-doux, saveur de pain d'épices. Maison modeste au cadre soigné, qui est à présent sous le vent du Grand Stade, et appréciée des supporters. Vin : Moulin du Bourg 1993 (100 F) sur une remarquable carte des vins. Menu : 150 F. A la carte, compter 220 F.

★ Saint-Denis. 26, boulevard Marcel-Sembat (93200). Tél. : 01-42-43-24-33. Fermé dimanche et lundi soir.

## Brasseries

#### LE BALTO

■ Paris s'éveille... Belle clientèle du soir pour une brasserie en apparence fort connue de la fanfare des Beaux-Arts, mais qui voit depuis un an un patron décidé à offrir en nocturne des plats à la commande, peu nombreux, mais variés, avec des produits frais. Sur les murs, quelques tableaux émotifs d'illustres inconnus, quand la maison faisait crédit aux artistes. Escargots en entrée, l'incontournable œuf mayonnaise, ou la terrine maison. Quelques plats mijotés, c'est le cassoulet maison, ou l'excellent émincé de filet de bœuf Stroganoff. Onglet ou pavé sauce roquefort, au choix. Les desserts, tartes, mousses et crêpes. Vins : Merlot du Pays d'Oc (57 F), ou un beau Madiran, Domaine des Bories. Les « fanfarons » n'ont plus voix au bondon ; une clientèle chic côtoie le soir cette belle jeunesse fort polie par ailleurs. A la carte, compter 120 F.

★ Paris. 15, rue Mazarine (75006). Tél. : 01-44-07-12-37. Jusqu'à 23 heures. Fermé le dimanche.

#### LE GÉNÉRAL-LECLERC

■ Il existe encore quelques lieux de gourmandise dont les habitués ne confient jamais l'adresse. Seule la trahison d'un repenti peut un jour y conduire. Comment dénicher, sinon, au Kremlin-Bicêtre, ce bar-brasserie mirobolant au cérémonial d'autrefois ? Monique a ses têtes à Christian s'affaire au bar, souvent animé à l'heure de l'après. L'on sert ici des plats à l'ancienne. C'est ce que l'on dit lorsqu'on se moque de la diététique. Le cervelas en tranches épaisses serait-il destiné au petit déjeuner de Pantagruel ? Le saumon cru est abondant, savoureux. L'andouillette, énorme, suit, parfaitement cuite. Le rognon de veau est saisi, entier, et présenté tel quel. Délicieux. Le morceau de bravoure, c'est le rôti de cheval, tendre, goûteux, une viande conseillée pourtant aux personnes souffrant d'intolérance au cholestérol ! Quant aux desserts... Excellent sancerre 1996 d'Alphonse Mellot (148 F). A la carte, compter 200 F.

★ Kremlin-Bicêtre. 17, rue du Général-Leclerc (94270). Tél. : 01-46-58-72-81. Du lundi au samedi midi. Sur réservation, le soir.

Jean-Claude Ribaut

### GASTRONOMIE

#### PARIS 1<sup>er</sup>

**L'Escargot Montorgueil**  
Midi Bistrot Formule 138 F  
Menu de saison 180 F - Tous les jours  
38, rue Montorgueil - 01.42.36.53.51

#### PARIS 4<sup>e</sup>

**La Brasserie de l'Isle Saint-Louis**  
55, Quai de Bourbon - 01.43.54.02.59  
Service de 12h à minuit sans interruption  
Fermé le mercredi et jeudi midi

#### PARIS 5<sup>e</sup>

**LA FERME DU PERIGORD**  
1, rue des Poteaux St-Michel  
Tél. 01.43.31.69.20  
Menu 120 F et 128 F + Cerveau  
Menu touristique 150 F (exclut le vin compris)

Sur nos plateaux, c'est elle la star !

PROMOTION  
FRUITS DE MER  
6 PLATEAUX  
80<sup>€</sup> - 247<sup>€</sup>

**LA CHAMPAGNE**  
GRANDE BRASSERIE DE LA MER  
10 bis, place Clichy - 75009 Paris  
Tél. 01.48.74.44.78 - Fax 01.42.80.83.10

**CHEZ HANSI**  
GRANDE BRASSERIE ALSACIENNE  
3, place de la République - 75003 Paris  
Tél. 01.43.48.98.42 - Fax 01.45.44.58.48

#### PARIS 5<sup>e</sup>

**TOUTOUNE**  
Un décor ensoleillé, tout le charme de la Provence...  
- Une cuisine de fraîcheur à prix raisonnables -  
- Chef de cuisine : Christophe PAUCOD  
Menu 128 F au déjeuner en semaine  
Carte menu à 178 F avec la soupisse de Saison d'office (198 F le dimanche)  
5, rue de Poitou - Tél. 01.43.36.56.81

#### PARIS 6<sup>e</sup>

**La Chope d'Alsace**  
Repas d'affaires  
Menu 169 F  
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6<sup>e</sup>  
Rés : 01 43 26 67 76  
Ouvert jusqu'à 2 h du matin  
Parking rue de l'Ecole de Médecine

#### PARIS 6<sup>e</sup>

**LE POLIDOR** depuis 1945  
Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire  
Menu midi 55 F, 100 F et  
Carte 90/120 F - 41, rue Monsieur Le Prince  
Tél. 01.43.26.93.34 - 0111, jusqu'à 0630

#### PARIS 6<sup>e</sup>

**ALSACE A PARIS** T.J.  
01.43.26.21.48  
9, pl. St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> - SALONS  
CHOUKROUTES, GRILLADES,  
FLAMMEKÛCHE, POISSONS,  
HUITRES ET COQUILLAGES  
Nouveau parking St-Michel

#### PARIS 6<sup>e</sup>

**Vagenende**  
Cuisine traditionnelle et du marché  
Service continu TJ de midi à 1h du matin  
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

#### PARIS 7<sup>e</sup>

**LES MINISTÈRES**  
depuis 1919 un brin de Paris  
Menu 169 F apéritif et vin compris  
servi même le samedi et dimanche  
30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37  
LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE



## Le prêt-à-porter de l'hiver 1998 oppose le culte de l'abstinence à la loi du désir

Après plus de cent présentations organisées entre le 9 et le 16 mars, les défilés se sont achevés à Paris. Entre robes de cachemire minimalistes et voiles sensuels, la compétition de la saison prochaine a pris ses marques

**CACHEMIRE** Imitation bure contre jupe en cuir, mules et sabots contre talons eiffeliens, raie au milieu et cheveux lisses contre chignons et coques, jambes nues contre bas fins semés d'une poussière de diamants : le match de l'hiver 98 a commencé, opposant à travers différentes visions de la femme deux images pour le prochain millénaire. Entre une Amérique puritaine et des pays de l'Est où les nouveaux marchés alimentent des passions de chair et de conquête, entre culpabilité et démons tentateurs.

Entrés par la porte du couvent, les mannequins ressortent par celle de la boîte disco des années 80, comme ce Studio 54 où le *New York Magazine* fêtera son trentième anniversaire. Avec des robes trouées façon « Dieu l'a voulu », de la maille-tonneau, des Niagara de drapés noirs, et des manteaux faits pour éponger la poussière avec ses larmes, Yohji Yamamoto a clôturé la semaine sainte de la mode ouverte le 9 mars par Hermès avec une mariée géante et statufiée que n'aurait pas reniée Antonio Miraló.

Le lendemain, Thierry Mugler envoyait sur la scène du Carrousel du Louvre des James Bond girls, divas funky et dominatrices enrobées de vinyle, caparaçonnées d'impressionnants tailleurs de reps et de grain de poudre, des sirènes de datcha en combinaison-smoking « jambe fendue », et des escort-girls en fourreau à fente illaque et porte-jarretelles. Eva Herzigova, l'ex-Miss Wonderbra, avait retrouvé son sourire.

De recherches conceptuelles (Watanabe) en Titanic-parités (Dior), tous les extrêmes se sont frottés, mettant à jour les tensions que la mode, sous son impitoyable frivolité, met en scène jusqu'à la treillismanie (APC, Rykiel, Mugler, Isabel Marant). Le camouflage est de saison, alors que narguant le gris et le kaki passe-muraille, des lames de paillettes orange traversent comme des éclairs les tee-shirt de Jean Colonna.

Ailleurs, avec des jupes pour Peau d'âne en python havane, ou des sacs à commission en vision, l'imagerie semble plus complexe. Dans un décor couleur de sherry, Christian Lacroix, très Swing Troubadour, a remis à l'honneur la mode années 40, où des fumeuses de Cold Flake, comme la Carla de Marc Lambron dans 1941 (Grasset, 1997), fredonnent sous la lumière tamisée des rêves soyeux, entre pardessus de cuir découpés d'arabesques, vestes-comètes, et zinzins de jais et de chantilly chahutant le décor d'un éternel *Dernier métro*.

L'opulence se pare de brume. Avec leur fines bretelles d'or, les robes-combinaisons noir jais d'Emmanuel Ungaro évoquent des boucles d'oreilles anciennes achetées à Venise. Dans un fond enchaîné moelleux de tweeds, de références à Dolce e Gabbana et à la boutique « Voyages », les brillances cuivrées et les velours dévorés pourpre miroitent sur la peau.

Face à Milan la grise, c'est dans les multiples facettes du noir, que Paris retrouve sa densité, cette force de vie que les défilés d'Isabel Marant, de Christophe Lemaire ou de Jody Bet font jaillir dans une complicité avec le public qu'ils ont le privilège d'avoir choisi.

Une semaine avant Paris, Milan, sous le choc du krach asiatique, avait fait pauvre mine. Dans les salles organisées en nefs, et sur les podiums réduits à des tapis de sol blanc immaculé, les lolitas dénudées de l'été s'étaient transformées en aspirantes chaises de début des années soixante. Le pistolet de sac semblait s'être transformé en missel. Paris ajoute à ce

régime sans sel une touche d'esprit et de complexité. A côté des séries monochromes de Céline et de Cerruti, couleur de pierre et de sables mouvants, le défilé de Narciso Rodriguez pour Loewe esquisse une autre sensualité, dans un jeu d'illusion qui mêle le doux

Photographies  
Isabel Muñoz/Vu



Ci-dessus, chez Hermès, sur un manteau-enveloppe de cachemire, voile de pluie protecteur et pendentif inspiré de la clochette à clef des sacs maisons.

En haut à droite, une silhouette de Yohji Yamamoto.

Ci-contre, un modèle de Céline créé par le nouveau directeur artistique Michael Kors.

Ci-dessous, signés APC, un gilet doudoune orné du drapeau tunisien et une jupe « femme au bord de la crise de nerfs ».

au rugueux, l'austère au fluide, entretient un mystère banuel sous un subtil grillage de jais et de mousseline, tandis qu'une jambe voilée vient fendre un flot de laine en procession.

Ici et là, d'asymétries en feuilletages et diagonales, on a vu le vêtement, comme les maquillages, se dédoubler, dans un jeu de métamorphoses dont Paris a le monopole, et où le défilé reprend toute sa magie, avec pour étoile Martine Sitbon. Son bestiaire fantastique s'est épuré pour devenir un jeu de verticales et d'horizontales, Mikado de velours, obliques qui tiennent le corps sans le contraindre, l'élévent, dans un jeu dynamique de sensations et de couleurs posées comme des touches de fards.

La musique, signée Frederic Sanchez devient parure : soufflé griaçant de Mika Vainio pour les panoplies noires du début, qui s'ouvre en chanson aux multiples échos, « un vieux morceau de Jesus and Mary Chain repris par Primal Scream ».

« On vient à Paris comme on va à Hollywood. C'est une mequie », dit André Léon Talley, « editor at large » du puissant *Vogue* américain. Sa collection préférée ? Celle de Sonia Rykiel, « l'expression totalement française d'une femme qui est la reine de ce qu'elle fait ». C'est à Paris que les créateurs s'exposent, révélant peut-être sous les atours de l'hiver la puissance et la fragilité d'une mode qui s'auto-proclame comme péché social, alors que dans le hangar loué dans le Marais par Enrica Massei, on distribue au public venu en li-



mousine des couvertures de survie pour admirer les cachemires qui défilent.

Le double-face et le réversible triomphent : nouveaux idéaux pour retournements de vestes en périodes troubles ? Les griffes d'un chat arrachant la broderie (Guy Laroche), le cuir légèrement vieilli « comme battu par les intempéries » (Loewe), les luxueuses et filochées de mohair en rouge gaspacho et blanc de Christina Ortiz chez Lanvin, en disent long sur l'image d'un luxe sous influence.

D'où le défilé tout or de l'améri-

cain Jeremy Scott, almées de pacotille, et papillotes Dallas pour une réponse de l'avant-garde officielle à sa bergère. « Une chemise de nuit en cachemire, il n'y a rien de mieux ! Tu mets tes mains dans les poches et tu ne les ressors plus », dit Anne Rohart, posant dans sa robe-vareuse et son manteau-enveloppe Hermès. « Human touch », lit-on dans le programme Cerruti, dont les manteaux deviennent des peignoirs, et où un haut de mousseline évoque une poche d'air à trois trous.

D'une collection à l'autre, Maggie Fraser, la roussie à la silhouette « Tour de Pise », Erin, une grande pâleur au long nez, Angela Lindward la boudeuse, Audrey, la nouvelle Kate Moss française, s'avancent, lèvres effacées, allure imperméable à tout hasard, toute rencontre.

« No stop, no pause, no clapping » (pas d'arrêt, pas de pause, pas d'applaudissements), avait-on écrit à l'attention des mannequins, en lettres rouges sur un tableau magnétique dans les coulisses d'un défilé très tendance, où les rédactrices de mode ont coché la jupe-serpillière de cachemire de la saison.

A l'opposé, c'est à partir de



l'épaule carrée façon Saint Laurent que Christian Lacroix (dont les vestes sont également fabriquées par Mendès), ou même Thierry Mugler, et Emmanuel Ungaro, célèbrent une silhouette toute en courbes et en jambes. Chez Givenchy, Alexander McQueen élève le vêtement et garde du corps, quand certains semblent, au nom du confort confondre discrétion et anonymat et légitimer d'abord le plaisir solitaire.

Laurence Benaïm

### Le camouflage urbain selon APC

Ses pardessus en drap de laine, ses chemises en coton crêpe, ses jupes avec doublure « craquée » sous la fente, façon « femme au bord de la crise de nerfs » se vendront de Paris à Tokyo comme de petits pains. Avec un million de pièces dispersées par an, Jean Touitou, à la tête d'APC (Atelier de production et de création), a réussi en dix ans à construire un petit empire, trouvant le subtil détail qui distingue le simple du banal, ajoutant une petite patte Bob Dylan à u col de chemise, et pour l'hiver 1998 un mini-drapeau tunisien sur le fermement à glissière de ses doudounes à rebord flanelisé, « par lequel Ralph Lauren met bien un drapeau américain... ». C'est dans le vêtement militaire qu'il a été l'un des premiers à détourner, dans le sillage de Renoma et d'Yves Saint Laurent, qu'il trouve aujourd'hui la légitimité d'un style urbain : « L'uniforme, c'est la forme la plus achevée du vêtement avec la haute couture. » Rue Madame, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement, où il a installé ses bureaux et son magasin général Jean Touitou, producteur d'un nouveau CD de Lili Boniche (titre « Alger, Alger »), devrait ouvrir sa prochaine boutique, qu'il a baptisée « L'Arabe du coin ».



هكذا من الامل

AUJOURD'HUI-PRÊT À PORTER HIVER 1998

LE MONDE / MERCREDI 18 MARS 1998 / 33



## Cachemire passe-muraille

TRICOTÉ main dans les pulls techniques d'Hermès ou trouant pour imiter la laine polaire dans la ligne de Narciso Rodriguez, présentée à Milan, le cachemire habille les collections de l'hiver 1998/1999. A tel point qu'Husselo Chalyan, figure phare de l'avant-garde londonienne, a été nommé consultant de Tse, l'un des géants mondiaux de la précieuse laine.

Fondé en 1972, le groupe italien Malo, leader mondial du tricot de cachemire, avec 300 millions de francs de chiffre d'affaires, a vendu près d'un million de pièces en 1997. Le fabricant, qui recueille chaque printemps le duvet des chèvres tex sur les hauts plateaux du désert de Gobi, ouvrira début avril une deuxième boutique à New York, dans le quartier de Soho. A une échelle moindre, Lucien Pellat-Finet travaille des silhouettes en cachemire d'Ecosse, pantalons fluides et pulls graphiques, dans une vingtaine de coloris, du kaki au rose shocking.

Pour l'hiver prochain, le cachemire triomphe dans le dépouillement. De Cerruti à Céline, il se présente en double face, sans doublure ni ourlet, et revêt d'impondérables les manteaux. Chez Hermès, Martin Margiela l'a mélangé au lycra dans les vestes déstructurées qui épousent les mouvements du corps (180 grammes par mètre de tissu). Hervé Lèger, spécialiste des robes du soir en bandes de lycra et viscose, a travaillé ses silhouettes tubulaires dans de longues robes d'intérieur en

maille cachemire. Trois kilos de cachemire - vendu 1 200 francs le kilo en Italie - sont nécessaires à la réalisation d'une pièce proposée à 9 000 francs. Au-delà des innovations technologiques, le cachemire devient le support d'un luxe coupable qui se cache derrière une allure passe-partout. « Un raffinement si extrême qu'il ne devient visible que pour les véritables connaisseurs », dit-on chez le fourreur Révillon, qui se fournit en cachemire chez Loro Piana, l'un des tisseurs italiens les plus prestigieux, installé près du lac de Côme. Pour s'afficher sans complexe dans la rue, l'opossum se pose sur la capuche d'un sweat en cachemire et soie à 8 400 francs. Rasé, épillé, le vison se camoufle dans des pardessus taillés comme des robes de chambre.

Loin des faux-semblants, Nicolas Ghesbrière, qui présentait sa deuxième collection pour Balenciaga, a, lui, sublimé le cachemire par la forme, des robes au dos « basculé », aux longues capes enroulées.

Un hommage réussi au maître espagnol de la coupe.

Anne-Laure Quilleriet

Chez Christian Lacroix, coiffure à la Domergue en référence aux années 40 (en haut, à gauche). Ci-contre, Wolford pour le couturier parisien, jambes semées d'une poussière de strass. Ci-dessous, loup et robe d'or pour Jeremy Scott, qui a organisé son défilé sous la coupole du Printemps sur le thème du « Contrepied ».



Ci-contre, robe en crêpe noir à soupçon de chantilly, signée Emanuel Ungaro.



Ci-dessous : doudoune en lamé plastifié, façon orgies nacrées, pour une rue brillante vue par Xuly Bet (en bas à droite).

## Les choix de Colette

Proposant aussi bien des culottes Bonpoint pour petites filles, une trotteuse électrique ou du dentifrice, la boutique Colette est devenue le nouveau bazar des branchés de la mode. De la Hollandaise Saskia Van Drimmelen, inconnue en France, à Yves Saint Laurent pour homme, vingt-cinq marques de vêtements offrent un regard complet sur la création internationale. Dans cet antre du chic minimal, pas de limite de prix : de 250 francs pour un tee-shirt en coton de Martin Margiela à 30 000 francs pour une robe en mousseline brodée d'Alberta Ferretti. Parmi les défilés parisiens de l'hiver prochain, celui de Véronique Branquinho, styliste belge de 24 ans - déjà choisie pour l'été 1998 - a accroché l'œil des acheteurs de Colette, avec ses silhouettes noires et longilignes. Derrière les serre-têtes banane et les robes fesses à l'air, quelques pièces commerciales ont émergé de la collection de Gaspard Yonkevicz. « Les jeunes créateurs veulent impressionner avec une mode théâtrale. Mais l'avant-garde, c'est une veste noire avec une nouvelle coupe », explique Milan, l'un des acheteurs. Exception faite pour Jeremy Scott avec ses créatures empaquetées de tissu doré : « Il prend le contre-pied de tout ce qui existe, nous l'achèterons de toute façon ». Des sweet-shirts à capuche de Daryl K, aux robes du soir drapées de Thimister, le nouveau luxe s'affiche simplissime chez Colette qui aimait diffuser aussi Balenciaga ou les pulls de Santa Rykiel.

## Rendez-vous à New York

Alors que les défilés s'achèvent à Paris, les rédactrices de mode américaines vont regagner New York, où aura lieu, entre le 29 mars et le 9 avril, le prochain marathon de la mode d'hiver. Deux nouveaux protagonistes sont attendus à côté de Calvin Klein, Ralph Lauren, Donna Karan et les autres : le Viennois Helmut Lang, et le Milanais Giorgio Armani. L'interdiction le 9 mars par la préfecture de l'entrée dans une tente place Saint-Sulpice où avait lieu le défilé, non loin du magasin Emporio Armani ouvert il y a deux mois, a jeté un discrédit sur la capitale qui se présente comme la plus cosmopolite de la mode (Le Monde du 13 mars).

« Un tel manque au respect et à la courtoisie ne peut être pardonné », a écrit Juliette Gréco au couturier, qui a reçu les messages de soutien de Jean Paul Gaultier, Yves Saint Laurent, Nino Cerruti, Jean-Louis Dumas, président d'Hermès, Emanuel Ungaro. Tom Ford a déjà pris les devants médiatiques : c'est à New York, qu'il organisera le 1<sup>er</sup> avril une fête pendant les défilés, pour le lancement du magazine japonais Visionnaire, qu'il a conçu comme une « boîte à lumière » et dont Gucci, qui lance un parfum masculin, est le sponsor. Enfin, c'est le 8 avril que Sotheby's organisera une vente aux enchères d'accessoires et de robes (Courrèges, Schiaparelli, Halston, Dior, Cardin...), sans oublier la correspondance de Jackie Kennedy à sa vendresse de Bergdorf Goodman. Titre du catalogue : Nothing to Wear (Rien à se mettre).

SAMMON FUMÉ SANGRAGE D'IRLANDE, PÊCHE AU LARGE DE LA CÔTE OUEST D'IRLANDE EN SAISON POISSONS. 120 F/kg, minimum 6 kilos. Livraison en France. Nous acceptons toutes les principales cartes de crédit. JACKIE BERNAGHAN & SONS, BALINAGH, CO. MAYO, IRLAND. Tél. 00353-96 21196 - Fax 00353-96 72216

PARIS 7<sup>e</sup>  
**LE BOURBON**  
"Ses confits, magrets, casseroles et choucroutes. Sa bouillabaisse, poissons fumés et fruits de mer..."  
Menu 162 F, Menu Gâteau 185 F et Carte à la carte du Pâtisier Bourbon.  
Tél. : 01.45.51.58.27 - Jusqu'à 22h30

PARIS 7<sup>e</sup>  
**BISTROT DE BRETEUIL**  
Sérieux - Qualité - Prix.  
Carte-menu exceptionnelle, sélection de produits parmi les plus appréciés : 6 huîtres n°2 Maréennes Oléron, foie gras, 1/2 homard (suppl. 20 F), 12 escargots Bourgogne. Chaque jour le plat Haut de Gamme : Bar, Lotte, Sole, St-Jacques, filet de bœuf, tournedos d'agneau, filet mignon de veau. Carte desserts. Apéritif, vin direct de propriété 1/2 Btl par personne, café 182 F TTC.  
7/7 - 3, place de Breteuil  
Tél. : 01.45.67.07.27

PARIS 7<sup>e</sup>  
**NEW JAWAD**  
HAUTE GASTRONOMIE  
Spécialités Pakistanaïses et Indiennes  
A 100 m du Pont de l'Alma  
Salle clim., terrasse, table sur roues  
Menu 99 et 140 F Carte env. 200 F  
12, av. Rapp 75007 Paris  
Tél. : 01.47.05.91.37  
NEW BALAL - 25 rue Taibout  
PARIS 9<sup>e</sup> - Tél. 01.42.46.53.67

PARIS 9<sup>e</sup>  
**TY COZ**  
01.48.78.42.95/34.61  
35, rue St Georges  
PLATEAU de FRUITS de MER 195 F  
POISSONS - CRUSTACÉS  
Menu de la "Mer" le soir : 170 F  
Fidim., lundi soir - Climatisé

92 NEUILLY  
**Jarrasse**  
L'Écaille de Paris  
01.46.24.07.56  
4, av. de Madrid - 92200 Neuilly  
Salons particuliers - Vénitien

**LES GRANDES MARCHÉS**  
Place de la Bastille  
Au pied de l'Opéra de la Bastille, une grande adresse pour un repas de qualité.  
Huîtres toute l'année, poissons du marché, plats traditionnels et vins à découvrir.  
Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin.  
Réservation : 01 43 42 90 32  
\* 1 entrée, 1 plat, 1 dessert.

**GASTRONOMIE**  
Renseign. publie :  
01 42 17 39 40

PARIS 8<sup>e</sup>  
UN PRIX UNIQUE au cadre des Champs-Élysées  
**FLORA DANICA** (165 F)  
COPENHAGUE  
Menu 240 F (boisson comprise)  
BARBER, SAUMON, RENNE, CANARD SAÛLE  
142, avenue des Champs-Élysées - 01.44.13.84.26

PARIS 12<sup>e</sup>  
Face au port de la Bastille  
**LE MANGE TOUT**  
Cuisine traditionnelle  
Spécialités Rouennaise, Quercy, Aveyron.  
Menu saveur 190 F (vin compris)  
Menu du jour 95,50 F Carte 120 F et 150 F  
24, bd de la Bastille - Tél. 01.42.43.95.15  
Le soir - Service après OPÉRA et Spectacles

PARIS 19<sup>e</sup>  
**LE PALAIS DE L'INDE**  
Face au port de la Bastille  
Faire un peu des Indes d'aujourd'hui  
"Un des meilleurs restaurants indiens de Paris à prix raisonnables"  
65, rue d'Alsace - 75019  
01.42.58.91.25 - 01.42.58.91.14

**GASTRONOMIE**



## LE CARNET DU VOYAGEUR

pératures varient peu, entre 8 et 11 degrés l'après-midi.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Sur Aquitaine et Midi-Pyrénées, le temps sera bien ensoleillé après la dissipation des brouillards mathéaux. Sur Poitou-Charentes, après une matinée ensoleillée, des nuages arriveront par le nord. Les températures maximales seront très agréables entre 15 et 19 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Le ciel sera nuageux avec des éclaircies. Les Alpes seront sous le soleil au-dessus de 1 500 mètres. Le thermomètre montera entre 15 et 19 degrés l'après-midi.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le soleil sera très généreux. La tramontane soufflera à 50 km/heure environ. Les températures matinales pourront descendre jusqu'à - 2 degrés dans l'intérieur de la Provence. Les températures maximales monteront entre 15 et 23 degrés.

**Prévisions pour le 19 mars à 0 heure TU**

## Mariages mixtes, mariages à l'étranger et régimes matrimoniaux

élever les enfants, elle aura droit à la moitié du patrimoine.

Depuis le mariage couple, qui est venu habiter en France, s'est alors posée la question de la validité du contrat. « Il s'agit d'un contrat de mariage par acte sous scings privé, qui n'est parfaitement régulier », répond Georges Khairallah, juriste international, professeur à l'université de Paris-IV et à Paris-IX et consultant au Centre de recherche, d'information et de documentation notariale (Cridon). Il leur conseille toutefois de faire figurer la mention de ce document dans la transcription de leur acte de mariage, délivrée en France.

**■ FORMES LOCALES**

« Quel que soit le pays où il est célébré, même en dix minutes à Las Vegas, le mariage est toujours valable, à condition qu'il respecte les formes locales, qu'elles soient civiles comme en France, ou religieuses comme au Proche-Orient », explique Georges Khairallah.

Marcel Revillard, auteur d'un ouvrage de droit international privé, signale un arrêt de la Cour de cassation du 24 octobre 1992 annulant l'union célébrée en Mongolie par un prêtre catholique belge, entre un explorateur français et une Améri-

... parce que la Mongolie ne connaît pas cette forme de mariage religieux.

Un croisé de France à l'étranger peut célébrer une union entre deux Français. Mais entre un Français et un étranger (et inversement), le conseil n'est compétent que dans les quinze pays dont la liste figure dans le décret du 26 octobre 1939, auxquels il faut ajouter la Syrie et le Liban.

En signant un contrat, César et Emmanuelle ont fait le bon choix, car se marier dans un pays ne signifie pas que l'on soit soumis définitivement à la loi locale pour le régime matrimonial. En effet, c'est le lieu de la première résidence habituelle qui compte. Celle-ci est par-

---

## Pour se documenter

- **Lois :**  
Code civil, article L-170 et articles 1397-2 et suivants.  
Convention de La Haye, du 14 mars 1978.
- **Ouvrages :**  
- *Droit international privé et pratique notariale* de Mariel Revillard (Ed. Defrenois, 400 F).  
- *Traité de droit international privé*

plus difficile à déterminer et, sans contact, les couples cosmopolites risquent de changer de régime matrimonial à chaque déménagement, sans le savoir.

Par exemple, deux Algériens mariés sans contrat en Algérie et venus ensuite s'installer en France seront assujettis au régime français de la communauté réduite aux acquêts, et non pas au régime algérien de la séparation de biens. Il en va de même pour un couple franco-américain, marié à New York où le régime légal est la séparation de biens. Si ce couple venait résider en France, il serait alors assujéti, au bout de dix ans, à la communauté réduite aux acquêts. En cas de divorce, chacun des deux conjoints pourrait donc re-

---

**Batifol et Lagarde, éd. LGDJ**  
(1993, 300 F).

- *Juris-classeur droit international* : 11 volumes, 10 610 F ; éditions Juris-classeur, 141, rue de Javel, 75015 Paris, tél. 01-45-53-92-00.
- *Law Digest*, Martindale-Hubell (3 volumes), International Office, 27 Paul Street, London.
- *Répertoire de droit international* (3 volumes), à paraître chez Dalloz.

pendre la moitié du patrimoine. On peut éviter ces fluctuations en désignant la loi applicable au mariage, d'un commun accord, avant tout changement de résidence, comme le permet la convention de La Haye.

**ROMANOLIGION**

Selon l'article 6, le couple a le choix entre « la loi de l'Etat sur le territoire duquel l'un des deux époux a sa résidence au moment de cette désignation, ou la loi d'un Etat dont l'un des deux époux a la nationalité ». La loi ainsi désignée s'applique à l'ensemble de leurs biens, mais le couple peut prévoir que les immeubles qu'ils possèdent, ou ceux qui seront acquis par la suite, seront soumis à la loi du pays où se trouvent ces biens immobiliers.

Cette démarche qui consiste à désigner la loi applicable au régime matrimonial équivaut à un changement de celui-ci. Cela peut être très avantageux si l'on se trouve dans un pays où les formalités sont plus simples et moins onéreuses qu'en France, où le changement de régime matrimonial est soumis à l'homologation du tribunal de grande instance, alors qu'en Italie un simple passeport, chez le notaire, est suffisant.

qu'en Grande-Bretagne on se contente d'un acte sous seing privé.

« On a toujours intérêt à passer un contrat, car le régime matrimonial revêt une grande importance au moment d'un divorce ou d'une succession », conseille cependant Georgina Khairallah. En effet, la jurisprudence en la matière est abondante et particulièrement complexe. On y trouve des cas comme celui de ces deux Marocains de confession israélite unis au Maroc selon le rite religieux en vigueur pour leur appartenance. Ils étaient ensuite venus résider en France, où ils avaient acquis la nationalité française.

Au moment du divorce, le mari soutenait que leur régime matrimonial était le régime français de la communauté, et la femme tenait pour la séparation de biens. La Cour de cassation lui a donné raison, en admettant que la *ketoubah* — écrit traditionnellement rédigé par le rabbin et constatant le mariage ainsi que les obligations du mari relativement à l'apport de l'épouse — équivalait à un contrat de mariage, car il énonçait que l'union était conclue « sous le régime des méghorachimes de Castille ».

Michel de Bayeux

## PROBLÈME N° 55056

**SOS Jeux de mots :**

réorganisation. - 6. Pousse dans les airs. Commu. - 7. Vont parfois à la ligne. - 8. Interjection. Points, jamais vœux. - 9. Presse sous silence. Jeu d'enfant. - 10. Prenaient la porte. - 11. Comme des terres porteuses d'avenir.

*Philippe Dupuis*

**SOLUTION DU N° 98065**

**HORIZONTALEMENT**

I. Chocolatier. - II. Hégémonisme. - III. Ivre. Gambas. - IV. EEE. Gerbant. - V. Nasses. Cl. - VI. San. Répét. - VII. Agences. Pl. - VIII. Si. Gîte. Set. - IX. Sous-verre. - X. Indues. Echo. - XI. Sores. Jason.

**VERTICALEMENT**


1. Chiens-assis. - 2. Hévéa. Giono.

1. Rend l'eau plus agréable. - 2. Hérétique depuis le concile d'Éphèse. - 3. Point gagnant. Négation. Fais n'importe comment. - 4. Possessif. Le californium. Ont certainement beaucoup de choses à dire. - 5. Serpentine. Un début de

Réa. - 9. Isba. Secs. - 10. Emancipé.  
Ho. - 11. Restitution.

**Le Monde** est édité par la SA Le Monde. La rep.  
de l'administration.  
Comité  
ISSN 0385-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Günsbourg  
94852 Ivry cedex



PRINTED IN FRANCE

[illegible]

Publication de tout article est interdite sans l'accord  
des porteurs des journaux et publications n° 87 437.

**Le Monde**  
PUBLICITE

Président-directeur général :  
Dominique Aubry  
Vice-président : Gérard Morin  
Directeur général : Stéphane Cornu

1 bis, rue Claude-Bernard - BP 218  
75226 PARIS CEDEX 05  
N° 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

**Solutions du problème paru dans Le Monde du 11 mars.**

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) CROYSTAT, appareil faisant du froid, 2A, 92-OCTROYAS, 3H, 94-OXYCRATS, boisson antique, 106-CROYANTS, 6C, 91.

b) CROYAIS ou CROYAIT-ROKIS-YAOURTS-CORYZAS.

c) SPHINGE, sphinx femelle - GORAS.

*Michel Stedje*

**Michel Charlemagne**

١٥٥ من الاموال



الشيخوخة

LE CARNET  
DU VOYAGE

## CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 18 MARS 1998

**PSYCHANALYSE** La psychanalyste Maud Mannoni est morte à son domicile parisien, dimanche 15 mars, des suites d'un arrêt cardiaque. Elle était âgée de soixante-quatorze ans.

Marquée par l'enseignement de Donalds Woods Winnicott et de Jacques Lacan, elle fut, avec Françoise Dolto, l'une des grandes figures de la psychanalyse des enfants. ● DES OUVRAGES,

comme *L'enfant arriéré et sa mère*, en 1964, ou *Education impossible*, en 1973, marquèrent la réflexion et orientèrent la pratique dans ce domaine. Avec son mari Octave, lui-même psychanalyste,

décédé en 1989, elle fut aussi une intellectuelle engagée dans la lutte contre le colonialisme. ● EN 1969, s'inspirant d'une manière critique des théories de l'antipsychiatrie, elle crée l'école expé-

riementale de Bonneuil-sur-Marne, lieu d'accueil pour les enfants et les adolescents en détresse. ● SES DERNIERS LIVRES comportent une réflexion sur la vieillesse et sur la mort.

# Maud Mannoni, un lacanisme à visage humain

Sa rencontre avec les adolescents psychotiques a radicalement marqué sa vie. La célèbre psychanalyste, fondatrice de l'école expérimentale de Bonneuil-sur-Marne, est morte dimanche 15 mars, à Paris, à soixante-quatorze ans

**GRANDE FIGURE** de la psychanalyse française, connue pour son courage et pour son engagement constant en faveur des marginaux, des fous et des exclus, Maud Mannoni s'est éteinte dimanche, à son domicile parisien, des suites d'un arrêt cardiaque. Depuis la mort d'Octave Mannoni en 1989, elle vivait seule et c'est lundi matin que ses proches l'ont trouvée inanimée. Souffrant d'une grave hypertension, elle consommait de nombreux médicaments et avait souvent songé, à mettre fin à ses jours, comme l'avait fait Bruno Bettelheim, pour éviter la vieillesse et la déchéance. Et puis la mort l'a rattrapée. Marquée à la fois par l'école anglaise - de Melanie Klein à Donalds Woods Winnicott - et par l'enseignement de Jacques Lacan et de Françoise Dolto, elle fut aussi une militante de gauche, anticolonialiste. Ses ouvrages sont traduits dans le monde entier.

Née à Courtrai, en Belgique, le 22 octobre 1923, Magdalena van der Spoel appartenait à la troisième génération psychanalytique française. Elle passa sa petite enfance à Colombo, où son père exerçait des fonctions de consul général des Pays-Bas. Elevée par Aya, une nourrice cinghalaise, elle en fut brutalement séparée à l'âge de six ans, quand ses parents quittèrent Ceylan pour retourner en Europe.

Elle se souvint ensuite de la grande maison familiale comme d'un paradis terrestre. Mais la rupture avec Aya fut pour elle un véritable traumatisme : « Je ressentais comme un abandon d'autant plus terrifiant qu'aucun mot ne l'accompagnait. Dans cette détresse qui s'abat sur moi, écrivait-elle en 1988, je n'arrivai plus à reconnaître qui j'étais, où j'allais. Je ne savais pas ce qui m'arrivait. »

Comment renouer avec la langue perdue de l'enfance ? Comment dépasser les traumatismes inhérents à toutes les formes de séparation pour s'en libérer par la création ou l'intégration ? Telles étaient les questions qu'elle se posait

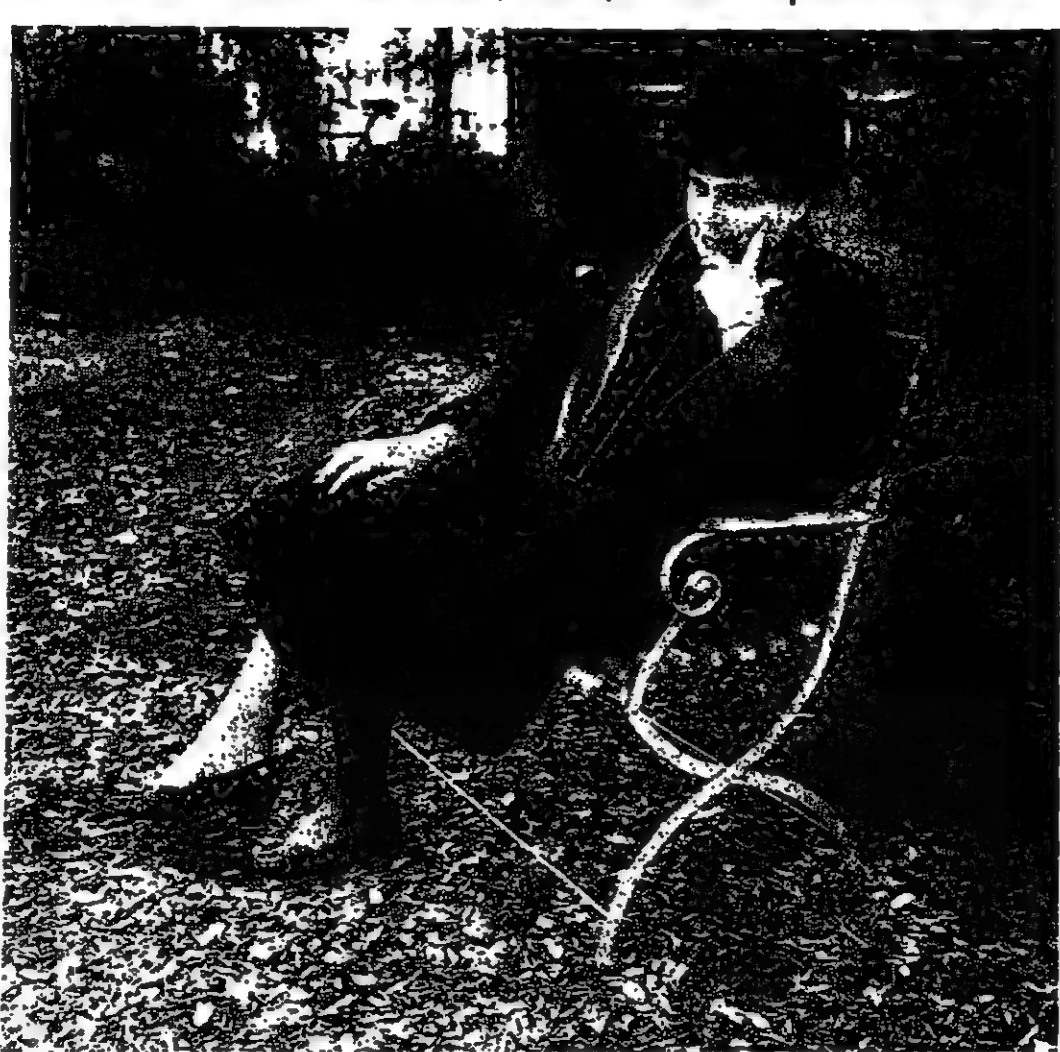
C'est à Courtrai, auprès de son grand-père maternel, qu'elle retrouva en trois mois la sécurité perdue. Elle apprit alors le français mais perdit l'usage de sa langue maternelle, l'anglais, et oublia les mots hindi transmis par sa chère nourrice. Bientôt, l'abandon se répéta quand ses parents l'emmenèrent à Amsterdam pour une nouvelle tranche de vie.

Ne sachant plus communiquer

en français avec un père qui ne voulait parler qu'anglais, elle fut alors obligée d'apprendre le néerlandais : « A Amsterdam, la solitude est totale. De six à onze ans, il me manque quelqu'un à qui parler. Totalement hostile à mon père (...). Je me trouve écartelée entre le monde adulte où les réceptions ont perdu leur allure de fête et celui des enfants qui me font payer cher de ne pas faire partie de leur milieu petit-bourgeois (...). De plus, le langage académique que j'habite, le néerlandais, a fini par tuer les mots vivants et la recherche du beau vient à la place du vrai (...). J'ai désappris à parler. Les mots n'ont plus de sens. »

A Amers, elle fit ses études primaires à l'école religieuse des Dames de Sion, où elle eut un « coup de foudre » pour la mère Roberte. Se sentant marginale dans son milieu et bien incapable d'acquiescer les vertus bourgeoises qu'on lui réclamait, elle décida de s'inscrire à l'Université libre de Bruxelles où elle obtint un diplôme de criminologie. Le contact qu'elle eut à cette époque, dans des services de psychiatrie, avec des adolescents psychotiques, eurent pour effet de transformer radicalement sa vie. C'est auprès de Maurice Dugant, fondateur de l'Association des psychanalystes de Belgique (future Société belge de psychanalyse, SBP) qu'elle fit son analyse didactique. Elle devint membre de la SBP en 1948, un an avant l'affiliation de celle-ci à l'International Psychoanalytical Association (IPA).

L'expérience d'une société multiculturelle, le contact avec l'univers colonial et l'expérience subjective douloureuse au sein d'une famille où régnait l'absence d'un amour véritable, la conduisirent à s'intéresser à toutes les situations de violence et de rupture : com-



Maud Mannoni photographée en 1993.

chanalyse d'enfants mais parce que celle-ci lui présentait Octave Mannoni en qui elle trouvait une figure paternelle qui lui rappelait son grand-père. Elle l'épousa le 23 décembre 1948. Né en 1899, il avait lui aussi connu, à Madagascar, la situation coloniale avant d'entrer en analyse avec Lacan. Aux côtés de cet intellectuel engagé à gauche, elle fréquenta l'équipe des Temps modernes, s'intégra à la Société française de psychanalyse (SFP), où elle fit une deuxième tranche d'analyse puis une analyse de contrôle avec Lacan.

En 1960, elle signa le Manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie. Parlant de nouveau l'anglais, elle prit l'habitude de se rendre périodiquement à Londres pour y être formée par le grand D. Winnicott, dont la renommée était immense. Chef de file du groupe des indépendants, il s'était heurté au dogmatisme des Klein et des partisans d'Anna Freud. Dans un contrôle de cas au long cours, il lui transmit toute la complexité de son expérience de la cure fondée sur une conception phénoménologique du « soi » (le

soi), tandis qu'elle tentait de l'inscrire à la conceptualité lacanienne. Il lui fit comprendre comment analyser les difficultés de l'analyse dans le contre-transfert, comment progresser vers la guérison et la recherche de la vérité à travers le doute et l'erreur. En bref, il lui apporta une autre écoute clinique que celle pratiquée en France à cette époque. Une écoute où l'exploration des relations d'objets et des projections fantasmatiques avaient acquis une place considérable dans la compréhension de l'imaginaire du patient.

Elle conserva d'excellentes relations avec Winnicott et c'est grâce à lui qu'elle pourra rencontrer Ronald Laing, l'enfant terrible de la British Psychoanalytical Society qui, déjà, contestait le savoir psychiatrique dominant. Elle lui rendra visite à l'hôpital de Kinsley Hall, où étaient accueillis des schizophrènes. Il lui empruntera l'idée que la folie est un passage, un état, un voyage, beaucoup plus qu'une maladie mentale, et qu'il faut inventer une nouvelle manière de la cerner, hors des murs de l'asile et des classifications de la psychiatrie.

Cependant, très attachée au

freudisme et aux positions de Lacan, elle n'adopta jamais les thèses de l'antipsychiatrie. Elle en retiendra l'idée qu'il faut, non pas supprimer l'asile ou nier la notion de maladie mentale, mais créer d'autres lieux pour l'écouter, des lieux qui échappent à l'enfermement mortifère. Elle rêvait d'une institution « éclatée » et ce rêve allait se réaliser quelques années plus tard.

En 1964, sans quitter l'IPA dont elle restera membre jusqu'à sa mort, elle participa avec Lacan à la fondation de l'Ecole freudienne de Paris (EFP). Elle fut le premier auteur à inaugurer aux éditions du Seuil la collection « Champ freudien » avec un livre qui eut un grand retentissement : *L'enfant arriéré et sa mère*. Elle y parlait de cette clinique psychanalytique anglaise qu'elle connaissait si bien, et surtout, elle inaugurait un nouveau style d'intervention freudienne où se mêlaient la révolte et la rigueur théorique. Les notables de l'institution freudienne, toutes tendances confondues, ne lui pardonneront pas son allure de passionaria.

Huit autres ouvrages furent en-

suite publiés au Seuil, puis une dizaine d'autres encore chez Denoël où, en 1983, elle créa, avec Patrick Guyomard, la collection « L'espace analytique » (une cinquantaine de titres en quinze ans).

En 1967, elle organisa à Paris un colloque sur les psychoses qui réunissait tous les grands noms liés à l'histoire du freudisme lacanien. S'y joignirent les représentants de l'antipsychiatrie anglaise : Ronald Laing et David Cooper. Le rassemblement prit des allures de préface à la contestation étudiante et dans son discours de clôture, prophétique, Lacan annonça que la société occidentale entraînait dans l'ère d'une ségrégation de plus en plus prégnante. Deux ans plus tard, Maud Mannoni créa l'école expérimentale de Bonneuil-sur-Marne, lieu d'accueil pour les enfants et les adolescents en détresse. L'expérience s'inspirait en partie de l'antipsychiatrie anglo-saxonne et d'une tradition issue à la fois de Makarenko et de Célestin Freinet, avec pour référence majeure la clinique psychanalytique.

Pour les jeunes psychanalystes de la quatrième génération, et pour tous les étrangers qui séjourneront à Bonneuil, l'expérience était emblématique d'un lacanisme à visage humain, ancré dans la contestation de l'ordre établi et ouvert à la vie sociale et à la pluralité doctrinale, comme le montrera *Vivre à Bonneuil*, le film tourné par Guy Seligman à la fin des années 70 : « Le principe de Bonneuil, souligne Claude Halmos, c'était de faire éclater l'institution en créant une circulation permanente entre le dedans et le dehors, inventer des activités qui s'inscriraient réellement de la vie. Par exemple, on faisait venir un vrai peintre ou un vrai metteur en scène pour apprendre aux enfants à dessiner ou à faire du théâtre. A l'époque, c'était une idée nouvelle. »

Après la mort de Lacan, elle mit sur pied avec Octave Mannoni et Patrick Guyomard le Centre de formation et de recherches psychanalytiques (CFRP) qui, en 1994, à la suite de querelles internes, se scinda en deux groupes : Espace analytique et la Société de psychanalyse freudienne.

Maud Mannoni était présente à l'Unesco avec sa force et sa vitalité, lors du colloque du 8 février consacré à l'œuvre d'Octave Mannoni. Elle n'avait pas supporté de le voir perdre progressivement ses facultés intellectuelles et, dans un beau livre consacré à la mort et à la vieillesse, elle avait dit son admiration pour la manière dont Freud avait choisi d'abréger ses souffrances : « Il mourut en patriarcat, écrivait-elle, refusant toute manifestation de sensibilité et de pitié. »

Elisabeth Roudinesco

### Bibliographie

Depuis le milieu des années 60, Maud Mannoni a publié de nombreux essais et participé à l'édition de textes psychanalytiques.

Voici les principaux titres :

● *L'enfant arriéré et sa mère* (Seuil, 1964 et coll. « Points »)

● *L'enfant, sa « maladie » et les autres* (1967 et « Points »)

● *Le Psychiatre, son « fou » et la psychanalyse* (1970, « Points »)

● *Education impossible* (1973, Points)

● *Secrète enfance*, avec Guy Seligman (1979, Epi)

● *Un lieu pour vivre* (1984, Points Seuil)

● *La Théorie comme fiction* (1979, Seuil)

● *D'un impossible à l'autre* (Seuil, 1982)

● *Le Symptôme et le Savoir* (Seuil, 1983)

● *Un savoir qui ne se sait pas* (Denoël, 1985)

● *De la passion de l'être à la « folie » de savoir*, postface d'Alain Vanier

et Patrick Guyomard

(Denoël, 1987)

● *Les mots ont un poids, ils sont vivants* (Denoël, 1988)

● *Ce qui manque à la vérité pour être dite*, autobiographie (Denoël, 1988)

● *Le Nommé et l'Innommable*, le dernier mot de la vie (Denoël, 1991)

● *Amour, haine, séparation*, Renouer avec la langue perdue de l'enfance (Denoël, 1993)

● *Elles ne savent pas ce qu'elles disent*, à propos de Virginia Woolf (Denoël, 1998).

Nous publions dans « le Monde des livres » du 20 mars une critique de ce livre par Viviane Forrester. En novembre 1983, au moment de la crise

consecutive à la dissolution de l'Ecole freudienne de Paris en 1980 et à la mort de Jacques Lacan l'année suivante, Maud Mannoni créait avec Patrick Guyomard la collection « Espace analytique » chez Denoël. Son ambition était d'échapper à la mainmise des institutions psychanalytiques.

## Il y a des « vieux » de vingt ans, des « jeunes » de quatre-vingt-dix ans

VOICI ce que Maud Mannoni écrivait à propos du vieillissement et de la mort dans son ouvrage *Le Nommé et l'Innommable*. Le dernier mot de la vie (Denoël, 1991) :

« Quand devient-on vieux ? Si c'est la brusque détérioration de l'état physique qui fait réaliser au sujet la dépendance dans laquelle il se trouve projeté (ou en danger de l'être), ce malheur (la maladie) qui exclut tout espoir peut survenir à tout âge. La répercussion n'en sera pas la même à vingt ans qu'à quatre-vingt ans passés. La « condamnation à mort » est là, présente, dès la naissance. On finit par l'oublier. »

La vieillesse n'a rien à voir avec un âge chronologique. C'est un état d'esprit. Il y a des

« vieux » de vingt ans, des « jeunes » de quatre-vingt-dix ans. C'est une affaire de générosité de cœur, mais aussi une façon de garder en soi suffisamment de complicité avec l'enfant que l'on fut. Celui qui s'est identifié jeune au monsieur sérieux et respectable, celle qui a voulu très tôt incarner « la dame », seront sans nul doute des grands-parents respectables, mais la renonciation (à un rôle) ne leur sera pas nécessairement plus facile. Renoncer à ce que l'on fut, chacun alimenterait remettre cela à plus tard, le plus tard possible. C'est pourquoi la notion de vieillesse, fixée arbitrairement à 60-65 ans, avec la « retraite », et assimilée à la fin de la vie active, a parfois chez certains des effets traumatiques ravageants. C'est l'obligation de quitter la vie active qui signe dès lors pour le sujet l'entrée dans la vieillesse. Tel n'est pas le cas

pour ceux qui ont la chance de trouver à cet âge des activités de substitution. « Un vieillard, disait Sartre, ne se sent jamais un vieillard. Je comprends d'après les autres ce que la vieillesse implique chez celui qui la regarde du dehors, mais je ne sens pas ma vieillesse. »

Les changements physiologiques (diminution progressive de l'efficacité des diverses fonctions de l'organisme) sont vécus (comme la ménopause pour les femmes) de façon très différente d'un individu à l'autre. Les facteurs économiques, sociaux, culturels ne sont pas étrangers à la façon dont le vieillissement sera bien ou mal perçu. La limite entre le normal et le pathologique n'est en effet guère facile à établir. C'est ce qui a amené Ajuria-guerra à dire qu'« on vieillit comme on a vécu », situant par là l'impact des années antérieures au vieillissement. Une

vie pleine et riche ouvre plus aisément à une vieillesse sereine, mais c'est loin d'être la règle. Lorsque la passion d'une vie s'est confondue avec l'action ou la création dans un domaine, on ne renonce pas du jour au lendemain si aisément à la place que l'on occupait dans la société. Les gouvernants, que ce soit en France, en URSS, au Japon ou aux USA, ont ainsi très souvent dépassé l'âge de la retraite imposée à leurs concitoyens. Les études menées par Bartley (1977) révèlent par ailleurs que l'absentéisme ainsi que les accidents du travail sont beaucoup moins fréquents chez les vieux travailleurs que chez les jeunes. Il n'y a donc pas que dans le monde privilégié de la politique, des intellectuels et créateurs que le plaisir pris dans le travail demeure un plaisir que l'on souhaite mener jusqu'à son terme (la mort). »



## Dan Ar Braz, fédérateur tranquille de l'Héritage des Celtes

Ancien guitariste d'Alan Stivell, récemment récompensé aux Victoires de la musique, le Breton rend hommage, au Zénith de Paris, à Patrick, le saint patron irlandais

DAN AR BRAZ et l'Héritage des Celtes. Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. 20 h 30, le 17. Tél. : 01-42-08-60-00. De 177 F à 210 F.

### QUIMPER

de notre envoyée spéciale  
Dan Ar Braz fut d'abord un enfant né quelque part : dans le Finistère - Finistère, selon lui. La plage de Sainte-Anne-la-Palud, les processions, la fête foraine, les dimanches d'été en famille, lui vont comme un gant. L'étendue de la grève, sa sauvagerie domptée de longue date, les vagues de dunes qui tombent au pied de l'Hôtel de la Plage, ont donné à Dan Ar Braz le goût de la vie calme, pas celui du vedettariat. Nouveau héros breton, Dan, à Quimper, habite un coquet pavillon en bord de rivière. Il entretient des rapports cordiaux avec ses voisins et attend, réjouit d'avance, que la mairie transforme le parking d'en face en coulée verte. En bonnet de marin, pull rayé et K-way, Dan Ar Braz a

beau rêver d'Irlande, d'Inishfree Bay et de « cette mer silencieuse » où se « déroule la route de sel » que chacun suit, de la vie à la mort. Il a pour règle de vie d'être là où il est, mais sans exagération.

Ce relatif effacement de l'ancien guitariste d'Alan Stivell, le mythe fondateur du nouvel âge de la musique bretonne, a sans doute permis la survie du concept Héritage des Celtes - une cinquantaine de personnes, dont une chanteuse écossaise de renom, Karen Matheson, un arrangeur-producteur irlandais fort en vogue, Donald Lunny (comparses du groupe U2), un as de la cornemuse galicienne, Carlos Nunez, et un bagad, celui de Quimper, mené jusqu'à une date récente par Ewan Ropars, une forte tête, cabochard et musicalement carré. Musicien délicat, auteur en demi-tour, Dan Ar Braz avait tout pour faillir à la tâche. Il réussit à fédérer tout le monde. L'une de ses qualités est de jouer le jeu. Quand sa maison de disques lui propose de représenter la France (en breton) à l'Eurovision en 1996,

il dit oui. Part à la bataille, avec l'idée que l'interculturalisme est une notion gagnante.

Jacques Chirac, alors président de la République nouvellement élu, fera capoter les chances de succès. La reprise des essais nucléaires souterrains à Mururoa provoque un sentiment antifrançais si vir que « les des étaient pi-pés d'avance », dit Dan Ar Braz. Les Irlandais n'octroieront pas un seul point à « toutes les nations celtiques ». C'est blessant, autant que les commentaires, plutôt parisiens, des jeunes tribuns de la FM qui fustigent le (non-)charrisme de Dan Ar Braz à coups de plaisanteries grasses. « Mais le public ne nous a pas boudés. Ici, tout le monde était derrière nous. » C'est le principal.

« Ni nationaliste ni autonomiste, je suis de Bretagne »

En trois albums, dont un enregistré en concert, l'Héritage des Celtes a vendu mieux que beaucoup de vedettes françaises (550 000 albums, selon la maison de disques, Columbia). Le son du bagad, ensemble de binious et de bombardes qui tissent la toile de fond de la musicalité bretonne, la guitare folk de Dan Ar Braz, des voix à la pureté lyrique : tout cela ressemble « à une grande fresque. Mon naturel est de revenir aux aquarelles ». « En 1992, confesse Dan Ar Braz, je ne payais pas ma redevance télé, car je n'étais pas imposable. » Cinq ans plus tard, il a disposé ses trophées sur la cheminée de son salon : deux Victoires de la musique, catégorie album de musique traditionnelle, en 1996 et 1998, une poignée de main de Jean-Jacques Goldman sur la scène de l'Olympia devant la télévision. Le show-biz ? « Je le regarde comme une vitrine de



Dan Ar Braz : « Le pire qui puisse arriver à un homme est d'être exclu de lui-même. »

Noël. » « Le problème de l'être humain, explique le musicien en poursuivant la visite des sites (les bords de l'Odette, la coopérative maritime de Douarnenez), c'est le manque d'humilité par rapport à la nature. Moi, je m'arrête sur un coillou, un buisson, je regarde. »

« On ne m'enlève pas mon rêve, répète Dan Ar Braz - douze albums derrière lui. Le pire qui puisse arriver à un homme est d'être exclu de lui-même. » De sa langue, de son pays, « et moi, qui ne suis ni nationaliste ni autonomiste, je dis : je suis de Bretagne ». Le sourire coupe court à toute évocation panceltique. Dan Ar Braz s'est mis au breton, on ne lui avait pas enseigné. Dans l'aventure folk de la fin des années 70, il s'est pris à tourner le dos au continent pour rêver d'Atlantique, de Nouveau Monde et de l'Irlande mythique, où fut enregistré l'Héritage des Celtes. Même si l'Irlandais des rues a tendance à voir la Bretagne comme « des îles quelque part entre la France et l'Angleterre », la Bretagne, et en particulier le très actif Festival interceltique de Lorient, y cherche les sources de la celtitude. Ainsi la France et la Bretagne se sont-elles mises à fêter assidûment Patrick, saint d'origine galloise, disciple du saint gaulois Germain d'Auxerre, qui évangélisa l'Irlande en 432 et dont il est depuis le saint patron.

L'écrivain quimpérois Hervé Jaouen définit ce rêve irlandais par la nostalgie d'une vie rurale

disparue : « Les grandes tablées, la convivialité, nous allons chercher chez eux un art de vivre que nous avons perdu ici. La musique traditionnelle, très vivace, a servi à reconstruire des pans entiers de la nôtre. » De l'Irlande, ajoute l'écrivain, la Bretagne a en effet beaucoup à apprendre : « En premier lieu, la méfiance face à l'expansion économique incontrôlée. La Bretagne "cochonne" pollue depuis vingt ans. » L'auteur de *La Mer rouge* est un pêcheur à la ligne militant, membre d'Eau et rivières, héritière de la PPSB (Association de pêche et de protection des salmonides en Bretagne), ennemie farouche du lobby porcin. « Pour le pêcheur aussi, l'Irlande est une terre promise où le vrai poisson sauvage existe encore. »

Selon Hervé Jaouen (dont *La Tentation d'un banquier* vient de paraître chez Denoël), l'Héritage des Celtes témoigne d'un « esprit d'ouverture, que le nationalisme breton a parfois refusé. Le spectacle, créé au Festival de Carnouailles de Quimper, traduit un mouvement plus large, celui de gens de partout qui cherchent à guérir leurs angosses face à la civilisation "coca-hamburger" ». A l'heure de la mondialisation, l'ennemi numéro un n'est plus Paris, mais l'oubli. Dan Ar Braz cite alors Pierre-Jakez Hélias, l'auteur du *Cheval d'orgueil*, décédé en 1996 : « Sans hier et sans demain, aujourd'hui ne vaut rien. »

Véronique Mortaigne

## Feu vert de la ville de Bruxelles pour le projet « Musiccity »

APRÈS de longues tergiversations, les autorités municipales de Bruxelles ont donné, vendredi 13 mars, leur accord au projet visant à réaliser « Musiccity », complexe musical qui doit s'installer dans les anciens entrepôts Tour et Taxis, situés dans les quartiers nord de la capitale belge. Cet accord est assorti de conditions pour protéger un site considéré par les experts comme faisant partie du patrimoine architectural industriel belge. Luc Schulten, architecte chargé de ce projet qui devait détruire une partie de la charpente métallique des entrepôts, considère que les conditions posées par la municipalité sont « inacceptables ». (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **CINÉMA** : la fête des cinémas indépendants est organisée pour la première fois par le Scare, Syndicat des cinémas d'art, de répertoire et d'essai. Du 18 au 24 mars, 300 salles indépendantes réparties dans toute la France organisent des séances à 20 F et convient le public à rencontrer cinéastes et acteurs, dans le cadre de leur mobilisation pour continuer de représenter une parade à la toute-puissance des multiplexes.

■ **PATRIMOINE** : une œuvre volée par les nazis, pendant la dernière guerre mondiale, a été restituée à ses propriétaires, les héritiers du collectionneur Alphonse Kann. Il s'agit d'un dessin de Martinus Granet : *La Mort de Nicolas Poussin en présence du cardinal Massimo*. Ce dessin fait partie des 2 059 œuvres et objets d'art des MNR (Musées nationaux récupération) confiés par l'Office des biens et intérêts privés à la garde des Musées de France. Un tableau d'Albert Giacometti, *Mendons paysage avec personnage*, appartenant à la même collection, avait déjà été restitué en juillet 1997. La direction des musées de France rappelle qu'un catalogue complet des MNR est accessible sur Internet : [http://www.culture.fr/rubrique/Bases de données](http://www.culture.fr/rubrique/Bases%20de%20données).

■ **MARCHÉ DE L'ART** : la onzième édition de la Foire des peintures et antiquités de Maasticht (Pays-Bas), qui s'est achevée le 15 mars, a attiré plus de 64 000 visiteurs (*Le Monde* du 13 mars). Spécialiste en tableaux anciens hollandais, Rob Noortman (Maasticht/Londres) a vendu un paysage de Salomon Van Ruysdael (1602-1670) et un paysage brésilien de Frans Post (1612-1680). Vente importante également pour les londoniens Hall et Knight Ltd, avec *Sanctuaire à Delphes*, de Jan Boeckhorst (1604-1668), vendu au Stadsmuseum de Munster, ville de naissance du peintre. L'année prochaine, la 12<sup>e</sup> Tefaf de Maasticht aura lieu du 13 au 21 mars.

■ **VENTES** : la plus grande vente d'originaux de bande dessinée, albums, objets, affiches et sérigraphies s'est déroulée les 14 et 15 mars à Drouot, atteignant le chiffre record de 1 664 000 francs, selon l'étude de M<sup>o</sup> Jacques Tajan. Un dessin d'Albert Uderzo, couverture de l'album d'Astérix *La Rose et le Glaive*, a été adjugé 354 733 F (il était estimé à 350 000 F), soit la troisième plus haute enchère de dessin BD jamais obtenue. Les deux plus hautes enchères appartiennent à Hergé : une couverture de *L'île noire* à l'encre de Chine qui fut adjugée 117 000 F et des pages de garde d'albums *Tintin* de 1937 adjugées à 438 000 F.

■ **THÉÂTRE** : l'Institut international du Théâtre de l'Unesco fêtera en 1998 le 50<sup>e</sup> anniversaire de sa création à Prague et célébrera, le 27 mars, la Journée internationale du théâtre par un message spécial. Au lieu d'en confier la rédaction à une personnalité, comme chaque année depuis 1962, l'Institut, qui a pour mission d'« encourager les échanges internationaux dans le domaine de la connaissance et de la pratique des arts de la scène », a imaginé pour 1998 de créer un montage des messages précédents comme ceux de Cocteau, Barrault, Miller, Ionesco, Brook, etc. Ce message devrait être relayé par les théâtres le 27 mars.

ce mercredi

SANDRINE BONNAIRE

# Secret Défense

JERZY RADZIWILOWICZ

MISE EN SCÈNE  
JACQUES RIVETTE

avec LAURE MARSAC, GREGOIRE COLIN  
et la participation de FRANÇOISE FABIAN  
SCÉNARIO ET DIALOGUES  
PASCAL BONITZER, EMMANUELLE CUAU, JACQUES RIVETTE

PIERRE GRISSE PRODUCTIONS R.F.M. PIERRE GRISSE DISTRIBUTION

**Le Monde**  
au 18<sup>e</sup> Salon du livre

Le Monde des rencontres  
Stand C92/98 - Paris-expo - Porte de Versailles

<b>vendredi 20 mars</b> Jean-Marie Colomani Eric Izraelowicz Edwy Plenel Jean-Noël Pancrazi Vivienne Forrester Patrick Jarreau Elisabeth Roudinesco et Michel Pilon	<b>samedi 21 mars</b> Jean-Marie Colomani Eric Izraelowicz Edwy Plenel Jean-Noël Pancrazi Vivienne Forrester Patrick Jarreau Elisabeth Roudinesco et Michel Pilon
---	---

Les journalistes du Monde ont rendez-vous avec leurs lecteurs et dédicaceront leurs ouvrages du 20 au 25 mars

<b>dimanche 22 mars</b> Annick Cojean Tahar Ben Jelloun Nathaniel Herzberg et Philippe Bernard Robert Solé Francis Marmande	<b>mardi 24 mars</b> Eric Fottorino Pierre Lepape François Bott Planu Véronique Mortaigne Philippe Sollers
---	--

**mercredi 25 mars**  
Georges Balandier  
René de Ceccatty  
Ignacio Ramonet  
Philippe Dagen  
Roland Jaccard  
Henri Tincq

**Lorenzo Mattotti expose**  
une sélection de ses dessins originaux et signera ses portfolios numérotés les 21 et 22 mars

Retrouvez le programme détaillé des dédicaces dans *Le Monde des livres* daté 20 mars

DU 18 MARS AU 5 AVRIL AUX ADRESSES 31 RUE DES ADRESSES PARIS 18<sup>e</sup> - LOC. 01 42 74 22 77

## LE REGISSEUR DE LA CHRETIENNE

SEBASTIAN BARRY STUART SEIDE

- une richesse et une densité hors du commun. *Libération*
- de l'émotion pure. *Le Journal du théâtre*
- un moment de théâtre exceptionnel. *Ouest-France*

**LA MORT DE DANTON**

DE GEORG BUCHNER  
MISE EN SCÈNE  
PHILIPPE LANTON  
LE CARTEL

DU 17 MARS AU 5 AVRIL

THÉÂTRE 71  
MALAKOFF

01 46 55 43 45

**Moi, quelqu'un**

de Isabelle Rebrey  
et Bernard Bloch

avec Marc Lador  
et Pierre-Louis Calixte

à L'Aralante  
du 18 mars au 11 avril  
01 46 00 11 90

Trois éta  
au Pr

estait et

la fraîche

01 46 00 11 90



سلا من الهم

# Trois états de la « musique intuitive » au Printemps du jazz de Nîmes

Les musiciens ont relevé le défi : jouer trois fois de suite pendant une trentaine de minutes

Jouer trois fois de suite pendant une trentaine de minutes : tel était le défi proposé, samedi 14 mars, aux participants du Printemps du jazz, à Nîmes.

tous créateurs de « musique intuitive », qui doit autant au jazz qu'à la musique contemporaine. Les clarinettes Jacques Di Donato et Xavier Charles

en duo, les saxophonistes Urs Leimgruber (soprano et ténor) et Michel Doneda (soprano), et le saxophoniste Evan Parker en solo, ont relevé le gant.

**PRINTEMPS DU JAZZ**, samedi 14 mars, Musée des Beaux-Arts et Théâtre de Nîmes. Derniers concerts : Trio Michael Moore, Ernst Reijseger et Han Bennink, Philippe Garrel Trio, Trio Humair/Ducet/Chevillon (le 18) ; duo Philippe Deschepper et Kamel Maad, John McLaughlin Quintet (le 19) ; duo Guido Mazzone et Paul Rutherford, Kitchen Jazz, Courtney Pyne Group (le 20). Tél. : 04-66-36-65-10.

## NÎMES

de notre envoyé spécial  
« Une proposition nous a été faite à laquelle il était assez excitant de répondre », dit le saxophoniste Michel Doneda après la série des trois concerts qui se sont enchaînés, en fin d'après-midi, samedi 14 mars, au Musée des Beaux-Arts de Nîmes lors du deuxième Printemps du jazz à Nîmes. Deux duos, un solo : chacun dans l'une des salles du musée. Mur blanc, volumes importants, parquet brut, patiné, des toiles de petits maîtres ou de quelques oubliés talentueux... Le lieu a une allure un peu solennelle où l'on doit se déplacer sur la pointe des pieds. La « proposition » nîmoise a des règles strictes : les musiciens doivent jouer trois fois de suite pendant une trentaine de minutes ; chaque formation est installée dans l'une des salles ; le public se déplace d'une salle à l'autre à l'issue de chacune des « performances ».

Lors du précédent festival, au Carré d'art, les percussions avaient surmonté cet exercice difficile. Il exige d'être tout de suite dans la musique, de concentrer sur une durée ramassée son énergie, ses idées, de faire appel à son savoir pour aller à l'essentiel tout en s'efforçant d'ouvrir le plus de possibilités. Et à peine engagé, alors qu'il commence à se sentir à l'aise, l'acte musical doit s'interrompre, puis reprendre dans l'oubli de ce qui vient d'être joué, une deuxième fois, et, à nouveau, une troisième fois. Il y a de quoi faire reculer les artistes les plus aguerris. Les clarinettes Jacques Di Donato et Xavier Charles en duo, les saxophonistes Urs Leimgruber (soprano et ténor) et Michel Doneda (soprano), et le saxophoniste Evan Parker en solo, ont relevé le gant. Le public aussi, venu en nombre.

Il pouvait se saisir de cette proposition de plusieurs façons. En suivant le groupe - emmené par un bémol du festival - dans lequel le hasard l'a placé ; en grappillant des moments de musique au hasard d'une porte poussée avec discrétion ; en se sentant perpétuellement frustré de ne pas entendre la totalité des performances... Comme celle de Jacques Di Donato et Xavier Charles. On les retrouve face à face, assis sur des chaises. Di Donato, qui a soufflé dès son adolescence dans l'orchestre des arènes de Béziers, a joué le répertoire du jazz « classique », monté le Quatuor de saxo-

phones, interprété en soliste Schumann, Berg ou Boulez... Il trouve des beautés et un minimum de sens à la « musique intuitive », autre manière de nommer les musiques improvisées en les distinguant du jazz - dont elles sont issues - et aussi, en partie, de la musique contemporaine. L'intuition se réalise ou ne se réalise pas ; la technique peut aider à la matérialiser mais n'y suffit pas. On s'installe avec les deux musiciens. L'un swingue, l'autre moins ; l'un projette, l'autre retient ; puis les rôles s'échangent. La sonorité boisée de la clarinette s'apprécie, sans micro, en un mouvement très fluide, à tel point que, bientôt, il est presque impossible d'identifier le son de Di Donato et celui de Charles.

## ENGAGEMENT CORPOREL

Urs Leimgruber et Michel Doneda jouent côte à côte, debout, en retrait dans l'un des quatre coins de la salle. Leurs saxophones dessinent des motifs abstraits, expressifs, organiques ; on entend des sonorités plus pincées - le soprano - le feulement musical des mécaniques des instruments ; il y a des effets de gorge, des piques ; les oreilles vibrent sur certaines fréquences. Parfois, enfin, Evan Parker. Le saxophoniste britannique présente trois pièces en souffle continu. Il pourrait y mettre du mysticisme, en appeler à la transe. Il choisit d'insuffler de grandes volées de jazz, pas de citations directes, plutôt des phrases, des ex-

pressions. Comme la plupart des jazzmen britanniques, Evan Parker doit savoir tout jouer. Big band, free, standard du patrimoine... On ne comparera pas ces musiques. Les instruments sont différents, les parcours aussi, les intentions se rejoignent parfois. Ce sont plutôt trois états, parmi d'autres, de l'activité et des questions actuelles des musiques improvisées. Une adéquation aussi entre le lieu, l'heure, le projet que le Printemps du jazz a su percevoir rapidement, rejoignant en cela d'autres manifestations consacrées à la création musicale comme l'Europa Jazz du Mans ou le Festival de Mulhouse.

Dans la soirée, au Théâtre de Nîmes, une centaine d'élèves d'écoles de musique et de classes de jazz sont montés à leur tour sur la scène sous la direction du trio formé par le saxophoniste François Cornéloup, le contrebassiste Claude Tchamitchian et le batteur Eric Echamart, tous les trois importants, sûrs de leur art, travaillant dans la même direction (*Le Monde* du 28 février). Cornéloup a dirigé ses stagiaires par des gestes affirmés. Il y a des gamins, des étudiants, des adultes à qui il a fait passer l'envie de foncer. Les mélodies étaient simples, et donc paradoxalement encore plus difficiles à faire vivre. Comme pour les petites formes orchestrales entendues plus tôt, chacun devait s'engager de tout son corps. Ce fut fait.

Sylvain Siclier

# Peter Eötvös fait entendre la « petite musique » de Tchekhov à l'Opéra

**TROIS SŒURS**, de Peter Eötvös, d'après Tchekhov. Livret de Claus H. Henneberg. Direction musicale : Kent Nagano et Peter Eötvös. Mise en scène : Ushio Amagatsu. Décors et peintures : Natsuyuki Nakanishi. Costumes et maquillages : Sayoko Yamaguchi. Avec Alain Aubin, Vyatcheslav Kagan-Paley, Oleg Riabets, Gary Boyce, Albert Schagidulin, Nikita Storozhev, Dietrich Henschel, Wojtek Drabowicz, Peter Hall, Denis Sedov, Marc Dugay, Ivan Matiaikh, Jan Alofs. Orchestre de l'Opéra de Lyon. OPÉRA DE LYON, les 19, 21 et 24 mars à 20 h 30. Tél. : 04-72-00-45-45. De 75 F à 310 F. Durée : 2 heures.

La fameuse « petite musique » d'Anton Tchekhov ferait-elle peur ? Aucun compositeur n'avait jusqu'à présent osé s'y attaquer. Trois sœurs, de Peter Eötvös, créé le 13 mars à l'Opéra de Lyon, est donc une première. Et une réussite accomplie. Eötvös a redécouvert la pièce en trois séquences - trois mouvements, pourrait-on dire, tant elles s'enchaînent musicalement. L'histoire est vue à travers les prismes de deux des sœurs, Irina et Macha, et de leur frère Andreï. Autour d'Ushio Amagatsu, le directeur de la compagnie Sankai Juku, une équipe japonaise a mis en scène ces trois vies. Elle apporte

la distance qu'il faut et, par le détour de l'Extrême-Orient, ramène à Tchekhov. L'atmosphère est celle de Sankai Juku est en place : panneaux de papier translucide dessinant des paysages imaginaires, sol en bois, jardins zen, accessoires symboliques. Les trois sœurs, incarnées par des hommes comme dans le théâtre kabuki, sont vêtues de longues robes et maquillées à l'identique. Mais on est aussi en Russie grâce à la langue, à l'accompagnement, au médium ivrogne et au serviteur cacochyme. Cette vision épurée, sans négliger la narration, atteint à l'essentiel.

Le spectacle, rigoureusement coordonné sur le plan musical par Kent Nagano et Peter Eötvös, est servi par une remarquable troupe de chanteurs et par un Orchestre de l'Opéra de Lyon très affûté. Le compositeur, dont c'est le premier opéra, a particulièrement soigné les voix. Il a confié les rôles féminins à quatre contre-ténors. Ce choix accentue l'impression d'irréalité, mais sans désincerner les personnages. L'écriture se fait lyrique pour décrire les espoirs brisés d'Olga, Macha et Irina et les élans avortés de leurs prétendants. Pour Natacha, personnage grotesque et hystérique, la ligne de chant se fragmente. Les tessitures, réparties sur treize interprètes, ne sont jamais brutalisées. Elles permettent au compositeur

de jouer sur toute la gamme, de l'extrême grave à l'extrême aigu, sans oublier le parlé-chanté.

Cette palette de couleurs se retrouve dans le traitement de l'orchestre. Dix-sept musiciens placés dans la fosse suivent au plus près les chanteurs, chacun « marqué » par un instrument particulier. Un deuxième ensemble de cinquante membres est installé, invisible, en fond de scène. Dans cet environnement spatialisé, les sons filés ou glissés des bois, les éclats de cuivres ou les notes égrenées sur les claviers rappellent la musique électroacoustique qu'Eötvös a beaucoup pratiquée. Ici, mais à part quelques haut-parleurs et bruits, il utilise uniquement des instruments classiques dont la science de l'orchestre lui permet de solliciter toutes les ressources. Le résultat est spectaculaire lorsque les deux formations s'associent pour les tutti, mais Eötvös sait ménager les silences et ces temps suspendus où la voix s'élève sur un fond de flûte ou de hautbois. Si l'orchestration paraît un peu riche dans la première partie, elle s'affine, là aussi jusqu'à l'épure, dans une scène finale particulièrement poignante où les trois sœurs s'effacent au juste tempo de leur désespérance.

Pierre Moutinier

# La fraîcheur retrouvée de « La Fille de Madame Angot »

**LA FILLE DE MADAME ANGOT**, de Charles Lecocq. Avec Donatienne Michel-Dansac (Clairrette), Christophe Ramon (Piton), Isabel Soccoja (Mlle Lange), Martial Defontaine (Pomponnet), Gilles Bugeaud (Larivière), Bernard Pisan (Trénit), François Echassoux (Louchard), Fabienne Chaudat (Amarante), chœur la Clé des Champs, Ensemble Pa, Dominique My (direction). Stéphane Verrue (mise en scène). Christine Flasschoen (décors). Jean-Pierre Capeyron (costumes). Coproduction Théâtre d'Arras-Théâtre de Besançon. Tournée, du 21 mars au 17 mai, à Dunkerque, Denain, Douai, Boulogne-sur-Mer, Lille, Calais et Valenciennes.

## ARRAS

de notre envoyé spécial  
Tandis qu'on se fait gloire de monter proprement Offenbach, on ne se soucie guère d'accomplir le même travail sur les opéras comiques de Charles Lecocq, par exemple, dont la musique, moins canaille, a davantage souffert du laisser-aller des théâtres. Mais voici que la Clé des Champs, association

régionale de décentralisation lyrique, créée et soutenue par la Région Nord-Pas-de-Calais, a fait un pari audacieux : ressusciter *La Fille de Madame Angot* dans des jolis costumes Directoire, un décor à l'antique, modulable et bien éclairé et avec une troupe de jeunes chanteurs décidés à s'engager dans l'aventure. Car l'alternance des scènes parées, jouées sans coupure, de couplets et d'ensemble assez lyrique, exige une discipline particulière, courante autrefois mais que beaucoup hésitent à affronter.

Au terme de cinq semaines de répétitions, le résultat est d'une qualité et d'une fraîcheur rares. La mise en scène est un modèle de justesse et de goût : les acteurs chantent et jouent avec autant de naturel, en sorte que les enchaînements sont presque insensibles. On s'amuse sans arrière-pensée parce que la pièce est drôle et que la musique, joyeusement inspirée, toujours en situation, met l'oreille de bonne humeur. Mais, fidèle au style du livret et de la partition, jamais le metteur en scène ne nous tire par la manche. Et cette production rencontrera certainement un succès durable parce qu'elle ne se soucie pas seulement de le chercher.

La partie musicale est particulièrement soignée : la présence dans la fosse de l'Ensemble Pa (renforcé), que dirige Dominique My, artiste associé au Théâtre d'Arras, où elle a servi jusqu'à la cause de la création contemporaine, était une surprise. Il y a longtemps sans doute que la musique de Charles Lecocq n'avait pas été exécutée avec une telle sûreté instrumentale. C'est un vrai régal, même s'il y manque encore ces nuances de phrases non écrites qui ne se découvrent qu'à l'usage. C'est toute une tradition stylistique à retrouver.

La même remarque vaut pour les chanteurs qui affrontent la parti-

tion comme une création, sans les petits secrets, les trucs personnels donnés par l'expérience. Ils n'en ont que plus de mérite. La composition de Donatienne Michel-Dansac est particulièrement remarquable dans son évolution de la fausse oie blanche à la poissarde défilée. Si elle ne possède pas encore, vocalement, tout l'abattage qu'il faudrait pour ce rôle, ses partenaires, dont les moyens sont plus appropriés, partagent avec elle l'accueil exceptionnellement chaleureux que le public a réservé à cette réussite collective.

Gérard Conde

# Fête de l'Internet

Devenez cyber-reporter pour le site Web du Monde

www.lemonde.fr

## SORTIR

**Orchestre national d'Île-de-France**  
Vadim Repin est l'un des violonistes les plus aptes du moment à ne pas faire pâle figure à côté des géants d'hier. Il parcourt la région parisienne avec l'Orchestre national d'Île-de-France.  
Beethoven : Concerto pour violon et orchestre. Chostakovitch : Symphonie n° 10. Vadim Repin (violin).  
Théâtre de l'Agora, place de l'Agora, 91 Evry. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-60-91-65-65, 120 F.  
Le 20 mars à 20 h 30, au Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, tél. : 01-30-96-99-00 ; le 21 mars à 20 h 30, à la Salle Pleyel, tél. : 01-43-68-76-00 ; le 22 mars à 15 heures, au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif, tél. : 01-49-55-17-00.

**Polyphonies des Guerzès**  
Les peuples de la région forestière et montagnarde de Haute-Guinée préservent aujourd'hui leurs coutumes dans les villages. Parmi eux : les Guerzès. Les habitants du village de Kélezaghal, situé au sud-est du pays, dans la région frontalière avec le Libéria et la Côte-d'Ivoire, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale régionale. N'zérékoré, présentent pour la première fois au public français (dans le cadre du Festival de l'imaginaire) de riches polyphonies vocales accompagnées de percussions. Leur technique vocale rappelle les chants pygmées, tant par leurs effets d'écho que par la maîtrise du contrepont.  
Maison des cultures du monde, 101, boulevard Raspail, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Placide. Les 17 et 18, à 20 h 30. Tél. : 01-45-44-41-42, 110 F.

(Publicité)  
**THEATRE**  
19 mars 17 mai  
Christine Boisson, Lambert Wilson  
**ashes to ashes**  
texte et mise en scène Harold Pinter  
Théâtre du Grand-Pont - Champagne  
Cie Mille Mille - 01 44 95 98 10

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**Cartoon 14**  
dessin animé de Bela Weisz, Jacques Rémy Girard, Jacques Houdin, Mathias Bruhn, Mark Baker, Alain Gagnol et Jean-Loup Felicoli, Laurent Pouvet, Michaël Dudok de Wit (France, 1 h 05).  
Le Défi de Bob Swaim. (France-Nouvelle-Zélande, 1 h 37).  
L'Enjeu de Barbet Schroeder (Etats-Unis, 1 h 40).  
Everest documentaire de David Breashears (Etats-Unis, 45 mn).  
Fantômes de Tanger d'Edgardo Cozarinsky (France-Maroc, 1 h 27).  
L'homme est une femme comme les autres de Jean-Jacques Zillbmann (France, 1 h 40).  
Ica Storm d'Ang Lee (Etats-Unis, 1 h 52).  
Minuit dans le jardin du bien et du mal de Clint Eastwood (Etats-Unis, 2 h 35).  
Petits Désordres amoureux d'Olivier Poiray (France, 1 h 35).  
Une vraie blonde de Tom DiCillo (Etats-Unis, 1 h 45).

**TROUVER SON FILM**  
Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

**REPRISES**  
Escale à Hong Kong de George Sidney, avec Gene Kelly, Frank Sinatra, Kathryn Grayson. Américain, 1945 (2 h 03).  
VO : Action Christine, 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-11-30. Mac-Mahon, 17<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-24-41.

**VERNUSSAGES**  
Sebastião Salgado  
Les Laboratoires d'Aubervilliers, 41, rue Lécuyer, 93 Aubervilliers. Tél. : 01-48-33-88-24. De 15 heures à 20 heures ; samedi de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 17 mars au 11 avril. Entrée libre.

**ENTRÉES IMMÉDIATES**  
Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 15 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.  
Les Solistes de Moscou Chostakovitch : Sonate pour alto et piano op. 147. Schmitt : Quintette pour piano et cordes. Yuri Bashmet (alto).  
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. Le 17, à 18 h 30. Tél. : 01-43-84-44-84, 80 F.  
Piano-multiples  
Boulez : Structures pour deux pianos, 2<sup>e</sup> livre. Bartok : Sonate pour deux pianos et percussions. Pierre-Laurent Aimard, Florent Boffard (piano), Michel Cerutti, Daniel Ciampolini (percussions).  
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Passy. Le 17, à 19 heures. Tél. : 01-42-30-15-16.  
Orchestre du Festival de Budapest Wagner : Lohengrin, prélude de l'acte I, Tristan et Isolde, prélude et mort d'Isolde. Liszt : Faust Symphonie. Ivan

Fischer (direction).  
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 350 F.  
Debbie Davis Band  
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Château-d'Eau. Le 17, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.  
Widespread Panic  
Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Louis. Le 17, à 23 h 30. Tél. : 01-42-25-18-06. Entrée libre.  
Casse-Pipe, Alain Klinger  
Sentier des Halles, 50, rue d'Abouk, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sentier. Le 17, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27, 90 F.  
Habib Koiné  
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Le 17, à 20 heures. Tél. : 01-53-79-00-03.  
1<sup>er</sup> Chorus des Hauts-de-Seine : Chœur d'hommes de Saint-Denis.  
Eglise Saint-Gilles, 92 Bourg-la Reine. Le 17, à 20 h 30.  
Angélique Ionatos  
Atrium, 3, parvis Robert-Schumann, 92 Chaville. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-47-09-70-75, 100 F.  
Thi Yann  
Espace Carpeaux, 15, boulevard Aristide-Briand, 92 Courbevoie. Le 17, à 20 h 45. Tél. : 01-47-68-51-50. De 120 F à 140 F.  
Amelita Bakart  
Théâtre, 12, rue Sadi-Carnot, 92 Vanves. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-46-45-46-47. De 60 F à 80 F.  
De l'air et du vent  
Mise en scène de Pierre Droulers, avec Stefan Dreher, Thomas Hauert, Celia Hope Simpson, Martine Lunshof et Harry Theaker.  
Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Le 17, à 21 heures. Tél. : 01-43-57-42-14, 80 F et 120 F.  
La Mort de Danton  
de Georg Büchner, mise en scène de Philippe Lantoni, avec François Genty, Dominique Guilhard, Alain Mack, Natacha Mircovich, Evelynne Pelletier, Gérard Watkins...  
Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92 Malesherbes. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 01-46-55-43-45, 85 F et 120 F.

**RÉSERVATIONS**  
Michel Petrucci  
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>. Le 23 mars, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. De 219 F à 307 F.  
Dick Annegarn  
Batclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>. Les 26, 27 et 28 mars, à 20 heures. Tél. : 01-47-00-55-22, 132 F.

## DERNIERS JOURS

**22 mars**  
Les Deux Gentilshommes de Verone de William Shakespeare, mise en scène d'Adel Haikim.  
Théâtre, 1, rue Simon-Denierre, 94 Ivry-sur-Seine. Tél. : 01-46-72-37-43. De 50 F à 110 F.  
**Morphine**  
de Mikhail Boulgakov, mise en scène de Patrick Sommer.  
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.  
**25 mars**  
Le Buisson  
de Marc Betton, mise en scène de l'auto-  
re.  
Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-41-36-36. De 50 F à 70 F.



## EN VUE

■ Les Tsiganes, pris par les Roumains pour des « voleurs de poules », mais traités par les Autrichiens de « mangeurs de cygnes » et accusés de priver Vienne, ville des bals et des congrès, de ses élégants ornements, ont improvisé, lundi 16 mars, devant l'ambassade d'Autriche à Bucarest, des entrechats sur la musique du Lac des cygnes de Tchaïkovski et distribué des poulets rôtis.

■ Un pitbull affolé, victime de cinq hommes armés considérés comme de dangereux malfaiteurs, brutalement enlevé contre une demande de rançon, séquestré dans un squat de Marseille, s'est blessé en se jetant au cou des hommes du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) venus, lundi 16 mars, le délivrer.

■ Lundi 16 mars dans la nuit, trois jeunes gens du Havre ont aggrégé à l'aide d'un revolver, d'un machete et d'un couteau, un livreur pour manger sans payer la pizza encore chaude qu'ils venaient de commander. Récemment à Paris, un pitbull, dont trois mineurs s'étaient servi pour voler la bicyclette d'un adolescent, a dévoré les pneus.

■ Les prostituées d'une maison close viennent de signer avec l'hôpital psychiatrique de Vijverdal, un accord, à Maastricht, pour assouvir « en une demi-heure, à moitié prix », mais avec « douceur et compréhension », les désirs sexuels des malades mentaux.

■ Le docteur Luc Beaucourt, chef du service des urgences, a convaincu l'exploitant de la cafétéria de l'hôpital universitaire d'Anvers de ne plus servir gratuitement une sixième bière aux patients détenteurs d'une carte de fidélité.

■ Malgré un revenu annuel de 150 000 dollars (1 million de francs environ), le docteur Benjamin Spock, 94 ans, célèbre pédiatre américain, auteur de *J'éleve mon enfant* vendu à 50 millions d'exemplaires dans le monde, trop âgé, trop malade, vient de mourir aux Etats-Unis. Ruiné en dépenses de santé.

■ Prenant encore de l'embarras depuis que, dans une foire, un apiculteur lui a offert son poids en miel pour la promotion de ses pots, José Manuel Barros, 183,5 kilos, premier magistrat de Porrino, en Espagne, s'est mis en tête de figurer au Livre Guinness des records en devenant « le plus gros maire du monde ».

■ Le prince Charles a répondu sans hésiter : « Les gnocchis al pesto », à Wendy Hobson, éditrice de *Cuisines du monde*, qui, pour illustrer le chapitre sur la gastronomie anglaise, lui avait demandé son plat préféré.

Christian Colombani

## L'affront fait à Giorgio Armani

La presse italienne s'indigne de l'interdiction, pour raisons de sécurité, du défilé parisien du couturier et de celui de son compatriote Maurizio Galante



dresser ce chapiteau pour « révoquer la permission au dernier moment ? », s'interroge *La Stampa*. « Il n'y a pas de réponse à cette question, mais seulement une odieuse prise de position. Une complaisance toute française », écrit Antonella Amantea. L'en-

voyée spéciale du journal de Turin se demande si cette façon de « fermer la porte au nez » n'est pas « le signe d'une déclaration de guerre à la mode italienne ».

Toute la presse transalpine a rapporté la manifestation d'un groupe de femmes du quartier qui hurlaient « Giorgio va-t-en ! » et les protestations des écologistes et de certains habitants qui fustigeaient « le cirque Barnum de la mode qui porte atteinte à la tranquillité de la zone et viole la place symbole ».

« Dans ce pays, j'ai beaucoup travaillé, explique Giorgio Armani dans le *Corriere della sera*. Ils ont tenté de me mettre toutes sortes

d'obstacles. Tout d'abord, ils ont inventé que mon Emporio, boulevard Saint-Germain, à la place d'un misérable drugstore, dénaturait le quartier alors que je l'ai amélioré. Puis ils ont inventé des difficultés bureaucratiques pour mon atelier. Mon défilé dérangeait beaucoup de monde parce que cela aurait été une leçon donnée à ceux qui pensent que la mode se fait en mettant des voilettes sur le visage des modèles. Et, ici, les leçons d'un étranger ne sont pas bien acceptées. » Giorgio Armani est amer et déçu. Il accuse les Français de « chauvinisme », estime que l'interdiction est « un prétexte » et déclare à *La Repubblica* : « S'ils veulent la guerre, ils l'auront. Je ne battrais pas en retraite. Je n'ai rien contre Paris. La compétition entre la France et l'Italie a toujours existé, mais peut-être qu'un peu plus d'humanité n'aurait pas été ».

Les plus heureux dans cette malheureuse affaire furent les clochards de la capitale, à qui fut distribuée toute la nourriture prévue pour cette soirée avortée. Emmanuel Ungaro a rendu hommage au « sang-froid » de son collègue dans ces circonstances désagréables face à « l'arrogance des Français ». Ses propos comme ceux d'autres couturiers ont été rapportés dans la presse de la Péninsule, et notamment ceux de Valentino, qui est « convaincu que si Bernard Armani (Givency et Dior) avait voulu recouvrir la place Vendôme avec une tente sans respecter les normes, personne ne l'en aurait empêché ».

Michel Bôlle-Richard

## DANS LA PRESSE

RTL

Michèle Cotta

■ Dimanche, devant les caméras de télévision, Jean-Yves Le Gallou, chef de file du Front national en Ile-de-France, s'est offert un moment de bon temps. Son téléphone portable à l'oreille, il a fait mine, un large sourire aux lèvres, d'inviter les nouveaux élus RPR et UDF à le contacter s'ils voulaient éviter que le socialiste Jean-Paul Huchon soit élu, vendredi prochain, président de la région Ile-de-France. Le piège est clair : diviser la droite entre ceux qui, comme Séguin, comme Lédor, refusent tout accord avec le Front national, même pour faire battre la gauche, et ceux qui envisagent sereinement une alliance avec l'extrême droite contre les socialistes et leurs alliés.

LCI

Pierre-Luc Séguin

■ La droite parlementaire est aujourd'hui au supplice ! Ces élections régionales, du fait d'un mode de scrutin inapte qu'Alain Juppé n'a pas eu le courage de modifier lorsqu'il en avait le pouvoir et que Lionel Jospin n'a pas souhaité réformer parce qu'il n'y avait aucun avantage, ne font qu'accentuer encore la contradiction mortelle dans laquelle se sont progressivement laissés enfermer RPR et UDF. Il y a vingt-cinq ans, un certain François Mitterrand n'a pas hésité, après avoir permis aux socialistes de retrouver leur identité, à passer accord avec un Parti communiste fort et que la droite, alors, diabolisait. C'est probablement ce que s'apprêtent à faire dans les régions avec le Front national quelques fétards de la droite classique. Et ce qu'iné-

luctablement feront un jour, quoi qu'ils en disent, leurs leaders nationaux... au grand dam de la gauche.

LIBÉRATION

Serge July

■ Jospin n'a évidemment pas inventé le FN, mais il en joue, comme Mitterrand avant lui. Pas du tout comme l'affirmait, pathétique, les leaders de la droite « en ne parlant que de ça », mais plus profondément, en ne réformant pas le mode de scrutin régional comme il en avait la possibilité. Jospin est un grand politicien : son talent, c'est d'en faire avec soudain, modestie et drapé vertueux. Le comble de la tartufferie aura été atteint lundi avec les déclarations, faussement benoîtes, de François Hollande et Claude Estier au nom du Parti socialiste : au vu des résultats, ils se sont évidemment prononcés en fa-

veur d'une réforme indispensable du mode de scrutin des régionales. Si cette réforme voyait le jour, elle s'appliquerait en... 2004 ! Courageux !

BFM

Marc Kravetz

■ Le 17 mars 1988, il y a donc aujourd'hui dix ans jour pour jour, Saddam Hussein faisait bombarder la ville kurde de Halabja, au nord-est de l'Irak, à l'arme chimique. 5 000 personnes périrent en l'espace d'une dizaine de minutes. Il ne s'agissait pas d'un objectif militaire. Acte de vengeance ou de terreur gratuite contre une population réputée rebelle, le bombardement chimique de Halabja s'inscrivait dans une vaste entreprise commencée en 1986 visant à vider le Kurdistan irakien de sa population d'origine.

## www.cnam-versailles.fr

Le Conservatoire national des arts et métiers se lance dans l'enseignement à distance en ligne

DÈS LA PAGE D'ACCUEIL, le site Web du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Versailles invite le visiteur à tester son nouveau service d'enseignement en ligne. Il s'agit en fait d'une démonstration, accessible tous les jours à 15 h 30 après avoir téléchargé deux logiciels. Les « cybercours » du CNAM, premiers balbutiements d'enseignement à distance intégrant du son, sont à l'image de cette démonstration, conçue comme un mini-cours d'une demi-heure qui explique comment fonctionne le système : ils restent très magistraux. Le professeur parle, tandis que l'étudiant affiche à l'écran la séquence pédagogique, l'équivalent des bons vieux transparents. Un « exercice à trous » est ensuite proposé ainsi qu'un devoir, accompagnés de leurs corrigés.

« Nous aurions souhaité que les cours soient disponibles à tout moment et plus vivants, en utilisant l'animation, mais nous sommes encore limités par la technique et la capacité des lignes », s'excuse René Bodin, professeur d'informatique,



qui a mis au point le système DEPS (diffusion de l'enseignement sur plusieurs sites). Unités de valeur proposées : gestion électronique de documents, méthodologie des systèmes d'information, génie logiciel, bases de données, hygiène et sécurité du travail, accueil et re-

conversion informatique, économie générale. Le programme détaillé, ainsi que la date de début des cours et les heures de diffusion peuvent être consultés sur le site. Un formulaire en ligne permet de se préinscrire ; la confirmation arrivera par courrier électronique.

Bernard Montell

## SUR LA TOILE

LA TERRE SUR INTERNET

■ Le vice-président américain, Al Gore, a proposé la fabrication et la mise sur orbite d'un satellite baptisé Triana qui pourrait offrir une image en direct et en continu de la planète Terre via un site Internet. - (Reuters.)

WEBBY AWARDS

■ Un jury de quatre-vingt-quinze Américains sélectionnés dans le monde de la publicité, de la musique, du sport, des nouvelles technologies vient de décerner pour la deuxième année les Webby Awards, des récompenses qui se veulent les Oscars d'Internet. Quelque cent mille internautes ont, pour leur part, participé au vote pour le prix du public. Trois sites ont été récompensés par les deux assemblées : il s'agit d'Internet Movie Database (www.imdb.com), une base de données sur le cinéma, de CNN/Time All Politics (www.allpolitics.com) qui traite de la politique intérieure américaine, et, dans la catégorie « curiosités », de Bert's Evil (www.fractalcow.com/bert), qui s'en prend avec humour au personnage de la série télévisée « 1, rue Sésame ». www.webbyawards.com

## Plus de 120 000 abonnés au Monde pourquoi pas vous ?

Essayez l'abonnement au Monde !

• Vous économisez jusqu'à 360

• Vous recevez *Le Monde* tous les jours, dans votre boîte aux lettres

• Vous ne manquez aucun numéro, aucun article

• Vous recevez tous les suppléments chez vous

• Vous pouvez faire suivre votre journal sur le lieu de vos vacances

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 1 AN - 1980 F ☐ 3 MOIS - 562 F

au lieu de 2340 F au lieu de 585 F

\* Prix de vente au numéro : (tous en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement, soit : ☐ F 801 MO 002

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité  Signature :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :  Pays :

TARIFS HORS FRANCE

USA - CANADA

1 AN 2190 F 2960 F

3 mois 598 F 790 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-02-00 de 9 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :

LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Leclerc - 92044 Châtillon Cedex

## 41,9! 41,9! 41,9! par Alain Rollat

HUIT DOCTEURS se penchaient sur le malade. Il souffrait, depuis la veille au soir, d'une fièvre non identifiée dont témoignait le thermomètre de France 2 sur lequel s'affichait en grosses lettres rouges : 41,9! 41,9! 41,9! C'était la première fois que le corps électoral manifestait un tel degré d'allergie aux urnes. Bien qu'ils fournissent le plus compétent des aréopages, ces huit savants ne formulaient pas le même diagnostic sur la cause de cette désaffection.

Le premier y voyait une indisposition passagère, qu'il mettait sur le compte de la migraine que le patient avait éprouvée, au dire de ses proches, quand il avait essayé de comprendre pourquoi on lui demandait de voter deux fois le même jour, mais pas de la même façon.

Le deuxième reprochait au premier de sous-estimer la gravité du mal. Il n'en connaissait pas la na-

ture exacte, mais il était sûr qu'il s'agissait d'une affection contagieuse annonciatrice d'une « décomposition » du corps social. Le troisième affirmait que la thèse du deuxième n'avait « aucun sens ». Doutant de la fiabilité du thermomètre, il pronostiquait une « crise tendancielle » sans lendemain.

Le quatrième se voulait encore plus optimiste que le troisième. Il disait qu'on l'avait dérangé pour rien dans la mesure où le malade ne présentait, à ses yeux, que le banal symptôme de la léthargie propre à toute « démocratie normalisée ».

Le cinquième allait plus loin. Il s'agissait, selon lui, d'un cas psychosomatique proche de la simulation. Il prétendait que le patient s'était enrhumé à la pêche à la truite, où il s'y était rendu « par cynisme », dans une démarche « volontaire ». Il en concluait qu'il ne fallait surtout pas diagnostiquer une crise majeure là où il n'y

avait qu'une évolution naturelle, quasi génétique, vers la pratique électorale à géométrie variable.

Le sixième s'insurgeait contre l'argumentation du cinquième, auquel il reprochait de s'inspérer, sous un vernis moderniste, de l'archaïque théorie qui séparait, jadis, les malades en deux catégories : les « actifs » et les « passifs ». Jugant le cas « extrêmement sérieux », il préconisait le retour à un régime électoral plus sobre.

Le septième contestait l'ordonnance du système. Il recommandait une thérapie télévisuelle au motif que ce 41,9 ne révélait, à son avis, qu'un mal d'ennui imputable à la langueur d'une campagne « privée de psychodrame ».

Le huitième docteur, un certain Philippe Sollers, venu de l'Académie des belles-lettres, était sans doute là par erreur. Il eut la sagesse de ne piper mot. Bien lui en prit, car le malade mourut entre les mains des charlatans.







## Casting

par Pierre Georges

LE FEUILLETON n'est sans doute pas fini. Et la liste s'allonge. Il y avait Jennifer, chanteuse de beuglant. Il y avait Paula, Cendrillon d'hôtel. Il y avait Monica, groupe écorché. Et voici maintenant Kathleen, l'amie de la famille démocrate.

C'est une évidence maintenant : Bill Clinton a un redoutable problème avec les femmes. Qu'elles mentent, qu'elles rient ou qu'elles disent vrai, le président des États-Unis n'en finit plus d'avoir à démentir les aveux amoureux ou les tentatives de harcèlement ou les tentatives de harcèlement ou les tentatives de harcèlement. Il y passe même sa vie et ses confidences de presse, jurant ses grands dieux, les yeux dans les grands yeux de la télévision, qu'il n'y a là-dedans rien de vrai, pas l'ombre d'une ébauche d'une esquisse d'abus de pouvoir amoureux dans son comportement avec ces femmes.

Dernière en date à faire son entrée au casting, Kathleen Willey, dans le rôle de la femme nûre, pondérée, démocrate - la chose a son importance - et présumée plutôt crédible. Après avoir longuement réfléchi, cette quinquagénaire est venue, sur CBS, raconter une entrevue qu'elle eut avec un ami de très longue date : Bill Clinton.

Le 29 novembre 1995, Kathleen Willey vint à la Maison Blanche solliciter un emploi auprès d'un président que son mari, un riche avocat, et elle-même, avaient très largement soutenu au moment de sa première élection en 1992. Mais depuis, Ed Willey avait commis des détournements financiers considérables et la famille se trouvait dans la plus extrême déconfiture.

Il y a des choses, des situations qui ne s'inventent pas, même dans

les plus mauvais feuilletons démocrates. Le 29 novembre, le jour précisément où Kathleen fut reçue à la Maison Blanche, Ed se suicidait. C'était ajouter au mauvais roman de mœurs présidentielles, une touche dramatique bien encombrante.

Ainsi que cela a déjà été raconté dans ces colonnes, Kathleen Willey a fait un récit très circonstancié et très détaillé de son entrevue avec Bill Clinton. Inutile d'y revenir ici. Si elle dit vrai - mais c'est parole contre parole - le président américain est désormais dans une sale situation, celle de l'agresseur sexuel le plus banal et le plus vulgaire. Et son image risque fort d'en être singulièrement et brutalement ternie.

La preuve : pour la première fois, depuis le début du feuilleton, l'organisation féministe National Organization of Women (NOW) a réagi. Jusque là ce mouvement, pourtant ultra-vigilant sur toutes les questions de harcèlement sexuel, délit devenu presque obsessionnel aux États-Unis, s'était tenu dans une prudente réserve sur le cas Clinton. Sans doute les accusatrices et les accusés ne s'étaient-elles pas nettement fragilisées ou fantasmatisées.

Mais cette fois, et cela équivaut à un signal d'alarme, la présidente du NOW, Patricia Ireland, a admis que « les accusations étaient très graves, car il s'agit cette fois d'agression sexuelle et d'abus de pouvoir ». C'est dire si le témoignage a porté. C'est dire aussi si la Maison Blanche a senti le danger et fait tout pour disqualifier d'urgence Kathleen Willey, parlant de « mensonge éhonté » et livrant à la presse les lettres et invitations adressées par celle-ci à son agresseur - bien après ce fameux 29 novembre. Bref, le deuxième feuilleton s'accroche.

## Soixante personnes interpellées dans le milieu parisien de la confection

Une opération avait déjà été menée dans le Sentier en novembre 1997

UNE NOUVELLE opération de police visant une soixantaine de personnes et une cinquantaine d'entreprises travaillant dans le domaine de la confection a été conduite, mardi matin 17 mars, dans le quartier du Sentier à Paris, ainsi qu'à Bobigny, à Aubervilliers en Seine-Saint-Denis, et à Charenton dans le Val-de-Marne. Environ 200 officiers de la sous-direction des affaires économiques et financières de la police judiciaire, renforcés par d'autres services de la préfecture de police de Paris, sont intervenus à l'aube, dans le cadre d'une information ouverte au mois de juin 1997 pour les chefs d'« escroquerie, escroquerie en bande organisée, banqueroute, recel et blanchiment d'argent ». L'information est confiée à trois juges d'instruction de Paris : Jean-Paul Albert, Isabelle Prevost-Deprez et Jean Bianconi.

Cette intervention, prévue de longue date, constitue, aux dires des enquêteurs, « une deuxième vague » qui fait suite à la première opération de police conduite dans le Sentier, le 18 novembre 1997 (Le Monde du 19 novembre). Celle-ci s'était conclue par l'interpellation de quatre-vingt personnes liées au milieu de la confection. Soixante-six d'entre elles ont été mises en examen, et quarante-cinq sont encore, à ce jour, écrouées.

En novembre, les policiers s'étaient attachés à mettre la main sur les principaux responsables de ce réseau de « cavalerie financière », dont les bénéfices illicites auraient atteint, selon une première estimation, autour d'un milliard de francs. Ils avaient notamment arrêté deux hommes présentés comme deux des principaux organisateurs d'un réseau peu ordinaire, qui englobait plusieurs centaines de personnes et d'entreprises.

## BLANCHIMENT D'ARGENT

Cette fois, les enquêteurs de la financière ont interpellé une soixantaine de participants actifs à l'escroquerie, que l'importance et le caractère spectaculaire de l'intervention du mois de novembre n'avaient pas permis d'arrêter. A première vue, cette opération, comme la précédente, ne fait pas apparaître de grands noms de la confection. Il s'agit plutôt de micro-sociétés où ne figure parfois qu'un seul nom, voire de simples boîtes à lettres.

Le mécanisme de l'escroquerie, mis au jour par un long travail d'enquête menée depuis juillet 1997 par la brigade financière saisi après la dénonciation des faits par un groupe de dix banques, était relativement simple. Une même traite « non causée », c'est-à-dire ne reposant sur aucune livraison de marchandises, ou pres-

tation de services, circulait pendant des mois entre plusieurs entreprises du circuit de cavalerie, qui la faisaient escompter auprès de leur banque.

Ainsi, une société réalisant un chiffre d'affaires d'une dizaine de millions de francs en 1996 a escompté en trois jours, en 1997, des traites de plus de 8 millions de francs, qui se sont traduites par autant d'impayés.

Inquiètes de constater que des centaines de billets de commerce présentés par leurs clients ne pouvaient être honorés à échéance, dix banques se sont constituées en groupement bancaire et se sont adressées au parquet de Paris, le 16 juin 1997. Elles s'étaient pourtant alors refusées à porter plainte.

Au total, une trentaine de banques ont été victimes de ce type d'escroquerie. L'enquête de la brigade financière n'est cependant pas terminée. Plusieurs centaines de comptes bancaires sont encore analysés en détail. Et les policiers s'intéressent à des circuits internationaux de blanchiment de cet argent. Ils ont déjà pu établir qu'une partie des sommes détournées a été acheminée vers plusieurs pays proches : l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, notamment, ainsi que vers Israël.

Pascal Ceaux

## Kofi Annan appelle l'Afrique à lutter pour les droits de l'homme

GENÈVE

de notre correspondante

La 54<sup>e</sup> session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU s'est ouverte, lundi 16 mars, avec une solennité exceptionnelle afin de marquer le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un nombre impressionnant de personnalités et de responsables politiques de pays aux régimes les plus divers sont attendus pour cette réunion qui durera jusqu'au 24 avril. Lionel Jospin devait intervenir au nom de la France, mardi 17 mars, pour insister sur « la nécessaire dénonciation des atteintes aux droits de l'homme » et préciser : « Mon gouvernement s'assurera que les étrangers présents sur notre territoire de façon illégale soient traités avec dignité ».

Cette session a été ouverte par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. Prenant vigoureusement à partie le continent dont il est issu, l'Afrique, M. Annan a déclaré que « certains Africains continuent à considérer le souci des droits de l'homme comme un luxe de riches pour lequel l'Afrique n'est pas prête (...), comme un complot formé par les pays occidentaux industrialisés. Il s'agit là pour moi d'une conception dégradante qui fait injure à l'aspiration et à la dignité humaine qui existent dans le cœur de chaque Africain. Est-ce que les mères africaines ne pleurent pas lorsque leurs fils et leurs filles sont tués ou torturés par des agents de l'oppression ? Est-ce que les pères africains ne souffrent pas lorsque leurs enfants sont injustement emprisonnés ? Est-ce que l'Afrique dans son ensemble ne souffre pas lorsque l'une de ses voix est étouffée ? Les droits de l'homme sont les droits des Africains, ce sont les droits des Asiatiques, ce sont les droits des Européens, ce sont les droits des Américains. Ces droits n'appartiennent à aucun gouvernement, ils ne se limitent à aucun continent car ils sont inhérents à l'humanité elle-même ».

M. Annan a préconisé une action préventive contre toute forme de violation des droits de la personne en précisant que le siècle prochain devra être axé sur la prévention. Après avoir insisté sur la nécessité pour les États de ratifier les différents pactes et traités relatifs aux droits de l'homme afin de rendre le respect de ces droits juridiquement contraignant dans le monde entier, le secrétaire général des Nations unies a rappelé que, grâce aux divers textes de l'ONU, notamment au rapport de la Commission, « nous disposons de sources d'information presque illimitées sur les événements qui se produisent dans le monde entier... Nous ne pouvons plus nous permettre d'être indifférents, ni individuellement ni collectivement ».

Isabelle Vichniac



**Michel del Castillo**

Michel del Castillo  
De père français

Un livre de flamme et de glace : impressionnant.

Jorge Semprun, de l'Académie Goncourt

Le Journal du Dimanche

Fayard

## Un petit coin de Picardie paléontologique menacé

C'EST un gisement paléontologique comme il n'en existe nulle part ailleurs, un petit coin de Picardie où repose, depuis 54 millions d'années, un trésor de naturaliste. Dents de requins et de crocodiles, écailles de tortues, vestiges divers de vertébrés et, surtout, insectes par milliers : le bestiaire préservé dans ce site d'ambre fossilisé est unique, par sa richesse comme par son époque. Découvert en 1996 dans une sablière en exploitation, près de Creil (Oise), par le jeune paléontologue amateur Gaël de Ploegh, il devrait disparaître à jamais sous les eaux à la mi-avril, date à laquelle sont prévus l'abandon de la sablière et l'arrêt du pompage par son exploitant.

Un ambre vieux de 54 millions d'années, soit 10 millions d'années de plus que le célèbre ambre de la Baltique, connu dans le monde entier pour sa pureté et la qualité de sa préservation... En ce temps-là, à la limite du Paléocène et de l'Eocène, l'île-de-France était tropicale. La gangue de résine végétale transparente et solidifiée en témoigne : les crocodiles y vivaient avec des *Mastotermitidae*, une famille de termites aujourd'hui exclusivement cantonnée aux régions les plus chaudes de l'Australie.

En ce temps-là, surtout, les dinosaures avaient disparu depuis moins de 10 millions d'années, lors d'une des plus grandes extinctions d'espèces que la Terre a jamais connues. Pour André Nel et Jean-Jacques Menier, les deux entomologistes du Muséum national d'histoire naturelle qui étudient ce site depuis sa découverte, il réside le principal intérêt scientifique de l'ambre picard.

Non parce qu'il est ancien, mais parce qu'il est le seul à dater de cette période, idéale pour débusquer les lignées animales qui ont survécu à l'écatacisme

de la fin du Crétacé. Sur les 300 kilos d'ambre récupérés par les entomologistes - « à la main, à la pioche, au tamis de maçon... et à nos frais ! », précise Jean-Jacques Menier -, seule une partie a pour le moment été étudiée, et plus de 10 000 insectes y ont été mis en évidence. Lépidoptères, hyménoptères, diptères ou collemboles, la plupart des ordres existant actuellement étaient déjà là. Présents en abondance, les éphéméroptères et les trichoptères laissent penser qu'il y avait un cours d'eau à proximité immédiate de la forêt. Au total, dix-sept ordres et deux cents espèces d'insectes ont été répertoriés, qui, chacun à sa manière, racontent la même préhistoire.

## SANS ÉQUIVALENT CONNU

De ce site promis à la noyade, les chercheurs du muséum ont déjà tiré une foule d'informations. Car les insectes ne sont pas seuls. À côté d'eux, on a retrouvé des feuilles, des tiges, des brindilles et des fleurs ; des restes de reptiles, de tortues et de squamates ; et même un poil de mammifère, sur lequel un pou était resté accroché.

A quelques semaines de l'immersion du site - un gisement fossilifère « sans équivalent connu dans l'Eocène inférieur européen », précise Jean-Jacques Menier -, les naturalistes mettent les bouchées doubles. Avec, encore, un petit espoir : que la société Redland (récemment rachetée par les Ciments Lafarge) continue quelques mois de plus le pompage de la carrière de sable, avant que la remontée de la nappe phréatique ne recouvre définitivement ce « morceau du patrimoine scientifique mondial ».

Catherine Vincent

## Benjamin Spock, le pédiatre des baby-boomers, est mort à quatre-vingt-quatorze ans

NEW YORK  
de notre correspondante  
Le docteur Benjamin Spock, l'éducateur des baby-boomers, dont les livres servirent de base à l'éducation de millions d'enfants américains après la deuxième guerre mondiale, est mort dimanche 15 mars à son domicile de La Jolla, en Californie. Il était âgé de quatre-vingt-quatorze ans.

Pour les Américains, le docteur Spock est le pédiatre qui a révolutionné la manière de prendre soin de son enfant et de l'élever, en introduisant dans l'éducation des tout-petits la notion de bon sens, après des décennies de rigidité. « Faites confiance à votre instinct, conseilla-t-il aux parents. Faites ce qui vous semble bon. » Cette souplesse lui valut d'être considéré par les milieux conservateurs comme le père de la génération des hippies dans les années 60. Le président Clinton a ren-

du hommage au médecin, « qui a appris à tous l'importance du respect de l'enfant ». Le premier livre du docteur Spock, *Common Sense Book of Baby and Child Care*, parut tout de suite après la guerre, en 1946. Benjamin Spock y recommandait par exemple de nourrir les bébés à la demande, lorsqu'ils ont faim, plutôt qu'en fonction d'un strict emploi du temps établi à l'avance. Les multiples éditions successives de son livre, devenu tout simplement *Baby and Child Care*, envahirent tous les foyers américains : il en a vendu à ce jour quelque 50 millions en trente-neuf langues à travers le monde, des chiffres qui en ont fait le livre le plus vendu après la Bible.

Fils d'immigrés néerlandais (son non est une adaptation de Spaak), ainé de six enfants, ce médecin à la carrure de géant a aussi enseigné la psychiatrie dans plusieurs universités américaines. L'amour des en-

fants l'amena à participer à la lutte pour les droits civils et, surtout, à militer contre la guerre au Vietnam. A l'issue d'une manifestation aux côtés d'appelés qui refusaient de partir pour le Vietnam, il fut arrêté et condamné, en 1968, à deux ans de prison. La condamnation fut annulée en appel. Quatre ans plus tard, en 1972, il se présenta à l'élection présidentielle au nom du Parti populaire, une formation pacifiste, mais recueillit à peine 1 % des voix.

En 1974, il confia dans un entretien qu'il était peut-être allé trop loin dans certaines de ses recommandations de « laissez-faire » éducatif, notamment dans son souci d'éviter tout conflit avec les enfants. C'est à cette époque-là qu'il écrivit *Bringing up Children in a Difficult Age*, qui nuancait certains de ses préceptes. Benjamin Spock s'était remarié en 1976 avec Mary Morgan, qui avait quarante et un ans de moins que lui.

Sylvie Kauffmann

Tirage du Monde daté mardi 17 mars : 725 634 exemplaires

1

**Le Monde**  
A LA TELEVISION ET A LA RADIO

**Le Monde des idées**  
LCI  
Le samedi à 12 h 10 et à 16 h 10  
Le dimanche à 12 h 10 et à 13 h 10

**Le Grand Jury**  
RTL-LCI  
Le dimanche à 18 h 30

**De l'actualité à l'Histoire**  
La chaîne histoire  
Les mardi à 9 h et 23 h  
mercredi à 12 h et 17 h  
jeudi à 13 h et 19 h  
vendredi à 15 h et 21 h

**Le Grand Débat**  
FRANCE-CULTURE  
Les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lundis de chaque mois à 21 heures

**A la une du Monde**  
RFI  
Du lundi au vendredi à 12 h 45 (heures de Paris)

**La une du Monde**  
BFM  
Du lundi au samedi à 13 heures et 15 heures

الطبعة 1550